

## Le temps de la «mobilité»

Les débats de politique étrangère à l'Assemblée nationale sont rarement l'occasion, pour le ministre concerné, d'annoncer de grandes initiatives diplomatiques. C'est ce qui a eu lieu le mardi 16 juin n'a pas dérogé à la règle : c'est surtout un bilan de la politique française et un panorama de la situation internationale qu'a présentés M. Jean-Bernard Raimond.

Un maître mot émaillait le long exposé que le ministre des affaires étrangères a présenté aux députés : celui de mobilité. « Mobilité » dans les relations Est-Ouest, « à l'échelle » déclarait-il, faisant remonter l'origine de ce mouvement à l'arrivée de M. Gorbatchev au pouvoir : « mobilité » au Proche-Orient, « à l'échelle » poursuivit-il, évoquant le projet de conférence internationale sur le conflit israélo-arabe ; « mobilité » en Afrique, avec la victoire de M. Hissène Habré ; il n'est pas jusqu'à l'Amérique latine et même la Pacifique sud où M. Jean-Bernard Raimond n'ait relevé des indices de « ruptures politiques ».

Fidèle à son optimisme fondier, M. Raimond a plus insisté dans son intervention sur les raisons d'espérer que sur les incertitudes dues à tant de mobilité. En ce qui concerne les relations Est-Ouest, pourtant, il ressort tout aussi clairement de ses propos que de la réalité que l'initiative n'est plus dans le camp occidental en général, et européen en particulier. L'exercice diplomatique qui vient de se terminer laborieusement à propos des missiles intermédiaires est assez constant de ce point de vue politique, comme devait le faire remarquer par la suite M. Giscard d'Estaing, les Européens ont réagi en ordre dispersé aux multiples initiatives de M. Gorbatchev, relayées par un président des États-Unis qui a mis ses derniers espoirs de passer à la postérité dans la conclusion d'un accord de désarmement nucléaire avec Moscou.

La position française est relativement simple, ce qui n'empêche pas pour autant toutes les ambiguïtés. Les armes couvertes par le double option n'étant ni françaises ni situées sur le sol français, Paris estime ne pas avoir à souscrire formellement à ce qui vient d'être entériné par le conseil atlantique à Reykjavik : il se borne à exprimer sa « solidarité » avec ses alliés à ce sujet. Mais de quelle solidarité s'agit-il ?

Si l'on veut bien se souvenir que l'allié principal de la France en matière de défense est la République fédérale d'Allemagne, force est de constater que les seules armes nucléaires qui resteront décorées sur le sol allemand seront les armes à très courte portée (moins de 500 kilomètres), dont les cibles seront les Allemands des deux bords, et aux seuls. Les objections soulevées le mois dernier à ce propos par le chancelier Kohl n'ont finalement pas été prises en compte, ou fort peu : couteuse de barrer la route à une dénucléarisation totale de l'Europe, la France a cru devoir, dans cette affaire, laisser l'Allemagne « seule face à ses inquiétudes et ses doutes », pour reprendre une formule de M. Giscard d'Estaing.

Traité entre gaullistes orthodoxes figés dans une doctrine vieille de plus de vingt ans et européens convaincus, M. Raimond a prêté ne pas trop longtemps s'attarder sur le sujet. C'est dommage, car la question de la sécurité de l'Allemagne tant d'encore et soulevé tant de polémiques, va très vite se retrouver au centre de nos préoccupations, que nous le voulions ou non. Là aussi on peut faire confiance à M. Gorbatchev...

(Lire nos informations page 12 et page 13 un point de vue de M. JEAN-PIERRE CHEVENEMENT sur les relations franco-allemandes.)

L'assassinat d'un dirigeant anti-indépendantiste après le voyage de M. Pasqua

## Le gouvernement veut «mettre à la raison les responsables du terrorisme» en Corse

En Corse, Jean-Paul Lafay, un des chefs de file des anti-indépendantistes, a été assassiné par des inconnus, pendant la nuit du mardi 16 au mercredi 17 juin. L'assassinat a été commis à la fin du voyage de M. Pasqua en Corse.

Au cours du conseil des ministres, mercredi, M. Mitterrand a déclaré : « Je souhaite que tous les moyens de la loi

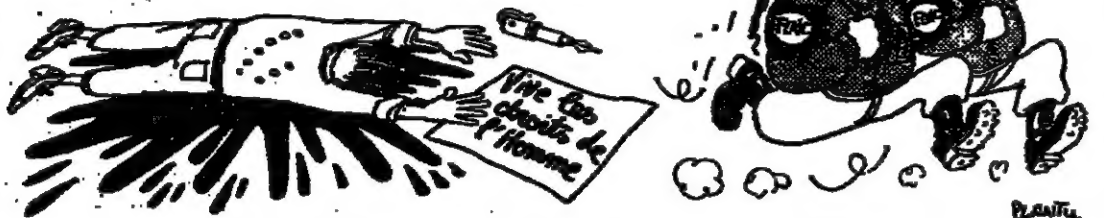
soient mis en œuvre pour découvrir et frapper les coupables, en même temps qu'il conviendra de rechercher, plus que jamais, les voies de l'unité de la nation et l'apaisement des esprits. » M. Pasqua, de son côté, a déclaré que cet assassinat « ne fera que renforcer notre détermination pour « mettre à la raison les responsables du terrorisme ».

AJACCIO de notre envoyé spécial

Un homme assassiné à bout portant, le mercredi 17 juin, à 0 h 30 : la tension des dernières heures du voyage de M. Charles Pasqua en Corse a brusquement tourné au drame : le docteur Jean-

Paul Lafay, vétérinaire, quarante-neuf ans, un des chefs de file de la lutte anti-indépendantiste, a été tué de deux balles à la sortie de la station FR 3 d'Ajaccio, où il venait de participer à un débat sur la violence.

DANIELLE ROUARD. (Lire la suite page 15.)



## Un entretien avec le président de l'Uruguay

« Nous voudrions que l'Europe et les États-Unis s'intéressent davantage à notre démocratisation »

Le président de l'Uruguay, M. Julio Sanguinetti, était attendu, le mercredi 17 juin, à Paris, pour une visite officielle de quatre jours, au cours de laquelle il doit rencontrer le président Mitterrand et M. Jacques Chirac. M. Sanguinetti se rendra ensuite en Allemagne fédérale.

« Monsieur le président, tout le monde doit vous poser cette question. Il y a une douzaine d'années, on a vu, à peu de temps de distance, l'Espagne, le Portugal et la Grèce devenir des démocraties, qui depuis lors se sont consolidées. Le retour à la démocratie en Argen-

tine, en Uruguay, au Brésil, au Pérou, ailleurs encore, signifie-t-il que le même phénomène est en train de se produire sur tout le continent sud-américain ?

L'Uruguay a toujours été une île en Amérique latine, avec une longue tradition démocratique. Pourtant, dans les années 60, nous avons, nous aussi, connu la violence politique. Jusqu'en 1973 avec les Tupamaros. Un phénomène exceptionnel qui a bouleversé le pays. Maintenant, nous sommes revenus à la tradition, et il est vrai que dans le reste de l'Amérique latine souffle un grand vent de démocratie.

« Ce que l'Europe doit comprendre, c'est que nos régimes démocratiques affrontent deux défis majeurs : la dette extérieure et le protectionnisme. Même si, par magie, le problème de nos dettes était réglé, elles reviendraient au même niveau dans cinq ans si les conditions du commerce international restent les mêmes. »

« L'Uruguay a certes bénéficié, pour sa part, de la chute du prix du pétrole, qui lui a permis d'économiser 80 millions de dollars.

Propos recueillis par ANDRÉ FONTAINE (Lire la suite page 8.)

## La lutte pour le pouvoir en Iran

La dissolution du parti unique fait le jeu de M. Rafsandsjani, l'homme fort du régime.

PAGE 10

## Hausse des prix de 0,2 % en mai

2 % d'augmentation depuis le début de l'année, 3,4 % sur douze mois.

PAGE 36

## La libération des loyers de 1948

Les locataires ont deux mois pour contester les augmentations.

PAGE 32

## La répression au Chili

Douze opposants tués à Santiago

PAGE 9

## Les limogeages à Moscou

L'affaire de l'avion Cessna : un troisième maréchal perd son poste.

PAGE 36

## L'assemblée du patronat

Le CNPF a les yeux fixés sur l'horizon du grand marché européen.

PAGE 31

## L'échec scolaire en cours préparatoire

La quasi-totalité des élèves qui redoublent ne parviendront pas en classe de seconde.

PAGE 17

## La bataille des fréquences

Les promoteurs des télévisions locales s'inquiètent des appétits de la 5 et de M 6

PAGE 29

## Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

La rénovation du Musée de l'homme. Expositions : festivals d'été à travers la France.

Pages 23 à 27

Le sommaire complet se trouve page 36

## Félicien MARCEAU

de l'Académie française



## Les passions partagées

roman

« Les passions partagées de Félicien Marceau c'est du nanan ! L'expression n'est plus très usitée. Il est vrai, mais elle traduit bien le sentiment d'exquise gourmandise que je ressente durant toute la lecture du roman ! »

Bernard Pivot/Lire

« Une histoire pétaradante, abondante, un de ces livres qu'on pose avec regret et que l'on retrouve avec jubilation ! »

François Nourissier/Le Figaro Magazine

GALLIMARD *rf*

## Vietnam : s'amender ou sombrer

L'Assemblée nationale élue le 20 avril s'est réunie, le mercredi 17 juin à Hanoï, pour élire le successeur de M. Pham Van Dong à la tête du gouvernement, et celui de M. Truong Chinh à la présidence du Conseil d'Etat. Cette première session doit durer une semaine.

HO-CHI-MINH-VILLE de notre envoyé spécial

« Au Vietnam, c'est la première fois qu'on donne à une ville le nom d'un homme, et il faut s'y faire », constate un officiel. « Saigon dep qua... », « Saigon la très belle », dit un refrain vieux comme le jour. Rebaptisée ville Hô-Chi-Minh, Saigon a les tempes qui bourdonnent. Endormie il y a quatre ans encore, elle reprend son souffle. Le marché central a rouvert ses portes. Au tout petit matin, ballon au pied, une foule de gamins envahit les chaussées des grandes avenues du centre. Le soir, des milliers de gens prennent le frais air du bord de la rivière. Partout, les petites échoppes ont retrouvé droit de cité, artisans, cafés, restaurants, marchands de sucreries, de cigarettes, de soupes, de vêtements et même de jouets. La tonique, si seyante, a pratiquement disparu, mais des hôtes, à peine maquillés

et encore un peu timides, accueillent le client sur des terrasses improvisées à même les trottoirs.

Comme toutes les autres villes du Vietnam, Saigon vit dans la cacophonie et la pénombre. A Khanh-Hoi, dans la zone industrielle, l'usine Huu-Nghi d'assemblage de bicyclettes, qui tourne d'habitude à 50 % de sa capacité de production (faute de matières premières importées et de devises pour les acheter), ne fonctionne plus depuis le 10 mai, cette fois faute de courant électrique. Pour y remédier, Soviétiques et Vietnamiens construisent la centrale hydroélectrique de Tri-An. La mise en route d'une première turbine de 100 mégawatts, à la fin de l'année, dépannera Hô-Chi-Minh-Ville. « Selon le plan, en 1995, explique M. Nguyen Cong Ai, vice-président du Comité populaire de la ville, les quatre turbines seront achevées. Elles produiront 400 mégawatts. Avec cela, nous pourrions satisfaire la moitié des besoins de Hô-Chi-Minh-Ville... Après Tri-An, nous devons construire d'autres centrales, c'est une priorité. »

Saigon grouille de monde. L'ancien Cercle sportif saïgonnais accueille, dans ses locaux, une exposition des traditions et arts des différentes régions du pays.

Sur ses courts de tennis, aux filets cent fois raccommodés, on continue de jouer comme au bon vieux temps. Le dimanche, ceux qui ont les moyens empruntent les dizaines d'autobus qui font la route du cap Saint-Jacques, à deux heures de là, pour y faire trempette dans la mer. Les « riches » ont leurs propres voitures, souvent vieilles de dix ou vingt ans, encore que des véhicules japonais neufs — comment sont-ils arrivés là ? — comment à faire leur apparition. Ils vont sur la « plage de derrière », la plus propre, ignorant la véritable concession occupée par des Soviétiques et leurs familles près du port.

Les moins heureux traînent dans la capitale du Sud, d'un tabouret à un autre, autour d'un café glacé ou d'une citronnade, histoire d'oublier quelques instants le logement exigu, de s'afficher dans les habits du dimanche ou de jouer aux cartes, accroupis à un angle de rue. Le tout dans le bruit des haut-parleurs publics et des pétarades de motocyclettes japonaises omniprésentes, chevauées par trois ou quatre personnes à la fois, se frayant un chemin parmi les cyclistes et les piétons.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(Lire la suite page 6.)



# Débats

## Comment s'en débarrasser ?

Les révisionnistes nient la réalité qui les excède parce qu'elle excède leur théorie

par JACQUES BAYNAC et NADINE FRESCO (\*)

**M**ENTEZ, mentez, il en restera toujours quelque chose», écrivait Pierre Viau-Ponté, parapsychiste de la colonie du Barbery de Séville (le Monde daté 17-18 juillet 1977), dans un article intitulé «Le mensonge» qui traitait de ce qu'on n'appellait pas encore le révisionnisme. C'était il y a dix ans. Et c'était prophétique.

Il est communément admis, toute la littérature de ce sujet est formelle, que quatre millions d'êtres humains ont été assassinés par gazage puis incinérés à Auschwitz. C'est par cette phrase que commence une des deux lettres publiées par Libération dans le courrier des lecteurs et qui ont provoqué les remous que l'on sait.

Dans cette phrase, trois affirmations, trois mensonges.

La littérature de ce sujet ne parle pas de quatre, mais de un million de gens gazés à Auschwitz (cf. par exemple R. Hilberg dans *The Destruction of the European Jews*, New-York, Franklin Watts, 1973, p. 572). Il est donc faux et mensonger de dire qu'il s'agit de quatre millions, faux et mensonger d'affirmer que la littérature est formelle à ce sujet, faux et mensonger de prétendre que ce chiffre est communément admis.

Ce qui est vrai, en revanche, c'est que cette phrase résume parfaitement une des méthodes de la prétendue école révisionniste. Elle consiste à fabriquer de toutes pièces un mensonge et à proclamer que ce mensonge est une vérité officielle et communément admise. Il ne reste plus alors qu'à dénoncer comme mensongère la pseudo-vérité qu'on avait soi-même préalablement fabriquée.

Pierre Viau-Ponté avait raison de prévoir que, «au mieux, en résulterait un grand scepticisme à l'égard des atrocités hitlériennes (...). Au pis, la conviction que le mensonge est universel et permanent, qu'il ne faut croire personne et surtout pas l'historien».

Les révisionnistes n'ont pas inventé le révisionnisme. D'une part, l'histoire est révisionniste par nature, elle procède par révision permanente des connaissances. D'autre part, le terme de «révisionnisme» désigne traditionnellement des courants idéologiques (par exemple, Kautsky dans le marxisme ou Jabotinsky dans le sionisme). Ils n'ont pas inventé non plus la révision de l'histoire de la seconde guerre mondiale. Actuellement, en Allemagne, un courant grandissant propose sur les causes du génocide, et principalement sur l'origine du modèle extermination-

niste, des interprétations qui ne sont pas non plus innocentes.

Sauf exception, tel ce J.B. Périès qui, en 1927, prouva que Napoléon n'avait pas existé, le révisionnisme historique, c'est-à-dire l'histoire en train de se faire, ne nie pas l'évidence, n'invalide pas systématiquement tout ce qui atteste la réalité d'un fait, ne confond pas l'exercice du doute avec la pratique du soupçon. Pour nos révisionnistes en revanche, il s'agit «non pas de connaître le déroulement exact des événements survenus à Auschwitz, mais de vérifier si les pièces à conviction présentées à l'appui de la thèse exterminationniste sont probantes» (W. Stäglich, *Le Mythe d'Auschwitz*, Paris, La Vieille Taupe, 1986, p. 28).

Curieux historiens en vérité que ces gens qui, au lieu de s'attacher à connaître le déroulement exact des événements, s'instituent juges des «pièces à conviction» d'un procès qui n'a lieu que parce qu'ils nient l'existence de l'objet du litige, et qui, à l'heure du verdict, seront donc nécessairement amenés à déclarer fausses toutes les preuves contraires à l'*a priori* dont ils ne démentent pas.

### Un objet historique

A défaut d'être des historiens, appartiennent-ils au moins au genre illustré par Kautsky, Jabotinsky et d'autres ?

En général, les révisionnistes idéologiques cherchent, par pragmatisme, à mieux connaître la réalité pour mieux affirmer son primat, pour mieux adapter leur théorie au monde tel qu'il est. Nos révisionnistes font l'inverse : ils nient la réalité qui les excède parce qu'elle excède leur théorie.

Au lieu d'adapter leurs idées à la réalité, ils adaptent la réalité à leurs idées. Ils sont, à proprement parler, des idéologues qui, refusant d'intégrer le réel passé, doivent désintégrer celui-ci dans le présent. Leur objectif, disent-ils, n'est pas un vocabulaire religieux, est de «désacraliser ce qui, de toute façon, fonctionnait comme un mythe» (*La Guerre Sociale*, Paris, 1981, p. 20).

Ni historique ni idéologique, le révisionnisme français est un objet mal identifié : peut-être un objet limite, qui passe pour historique chez les idéologues et pour idéologique chez les historiens ; un objet frontière, qui glisse sans cesse ; un objet qui, attaché à un objet historique unique - cette

extermination déclarée indicible par les témoins, intransmissible par les survivants, impensable par tous les autres, et qui a fini, avec le temps, par devenir inimaginable et presque incroyable, - a perdu de vue la frontière entre réalité et fiction, déstabilisé la réalité fiction, et réalisé la fiction qu'il produisait.

Jugeant la réalité incohérente et incroyable, les révisionnistes ont glissé du « tout ce qui est réel est rationnel » hégélien à « tout ce qui est rationnel est réel » et produit une fiction formidable.

Il serait temps, pour comprendre la production d'une telle fiction, de constituer enfin le révisionnisme en objet de l'histoire. Et de se rendre compte que cette fiction a rencontré un marché, largement tributaire de l'ignorance.

Depuis dix ans que le révisionnisme se manifeste en France, ceux qui s'en préoccupent sont confrontés au même dilemme. Les uns estiment que moins on parlera des révisionnistes et mieux cela vaudra, qu'il est inutile de leur donner une publicité dont ils sont tellement friants et qu'ils s'évertuent chaque fois à travestir en reconnaissance de leur respectabilité scientifique. Les autres pensent que la confrontation est inévitable et s'attachent à réfuter point par point les réfutations révisionnistes et à faire, une fois de plus, la preuve de la réalité, de la nature et de l'étendue de l'extermination.

Le glissement, le tout-terrain, le contre-pied, le trompe-l'œil et le dernier mot : il est temps de comprendre que la tactique révisionniste fait que, de toute façon, les réactions des uns et des autres ont été et continueront d'être, chaque fois, manipulées et trafiquées par les révisionnistes à leur propre avantage. Le silence est rallié par eux comme lâcheté et refus du débat, les réponses comme autant de vaines tentatives d'obstruction de la vérité. Pour sortir enfin du dilemme, et de la gêne qu'il provoque, il faut traiter le révisionnisme, comme n'importe quel autre fait, en objet de l'histoire.

Les révisionnistes actifs, ceux qui écrivent et ceux qui diffusent cette fiction, sont quelques dizaines. Comment se fait-il alors que leurs idées se propagent

somme toute plutôt bien dans la société française ?

Ce à quoi ils conviennent avec tant d'acharnement, c'est à la solution finale de la solution finale. Ce programme n'est peut-être pas fait pour déplaire à tout le monde. Par quel miracle, en effet, cette société se serait-elle débarrassée de son antisémitisme, de la haine contre Dreyfus et Léon Blum à la dénonciation des voisins de palier, en même temps qu'elle sortait de ce que l'on continue encore si souvent de qualifier, dans une immuable cliché, d'*« heures les plus douloureuses de notre histoire »* ? Pour-on sérieusement penser que l'antisémitisme, béloigné à la Libération et contraint de vivre depuis lors entre censure et refoulement, se serait miraculeusement dissous derrière les hauts murs occultement dressés contre l'infamie de la collaboration et unanimement élevés à la gloire de la Résistance ?

### Les redresseurs de morts

Quand les juifs morts se comptent par millions, ils deviennent parfois plus encombrants encore que lorsqu'ils étaient vivants. Et le poids de leur mort est tel qu'il faut attendre avant de pouvoir apprendre sa mort comment s'un dénouement. Mais puis d'un demi-siècle a passé, et les morts ont une durée de vie limitée. Quand le nombre de ceux qui les ont connus s'amenuise de plus en plus, quand le refoulement de l'antisémitisme se fissure en même temps que la crise fissure la société, le temps est venu pour les redresseurs de morts. Mais que peut attendre pour les vivants qu'on s'attaque ainsi à des juifs qu'on avait déjà tués ?

Pessimisme outrancier ? Après tout, est-ce tellement grave que le néologisme adalque présente, aussi, l'avantage de rappeler en creux que de même que sidatque = sida, judatque = judas ? Est-ce tellement grave qu'un candidat à la présidence de la République, disant sa vérité en attendant son heure, voie sa cote de popularité doubler après l'exposé d'un programme fondé sur la peur et l'exclusion ? Est-ce tellement grave que, parlant de la fête de fin du Ramadan, une télévision émette machinalement que la Grande Mosquée de Paris a été « envahie » par des musulmans ?

Est-ce tellement grave ?

### HAINE ET RÉVISIONNISME

Des pestilences accompagnent aujourd'hui le débat politique. Jacques Ellul s'en prend avec vigueur à M. Le Pen à propos de son exploitation du SIDA. De leur côté, Jacques Baynac et Nadine Fresco analysent les tenants et aboutissants du courant «révisionniste» qui veut la solution finale... de la «solution finale».

## La honte et la peur

Se servir des malades du SIDA pour obtenir des voix à l'élection présidentielle est une abomination

par JACQUES ELLUL (\*)

**J**e dois dire que jusqu'ici je n'avais jamais pris très au sérieux M. Le Pen. Il ne me paraît pas avoir l'envergure d'un grand politique ni d'un dictateur, même comme Mussolini. Sa propagande me paraissait très superficielle et vieillotte. Ses derniers résultats électoraux provenaient davantage de la double déception des Français, déception provoquée d'abord par l'échec de la gauche, ensuite par la politique de M. Chirac. Aujourd'hui, il a trouvé son champ de propagande, et j'ai bien peur qu'elle ne réussisse.

Après s'être attaqué aux immigrés, le voici qui se sert de la terrible menace du SIDA. Et, dans les deux cas, c'est une propagande fondée sur la haine et sur la peur, les deux sentiments les plus forts qui ont toujours fait réussir une propagande, soulever une foule et lancer une meute. Haine contre les immigrés (fondée sur des arguments apparemment raisonnables !), peur des immigrés (qui risqueraient de nous submerger), peur du SIDA, haine contre les malades du SIDA.

Le drame possible commence lorsque l'on prétend donner des solutions politiques et autoritaires à des questions sociales ou humaines qui relèvent de tout autre chose ! Que les immigrés représentent un véritable défi à notre société, seuls des aveugles angéliques, convaincus que tout s'arrangera tout seul dans une société pluriculturelle, peuvent le nier. Que le SIDA prenne l'ampleur qu'il a, essentiellement à cause du dérèglement sexuel et pornographique de notre société, cela me paraît certain. Mais, ce sont des problèmes de société, et de morale : aucun pouvoir politique ne peut les résoudre, en tant que tel. Si on veut les traiter humainement, il s'agit de reconstruire une culture française susceptible de supporter le défi (car il faut admettre qu'il n'existe plus aucune culture chez nous) et une morale sexuelle généralement impliquant une autodiscipline. Hors de cela, il n'y a qu'une « politique » : la dictature.

M. Le Pen fait de grandes déclarations républicaines et démocratiques. Hitler aussi, avant de prendre le pouvoir, et Salazar prétendaient établir la vraie démocratie. Ces déclarations n'ont aucune valeur en face des thèmes de propagande choisis, et comme je suis convaincu que si, par malheur, M. Le Pen accédait au pouvoir il s'attaquerait en effet à ces problèmes, il ne pourrait le faire que par l'établissement d'une dictature. Je dis que le choix des thèmes de propagande, les sentiments qui sont sollicités portent en eux une dictature immanquable. La foule soulevée exigera les réponses promises. Il ne faut pas cependant que cette perspective serve à nous donner bonne conscience, si nous sommes hostiles à M. Le Pen. Car je disais qu'il s'agit de la responsabilité de toute la société française, dans sa culture et sa morale, et que la gauche est aussi coupable que la droite dans l'aventure qui risque de s'engager.

Mais si l'ombre de la dictature me paraît redoutable, ce qui m'est apparu scandaleux, c'est que l'on puisse se servir de la maladie, de la misère et de la mort dans un but purement électoraliste. Penser à l'effreuse détresse des malades du SIDA, de ceux qui simplement pourraient en être menacés, de ceux qui les entourent, et se servir de cela pour obtenir des voix à l'élection présidentielle, c'est une abomination. Présenter comme remède l'isolement de toute une population de malades, le «sidatorium», c'est revenir non pas à «sanatorium», mais à l'attitude médiévale envers les lépreux. M. Le Pen prétend être chrétien et rétablir une société chrétienne. Je dis que son attitude envers les malades du SIDA est fondamentalement antichrétienne. Et l'utilisation de la maladie et de la mort à des fins politiques est un scandale devant Dieu. Si les Français sont encore dignes d'être républicains et démocrates, cette utilisation du SIDA devrait les écarter définitivement par dégoût, et laisser M. Le Pen seul avec sa honte. (\*) Ecrivain.

## La pudeur mise à nu



La culture au pluriel.

### COUBRIER DES LECTEURS

#### Solidarité avec la Chine

A l'heure où tant de nos compatriotes et de téléspectateurs n'avaient d'yeux que pour le match de la « Une », dans une cour du Marais, plus de deux cents Chinois, connaissances ou amateurs de peinture, étaient réunis pour une vente de charité. Cette réunion dominicale était un peu exceptionnelle. Autour du grand peintre animalier Wu Zuoren, de sa femme, Xiao Shufang (1), et de plusieurs maîtres, notamment de calligraphie, il s'agissait de recueillir des fonds pour les victimes du plus grand incendie qu'ait probablement connu la longue liste des calamités naturelles et humaines de l'histoire chinoise (2).

Placée sous les auspices du Club des Chinois de Paris, de l'ambassade et de l'Amicale des anciens ressortissants de Chao-zhou, ville du sud de la Chine, d'où sont issus nombre des Sino-Cambodgiens du treizième arrondissement, une telle manifestation était d'autant plus remarquable qu'on sait les conditions dans lesquelles vivent dans la capitale nombre d'artistes d'origine étrangère et parfois totalement coupés de leur pays.

PAUL BADY, ancien attaché culturel en Chine, professeur à l'université de Paris-VII.

(1) Leur exposition conjointe se poursuit au musée Carnot jusqu'au 12 juillet.

(2) L'incendie, qui a duré plusieurs semaines, a ravagé l'un des plus vastes domaines forestiers du pays, le Grand Klongan, causé la mort de près de deux cents personnes et fait des dizaines de milliers de sinistrés (le Monde du 21 mai).

#### A mes amis algériens

Compte tenu des amalgames déhonorants que fait aujourd'hui la presse algérienne (le Monde daté 24-25 mai), je voudrais rafraîchir le mémoire de ceux qui se permettent certaines affirmations concernant les juifs.

Même si ce ne fut pas en tant que juifs qu'ils se sont déshonorés de leurs gouvernements (heureusement, l'Etat français n'est pas confessionnalisés), nombre des plus véhéments dénonciateurs de cette guerre ont été des juifs. Faut-il rappeler les articles de Claude Lamman, ceux de Jean Daniel, le livre - un des tout premiers sur le sujet - de Jean-Jacques Servan-Schreiber, ou les actions menées par L'Express ou France-Observateur, par exemple. Faut-il rappeler le courage de Pierre Vidal-Naquet, l'un des fondateurs du comité Audin ou celui de Laurent Schwartz ?

Faut-il enfin jouer aux « anciens combattants » et souligner que parmi les organisateurs des réseaux de soutien au FLN figuraient des juifs (Henri Curjel, par exemple), de même que parmi les « porteurs de valises » ou les dirigeants des mouvements étudiants opposés à cette guerre ? (...)

JULIETTE MINCES, écrivain, cofondatrice de l'hebdomadaire Révolution algérienne (Paris).

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 60627 F  
Télécopieur : (1) 45-23-66-81  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Faure (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F.

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises.

MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wons.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Salas.

Le Monde (ISSN 770-970) is published daily, except Sundays for \$4.00 per year by Le Monde.

c/o Speedings, 45-25 31st Street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y. Postmaster: send address changes to Le Monde c/o Speedings U.S.A.

P.R.C. 45-25 31st Street, L.I.C., N.Y. 11104.

ABONNEMENTS  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois : 6 mois : 9 mois : 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS VOIES ÉTRANGÈRES

PAR VOIE NORMALE

667 F 1 332 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)

1 - BELGIQUE LUXEMBOURG

PARIS-BAZ

399 F 762 F 1 009 F 1 300 F

2 - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisionnels : nos abonnés sont invités à nous en faire connaître deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-16 - Types LEMONDE

Reproduction interdite de nos articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437

ISSN : 0595 - 2037



ITALIE : le résultat des élections législatives

## Le Parti socialiste a surtout progressé au détriment des communistes

ROME  
de notre correspondant

Amplifiées ici, retouchées là, les lignes de force apparues à l'échelle nationale au soir du scrutin des 14-15 juin se retrouvent à peu près dans toute l'Italie. L'observation pourrait être banale si elle concernait un pays homogène. Or c'est un cliché de dire qu'il existe « deux Italies » : celle du Sud, marquée de déformations jusqu'à Rome, et celle du Nord, inclinant aussi l'essentiel du Centre, entre lesquelles, tous les indicateurs le disent, court la faille séparant le modératisme d'une cité comme Milan de tous les autres de régions comme la Campanie ou la Calabre.

Même s'il est vrai que la DC progresse davantage à Naples, un de ses fiefs traditionnels, qu'en Lombardie où, en revanche, les socialistes avec M. Bettino Craxi, ici chez lui, obtiennent un franc succès, les évolutions constatées dans la péninsule se vérifient à peu près partout : forte poussée du PS, nette reprise de la DC, chute du PC et des trois petits partis « laïques » de gouvernement (républicains, sociaux-démocrates, libéraux), défaite du MSI (extrême droite, percée des Verts, bonne tenue des petites formations laïques d'opposition (radicaux et démocrates-chrétiens gauche). Les groupements à base régionale (au Val d'Aoste, en Sardaigne, au Sud-Tyrol) conservent à peu près, quant à eux, leurs positions traditionnelles.

A Milan, ville symbole de l'Italie de « nouveau miracle économique », le trait le plus notoire — outre naturellement le bond en avant de 7,5 points du PS par rapport aux dernières législatives de 1983 — est la primauté retrouvée de la DC au détriment du PC. La chute des communistes est ici d'autant plus notable qu'ils avaient inclus dans leurs listes des personnalités de grand prestige, indépendantes ou venues des rangs socialistes, lesquelles ont d'ailleurs, pour la plupart, été élues.

• Le prix Robert Schuman-Stresbourg à M. Soares. — Le président portugais Mario Soares a reçu, lundi 15 juin, à Stresbourg, le premier prix Robert Schuman-Stresbourg, destiné à récompenser une personnalité pour son action en faveur de la Communauté européenne. Le président du jury, M. Alain Pöcher, président du Sénat français, a salué en M. Soares « l'homme politique portugais le plus en vue » et « l'Européen clairvoyant et convaincu ».

Le prix Robert Schuman-Stresbourg a été créé par la Fondation FVS de Hambourg (RFA). Il sera remis tous les deux ans à une personnalité différente. Son jury comprend notamment, outre M. Pöcher, l'ancien premier ministre britannique, M. Edouard Heath, et l'ancien président de la RFA, M. Walter Scheel. — (AFP.)

RFA

### Günter Wallraff mis en cause par des Turcs...

Günter Wallraff, l'auteur de *Tête de turc*, dont le tirage en RFA a atteint aujourd'hui 2 750 000 exemplaires, et dont les traductions sont aussi des succès de librairie (près de 200 000 exemplaires vendus en France), est mis en cause, dans le dernier numéro de l'hebdomadaire *Der Spiegel*, par l'un de ses collaborateurs turcs. Ce dernier, Levent Sinirlioglu, avait servi de médiateur entre le journaliste et la communauté turque dans son entreprise de « transformation » en travailleur immigré. Sinirlioglu avait « prêté » son identité et ses papiers à Günter Wallraff, et l'accuse aujourd'hui d'avoir raconté, comme si elles lui étaient arrivées personnellement, quelques-unes des expériences vécues par lui.

Autre reproche de Sinirlioglu : Günter Wallraff n'aurait pas laissé à ses collaborateurs que des lettres des bénéficiaires considérables dégagées par la vente du livre et la diffusion du film tourné clandestinement pendant l'aventure du journaliste. La fondation créée par l'auteur *Vivre ensemble*, dotée d'une somme de 1,7 million de marks (environ 6 millions de francs) pour favoriser des projets d'intégration des travailleurs immigrés, est également critiquée par plusieurs collaborateurs turcs qui la jugent peu transparente.

tel le directeur du Piccolo Teatro, M. Giorgio Strehler, ou l'ancien président de la Commission des opérations de Bourse, le milliardaire M. Guido Rossi. Mais cette opération de séduction n'a visiblement pas suffi. Côté DC, on observe à Milan l'avalanche des « votes de préférence » dont a été l'objet M. Roberto Formigoni, leader du « mouvement populaire », le très dynamique courant populiste, aux accents parfois intégristes, du Parti démocrate-chrétien.

### « Cicciolina » élue

A Turin, autre grande ville à l'image dynamique et productrice, siège de l'entreprise automobile Fiat, le PC demeure le premier parti, mais sa chute est dure : 4 points. Les socialistes, naguère gravement touchés par une vague de scandales, augmentent plus modestement que la DC. Trieste en revanche est la grande ville où le PS enregistre le gain le plus étonnant : il y passe de 6,1 % à 19,1 %.

A Rome, où toutes les tendances nationales sont présentes, en plus accentuée, on note surtout le bond en avant des Verts (3,8 % contre 2,5 % au plan national), explicable tant

par la dégradation des conditions de vie dans la capitale que par la mobilisation contre la centrale nucléaire en construction de Montalto di Castro, dans le nord du Latium. Une curiosité : l'élection dans les rangs du Parti radical, talonnant le « groupe » de cette petite formation, M. Marco Pannella, de M<sup>me</sup> Ilona Staller, plus connue sous son surnom de « Cicciolina ». Profession : « porno-star », selon la dénomination utilisée en Italie, qui se passe de traduction. Particularité : cette jolie blonde de vingt-sept ans supporte difficilement de garder un vêtement en public. On l'a vue se faire littéralement rabaisser par un des scrutateurs de son bureau de vote, le 14 juin. Les mauvaises langues, qui sont légion dans la capitale, prétendent une augmentation des infanticides à la Chambre dans les années à venir.

A Bologne, ville réputée la plus « rouge » d'Italie, le PC enregistre un recul plus cuisant encore (4,1 %) que la moyenne nationale. Comme dans toute la péninsule, il semble que les communistes aient cédé du terrain aux Verts et aux socialistes. Même constat pour Florence et la Toscane ainsi que pour Gênes et la Ligurie. Dans ce dernier cas, un phénomène spécifique a joué : la lutte autour d'un port à l'agonie

entre un organe de gestion dominé par des socialistes et un syndicat de dockers dominé par le PC, nullement prêt à céder sur de très anciens privilèges au rang de « majorité relative générale » les électeurs ont arbitré en faveur des socialistes.

A Naples, la DC confirme, en l'accentuant, sa position prédominante. L'événement est le véritable déclin subi par le MSI-droite nationale, qui avait là un de ses points forts et qui recule de 20 % à 11,2 %.

Les Napolitains élisent également, les 14-15 juin, un conseil municipal après la dissolution du précédent, en novembre dernier. L'affaiblissement des partis extrêmes (PC et MSI) devrait rendre une large espace à une coalition centrée sur la DC et le PS.

En Sicile, autre forteresse démocrate-chrétienne, on observe que le PS a remporté au détriment de son ancien partenaire-adversaire en *pentapartito* dans divers fiefs traditionnellement considérés comme à « haute densité mafieuse ». Ainsi, à Palerme, la DC est en légère baisse (36,2 à 35,1 %), tandis que le PS bondit de 9,8 % à 16,4 %.

Enfin, un spectacle nouveau, perceptible aux élections régionales de 1985, a trouvé cette année sa confirmation dans le Haut-Adige. Face à une majorité germanophone représentant les deux tiers environ de la population dans la province de Bolzano et qui assure la majorité absolue au Südtiroler Volkspartei (SVP, d'inspiration autonomiste), la minorité italienne remet de plus en plus son destin entre les mains du Mouvement social italien dont l'intransigeance, au moins verbale, est réputée mieux servir la cause nationale que la DC, longtemps dominante. C'est ici qu'on a vu les seuls incidents violents de la campagne, mitraillage de façades et petits attentats à la bombe. Il y a là l'évidence d'une radicalisation des esprits démontrant que quarante et un ans après l'accord Gruber-De Gasperi qui avait en principe réglé avec l'Autriche la question du Haut-Adige, le problème demeure ouvert.

JEAN-PIERRE CLERC.

• M. Lajoie et le recul du PCI. — M. André Lajoie, candidat du PCF à l'élection présidentielle, a déploré, le mardi 16 juin, le recul du PCI aux élections législatives italiennes. « Ce résultat, que je regrette, a-t-il dit sur Radio-Monte-Carlo, me confirme dans l'orientation qui est la nôtre : une orientation de combat, de lutte de classe. Nous, nous sommes un parti révolutionnaire ! » Le PCI vient d'obtenir 28,6 % des voix contre 29,9 % en 1983, le PCF a obtenu 9,8 % en 1986 et 16,1 % en 1981.

YUGOSLAVIE

## La République de Slovénie écarte la notion de « délit verbal »

BELGRADE  
de notre correspondant

Le fameux article 133 du code pénal fédéral sur le « délit verbal », prévoyant des peines allant d'un an à dix ans de réclusion, au titre duquel sont condamnés la quasi-totalité des dissidents et des contestataires et certains autres adversaires politiques du régime, ne sera plus en vigueur dans la République fédérée de Slovénie.

En effet, M. Pavle Car, procureur de cette République, vient de déclarer au quotidien *Delo* de Ljubljana qu'il refusait de faire comparaître les auteurs d'une série d'articles parus récemment dans la revue *Nova Revija*, dans lesquels d'éminents intellectuels slovènes contestent la légitimité des décisions fondamentales prises par le Parti communiste pendant la guerre et sur lesquelles aujourd'hui encore repose le système yougoslave. Il n'a pas plus l'intention de poursuivre un groupe de jeunes qui, par une affiche et une manifestation « déplacées », auraient tenté de troubler la célébration de l'anniversaire de la naissance de Tito (le *Monde* du 18 mars). « Dans tout cela, a-t-il précisé, il n'y a pas de délit pénal ».

Les positions prises par M. Car ont suscité de vives réactions, surtout dans les milieux des anciens combattants, d'autant que le procureur de Slovénie conteste le droit d'intervention dans l'affaire du procureur fédéral, intervention qui

constituerait, a-t-il dit, « un geste de méfiance à mon égard et une pression sur les procureurs en général et l'indépendance des tribunaux ». « Nous, en Slovénie, a ajouté M. Car, nous ne voyons pas dans tout cela une tentative de propagande hostile. Nous ne sommes pas d'accord que des paroles ou des écrits puissent être interprétés comme une incitation à la destruction de l'ordre social ou comme une atteinte à la sécurité de la Yougoslavie ».

C'est la première fois qu'un magistrat d'un rang aussi élevé fait une déclaration publique de ce genre et que le principal quotidien d'une république ouvre ses colonnes à cet effet.

L'article 133 fait l'objet, depuis des années, de vives protestations, aussi bien de la part des intellectuels que de simples citoyens. On ne compte plus le nombre de pétitions exigeant sa suppression, adressées de toutes les républiques et régions autonomes aux plus hautes instances de l'Etat et du parti. Le régime s'est cependant toujours refusé à procéder à une modification quelconque.

« La loi sur le délit verbal, nous a déclaré M. Slobodan Perovic, éminent avocat politique de Belgrade, a été adoptée à l'époque du communisme pur et dur, après la guerre, pour défendre la révolution, mais depuis, et surtout avec l'extension de l'autogestion dans les activités sociales, la Yougoslavie s'est engagée sur la voie du libéralisme où le

délit oral est devenu un anachronisme. D'autre part, des dizaines de milliers de contacts annuels de ses citoyens avec le monde extérieur, leur droit de lire et de recevoir la presse étrangère, de regarder la télévision des pays limitrophes (Italie, Autriche et Grèce), de se déplacer où ils veulent et quand ils veulent, et enfin la souscription de la charte universelle des droits de l'homme, ont accéléré sa démocratisation intérieure et renforcé la volonté de ses citoyens de se débarrasser des méthodes périmées de gouvernement ».

Bien que M. Car ne l'ait pas dit expressément, il est évident que sa décision de renoncer à la poursuite des personnes mises en cause a dû obtenir au préalable l'approbation de la direction du parti de la République de Slovénie. On ne voit pas comment le procureur fédéral pourrait, dans de telles circonstances, intervenir dans le conflit, étant données les vastes compétences juridiques dont jouissent certaines des unités fédérales. M. Car n'a pas, il est vrai, le droit de modifier la loi, mais il peut lui donner une interprétation lui permettant de ne pas l'appliquer, et c'est ce qu'il vient de faire. L'intervention éventuelle du procureur fédéral risquerait donc de donner à l'affaire le caractère d'un conflit politique entre la Fédération et la Slovénie, qui ne ferait qu'aggraver la crise générale que traverse actuellement la Yougoslavie.

PAUL YANKOVITCH.

URSS

## Prochaine mission en Israël d'une délégation soviétique

MOSCOU  
de notre correspondant

Une délégation soviétique conduite par un diplomate d'assez haut niveau pourrait se rendre en Israël dans le premier quinzaine de juillet. Les visas nécessaires ont été demandés à l'ambassade des Pays-Bas à Moscou, qui représente les intérêts israéliens en URSS, a indiqué, mardi 16 juin, M. Guennadi Guerassimov, porte-parole du ministère des affaires étrangères. Le rang du chef de la délégation mérite d'être signalé. Il s'agit de M. Evgueni Antipov, chef adjoint de la direction des affaires consulaires au ministère des affaires étrangères.

Lors de la précédente rencontre soviéto-israélienne, à Helsinki, en août 1986, les Soviétiques n'avaient envoyé que de simples fonctionnaires de ce même organisme ; les conversations prévues pour durer deux jours avaient été interrompues au bout de quatre-vingt-dix minutes. Les représentants israéliens avaient voulu aborder le sort des juifs soviétiques, et leurs interlocuteurs s'étaient alors levés et étaient partis, estimant que cette question n'entrait pas dans le cadre de la rencontre.

Le prétexte officiel invoqué pour ces contacts reste d'ailleurs le même : M. Guerassimov a répété mardi qu'il s'agissait d'une « mission consulaire destinée à régler les problèmes relatifs au séjour des citoyens soviétiques en Israël et à étudier l'état des biens immobiliers soviétiques dans ce pays ». L'URSS a, en effet, hérité des vastes parcs immobiliers en Terre sainte composés d'édifices religieux.

L'Union soviétique a rompu ses relations diplomatiques avec Israël en 1967, après la guerre de six jours, et affirme qu'elle ne les reprendra que si l'Etat hébreu évacue les territoires occupés. Le Kremlin ne s'était guère occupé ces vingt dernières années de ses bâtiments.

Les contacts en tous genres se sont multipliés ces derniers mois. La visite de diplomates soviétiques en Israël a cependant, cette fois, un sens symbolique. Moscou cherche ainsi à tester les réactions arabes. L'opération s'inscrit donc dans le projet lancé par Brejnev et repris avec beaucoup plus de vigueur par M. Gorbatchev d'une conférence internationale sur le Proche-Orient à laquelle participerait l'URSS. Il faut, dans cette perspective, un minimum de liens officiels entre l'URSS et Israël.

Comme pour rassurer les pays arabes, inquiets de tous ces développements, Tass n'a pas manqué, mardi, d'élever un peu le niveau de sa rhétorique anti-israélienne habituelle. L'agence soviétique écrit ainsi que l'occupation, pendant trois heures, par l'armée israélienne, d'une position du contingent norvégien de la FINUL au Liban sud constitue « une nouvelle preuve du mépris des milieux sionistes qui gouvernent Israël envers l'opinion internationale ». Tass annonce, en outre, la tournée africaine que vient de commencer le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir. Ce dernier, selon Tass, a « l'allure d'un agneau », mais les projets d'un loup.

DOMINIQUE DHONGBRES.

ESPAGNE

## Le gouverneur militaire de la province de Guipuzcoa a été destitué

MADRID  
de notre correspondant

Depuis leur arrivée au gouvernement, les socialistes n'avaient pas hésité à destituer plusieurs hauts responsables militaires coupables de déclarations aux relents putschistes. Cette fois, de toute évidence, c'est au contraire pour... excès de libéralisme que le ministère de la Défense a annoncé, le mardi 16 juin, la destitution du général Angel Diaz Losada, gouverneur militaire de la province basque de Guipuzcoa (Saint-Sébastien). Un poste auquel il avait accédé en novembre dernier, après que son prédécesseur eut été assassiné par l'ETA militaire.

« Si les institutions de l'Etat acceptaient d'accorder l'autodétermination ou l'indépendance à une région déterminée, l'armée devrait respecter cette décision », avait affirmé, le dimanche 14 juin, le général Diaz Losada à un quotidien de Bilbao. Cette phrase, isolée de son contexte, celui d'un long entretien, fut immédiatement montée en épingle à Madrid et donna lieu à de violentes critiques de la presse conservatrice. Les explications du général, soulignant qu'il avait ainsi simplement voulu rappeler que les forces armées devaient accepter les décisions de l'Etat démocratique, quelles qu'elles soient, furent vaines.

Le ministère de la Défense a justifié sa décision en affirmant que le général Diaz Losada s'était immiscé dans un domaine qui n'était pas le sien, celui de la politique. Une expli-

cation d'autant plus paradoxale que ce général, dans toutes ses déclarations, poursuivait précisément l'objectif contraire : démontrer qu'il appartenait aux hommes politiques, et non aux militaires, de décider du futur du Pays basque. Sa destitution ressemble plutôt à une concession du ministère de la Défense aux tenants du centralisme, inquiets après l'élection du 10 juin, qui s'est caractérisée au Pays basque par une spectaculaire montée des indépendantistes de la coalition Herri Batasuna, proche de l'ETA militaire.

THIERRY MALINIAC.

• POLOGNE : un diplomate français molesté lors de la visite de Jean-Paul II. — Un diplomate français, M. Marc Finaud, premier secrétaire de l'ambassade de France en Pologne, a été frappé par la police, dimanche 14 juin à Varsovie, lors du dernier jour de la visite du pape Jean-Paul II dans son pays, a-t-on appris, mardi, de sources informées. L'ambassade de France a transmis au ministère polonais des affaires étrangères une note verbale de protestation à la suite de cet incident.

M. Finaud avait été interpellé par la police politique en civil (SB) lors de la dispersion d'une manifestation de plusieurs centaines de militants de Solidarnosc dans le centre de Varsovie. Bien qu'il ait immédiatement argué de son statut diplomatique, M. Finaud a été emmené dans un fourgon de police, roué de coups de pied et de poing et insulté. — (AFP.)

La « technique psychanalytique » existe-t-elle ?

ANDRÉ HAYNAL

La technique en question

Controverses en psychanalyse

Collection Science de l'Homme - 130 F

Des retrouvailles entre les mots et le corps «quotidien»

GISELE HARRIS-REVEN

La vague et la digue

Du sensoriel au sensuel en psychanalyse

Collection Science de l'Homme - 110 F

PAYOT



## Afrique

### RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

#### Les conditions de détention de Pierre-André Albertini se sont détériorées

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

Condamné, le 20 mars dernier, à quatre ans d'emprisonnement pour refus de témoigner, Pierre-André Albertini attend toujours une hypothétique expulsion du homeland du Ciskei. Le jeune coopérant de vingt-sept ans a été transféré au début du mois de mai de Mdanaseane à la prison centrale de Middelburg, au cœur de ce Bantoustan, et ses conditions de détention se sont considérablement détériorées. Désormais soumis au régime général, Pierre-André Albertini supporte de plus en plus mal son incarcération et son isolement, qui durent maintenant depuis sept mois et demi.

En compagnie de détenus de droit commun, il partage l'ordinaire de la vie d'une prison du Ciskei qui n'a rien d'un hôtel cinq étoiles. Trois repas par jour composés le plus souvent uniquement de maïs ou de porridge, pas de lecture, une lettre et une visite par mois, un morceau de ciel une demi-heure par jour et de rares possibilités d'exercice.

Un sort qui manifestement affecte le moral et la condition physique de Pierre-André Albertini, qui se demande s'il va purger l'intégralité de sa peine sous ce régime. Certains assoupissements doivent, en principe, être apportés, et il pourrait notamment se voir restituer les livres qui, à la prison Mdanaseane, lui étaient de précieux compagnons.

Pour l'instant, rien n'indique que les autorités du Ciskei soient prêtes à expulser ce sympathisant de la cause noire dont la condamnation a « personnellement choqué » M. François Mitterrand. Le président de la République avait, à la fin du mois de mars, indiqué qu'il comptait voir avec le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, « quelles mesures pourraient être prises pour

obtenir du gouvernement sud-africain une expulsion vers la France ».

M. Jean-François Deniau, ancien ministre, s'était rendu à Pretoria au début du mois de mars. Au cours de cette visite, il avait rencontré M. « Pit » Botha, ministre des affaires étrangères. Depuis, les discussions entre les deux gouvernements progressent à pas lents. Officiellement, l'Afrique du Sud considère que la France doit traiter avec le Ciskei, un homeland que Paris, comme toute la communauté internationale, ne reconnaît pas. De son côté, le Ciskei fait valoir que Pierre-André Albertini a été condamné par un tribunal, la Cour suprême de Bisho, la capitale, et qu'il doit maintenant purger sa peine.

#### « L'indignation » du père du jeune coopérant

« Je suis très amer. Nous en sommes au huitième mois de détention. On m'a toujours demandé d'attendre telle ou telle échéance. La dernière en date était le procès des coaccusés (le Monde du 27 mai), et je ne vois rien se dessiner. Au début, on m'a dit : « Il ne faut rien dire... ». Je n'ai rien dit et je m'aperçois que ce n'est pas payant. Ou bien la France n'a plus les moyens de défendre l'un de ses ressortissants à l'étranger, ou bien le cas de Pierre-André n'intéresse plus personne. Il est parfois difficile de cacher une indignation », souligne le père du jeune coopérant.

Les parents de Pierre-André Albertini, aujourd'hui, perdent patience. Ils espèrent qu'il n'y a pas « dans tout cela des réactions politiques », parce qu'ils sont membres du Parti communiste français, qui, il est vrai, mène une forte campagne de presse, depuis plusieurs mois, pour obtenir la libération du détenu du Ciskei. Régulièrement, ses parents téléphonent au Quai

d'Orsay pour avoir des nouvelles. La réponse est, semble-t-il, invariable : « Nous faisons le maximum ».

En fait, les autorités françaises estiment que, aujourd'hui, « la balle est dans le camp des Sud-Africains », qui, seuls, ont le pouvoir d'obliger les autorités du Ciskei à relâcher leur prisonnier. Pretoria argue de relations « difficiles » avec les dirigeants de ce Bantoustan pour ne pas brusquer les choses. Au Quai d'Orsay, on assure que Paris ne cesse de multiplier les démarches. Ainsi, cette semaine, le ministre des affaires étrangères, M. Raimond, va recevoir le chargé d'affaires de l'ambassade d'Afrique du Sud pour lui renouveler les vives protestations du gouvernement français, notamment devant l'aggravation des conditions de détention de Pierre-André Albertini. Les négociations ne sont « pas faciles à mener », mais on garde l'espoir, à Paris, de ramener Pierre-André Albertini en France « avant le 14 juillet ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

d'Orsay pour avoir des nouvelles. La réponse est, semble-t-il, invariable : « Nous faisons le maximum ».

En fait, les autorités françaises estiment que, aujourd'hui, « la balle est dans le camp des Sud-Africains », qui, seuls, ont le pouvoir d'obliger les autorités du Ciskei à relâcher leur prisonnier. Pretoria argue de relations « difficiles » avec les dirigeants de ce Bantoustan pour ne pas brusquer les choses. Au Quai d'Orsay, on assure que Paris ne cesse de multiplier les démarches. Ainsi, cette semaine, le ministre des affaires étrangères, M. Raimond, va recevoir le chargé d'affaires de l'ambassade d'Afrique du Sud pour lui renouveler les vives protestations du gouvernement français, notamment devant l'aggravation des conditions de détention de Pierre-André Albertini. Les négociations ne sont « pas faciles à mener », mais on garde l'espoir, à Paris, de ramener Pierre-André Albertini en France « avant le 14 juillet ».

L. Z.

#### Protestation silencieuse pour le onzième anniversaire des sanglants événements de Soweto

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

Johannesburg. — Onze ans après les sanglants événements de Soweto, la communauté noire a rendu, mardi 16 juin, hommage à ses martyrs. Un anniversaire pieux, pour le deuxième anniversaire consécutif, sous le signe de l'état d'urgence, interdisant ainsi toute démonstration. Le 16 juin n'en a pas moins été célébré dans la cité noire de Johannesburg et à travers tout le pays.

L'activité économique a été sensiblement affectée, et le commerce tourne au ralenti. Beaucoup de magasins de Johannesburg étaient fermés. Les rues, d'habitude très animées, paraissent vides. Les magasins étaient vides. Les transports routiers et ferroviaires étaient dépeuplés. Pas tout à fait

un jour férié comme le réclament les mouvements anti-apartheid, mais un jour sans vie.

De nombreuses entreprises ont accepté de faire de cette date un jour chômé et payé. Mais le gouvernement se refuse encore à reconnaître le plus important événement de la lutte des Noirs. Il y a onze ans, le 16 juin, la police tira sur un cortège d'écoliers protestant contre la mesure imposant la langue africaine comme langue d'enseignement. Une fusillade qui marqua le début d'une vague de violence, qui fit officiellement 575 morts.

Mardi, les habitants de Soweto ont honoré la mémoire de leurs morts en restant chez eux, en refusant d'aller travailler. Les écoles étaient vides. Les magasins étaient fermés et les transports paralysés. Soweto avait des allures domini-

cales si ce n'était le va-et-vient permanent de l'armée et de la police dans les rues. Une présence dissuasive pour empêcher la formation de tout rassemblement. La seule apparition d'un engin blindé suffisait d'ailleurs à faire s'élever les groupes sortant des églises. Les seuls endroits où les randonnées étaient tolérées, refuge unique du souvenir.

Mardi fut surtout un jour de recueillement. Cette année, les organisations politiques noires avaient particulièrement insisté sur le caractère pacifique de cette célébration. Les consignes de calme ont été observées. Aucun incident n'a été signalé. Le 16 juin est devenu un jour de protestation silencieuse.

M. B.-R.

#### La Citibank se retire à son tour

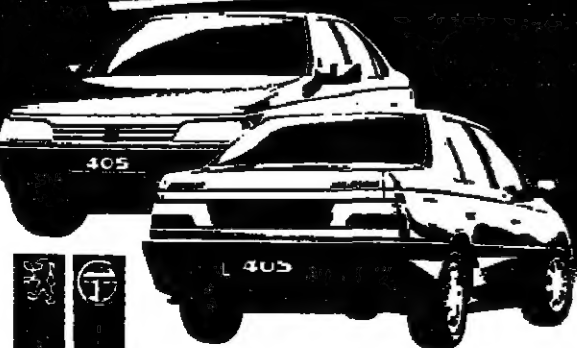
New-York, la Citibank, première banque américaine, a annoncé mardi 16 juin sa décision de se retirer d'Afrique du Sud en cédant ses intérêts dans ce pays à une banque sud-africaine. Les « contraintes » imposées à la banque américaine « ont rendu de plus en plus difficile le service que la clientèle sud-africaine est en droit d'attendre », s'est contenté d'indiquer le président de Citibank, M. John Reed, dans un communiqué publié à New-York. Il faisait ainsi apparemment référence à la politique d'apartheid appliquée en Afrique du Sud.

Selon un accord de principe, la filiale sud-africaine Citibank N.A. Ltd doit être effectivement cédée d'ici au 30 juin à la First National Bank of Southern Africa pour un montant proche de 65 millions de dollars. Ce dernier établissement est lui-même une ancienne filiale de la banque britannique Barclays Bank, qui s'est retirée d'Afrique du Sud en novembre dernier.

La cession a déjà été approuvée par le gouvernement sud-africain, a précisé la Citibank. Celle-ci, dont les activités en Afrique du Sud apparaissent limitées, rejoint ainsi une soixantaine de groupes américains qui ont décidé de quitter le pays comme General Motors, Kodak ou plus récemment Ford. — (AFP.)

**405,**  
quel talent !  
On en est  
fou !

Darl'mat



Venez l'applaudir  
146, bd de Grenelle, Paris 15/45.75.62.80  
Piano-Bar gratuit de 12 à 20 heures  
les 18, 19, 20 et 21 juin

## Asie

### CHINE

#### Pékin et New-Delhi ont discuté de la tension sur leur frontière

PÉKIN  
de notre correspondant

La visite que vient de faire à Pékin le ministre indien des affaires étrangères, M. N.D. Tiwari, au retour d'une réunion des non-alignés à Pyongyang, a permis aux deux pays de s'expliquer pour la première fois sur le regain de tension sur leur frontière. Le chef de la diplomatie indienne a rencontré M. Wan Li, qui assure l'intérim du premier ministre, en tournée en Europe de l'Est, et M. Liu Xiaoping, vice-ministre des affaires étrangères.

« Faire état de points de vue différents n'est pas une chose négative, cela aide à identifier et à résoudre les problèmes », a déclaré à son départ M. Tiwari, confirmant ainsi que la position des deux pays ne s'est pas rapprochée. Du moins sont-ils convenus de reprendre leurs négociations à New-Delhi, au cours du second semestre, et ont-ils adopté un profil bas sur leur litige frontalier.

Alors qu'au début du mois de mai le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères déclarait que la Chine ne resterait pas les bras croisés, accusant l'armée indienne d'avoir stationné des unités du côté chinois de la « ligne de contrôle » qui tient lieu de frontière entre les deux pays, ce que New-Delhi avait fermement démenti, les deux parties semblaient aujourd'hui s'accorder à minimiser, au moins publiquement, des divergences qui avaient, en 1962, dégénéré en guerre ouverte.

Le mois dernier, plusieurs visiteurs au Tibet avaient fait état de

bruit de bottes, l'aéroport était fermé plusieurs jours par semaine, apparemment pour permettre l'acheminement de renforts à la frontière et un camion de blessés était arrivé à Lhasa. Les visiteurs les plus récents n'ont noté aucune activité exceptionnelle. M. Liu s'est contenté de demander à son interlocuteur le retrait des troupes indiennes en deçà de la « ligne de contrôle ». Des militaires chinois ont toutefois récemment indiqué à des interlocuteurs asiatiques qu'un cinquième de l'armée indienne et un quart de son aviation étaient stationnés à la frontière entre l'Inde et le Tibet, administré par Pékin. Une solution du conflit frontalier ne semble donc pas proche.

On assiste au même moment à un renouveau de tension sino-japonaise. Un climat de suspicion réciproque et des échanges de petites phrases pas toujours aimables interviennent à quelques semaines seulement du cinquantième anniversaire, le 7 juillet, de l'incident du pont Marco Polo, dans la banlieue de Pékin, provocation japonaise qui déclencha la guerre sino-japonaise, prélude au second conflit mondial. Les Japonais, qui ont ouvertement regretté le limogeage, en janvier, de M. Hu Yaobang, sont accusés par les Chinois de ne pas contribuer suffisamment au développement économique de la Chine et de laisser renaître chez eux le « militarisme ».

Le 4 juin, M. Deng Xiaoping, recevant le président du parti d'opposition japonaise Komeito, s'est livré à une attaque en règle de la politique de Tokyo. Un petit som-

bre de Japonais — très influents — veulent un retour du militarisme : nous avons l'œil sur eux, a dit en substance le ministre chinois, qui n'a pas apprécié que le budget militaire japonais dépasse le seuil de 1 % du PNB. Nous avons abandonné nos revendications pour des dommages de guerre lors de l'établissement de relations diplomatiques avec Tokyo en 1973, a-t-il ajouté. En échange, le Japon aurait dû faire des efforts pour nous aider à réduire un déficit commercial qui s'est élevé à plus de 7 milliards de dollars en 1986.

« Franchement, je ne suis pas satisfait sur ce point, mais je ne vais pas le crier en public », aurait-il dit.

Vexation calculée ? M. Deng, qui est président de la commission militaire du PCC, avait refusé de recevoir le ministre nippon de la défense, en visite en Chine au même moment, invoquant son grand âge.

Le jour même, un haut responsable, non identifié, du ministère nippon des affaires étrangères a déclaré que M. Deng était « un homme vivant dans les nuages », qui ne voit plus clairement les réalités et qui ne suit plus quotidiennement les activités de son gouvernement. Pékin a pris la mouche, demandant — et obtenant, le 15 juin, — des excuses officielles.

Le ressentiment des Chinois envers leurs anciens ennemis n'est pas feint, même s'il s'estompe avec le temps. Mais ces tensions croissantes exploitent dans le climat actuel, dominé par l'incertitude précédant la réunion prévue, en octobre, du XIII<sup>e</sup> congrès du PCC.

PATRICE DE BEER.

### AFGHANISTAN

#### L'ancien roi rejette les ouvertures de Kaboul

L'ancien roi d'Afghanistan, Mohamed Zahir Shah, a refusé, mardi 16 juin, la proposition du numéro un afghan, M. Najibullah, de faire partie d'un gouvernement de coalition (le Monde du 16 juin). Selon son porte-parole, l'ancien souverain n'accepte pas de « partager le pouvoir » avec l'actuel dirigeant de Kaboul. Zahir Shah « veut que l'on arrive, dans le cadre d'une solution politique négociée de la question afghane, à faire valoir la volonté d'un peuple fier et combattif de voir le retour d'un Afghanistan libre, indépendant, non soumis à quelque influence ou ingérence étrangère que ce soit », a ajouté le porte-parole dans une déclaration à l'agence italienne Ansa.

Sur le terrain, selon les *Izvestia*, les quatorze passagers qui se trouvaient à bord d'un hélicoptère de transport Mi-8 ont tous été tués lorsque leur appareil a été abattu, le

13 juin, dans la province de Balkh, dans le nord de l'Afghanistan. Le quotidien du gouvernement soviétique a précisé mardi que l'hélicoptère avait été abattu par des mitrailleurs ennemis et qu'il avait échoué en touchant le sol.

Enfin, les services de renseignement britanniques et américains ont travaillé sur un projet de fourniture de plusieurs centaines de missiles anti-aériens de fabrication britannique et américaine à la résistance afghane, rapporte l'*Independent* de Londres dans ses éditions de mercredi. Selon le quotidien, le MI-6 (services de renseignement britannique) et la CIA (Agence de renseignements américaine) ont, depuis 1985, organisé la fourniture de plusieurs centaines de missiles sol-air Blöwpip (de fabrication britannique) et Stinger (de fabrication américaine). — (AFP, Reuters.)

### CORÉE DU SUD

#### Trois cents étudiants occupent le centre catholique de Pusan

Des opposants ont occupé, dans la nuit du mardi 16 au mercredi 17 juin, le centre catholique de Pusan, dans le sud du pays. Trois cents étudiants ont pénétré dans ce bâtiment de neuf étages après s'être opposés à la police et avoir dressé des barricades dans les rues voisines. En outre, la police sud-coréenne a interpellé, mercredi, une vingtaine de protestataires, dont au moins trois membres du Parlement, au cours d'une manifestation devant le domicile du dissident Kim Dae-jung, assigné à résidence. Mardi, des scènes d'émeutes et de violence spontanées ont eu lieu dans tout le pays, a-t-on rapporté. Des milliers d'étudiants ont défilé dans les rues de Séoul en criant : « A bas la dictature militaire ! ». Cinq mille étudiants de neuf universités et collèges ont manifesté, dans la soirée, en criant des slogans antigouvernementaux.

Entre-temps, les Etats-Unis ont renouvelé leurs appels à la libération du régime, déclarant que les importantes manifestations antigouvernementales de ces derniers jours étaient le signe d'un besoin urgent de réformes. « Nous pensons qu'un

progrès véritable ne peut se faire qu'en travers du dialogue et de la volonté des deux parties d'accepter un compromis. Les événements de la semaine passée démontrent, une nouvelle fois l'urgence d'un tel processus », a déclaré le porte-parole du département d'Etat américain, rappelant que Washington avait demandé à plusieurs reprises à Séoul d'adopter un « système politique plus ouvert ». — (AP, Reuters.)

### BANGLADESH

#### 72 orphelins de l'éthnie chakma seraient autorisés à se rendre en France

Les ambassadeurs de l'Inde et du Bangladesh à Paris ont donné, après plusieurs mois de démarches, l'autorisation à soixante-douze orphelins, âgés de six à douze ans, de rejoindre leurs familles adoptées en France (le Monde du 5 mai), a annoncé, mardi 16 juin, une organisation humanitaire française.

Pierre Marchand, responsable de Partage avec les enfants du tiers-monde, qui poursuit depuis samedi un jeûne pour protester contre ce qu'il appelle l'« absurdité des États », a affirmé, au cours d'une conférence de presse, que les ambassadeurs ont donné, lundi, leur accord verbal pour que les enfants, membres de l'éthnie minoritaire chakma du Bangladesh réfugiés en Inde, puissent venir en France « la condition de repasser par Dacca pour des formalités administratives ». — (AFP.)

**ISTH** Institut privé des Sciences et techniques humaines depuis 1983

LES PRÉPAS DE L'AVENIR

Pour vous aider efficacement à réussir dès Septembre.

L'ENTRÉE EN AP de SCIENCES-PO/PARIS

Stage intensif d'été, plus de 5 semaines. Places limitées.

TEL : 42.24.10.72  
45.85.59.35

### AVIS AUX ESPAGNOLS

Du 22 au 30 juin courant, les ressortissants espagnols de cette juridiction consulaire ayant demandé leur inscription sur les listes électorales des résidents à l'étranger, peuvent vérifier s'ils sont bien inclus sur lesdites listes, affichées au Consulat général d'Espagne, 165, bd Malesherbes, Paris 17<sup>e</sup>, et, le cas échéant, présenter les éventuelles réclamations.

Ceux qui n'ont pas encore demandé leur inscription peuvent le faire, à tout moment de l'année, dans ce même Consulat général.

**LE PACIFIQUE**  
NOUVEAU CENTRE  
DU MONDE  
INSTITUT DU PACIFIQUE

UN DOCUMENT INDISPENSABLE

14 x 21 cm - 300 p - 135 F

**Berger-Levrault**  
UN GRAND NOM DE FRANCE

**Le Monde**  
sur minitel

**LISEZ-VOUS LE MONDE ?**

Gagner un tee-shirt  
36.15 TAPEZ **LEMONDE** et MON



# ÇA Y EST. TANDON SE FAIT ENCORE REMARQUER !

*Tandon prouve une fois de plus qu'il n'est pas*

*besoin d'être cher pour avoir de la valeur.*

*Le PCA 20, par exemple, à 17 995 F\* HT, est*

*équipé en standard d'une mémoire centrale*

*1 mega-octet, un moniteur 14 pouces, etc.*

*Et pour que vous profitiez de notre avance*

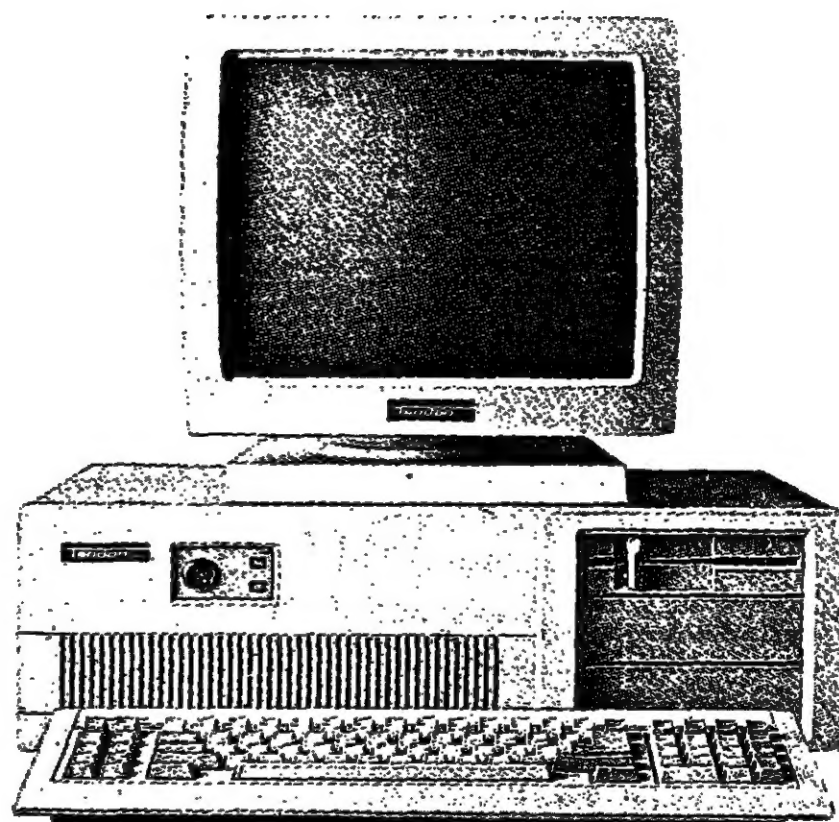
*dès aujourd'hui, le PCA 20, et toute la gamme*

*PCA, sont compatibles avec les systèmes*

*OS.2\*\* et DOS 3.3\*\* de demain.*

*Alors, en découpant ce bon, dépensez-vous*

*pour dépenser moins.*



TANDON PCA 20: 17.995 F\* H.T.

PCA 30: 20.995 F\* H.T.

PCA 40: 22.995 F\* H.T.

\* prix conseillés au 12/6/87.

\*\* OS.2 et DOS 3.3 sont des marques déposées de Microsoft.

Donnez au Libraire Les Bonnets

Pour recevoir gratuitement notre documentation sur les PCA, renvoyez ce coupon à : Tandon S.A. ou téléphonez au : (1) 47.60.19.00.

Nom : \_\_\_\_\_ Société : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_ Tél. : \_\_\_\_\_

LM 17.06

**Tandon**  
Computer S.A.

165, boulevard de Valmy. 92706 Colombes.



## Enquête

## Vietnam : s'amender

(Suite de la première page.)

En semaine, tout le monde semble vaquer à des occupations, même le soir, dans la pénombre. Alors, Saigon, ville Ho-Chi-Minh, ressemble à un théâtre d'ombres qui se déplacent sans arrêt autour de dizaines de milliers de petits commerces autorisés, surtout depuis deux ans, par le socialisme.

Parmi ces ombres se glisse celle de Huyen, effacée, qui ne compte pas. Dans les jardins publics, aux abords des marchés, dans les rues commerçantes, Huyen fait les poubelles, amassant, dans son panier, tout objet en plastique, qu'on lui rachète 100 dongs le kilogramme, le prix de deux bols de soupe. Il parvient rarement à récolter son kilo en l'espace d'un jour et d'une nuit. Il a faim. Il respire la crasse et la sueur. Il ignore son âge. Il y a sept ou huit ans, raconte-t-il, sa mère l'a jeté à la porte quand elle s'est remariée. Il a alors quitté Nha-Trang, sa ville natale, pour Saigon où il s'est « allié » avec les autres enfants, de douze à dix-huit ans, qui vivent comme lui.

Huyen appartient à ces légions de gens en guenilles, va-nu-pieds, couche-dehors, qu'on voit traîner dans les villes du Sud, à Da-Nang, à Hué, à Can-Tho et à Ho-Chi-Minh-Ville. Ce sont des *buoi-doi*, des sans-logis, qui n'ont pas de certificat de résidence et dorment, parfois par familles entières, sur des nattes étalées à même les trottoirs ou sous des porches. Selon les chiffres officiels, le grand Saigon compte 150 000 de ces résidents illégaux, sur quelque quatre millions d'habitants.

Les laques de M<sup>me</sup> Huong

Certains se sont enfuis des zones économiques nouvelles où on les avait réinstallés à partir de 1975 pour défricher d'anciennes zones de combats, mais sans vraiment leur donner les moyens de le faire. D'autres, comme Huyen, sont des enfants abandonnés. Il y a aussi les vieillards solitaires, qui attendent patiemment, autour des restaurants en plein air, la fin du repas pour voir les verres et les bols des consommateurs. Qui attendent un petit billet ou qu'on leur ordonne de circuler. Qui ne disent rien, qui regardent les autres vivre.

Au Vietnam, plus on descend par la route vers le sud, plus le riz est blanc, plus la chaussée est bonne, plus les véhicules à moteur se font nombreux. Et plus les inégalités sociales transparaissent. Les gens du Nord se sont habitués, en plus de trente ans, à se contenter de peu. Partir travailler

dans un pays de l'Est européen pendant trois ou quatre ans offre des avantages, constitue peut-être un privilège. Outre une paie nettement plus élevée, les ouvriers émigrés peuvent rapatrier, sans taxes, des vélos ou des machines à coudre qu'ils revendent à des prix prohibitifs. La société du Sud n'est toujours pas policée par le socialisme. Elle a d'autres appétits. Face à la loi nouvelle, on cherche à rogner là où l'on peut. Dans le Sud, certains affichent à l'entrée de leur logis ou de leur échoppe une « adresse rouge », certificat de bonne conduite à l'époque de la résistance. Dans le Nord, cela n'existe pas, cela n'a pas de sens. La société a, depuis deux générations, pris le pli qu'il fallait au-delà du dix-septième parallèle.

A Can-Tho, principale agglomération du delta du Mékong avec ses 260 000 habitants, M<sup>me</sup> Huong est la comptable d'un petit atelier privé de laques situé dans une rue commerçante, au bord d'un cours d'eau. On y fabrique, en ce moment, des cadres de bois laqué pour machines à coudre. De belles laques incrustées de nacre sont suspendues aux murs. Devant un verre de café glacé, M<sup>me</sup> Huong raconte qu'« après la libération » — au Vietnam, on se situe toujours « avant » ou « après » 1975, — un maître laqueur, Phan Bac Thuy, est descendu de Saigon pour relancer à Can-Tho la tradition des laques. En 1983, dit-elle, vingt familles se sont unies pour former un « groupe » de laqueurs, conformément à la loi. « Le terrain a été fourni par le comité populaire du quartier », explique encore M<sup>me</sup> Huong, et deux ateliers aménagés avec les fonds avancés par les familles.

L'affaire est rentable. Les laques de Thuy se vendent même à Ho-Chi-Minh-Ville, dans les magasins privés de la rue Dong-Khoi (ex-Catinat) ou dans les kiosques d'Etat du boulevard Nguyen-Hue, à 100 mètres de là. L'Etat, dit M<sup>me</sup> Huong, prélève un impôt de 4 % sur la production et d'environ 20 % sur les bénéfices. Les familles sont rétribuées en fonction du travail fourni. « Le casse-tête, explique-t-elle, ce sont les impôts, car les systèmes changeaient trop souvent. Mais le renouvellement annuel du permis de production ne pose pas de problème : en échange de l'utilisation du terrain, le Comité populaire reçoit de petits dons. Pour un investissement initial pratiquement nul — de 4 000 à 5 000 dongs, — le capital actuel du « groupement » est, aujourd'hui, estimé à 3 millions de dongs par les intéressés.

Les autorités encouragent la formation de ces « groupements », stade intermédiaire entre l'économie familiale et la production de jour, et la coopérative de production. « Pour que les gens s'habituent à travailler ensemble », explique M. Tran Thien Tu, vice-président de l'Union des coopératives, des petites industries et de l'artisanat de Ho-Chi-Minh-Ville. La grande ville du Sud compte trois mille de ces « groupements » (65 000 personnes en tout). « Tout ce qui peut encourager la production est prioritaire — et toutes les formes de mobilisation de fonds sont souhaitées », ajoute-t-il.

On en fait tout autant à Can-Tho, chef-lieu d'une province avant tout agricole, celle de Hau-Giang, qui a produit un surplus de 250 000 tonnes de riz en 1986 et a déjà livré à l'Etat 136 000 tonnes de riz cette année. « En 1985, une fois nos erreurs corrigées, le petit

commerce a repris », explique M. Xuan Thuy, vice-président du Comité populaire de la province. Le leitmotiv : encourager la production et le commerce, « pas les trafiquants ». « Plusieurs services privés, dit-il, comme les coiffeurs, les mécaniciens, les restaurateurs, sont tranquilles. Ils sont protégés par la loi. La confiance reviendrait-elle ? Les ateliers comme ceux de Phan Bac Thuy semblent se multiplier. « Depuis la fin 1984, notre bilan est positif », se réjouit M<sup>me</sup> Huong.

Mais que faire des dongs gagnés ? L'inflation — un taux incalculable — mange tout. « Les gens dépensent tout ce qu'ils gagnent, car le dong perd trop vite de sa valeur. Personne n'épargne. Tous nos contrats sont basés sur la valeur-or, la population en fait autisme », explique un dirigeant de coopérative. Que faire ? A Hanoi, un ouvrier d'une



entreprise-pilote peut gagner jusqu'à 3 000 dongs par mois, plus quelques avantages en nature. Mais un vélo vietnamien coûte 13 000 dongs et un poste de télévision soviétique 40 000 dongs à Ho-Chi-Minh-Ville. Le même ouvrier peut gagner près de 20 000 dongs par mois, en comptant les primes et sans avantages en nature. Mais, au taux parallèle, il faut près de 700 dongs pour un dollar, contre 80 dongs au taux officiel. Le dong ne peut plus être une référence.

Ce qui peut faire l'affaire des groupes de touristes — des pays socialistes — ou de viet kieu — les Vietnamiens de l'étranger — qui occupent les hôtels du cap Saint-Jacques, de Nha-Trang et surtout de Ho-Chi-Minh-Ville. A coup sûr, ils deviennent une manne. Des magasins — avec taux préférentiels — sont à leur disposition. Des autocars les véhiculent. « You change money ? », à la sortie des hôtels, on propose, comme à Saigon dans le temps, à l'étranger naïf de lui changer son argent. Ou de lui acheter des cigarettes, revendues à prix d'or sur le marché. Dans la foule du « renouveau », le Vietnam a décidé de commencer à exploiter son fabuleux potentiel touristique. Il existe même des circuits incluant le temple d'Angkor Vat au Cambodge. Des bandes de jeunes Tchecoslovaques et des groupes de couples soviétiques méritants, débambulent désormais sur les plages ou dans les rues de l'ancienne Saigon. Les viet kieu, plus nombreux qu'auparavant et moins méfiants, rapportent sans doute plus de devises fortes.

## « Ils nous fichent la paix »

« Depuis deux ans, ils nous fichent la paix », disent certains. « Ils », ce sont les autorités, le Comité populaire de quartier, la sécurité, les cadres politiques du régime. A l'université, on étudie les résolutions du VI<sup>e</sup> congrès du PC, qui s'est tenu en décembre. Partout figure la devise de l'« oncle Ho » : « Rien n'est plus précieux que la liberté. Les petits vendeurs — cigarettes à l'unité, billets de loterie, bonbons — ont peur du fil. Mais la surveillance semble s'être un peu relâchée. « Même les religions sont un peu plus tranquilles en ce moment », dit un compagnon de route du régime.

A Ho-Chi-Minh-Ville, spectacle insolite, on peut voir des bonzes en robe safran mendier un bol de riz, comme cela se fait traditionnellement en Asie méridionale mais ne se faisait jamais au Vietnam. Un peu partout, les églises ont l'air d'être désertées, mais sont souvent entretenues.

Les pagodes de l'ancienne Saigon sont en bon état. Bâtons d'encens et bouquets de fleurs garnissent de petits temples, dans le Nord comme dans le Sud. Les autels des génies sont apparemment toisés, comme le culte des ancêtres. Dans les campagnes du Sud, les vieilles formes de politesse demeurent, et un enfant se présente encore, bras croisés, devant un adulte.

Reste, bien sûr, « la peur du Cambodge ». Sur la plage, cinq jeunes, après avoir parlé pendant une heure de tout et de rien, ont fini par lâcher le mot. Tout le monde essaye d'éviter le service militaire, de peur d'être envoyé au Cambodge et de ne pas en revenir. « J'ai peur d'être pris par l'armée », dit l'un, et les autres opinent du chef. La guerre du Cambodge est impopulaire dans ce Vietnam qui, à défaut de s'être développé, a au moins renoué avec la paix. Les écoliers veulent devenir étudiants, puis fonctionnaires pour éviter le Cambodge. Les paysans réclament les bras de leurs enfants, pour la moisson, pour la récolte, et pour qu'ils n'aillent pas au Cambodge.

Un peu partout, c'est souvent la liane de la « responsabilité de l'Etat ». Traduction, de la « fausse à l'Etat ». Telle ville ou telle usine manque d'électricité ? « C'est à l'Etat d'y pourvoir ». Le rendement pît du manque de matières premières ou d'équipements importés ? « Nous avons demandé à l'Etat mais, pour l'instant, nous n'avons pas encore de réponse... ». Le réinvestissement de recettes en devises fortes est-il limité ? « Dans le cadre des objectifs de recettes fixés par le plan, l'Etat prend 50 % des recettes à l'exportation. Au-delà de l'objectif, il ne récupère que 20 % des recettes ». L'entend-on répondre ?

Les campagnes se sont refaites, mais le Vietnam socialiste n'a rien d'un immense chantier. On y bricole, comme ce chercheur, à l'université de Can-Tho, qui a fait monter un hachoir à viande sur le moteur d'une vieille Peugeot pour faire ses expériences. Les machines n'ont pas d'âge. Tout doit tourner, rouler, marcher. Chaque ustensile vaut, pour son propriétaire, une petite fortune. Même ces pèse-personnes devant lesquels sont accroupies ces vieillards, au coin des rues, à raison de 5 dongs la pesée. Le Vietnam, à l'heure de la « priorité à la production », rêve de profits, petits et grands.

Reportage de  
JEAN-CLAUDE  
POMONTI

## Une « deuxième révolution » ?

Le Vietnam prend un nouveau départ. A en croire des membres du gouvernement et des hauts fonctionnaires, il s'ouvre, s'intègre à la société internationale. L'un parle de « renouveau ». Douze ans après la fin de la guerre et la chute de Saigon, on réajuste les cadres du communisme, on s'engage, de plein-pied, dans la lutte pour le développement. L'économie de guerre appartient, depuis le V<sup>e</sup> congrès du PC en décembre 1986, au passé. Une économie de paix se met en place. Fini le « gaspillage » des aides étrangères. Place à la « libération des forces productives » trop longtemps « ligotées ». Un autre n'hésite même pas à évoquer une « deuxième révolution ». Le Vietnam du romantisme révolutionnaire serait-il, tout à coup, frappé d'un pragmatisme susceptible de faire vivre un peuple qui n'a, jusqu'ici, pu survivre qu'en se débrouillant, en bricolant et en subissant un Etat monolithique et tentaculaire ?

Le débat qui a précédé le VI<sup>e</sup> congrès a été houleux. Dans l'armée, les capitaines sont montés à l'assaut des généraux, au sein du PC, les secrétaires de section en ont pris pour leur grade. L'armée et le parti ont été secoués. Les accusations de corruption et d'incompétence ont fleuri. Les chapelles du communisme vietnamien ont entendu des sons de cloche peu familiers. Bref, à l'intérieur même du système, un ras-le-bol plutôt général a fini par transparaître, comme si le pays ne pouvait plus se nourrir indéfiniment que de souvenirs de résistance, des progrès de la reconstruction — lesquels sont réels — et d'objectifs illusioires de développement. A telle enseigne que, fait sans précédent, un premier projet de résolution a été repoussé par les délégués, lesquels ont demandé qu'on remette un peu plus les pieds sur terre au lieu de faire la part encore trop belle aux sempiternels auto-satisfecit du socialisme. Il a même fallu

sérieusement amender un deuxième projet à la demande générale.

Cette poussée de la base du PC a reflété le sentiment général de lassitude — et parfois d'exaspération — de la population. Les gens en ont assez de travailler pour des salaires de misère. « Nous leur avons demandé les mêmes sacrifices qu'en temps de guerre et nous avons attendu 1981 pour corriger le tir », nous a expliqué un haut fonctionnaire. « Et l'Etat, a-t-il ajouté, n'y a rien gagné. Au lieu de vendre, il donne et, au lieu d'acheter, il pille. » Bref, le riziculteur n'avait plus intérêt qu'à produire pour nourrir sa famille, et le salarié — qui touche, chaque mois, l'équivalent, avec la dépréciation du dong, d'une poignée de dollars en sus de subventions en nature — n'avait plus qu'à trouver un deuxième petit métier pour entretenir son foyer. « Il n'y avait que des gains imaginaires et des pertes réelles », poursuit le même interlocuteur.

La prise de conscience ne s'est pas faite d'elle-même. Alors que ses troupes sont encore en garnison au Cambodge et sur la frontière chinoise — et s'y battent de temps à autre, — le pays végète. Ses dirigeants ont réalisé à la fois que cela ne conduisait nulle part — surtout au cœur d'une région qui s'est rapidement développée pendant deux décennies — et que mieux valait réagir avant de connaître de sérieux pépins. Les alliés soviétiques n'ont d'ailleurs pas été les derniers à encourager une révision de la gestion. Dès le mois d'août 1986, le message du Kramlin a été clair : faute d'une remise en ordre, l'aide soviétique — estimée aujourd'hui à 2 milliards de dollars par an — serait réduite. La pression en faveur d'un changement est venue de tous les côtés.

Le VI<sup>e</sup> congrès a donc été l'occasion d'un chamboulement. Non seulement trois « dirigeants historiques » ont pris

leur retraite (MM. Pham Van Dong, Truong Chinh et Le Duc Tho), mais on a commencé à faire un peu le ménage : le gouvernement a été remanié et, surtout, des mesures économiques ont été prises à l'occasion de deux plénums du comité central réunis depuis. En avril, l'élection d'une nouvelle Assemblée législative s'est déroulée dans un climat beaucoup plus détendu que par le passé — « notre premier scrutin démocratique », a même jugé, non sans exagération, un haut fonctionnaire. Enfin, cette assemblée doit adopter un code des investissements étrangers que les autorités vietnamiennes considèrent comme « une réelle ouverture » vers l'Ouest.

## Autosuffisance et pénurie

Certaines réalisations du régime sont incontestables. Le Vietnam a atteint, depuis le début des années 80, le seuil de l'autosuffisance alimentaire. Il a diversifié sa production et réaménagé les zones les plus touchées par la guerre. Le coût humain a sûrement dû être élevé. Une économie rurale de subsistance fonctionne aujourd'hui, sous la haute surveillance du parti. La pénurie est présente, surtout dans les zones les plus défavorisées, mais la malnutrition est rare. Ecoles, maternités, hôpitaux, crèches, sont ordinairement de moyens. Depuis 1985, avec la libération du petit commerce, Saigon a retrouvé une bonne partie de sa vitalité. Nha-Trang est redevenue, dans son somptueux décor, une station balnéaire propre et agréable. Sur toutes les routes, on aperçoit les nouvelles plantations d'arbres, les élevages et les rizières en culture.

Mais les handicaps demeurent. L'une des priorités est la stabilisation de la monnaie, qui s'échange, sur le marché libre, à un taux supérieur de sept fois le

taux officiel. Le pays a besoin d'un nouveau réseau bancaire pour gérer cette monnaie. Son infrastructure — transports, communications et énergie — est dans un état pitoyable. Ses liens commerciaux avec les pays non socialistes sont pratiquement inexistantes. Il s'est réarmé sur lui-même en 1978. Son intervention militaire au Cambodge, depuis 1978, a fait le reste en l'isolant d'une bonne partie du monde.

Des efforts sont entrepris depuis quelques temps. Ho-Chi-Minh-Ville, l'ancienne Saigon, va être dotée, prochainement, d'une banque commerciale. La presse, la radio et la télévision consacrent leurs énergies à rétablir la crédibilité du régime. « Réorder un climat de confiance », tel semble être le mot d'ordre. Les services de sécurité se font moins voyants. Dans le Sud, le petit commerce revit. Des facilités sont offertes aux « Viet-Kieu » — les membres de la diaspora vietnamienne longtemps négligée — pour rendre visite à leurs familles. Un nombre croissant d'entre eux le font. Dans l'économie rurale, on a réintroduit la notion de profit et, dans les entreprises-pilotes d'Etat, on pratique déjà l'autofinancement et même l'autogestion.

Mais comment concilier cette volonté, évidente, de s'en sortir et les habitudes, la façon de voir et, souvent, les méconnaissances de cadres nourris de marxisme-léninisme et de hauts faits guerriers ? « Chaque époque a ses héros », reconnaît un membre du gouvernement. Mais le message est-il déjà passé ? En outre, dans ce pays de dislocation, les dirigeants réalisent-ils que c'est la gestion de l'économie, dans son ensemble, de l'économie qui est à refaire ? L'adoption de textes, si pragmatiques soient-ils, n'est pas la condition suffisante d'un démarrage économique tant souhaité en haut lieu, pourvu qu'il ne remette pas en cause les structures politiques du pays.

Le régime demeure fort soucieux de sa sécurité, même quand il encourage un vent de libéralisme. A l'étranger, notamment à l'Ouest, son image de marque en a souffert. L'intervention militaire au Cambodge reste un « sujet tabou ». Une demi-douzaine de milliers de personnes seraient encore, douze ans après la chute de Saigon, en « rééducation ». On n'en parle pas davantage. Enfin, chaque année, par milliers, des Vietnamiens fuient encore leur pays en bateau. Les officiels vietnamiens rétorquent que la « libération du Sud » n'a pas donné lieu à des exodés massifs, comme dans d'autres lieux... Mais douze années sont passées, et le bilan de cette période de paix est difficile à digérer, pour les officiels comme pour la population. Les premiers ont du mal à comprendre le procès fait à d'anciens résistants couverts de gloire. La population commence à respirer, mais en redoutant un retour de bâton...

« Nous sommes capables de relever le défi. Cette fois-ci, au lieu nous sacrifier ou bien nous nous hissant dans le peloton de tête », résume un membre du gouvernement. Mais la bonne volonté — apparemment indiscutable — n'y suffira sûrement pas. Réorganiser la gestion, « normaliser » les relations avec l'Ouest, créer un climat de confiance, — « tout cela demande du temps », juge un économiste. Pour les officiels de Hanoi, une page est tournée. Ils se disent prêts à se lancer dans une nouvelle aventure, moins glorieuse pour de vieux combattants communistes que la résistance, mais dont ils reconnaissent le caractère inévitable. Ils demandent qu'on leur donne leur chance. Ils répondent à l'environnement qu'ils se trament depuis six mois n'est qu'un début. « Prenez-nous au mot », affirment-ils. Pour leur part, les Japonais, dont les grandes sociétés commerciales sont déjà présentes et qui investissent partout ailleurs dans la région, ont été les premiers à accepter le message. Sait-on jamais...

son  
Les ci  
e 3110n  
suyers et docu  
DEUX DE  
ECONOMIE DU TO  
LA REGION RHONE  
PEZ VOTRE MARCH  
QU  
10 000  
2 CONVI  
DES CERCI  
506 370  
PLUS DE 1 000 TEND  
UN LIEU UNIQUE  
AFICERO



## Enquête

# ou sombrer...

Près du 17<sup>e</sup> parallèle  
Les cicatrices de la guerre

**J**USTE au sud du 17<sup>e</sup> parallèle, sur des collines desséchées par le vent chaud du large, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de la « route mandarine » — la route n° 1, qui relie Hanoï à Saïgon — les Vietnamiens ont construit, à l'écart de tout, au bout d'une piste de terre rouge, un vaste cimetière regroupant les tombes de 10 356 soldats tombés sur la piste Ho-Chi-Minh. Déjà envahies par les herbes — le budget d'entretien est très maigre — elles s'alignent autour d'une pièce d'eau entourée d'arbres. Pour gagner cet endroit désolé, on traverse une « nouvelle zone économique », dont les habitants — d'anciens réfugiés, des déshérités amenés de Da-Nang ou de Hué — s'acharnent à planter des eucalyptus, un arbre qui ne rend qu'au bout de sept ans.

Le cimetière de « Truong Son » — la cordillère indochinoise — rappelle le gigantesque travail de ceux qui sont morts, — depuis 1959, dit le guide — pour la reconquête du Sud. Une carte y retrace les 16 000 kilomètres de pistes qui, pour la plupart, couvrent une bonne partie du Sud laotien et l'est du Cambodge. Trois maisons typiques — une laotienne, une vietnamienne et une khmère — ont été élevées — « de façon sym-

bolique », dit le gardien-chef, — car les « pays frères » ont contribué à la « lutte commune ». Mais le terrible typhon qui s'abatit en 1983 sur cette région du Vietnam a détruit la cambodgienne et sérieusement endommagé la laotienne. Seule la vietnamienne a tenu bon.

Ce cimetière se trouve dans l'une des régions les plus bombardées de la planète. La ville voisine de Quang-Tri a été entièrement détruite. « Sa citadelle », explique M. Nguyen Dinh Ngo, vice-président du comité populaire de la province de Binh-Tri-Thien, a reçu, sur 3 kilomètres carrés, l'équivalent de sept bombes atomiques du type Hiroshima. « Depuis 1975, ajoute-t-il, nous avons déminé plus de dix millions de bombes et de mines. » Tous ces explosifs ont fait, depuis la fin de la guerre, précise-t-il, quatre mille tués et blessés. Il est vrai que cette région, sur le 17<sup>e</sup> parallèle, était une « zone blanche », de bombardement libre, où des furieux combats ont eu lieu de 1968 à 1975. Dans le district de Quang-Tri, aucun des 580 villages n'était intact à la fin des combats, et 230 000 hectares de terres, selon les Vietnamiens, ont été victimes de défoliants chimiques.

La partie centrale du Vietnam ne s'est visiblement pas encore remise de la guerre douze ans après la fin des combats. Elle constitue un goulot d'étranglement dangereux — car le riz du Sud doit remonter vers le Nord surpeuplé — et demeure une région de sous-production. En outre, c'est la zone la plus sensible aux calamités naturelles, typhons, sécheresses et parasites. En quittant Vinh, au nord, pour gagner Hué, on a l'impression de marcher sur de la porcelaine. Le Nghê-Tinh et le Binh-Tri-Thien, terres de mandarins et de révolutionnaires, forment comme un obstacle entre le delta surpeuplé du fleuve Rouge, au nord, et ce que l'on appelle toujours le Sud riche du pays.

« Notre production de riz, dit Ho Ngoc Hy, président du comité populaire de Dong-Hà, est suffisante pour nourrir les producteurs et leurs familles. Mais restent les fonctionnaires, les commerçants, la population urbaine... » Or, sur 75 000 habitants de ce district, une trentaine de milliers résident au chef-lieu, la bourg de Dong-Hà, qui se reconstruit tant bien que mal, le bâtiment le plus imposant, qui n'est pas terminé, étant, bien entendu, la mairie, un ouvrage dont M. Hy estime le coût à plus de 30 millions de dollars. « Les écoles, dit M. Hy, ne manquent pas d'enseignants et les locaux sont suffisants, même quand ils ne sont pas en bon état ou appropriés. » Ce qui manque, comme partout ailleurs dans la région, c'est le matériel scolaire et les médicaments pour les hôpitaux et les dispensaires.

### La « route mandarine »

La « route mandarine » est déjà étroite, encombrée de gens et peu carrossable entre Hanoï et Vinh. Mais après cette ville — évacuée pendant la guerre, à cause des bombardements américains, et qui se rebâtit aujourd'hui autour de larges avenues — la reconstruction du pont de Binh-Thuy, qui enjambe le fleuve Ca, est en cours. Elle devrait s'achever en 1989, mais, faute de matériaux, les travaux n'avancent guère. Piétons et cyclistes franchissent le fleuve par un pont flottant. Voitures, autobus et camions font la queue, parfois pendant des heures, pour accéder à un ferry rouillé — une barge manœuvrée par un petit bateau-remorqueur —



qui ne prend que quatre ou cinq véhicules. Il y a un autre bac, nettement plus rapide celui-là, sur la route de Hué.

La plupart des ponts n'ont été que retapés et ne peuvent supporter que des véhicules d'un poids inférieur à 13 tonnes. La chaussée, toujours étroite, ressemble en ce temps de moisson, à une véritable cour de ferme, les paysans étalant la paille à perte de vue pour la faire sécher et récupérer les derniers grains de riz qui sautent sous les pous. On ne peut circuler que lentement. Autocars et camions, en piteux état, sont surchargés. Les voitures sont rares, les vélos nombreux. Une fois franchi le 17<sup>e</sup> parallèle, il faut attendre l'agglomération de Dong-Hà pour trouver une chaussée en état correct léguée par le génie militaire américain.

Tout le long, c'est un Vietnam bien traditionnel qui défile sous les yeux. Gamins sur leurs buffles ou se baignant dans les mares d'eau, buffles au labour dans les rizières, femmes aux pantalons larges et au chapeau conique s'adonnant à la moisson sous un soleil torride, grappes d'enfants se rendant à l'école. Chaque bourgade ressemble à un alignement de cahutes où les voyageurs se restauraient à des prix exorbitants pour l'étranger. Entre Dong-Hà et Hué, les récoltes sont déjà achevées. On commence le repiquage de la deuxième moisson. Puis, sur des kilomètres, les rizières font place à un paysage plus sec fait de dunes de sable blanc. C'est un pays de salines et de pêcheurs de lagune. Un peu partout, les cicatrices de la guerre demeurent apparentes, des carcasses de blindés, de ponts flottants, de barges, des tas d'obus qui rouillent sur les bords des routes et des cours d'eau.

Que ce Vietnam-là, le plus pauvre avec celui des minorités ethniques de la « Truong Son », revive est évident. La guerre est derrière

résistant à la sécheresse. A Vinh, avec l'aide de l'Europe socialiste, vingt-deux bâtiments de cinq étages — des HLM — sont sortis de terre. « La vie est nettement meilleure qu'à la fin de la guerre, mais il reste encore beaucoup d'efforts à fournir », explique notamment M. Khuyen, administrateur général du Nghê-Tinh.

Car cette région demeure particulièrement sous-développée. Le soir, les villes continuent de vivre dans la pénombre pour économiser l'électricité. Sur la route, on aperçoit des gens travaillant, les mains nues, dans des carrières à ciel ouvert. Ils vivent, en général, de peu de chose. Dans le nord du Nghê-Tinh, les stations de pompage manquent pour l'irrigation. Au Binh-Tri-Thien, le typhon de 1985 a fait 5 milliards de dollars de dégâts, selon les autorités locales, renversant notamment 350 pylônes électriques. Il y a eu mille morts, et il a fallu s'employer à réparer.

Les gens en sont réduits à se débrouiller et à bricoler en attendant que l'Etat, omniprésent, dote la région d'une véritable infrastructure. Dans le nouveau bâtiment de la Maison des hôtes de Vinh — 180 lits pour 100 chambres — la plomberie et la climatisation commencent à battre de l'aile. Les baignoires s'effondrent et les charpentes se déchaussent. Deux grands congélateurs pourrissent dans le hall d'entrée. Les coupures de courant et même d'eau sont fréquentes, les réseaux de distribution n'ayant pas encore été restaurés. Et pourtant, ce bâtiment ne date que de 1985...

## Programmes de formation en management des PME/PMI

Globale et concrète:

### Basic Management Training

Programme d'initiation au management des PME/PMI, pour jeunes cadres avec 2 ou 3 ans d'expérience professionnelle (âge moyen: 25/26 ans). Durée: 5 semaines à plein temps. Admission sur dossier et entretien (au maximum, 28 places disponibles par session). Coût: FS 6'500.- Prochaines sessions: • 21 juillet/20 août 1987 • 31 août/2 octobre 1987 • 12 octobre/13 novembre 1987.

Généraliste et pratique:

### Administration de l'Entreprise

Programme complet de formation à la direction des PME/PMI, pour cadres confirmés avec 6 à 8 ans d'expérience professionnelle (âge moyen: 28/30 ans). Durée: 23 semaines à plein temps. Admission sur dossier, entretien et tests (au maximum, 32 places disponibles par session). Coût: FS 23'000.- (financement bancaire possible pour candidats suisses ou étrangers établis). Prochaine session: • 11 janvier/25 juin 1988.

### ECADE

Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises  
Rue du Bugnon 4  
CH-1005 Lausanne (Suisse)  
Tél. (021) 221.511

Centre international de formation et perfectionnement de cadres et dirigeants, établi à Lausanne depuis 1960 — Pédagogie et méthodes éprouvées, basées essentiellement sur les cas pratiques — Enseignement dispensé exclusivement par des praticiens — Langues de travail: français et anglais — Certificats et diplômes — Documentation complète sur l'ECADE et ses programmes en retournant sans engagement le coupon ci-contre.

L'ECADE m'intéresse. Faites-moi parvenir sans engagement une documentation complète sur le programme suivant:

☐ Basic Management Training

☐ Administration de l'Entreprise

Nom \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Age \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Localité \_\_\_\_\_

Pays \_\_\_\_\_

GM1

# QUALITÉ

10 000 ONT DÉJÀ DIT OUI!  
ET VOUS ?

## 2<sup>e</sup> CONVENTION NATIONALE DES CERCLES ET DE LA QUALITÉ

19-20 JUIN  
VILLEPINTE - PARIS NORD

500 STANDS, 230 HEURES DE PROGRAMMES,  
PLUS DE 1 000 TÉMOIGNAGES D'ENTREPRISES ET DE SERVICES PUBLICS,  
UN LIEU UNIQUE DE RÉFLEXION, D'ÉCHANGES, D'INFORMATIONS.

DE 9 H À 19 H LES DEUX JOURS. INSCRIPTIONS POSSIBLES SUR PLACE.  
TARIFS PRÉFÉRENTIELS POUR LES ÉTUDIANTS.

OUVERTURE AU PUBLIC SAMEDI 20 DE 14 H À 19 H. PRIX: 35 F.

AFCERQ

Tél.: (1) 47 23 71 22

la déléguée française  
de la qualité

## La Télécommunication de l'Écrit

VOUS CONNAISSEZ ?







# Amériques

**PÉROU : terrorisme et trafic de drogue**

## Sentier lumineux se pose en défenseur des petits producteurs de coca

LIMA  
de notre correspondant

Les guérilleros du Sentier lumineux se sont-ils alliés aux trafiquants de drogue de la vallée tropicale du Haut-Huallaga pour se partager le contrôle de cette région ? C'est à cette conclusion que sont arrivés policiers et journalistes locaux après l'assaut lancé contre le poste de police d'Uchiza, le dimanche 7 juin. Six policiers ont été tués et huit autres blessés. De leur côté, les guérilleros auraient perdu une cinquantaine d'hommes. Une supposition impossible à vérifier car les attaquants se sont retirés en bon ordre.

Le terme de « narco-terroristes », pour désigner les guérilleros de Sentier lumineux implantés dans cette vallée a remplacé celui de « délinquants subversifs » utilisé par l'armée dans les Andes. Il a été employé par l'ancien président Fernando Belaúnde, dès 1984, lorsque la présence de Sentier lumineux a commencé à se faire sentir dans cette région avec l'apparition des premiers graffiti sur les murs signés PCP-SL, les premières menaces de mort contre les autorités locales.

Cette « alliance » entre les deux principaux fléaux du Pérou — le terrorisme et le trafic de cocaïne — n'a pourtant jamais été prouvée, comme le reconnaît le général Zarate, le chef de la lutte antidrogue.

### Des objectifs contradictoires

C'est pourquoi, lorsque l'état d'urgence a été décrété dans la vallée, en 1984, l'armée a concentré son attention sur la guérilla alors que l'Umapar, le corps de police spécialisé dans la lutte antidrogue se repliait. C'est une période d'essor pour les trafiquants, qui ont tenté de faire croire que les guérilleros n'avaient pas battu en retraite. Des graffiti subversifs réapparaissent sur les murs, mais les erreurs commises trahissent leurs auteurs : le symbole du marteau et de la faucille est à l'envers, les « Vive le président Gonzalo » de Sentier sont signés MRTA, du nom d'un autre groupe insurgé.

Patience, à partir de 1985, le PCP-SL a repris son travail politique dans la région, se posant en défenseur des petits cultivateurs de coca, victimes à la fois de la campagne d'arrachage de la plante en application du programme Corah, financé par les Etats-Unis, des exactions commises par les membres de l'Umapar et de la violence exercée par les différentes mafias de la drogue.

Aujourd'hui, les guérilleros contrôlent le trafic des véhicules sur les 150 kilomètres de l'unique route, la marginale de la Selva. Les passa-

gers sont tenus de révéler leur identité. Les indésirables — à commencer par les journalistes — sont refoulés vers la ville de Tingo-Maria.

Le Sentier a peint ses consignes sur les murs. Comme « La coca ou la mort » et « Interdiction d'arracher la coca ». Ces consignes contre l'Umapar et le Corah sont nécessaires pour séduire les paysans. Est-ce à dire que guérilleros et trafiquants ont conclu une alliance, comme le soutiennent certains journaux locaux ? En fait, il semble qu'il n'y ait entre eux qu'un pacte, tacite, de non-agression. Le général Zarate estime que les trafiquants ont cédé du terrain, pour se replier plus au nord. Quant aux bandes paramilitaires à leur service, elles ont peu à peu battu en retraite.

D'ailleurs, une alliance entre trafiquants et guérilleros aurait réglé les problèmes financiers et d'approvisionnement en armes qu'affronte Sentier lumineux. Ce qui est loin d'être le cas.

Au cours de l'assaut contre le poste d'Uchiza, le capitaine Michael Ponce assure cependant que les guérilleros ont reçu l'appui de la mafia. Ils auraient, en effet, utilisé des roquettes, alors qu'ils n'étaient équipés, jusqu'à présent, que des armes soustraites à la police et de bâtons de dynamite. Mais est-ce un indice suffisant pour conclure une collaboration logistique ?

De toute façon, « narcos » et « terroristes » ne devraient pas faire bon ménage bien longtemps parce que leurs objectifs et leurs stratégies respectives sont contradictoires. D'une part, le PCP-SL demande aux paysans de consacrer un tiers de leurs terres aux cultures maraichères, ce qui devrait diminuer notablement les surfaces plantées de coca. D'autre part, il a fixé un prix minimum de vente de la feuille de coca pour éviter l'exploitation des petits agriculteurs par la mafia et instauré un impôt sur la fabrication de la pâte de base, servant à fabriquer la cocaïne.

NICOLE BONNET.

### ÉTATS-UNIS

## Le « justicier du métro » a été acquitté

NEW-YORK  
de notre correspondant

Bernhard Goetz, le très célèbre « justicier du métro », a été acquitté, le mardi 16 juin, de douze des treize chefs d'accusation retenus contre lui. Innocent ou presque : balayées l'attaque à main armée et tentative de meurtre ; écartés le trouble à l'ordre public, menaces et vol de fait. Seule reste — symbolique ? — l'accusation de port d'arme prohibé : Bernhard Goetz est coupable de posséder une arme, point de s'en être servi.

L'affaire avait commencé le 22 décembre 1984 dans un wagon du métro de New-York, près de la 14<sup>e</sup> Rue. Quatre adolescents noirs rapèrent leur victime, un ingénieur électronique âgé à l'époque de trente-sept ans (il avouera plus tard qu'il « attirait ce genre d'ennui »), pour lui demander, racket banal, 5 dollars (30 francs). Quelques secondes d'hésitation et les coups de feu partent, faisant fuir les assaillants, tandis que le train s'immobilise à la station. L'un d'eux est mort ; les autres sont blessés. Bernhard Goetz s'en approche et tire de nouveau sur lui : « T'es l'air trop bien, en voici une autre ! »

Dans la cohue, Goetz s'arrête par le tunnel et ne repart que huit jours plus tard, dans le New-Hampshire, où les policiers enregistrent sur une cassette vidéo sa première déposition. « Je voulais les faire souffrir autant que possible », dira-t-il, et, malgré la présence d'un avocat, il ajoutera : « C'était un meurtre de sang-froid... Je les haïssais. »

A l'ouverture du procès, le 27 avril dernier, l'accusé comparait libre, auréolé d'une gloire extraordinaire, encensé même par la mère de l'un des Noirs (« Je le comprends, vivre dans cette ville devient impossible pour d'honnêtes gens »). Deux des victimes — c'est la terminologie de la cour — comparaissent menottées aux poings, car ils ont, entre-temps, l'un violé une femme, l'autre attaqué un voisin

à coups de chaîne. Le troisième sort à peine d'une cure de désintoxication de la cocaïne et prépare son bac. Le quatrième, Daniel Cabey, vingt et un ans, paralysé à vie par une balle logée dans la colonne vertébrale, est incapable de s'exprimer.

### Couleur de peau

Le jeune procureur Waples attaque d'emblée sur le terrain de la loi : personne n'a le droit de se rendre justice lui-même, et Goetz a avoué des intentions meurtrières, il doit donc être sévèrement puni. Parfaitement sûr du soutien populaire, l'avocat de la défense, Barry Stomick, renverse immédiatement les rôles : la victime, c'est Goetz, il faut, en réalité, poursuivre ses quatre assaillants.

Le jury écoute avec patience et, après avoir visionné la confession de Goetz, retiendra le côté trouble du personnage, le déséquilibre de son esprit... et la « justesse de ses idées ». Mais il refuse comme « inacceptables » les aveux meurtriers et les cris de haine, car, disent les jurés, « Goetz était, au moment de l'enregistrement, encore sous le coup de l'émotion ». L'un d'eux affirme, après le verdict, que « les études balistiques n'avaient pas prouvé la culpabilité de Goetz » et que, « dans ce pays, les individus ont le droit de se défendre, que cela plaise ou non ».

Le maire de New-York, Edward Koch, qui n'a nullement besoin d'un nouveau conflit racial, réplique sèchement que « le cas Goetz ne doit pas être compris comme une autorisation de tirer dans tous les sens ».

Bien que le racisme n'ait qu'effleuré les débats, tout le monde, dans la salle et dehors, ne pensait qu'un terme de couleur de la peau. Malgré les dénégations vertueuses des jurés, personne ne croit, bien sûr, que leur verdict eût été le même si l'accusé avait été noir et les « victimes » blanches...

CHARLES LESCAUT.

### CHILI

## Douze opposants tués par la police à Santiago

Douze personnes, vraisemblablement des opposants de gauche, ont été tuées lundi 15 et mardi 16 juin à Santiago, au cours de fusillades avec la police.

SANTIAGO-DU-CHILI  
de notre correspondant

Deux morts le 15 juin, dix le lendemain : tel est le bilan d'une vaste opération de police réalisée à Santiago. Selon les autorités, les douze victimes appartenaient au Front patriotique Manuel Rodríguez (FPMR) et auraient trouvé la mort au cours d'affrontements avec les services de sécurité. « Etranges affrontements », commente un opposant, qui ne fait que des morts et d'un seul côté. »

Sept des personnes tuées le 16 juin auraient été surprises à l'aube dans une « maison de sécurité » du quartier Recoleta de la capitale, et se seraient opposées, les armes à la main, à une perquisition. Une cache d'armes importante y aurait été découverte.

L'Eglise et de nombreuses organisations politiques ou sociales ont exprimé leur consternation et demandent que la vérité soit faite sur les circonstances ayant entouré ces douze morts violentes. La semaine dernière, les deux mouvements armés chiliens, le FPMR et le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire), avaient commis plusieurs attentats contre des établissements de la police, sans toutefois faire de victime.

La riposte du régime est autant un avertissement à l'extrême gauche

qu'un rappel à tous les opposants que le général Pinochet reste le maître du jeu. « Nous empêcherons les politiciens de s'emparer du pouvoir », a déclaré celui-ci quelques heures avant les premiers « affrontements ».

G. B.

Le sommet pour la paix en Amérique centrale pourrait avoir lieu en août. — Les présidents du Honduras et du Guatemala ont proposé mardi 16 juin que le sommet des chefs d'Etat des cinq pays d'Amérique centrale ait lieu au début du mois d'août. Ce sommet pour la paix, qui devait se tenir les 25 et 26 juin au Guatemala, avait été ajourné à la demande des présidents du Salvador, du Honduras et du Costa-Rica qui estimaient que la réunion n'avait pas été suffisamment préparée. — (AFP, Reuters.)

## La Télécommunication de l'Écrit

C'est

### LA MESSAGERIE

Pour adresser une documentation à de multiples destinataires, chacun équipé d'un terminal différent, diffuser des fichiers entre équipements informatiques, ou échanger par boîte aux lettres des messages avec des correspondants peu disponibles ou en déplacement, rien ne vaut la Messagerie. De plus aujourd'hui avec Atlas 400, toutes les messageries normalisées communiquent entre elles.

TELECOM

(Publicité)  
BRAIN POTE

## REMUE-MÉNAGES POUR UNE DÉMOCRATIE DES MÉLANGES

## UN COLLOQUE ORGANISÉ PAR S.O.S. RACISME ET LE « NOUVEL OBSERVATEUR »

DE 10 H A 19 H  
QUATRE TABLES RONDES AUTOUR DE QUATRE GRANDS THÈMES : LA CITOYENNETÉ ; PEUR ET RACISME ; POLICE ET JUSTICE ; LA VIE DES BANLIEUES.

AVEC LA PARTICIPATION, NOTAMMENT, DE :  
SIMONE VEIL

JEAN-MICHEL BELORGEY, PIERRE BERGÉ, JEAN DANIEL, CHRISTIAN DELORME, HARLEM DÉSIR, PATRICK DEVEDJIAN, FRANÇOIS FURET, ANDRÉ FROSSARD, JACQUES JULLIARD, GEORGES KIEJMAN, JACK LANG, EDGAR MORIN, SAMI NAIR, DANIEL SOULEZ-LARIVIÈRE, ETC.

**VENDREDI 19 JUIN  
A LA SORBONNE**  
ENTRÉE LIBRE

### ACADIE

La guerre de Cent Ans des Français d'Amérique aux Maritimes et en Louisiane 1670-1769

Robert SAUVAGEAU  
Préface de Maurice DENZIÈRE  
15,5 x 24 cm - 254 p.  
9 cartes - 175 F

Berger-Levrault

5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

## La Télécommunication de l'Écrit

C'est

### TELETEX

Pour adresser instantanément un courrier de qualité commerciale, communiqués, compte-rendus, commandes, rapports confidentiels, rien ne vaut Téletex. Avec sa transmission entre machines de traitement de texte, machines à écrire électroniques ou micro-ordinateurs et l'identification garantie des correspondants, Téletex, c'est vraiment le courrier électronique international.

TELECOM



## Proche-Orient

IRAN : les tensions à Téhéran

## La dissolution du Parti de la République islamique : un nouvel épisode de la lutte pour le pouvoir

La dissolution du Parti de la République islamique (PRI), le 3 juin dernier, ne constitue pas à proprement parler une surprise. Tout le monde savait à Téhéran que ce parti, fondé en 1979 par l'ayatollah Behchati en vue de rassembler la plupart de ceux qui, religieux ou laïcs, voulaient lancer l'Iran « sur la voie de l'islam et de l'imam Khomeiny », était devenu, au fil des ans, une sorte d'assemblée de notables du régime où s'opposaient et se neutralisaient les différentes factions rivales du sérail politico-religieux au pouvoir en Iran. Le chef de l'Etat, le président Ali Khamenei, qui était en même temps le secrétaire général du PRI, avait d'ailleurs déploré, à la mi-mars, cet état de choses en affirmant qu'il se consacrerait désormais entièrement à la réorganisation d'un « parti qui n'existe presque pas ».

C'est cependant le point de vue du président du Majlis, l'Assemblée islamique, Rafsanjani, qui l'a emporté. Il a expliqué au lendemain de la dissolution du parti que cette mesure avait été prise parce que le PRI avait perdu sa « raison d'être » et qu'en conséquence son « effacement provisoire » était devenu inévitable. En effet, dans l'esprit de M. Rafsanjani, qui assumait en plus de ses autres nombreuses fonctions, la présidence du parti, le PRI n'a été que « gelé » et pourrait renaitre de ses cendres si le consensus qui avait présidé à sa création en 1979 était de nouveau réalisé. Il a réaffirmé à cette occasion que si tous les membres du parti étaient des partisans sincères du régime islamique, ils étaient en revanche profondément divisés, en ce qui concerne la gestion de l'économie, en deux tendances opposées, l'une favorable à une économie dirigée par l'Etat, et l'autre préconisant le retour à l'entreprise privée avec un contrôle étatique limité.

M. Rafsanjani, qui patronne la première tendance, alors que M. Khamenei se pose de plus en plus en chef de file des « libéraux », a réitéré que le problème de la « fluidité du pouvoir » au sein du PRI avait été porté, il y a environ un an, à la connaissance de l'imam Khomeiny. Ce dernier avait été prié de décider qui, de Rafsanjani ou de Khamenei, devait se retirer de la direction du parti afin d'entraver le processus de polarisation. L'imam avait alors refusé de se prononcer et avait suggéré de « limiter les activités du parti ». Pris de la moitié des bureaux du PRI avaient depuis été fermés afin de réduire les divergences au minimum. Apparemment,

cette solution de facilité n'a pas été suffisante pour apaiser les tensions, et l'imam a finalement accepté de « geler » entièrement les activités du parti, qui, selon l'expression d'un

au début de l'année que l'inflation dépassait 60% par an et qu'avec l'accroissement du déficit de la balance commerciale dû à la chute des revenus pétroliers et la régre-

*Au fil des ans, le parti unique était devenu un instrument entre les mains de la droite religieuse. Sa disparition fait le jeu de l'hodjatoleslam Rafsanjani*

député du Majlis, était devenu le « dernier salon où l'on critique la République islamique ».

M. Rafsanjani a laissé entendre que cette mesure radicale était devenue d'autant plus inéluctable que le climat électoral qui s'est installé dans le pays à l'approche des élections législatives et présidentielles, prévues pour le début de 1988, risquait d'envenimer dangereusement les conflits à l'intérieur du parti. Le président Khamenei, qui, depuis la disgrâce relative de l'ayatollah Montazeri, est devenu le principal adversaire de M. Rafsanjani dans la course pour le pouvoir, a déjà fait connaître son candidat à la présidence de la République en la personne d'un haut dignitaire religieux de Meched, l'ayatollah Tabassi, un des chefs de file de la droite conservatrice au sein du PRI.

## La faillite économique

La dissolution du PRI fait donc le jeu de l'hodjatoleslam Rafsanjani, car elle prive la droite traditionaliste religieuse, groupée autour du quotidien *Risalat* et fortement représentée au Bazar et au parti, d'une tribune idéale à partir de laquelle elle menait sa lutte contre le président du Majlis et ses partisans, dont le plus fidèle semble être M. Mir Hossein Mousavi, l'actuel chef du gouvernement. A plusieurs reprises, au cours des deux dernières années, les traditionalistes, et à leur tête M. Khamenei, ont exigé le départ du premier ministre, qui, selon eux, est le principal responsable de la faillite économique du régime et de la dépopulation constante de la population.

L'échec dans ce domaine est apparu, mardi 16 juin, au détour d'un débat au Conseil de surveillance de la Constitution, qui, jusqu'à présent, bloqué la plupart des réformes sociales votées par le Parlement en affirmant qu'elles étaient contraires aux enseignements de l'islam et favorisaient le communisme athée. L'imam Khomeini, qui approuve sans réserve les

recommandations de cette instance qui comprend six religieux désignés par lui-même et six hommes de loi « enrégimentés de l'islam » nommés par le Parlement, est resté sourd aux démarches des radicaux, qui lui ont fait valoir à plusieurs reprises que tant que ce « verrou » subsistera, aucune mesure sérieuse ne pourra être adoptée en faveur des *moustazafin* (les déshérités), qui sont supposés être les principaux bénéficiaires de la révolution islamique.

## Tant que durera la guerre...

En fait, les deux tendances rivales au sein du pouvoir, tout en s'accrochant mutuellement d'être à l'origine de la faillite économique du régime, savent fort bien qu'aucun progrès durable ne pourra être réalisé dans ce domaine tant que durera la guerre contre l'Irak. C'est ce que, selon de bonnes sources, l'ayatollah Mousavi Ardebili, le président de la Cour suprême, a dit à l'imam Khomeini, fin avril, en ajoutant que dans la situation actuelle l'Iran n'avait plus les moyens de continuer la guerre.

Deux jours plus tard, l'hodjatoleslam Rafsanjani, qui est le représentant de l'islam auprès du Conseil supérieur de défense, informait le guide de la révolution que, après l'échec de l'« frangate », il était de plus en plus difficile de se procurer des armements. Cette double démarche était d'autant plus significative qu'elle était faite au nom du directeur occulte de cinq membres, une sorte d'état-major de crise qui se réunit presque quotidiennement depuis près de dix mois, et qui comprend, outre M. Rafsanjani et Mousavi Ardebili, le président Khamenei, le chef du gouvernement, M. Mir Mousavi, et le tout-puissant fils de l'imam, Ahmed Khomeini.

Cette belle unanimité — une fois n'est pas coutume — n'a apparemment pas réussi à ébranler l'imam Khomeini, qui a fait savoir à ses interlocuteurs qu'il n'existait pas d'autre solution que la poursuite de la guerre. « Il nous faut », a-t-il dit, « une paix victorieuse, c'est-à-dire la chute de Saddam Hussein. Si vous n'êtes pas capables de réaliser cet objectif, retirez-vous. D'autres sont prêts à prendre la relève ». Cette prise de position catégorique que personne à Téhéran n'est en mesure de contester ne facilitera pas la tâche des dirigeants actuels, qui se trouvent confrontés à une mission impossible : assainir l'économie du pays, tout en poursuivant une guerre de plus en plus coûteuse.

JEAN GUEYRAS.

## La guerre du Golfe

## Le plan américain de protection des pétroliers koweïtiens a été sérieusement critiqué au Congrès

Washington (AFP, Reuter). — L'administration américaine a justifié, mardi 16 juin, sa décision d'assurer la protection des pétroliers du Koweït naviguant dans le Golfe, en faisant valoir que toute « inaction » aurait entraîné le risque d'une escalade des menaces iraniennes contre les pays neutres du Golfe. Selon la version expurgée d'un rapport secret transmis mardi au Congrès et rendu public mardi par M. Weinberger, le secrétaire à la défense, les forces américaines « opèrent conformément aux ordres stipulant que tout navire ou appareil aérien en position de tirer un missile, lâcher une bombe ou utiliser son artillerie sera considéré comme manifestant une intention hostile ».

Les forces américaines seront alors autorisées à se défendre et à protéger les navires de commerce battant pavillon américain avec la force nécessaire pour « neutraliser » la menace.

M. Weinberger a déclaré que les risques encourus à cette occasion par les navires américains étaient « modérés ». Il a précisé que trois navires de guerre américains seraient envoyés en renfort dans le Golfe.

Malgré ces propos lénaux, le plan gouvernemental de protection

des pétroliers koweïtiens devant passer sous pavillon américain a été soumis à un feu roulant de critiques au Congrès. « Le plan gouvernemental est mal ficelé », a estimé le leader de la majorité démocrate au Sénat, M. Robert Byrd. Il est clair que le gouvernement n'a pas pris en compte tous les risques pour les forces américaines.

Le chef de la minorité républicaine à la chambre haute, M. Robert Dole, a été à peine moins sévère. « Je pense qu'il existe une certaine confusion au sujet de la politique dans le golfe Persique. Il n'existe pas de consensus à ce propos au sein des Républicains, et le gouvernement doit faire un meilleur travail d'explication », a-t-il dit peu après avoir déjeuné avec M. Reagan. Pour M. Clairborne Pell, président (démocrate) de l'influente commission des affaires étrangères du Sénat, le plan gouvernemental de protection des navires koweïtiens « a toutes les chances de nous entraîner dans la guerre » entre l'Irak et l'Iran. Selon M. Pell et Byrd, l'initiative de Washington a essentiellement pour objectif de gagner les faveurs des pays arabes modérés qui sont déçus par les ventes d'armes américaines à l'Iran.

La détention des otages allemands au Liban

## La cellule de crise se réunit à Bonn pour décider du sort de Mohamed Hamadei

BONN  
de notre correspondant

La cellule de crise constituée en janvier après l'enlèvement à Beyrouth des deux Allemands de l'Ouest Rudolf Cordes et Alfred Schmidt devait se réunir le mercredi 17 juin au plus haut niveau à la chancellerie à Bonn. Outre les ministres des affaires étrangères, de l'intérieur et le ministre à la chancellerie, M. Wolfgang Schäuble, chargé de coordonner l'action du gouvernement, le chancelier Kohl avait demandé aux leaders des trois partis de la majorité et du parti social-démocrate de prendre part aux délibérations.

L'objectif de la réunion était, selon les informations non confirmées rapportées ces derniers jours par les agences de presse, de décider de la marche à suivre avec Mohamed Hamadei, le présumé terroriste libanais incarcéré depuis janvier à Francfort. Hamadei, qui vivait jusqu'à présent au Proche-Orient, avait été arrêté le 13 janvier dernier à l'aéroport de Francfort alors qu'il transportait avec lui de l'explosif liquide. Il est accusé par les Américains, qui ont réclamé son extradition, d'avoir participé en 1983 au détournement sur Beyrouth d'un appareil de la TWA, opération au cours de laquelle un plongeur de l'armée américaine, Robert Stehmen, avait été froidement assassiné.

L'arrestation d'Hamadei, dont la famille serait liée au Hezbollah, avait été suivie de l'enlèvement à Beyrouth de deux Allemands de l'Ouest, MM. Cordes et Schmidt, puis de l'arrestation à l'aéroport de Francfort d'un de ses frères, Abbas. Résident en Sarre, Abbas Hamadei, qui est de nationalité ouest-allemande, avait livré à la police une cache d'explosifs située non loin de la frontière française. Les renseignements obtenus au cours de l'enquête avaient également permis à la police française d'opérer un coup de filet dans les milieux islamiques à Paris.

Au cours des négociations menées par le gouvernement allemand avec l'intermédiaire, notamment, du gou-

vernement iranien, est apparu le principal objectif des ravisseurs de MM. Cordes et Schmidt, qui semble avoir été d'éviter une extradition de Mohamed Hamadei vers les Etats-Unis et d'obtenir que celui-ci ne soit jugé en RFA pour le délit relativement mineur de détention d'explosif.

## Moyen terme

Soumis à d'importantes pressions américaines — tout récemment encore lors du sommet de Venise, — le gouvernement ouest-allemand semblait ces derniers jours s'orienter vers un moyen terme. Hamadei ne serait pas extradé, mais serait jugé en RFA pour sa participation présumée au détournement de l'appareil de la TWA. La législation ouest-allemande permet, en effet, d'engager des poursuites contre les auteurs d'un détournement, même si la RFA n'y est pas impliquée.

Avant de prendre sa décision, le gouvernement ouest-allemand avait donné son feu vert à une confrontation discrète, lundi, à Wiesbaden, entre Hamadei et plusieurs passagers de l'appareil de la TWA qui auraient été amenés tout spécialement des Etats-Unis.

Bien que le gouvernement, qui observe un silence total sur l'affaire, se soit refusé à toute confirmation, les agences de presse croyaient avoir, mardi, qu'Hamadei aurait été formellement reconnu par plusieurs des passagers.

HENRI DE BRESSON.

● ISRAËL : explosion d'une voiture piégée à l'est de Tel-Aviv. — L'explosion d'une voiture piégée mardi après-midi 18 juin dans la ville de Petah-Tikwa, à l'est de Tel-Aviv, a tué un mort, apparemment l'homme qui avait placé la charge explosive à bord du véhicule. La responsabilité de cet attentat a été revendiquée par les « Forces 17 », organisation militaire du Feth, principale composante de l'OPL, dans un coup de téléphone à une agence de presse internationale à Jérusalem. (AFP).

## Diplomatie

A la conférence de Genève sur le désarmement

## La France précise sa position sur les armes chimiques

La France a proposé, mardi 16 juin, à la conférence de l'ONU sur le désarmement, le maintien de « stocks de sécurité limités, homogènes et vérifiables » pendant les dix ans qui suivront l'entrée en vigueur d'une éventuelle convention bannissant les armes chimiques.

Intervenant devant la conférence, le représentant de la France, M. Pierre Morel, a souligné la nécessité de maintenir « un équilibre de sécurité » pendant la période de destruction des stocks existants et estimé qu'une éventuelle convention ne devra pas être, « à l'image du traité de non-prolifération, un traité de désarmement des pays désarmés, organisant le maintien de l'armement des uns et le désarmement des autres ». La France, a encore dit M. Morel, reste favorable à l'élimination totale des armes chimiques, mais en attendant qu'un accord général ait lieu, elle s'est réservée le droit de se doter, dans sa loi de programmation militaire, d'une « capacité dissuasive appropriée ».

Le document français suggère que les stocks de sécurité, à « vocation purement défensive », soient fixés à un niveau très bas, tout en conservant une signification militaire, c'est-à-dire entre 1 000 et 2 000 tonnes. Ces stocks seraient soumis à un régime spécifique inchangé jusqu'à la huitième année, pour être détruits par étapes au cours des deux dernières années de la période décennale. Pour faciliter le contrôle, le nombre d'emplacements pour ces stocks serait limité à cinq ; ils ne seraient pas publiquement identifiés, mais communiqués sous enveloppe scellée aux organes de surveillance de la convention. Le document français suggère encore qu'il n'y ait plus qu'une seule installation de production d'armes chimi-

ques par pays, installation qui serait détruite à la fin de la décennie.

La vérification des stocks se fonderait, pendant les huit premières années, sur le principe de l'inspection par défi (inspection internationale sur place, dans un très bref délai, en cas de soupçons d'activités interdites).

## Le problème des Pershing-1 allemands

Tandis que, toujours à Genève, les Etats-Unis proposent officiellement à l'URSS, mardi, un accord sur les euro-missiles selon l'option « double zéro » (liquidation de tous les engins de portée entre 500 et 5 000 kilomètres), à Moscou le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères a vivement critiqué, nous rapporte notre correspondant, la demande ouest-allemande de laisser les soixante-douze Pershing-1A appartenant à la Bundeswehr à l'écart d'un accord soviéto-américain.

Cette demande « violerait un tel accord de toute substance », a dit M. Goussakov, qui a ajouté : « Les Etats-Unis demeurent les propriétaires des ogives montées sur les Pershing-1A et conservent le contrôle de ces missiles. Les ogives ne peuvent en aucun cas être des « armements de pays tiers » et, par conséquent, il faut les considérer comme des ogives américaines passibles de destruction ». Le porte-parole a, enfin, agité une menace : « En théorie, les alliés de l'Union soviétique au sein du traité de Varsovie pourraient demander à l'URSS de laisser sur leur territoire des missiles SS-12 à mettre à leur disposition et de fournir des ogives nucléaires soviétiques pour ces missiles ».

## le boom 87!



Venez la baptiser dès le 18 juin au MUMM Cordon Rouge

chez NEUBAUER

qui sera ouvert exceptionnellement samedi 20 et dimanche 21 de 8 à 18 heures

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE  
EST-IL LE MEILLEUR ?

Le Monde  
L'EDUCATION  
NUMÉRO DE JUIN EN VENTE PARTOUT



Le contrôle du budget social de la nation par le Parlement

## Le « hara-kiri » de M. d'Ornano

La proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano (UDF, Calvados), qui, à l'origine, prévoyait d'autoriser le Parlement à contrôler étroitement le budget social de la nation, sera examinée à l'Assemblée nationale, le jeudi 18 juin, avec le projet Séguin sur le financement de la Sécurité sociale. Le texte du président de la commission des finances sera toutefois pratiquement vidé de l'essentiel de sa substance.

Tout est perdu, for l'honneur ! M. Michel d'Ornano salue la face, puis, conformément à son vœu, sa proposition apparaît bien noir sur blanc à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale en même temps que le projet Séguin. Mais, au regard de l'ambition originelle de ce texte, force est de constater que le dispositif n'est pas si diaphane après la cure d'amalgamement que la commission des lois va lui faire subir (1).

Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, M. d'Ornano a accepté de se faire « hara-kiri ». « Mon projet sera globalisé, je suis ouvert à un grand nombre d'amendements », expliquait-il mardi après-midi dans les couloirs de l'Assemblée nationale. L'ancien ministre giscardien s'est défendu de donner corps, par ce recul, aux « procès d'intention » qui voulaient le faire passer, lui, « un libéral », pour un tenant de l'étatisation de la Sécurité sociale et un partisan du court-circuitage des parlementaires sociaux.

Mais, compte tenu du climat social, un peu lourd ces derniers temps, notamment après l'adoption à l'Assemblée de l'amendement Fichet-Lamassouze sur la grève dans la fonction publique, le président de la commission des finances a préféré se montrer réceptif aux arguments du groupe RPR et du ministre, Philippe Séguin, qui jugeait sa proposition inopportune sur le plan politique au moment où le gouvernement engageait la concertation au sein des États généraux de la Sécurité sociale.

Mardi matin, le bureau du groupe RPR avait renouvelé son hostilité à la discussion de la proposition d'Ornano. Le député UDF a donc cédé, sans se demander, dans son for intérieur, si le gouvernement ne lui avait pas opposé des arguments de circonstance pour éviter, une fois de plus, que le Parlement vienne mettre son nez dans le

Après son passage devant la commission des lois, ne devrait, en effet, subsister qu'un dispositif léger prévoyant l'examen et le vote chaque année par le Parlement d'un rapport du gouvernement relatif aux comptes prévisionnels de la Sécurité sociale. Le ministre des affaires sociales et de l'emploi, M. Séguin, a finalement gagné au finish ce match arbitré par Matignon.

Le problème posé par la proposition d'Ornano avait été longuement évoqué au cours du traditionnel déjeuner du mardi qui rassemble à Matignon les chefs de la majorité. Ayant pris la mesure des réactions syndicales (notamment de la CFDT) qui faisaient de cette affaire un inacceptable *casus belli*, le premier ministre ne souhaitait pas charger une barque sociale déjà bien lestée.

### Une version expurgée

Il restait à trouver le biais adéquat pour donner satisfaction à M. Philippe Séguin, sans pour autant avoir l'air d'infliger à l'allié UDF un camouflet public. Et ce d'autant que, dans un premier temps, M. Chirac avait arbitré en faveur de M. d'Ornano. L'infirmité, ayant accepté de faire machine en arrière, il fallait que Matignon concocte un communiqué pour bien cadrer les choses.

Deux projets ont été préparés dans l'après-midi : l'un, assez sec pour M. d'Ornano, par M. Séguin ; l'autre, nettement plus conciliant, par M. Marie-Hélène Bérard, conseiller à Matignon pour les affaires sociales. Dans ce dernier projet, l'expression « loi de finances sociales » était utilisée à propos de la proposition d'Ornano. Au même moment, à l'Assemblée, le député UDF récusait vigoureusement cette expression.

C'est à M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement, qu'est revenu le soin de lire mardi soir à la sortie de la conférence des présidents la communication de synthèse. M. Rossinot devait expliquer que la proposition d'Ornano, version expurgée par la commission des lois, ne serait examinée qu'en première lecture pendant

cette session. Son adoption définitive ne pourra intervenir qu'après la tenue des États généraux.

« Cette lecture ne constitue pas une intervention de l'État dans le fonctionnement des régimes sociaux, comme on avait pu le penser », a précisé M. Rossinot. Et cette discussion « ne saurait en rien préjudicier à la consultation des États généraux ». Pour que les choses soient bien claires, le ministre, M. Séguin, prendra la parole longuement jeudi, en début de débat. Le projet Séguin et la proposition d'Ornano seront soumis ensuite à une discussion générale commune. Puis les députés voteront le texte du gouvernement et ensuite celui du député UDF.

De leur côté, les députés socialistes, tout en étant favorables au principe du contrôle des dépenses sociales par le Parlement, n'ont pas l'intention de soutenir la proposition d'Ornano. « Il existe des contradictions internes dans la majorité (...), une sorte de guérilla sur la façon dont les projets lui sont soumis. Notre problème n'est pas d'entrer dans le jeu de ces discussions », a précisé le porte-parole du groupe socialiste, M. Jean Anciant.

P. E.

(1) Lorsque l'on s'agit d'une proposition de loi, les députés en séance publique sont saisis des conclusions de la commission qui l'a examinée et non du texte de départ.

Première réunion de la « commission Nucci »

## Le rapporteur, M. Fanton (RPR), s'oppose aux auditions de MM. Pasqua, Aurillac et Chalié

Réunis pour la première fois sous la présidence de M. Jean-François Deniau (UDF, Cher), le mardi 16 juin, les quinze membres de la commission chargée d'examiner l'enquête éventuelle de M. Nucci devant la Haute Cour de justice (six PS, quatre RPR, trois UDF, un PC, un FN) ont élu M. André Fanton (RPR, Calvados) comme rapporteur. Les difficultés ont commencé quand il a fallu mettre au point l'organisation des travaux.

M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste, a demandé l'audition de M. Yves Chalié et de M. Michel Aurillac, ministre de la coopération. M. Georges Hage (PC,

Nord) a souhaité entendre M. Charles Pasqua. M. Fanton a déclaré qu'il n'en était pas question.

Il a expliqué que les éléments en possession des commissaires (le réquisitoire du parquet et l'ordonnance du juge d'instruction concluant tous les deux que seule la Haute Cour pouvait juger l'ancien ministre socialiste pour les délits dont il est soupçonné) étaient suffisants pour leur information, sans que la moindre audition soit utile. Il a toutefois accepté que le principal intéressé, M. Nucci, soit entendu « par courtoisie ».

Le PS, s'étonnant de ne pouvoir disposer au moins du dossier pénal pour vérifier les attendus des décisions de justice, M. Fanton a fait remarquer que ce dossier était couvert par le secret de l'instruction. Il a ajouté que la commission de l'Assemblée nationale n'était pas chargée d'instruire le dossier au sens pénal du terme, mais simplement de déterminer si les faits reprochés sont justiciables de la Haute Cour. L'instruction proprement dite sera, éventuellement, le fait d'une commission de cinq magistrats de la Cour de cassation.

Les socialistes ont encore protesté et ont quitté la salle avant le vote sur l'organisation des débats.

Furieux, M. Joxe assurait dans les couloirs que « cela ne se passerait pas comme ça ». Il a rappelé que la proposition « porte mise en accusation » et que l'on ne peut accuser sans avoir sérieusement examiné le dossier. « On procédait ainsi sous le III<sup>e</sup> Républic », affirmait, pour sa part, M. Roland Dumas, ancien ministre socialiste des relations extérieures.

L'attitude de la majorité est curieuse, aussi fondée qu'elle soit en

droit. En refusant des auditions, elle semble vouloir empêcher tout débat en commission. Mais, en renvoyant la suite de ses travaux à la semaine suivante, elle rend difficile un vote dans l'hémicycle avant la fin de la session ordinaire, le 30 juin à minuit, et, en tout cas, pratiquement impossible un vote conforme par les deux Chambres du Parlement avant l'été sur la mise en accusation de M. Christian Nucci devant la Haute Cour de justice. Souhaite-t-elle relancer l'affaire à l'automne ?

La majorité ne se presse pas plus pour l'autre versant du dossier. Ce n'est que le mercredi 24 juin que le bureau de l'Assemblée nationale examinera la nouvelle demande socialiste de Haute Cour pour M. Charles Pasqua et celle visant M. Robert Pandraud.

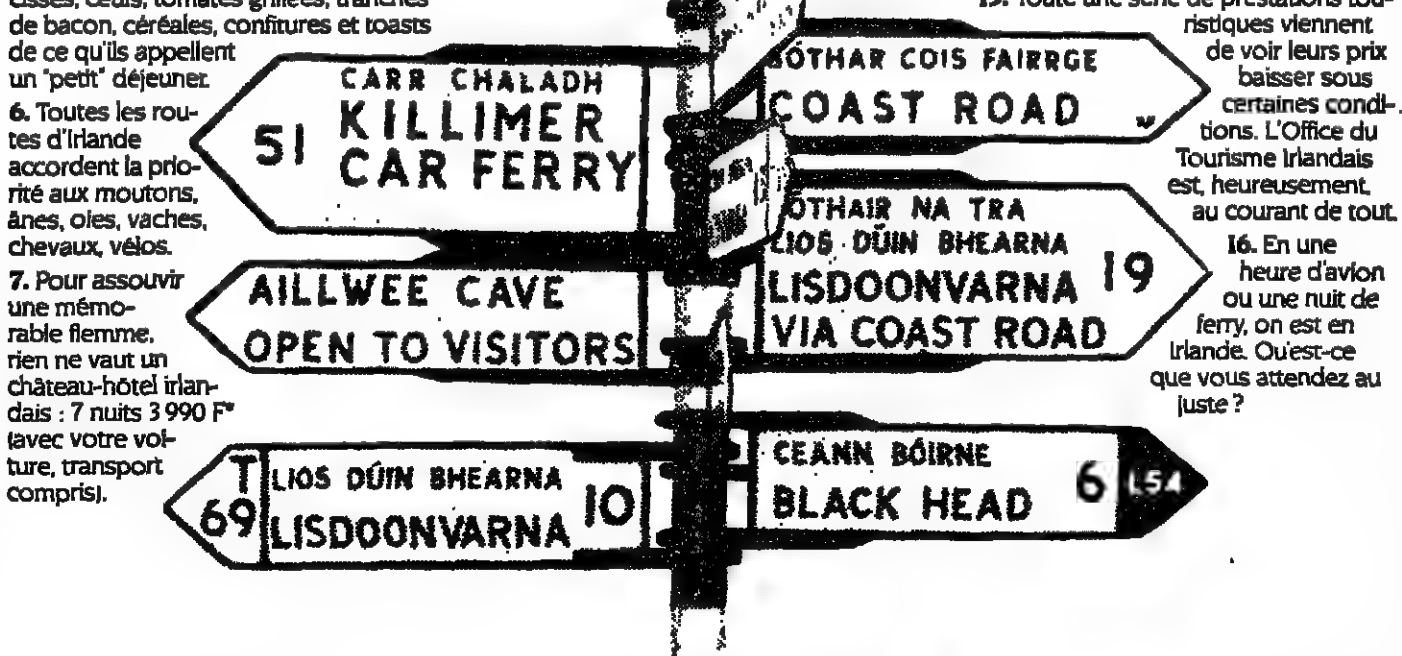
THIERRY BRÉNIER.

● L'avocat de M. Nucci récusé. — M<sup>re</sup> Francis Szpiner, avocat de M. Christian Nucci dans l'affaire du Carrefour du développement, proteste contre le fait que quatre des signataires de la proposition de résolution portant mise en accusation de l'ancien ministre de la coopération devant la Haute Cour de justice sont aussi membres de la commission chargée, à l'Assemblée nationale, d'examiner cette proposition. « S'ils ont la volonté de rendre véritablement la justice, ils doivent se récuser eux-mêmes », estime-t-il. Ces quatre députés sont MM. Jean-François Deniau (UDF, Cher), Michel Hamon (UDF, Var), Albert Merly (UDF, Tarn) et Georges-Paul Wagner (FN, Yvelines).

# Ne rêvez plus de l'Irlande.

## Voici 16 raisons minotaires pour y aller tout de suite.

1. On compte 150 plages, au bas mot, en Irlande. En été, la densité moyenne y est de 1000 oiseaux, 2 vaches et 1 hurliain.
2. Pour 1490 F<sup>00</sup> A.R. environ, vous êtes en Irlande avec votre voiture. Chaque jour, un car-ferry direct relie la France à l'Irlande.
3. Il pleut moins à Dublin qu'à Biarritz. Mais personne ne le croit, même pas à Dublin.
4. L'aller et retour avion démarre à 2080 F<sup>00</sup>. Mais, bien plus malin, avec 2415 F<sup>00</sup>, vous avez l'avion et une voiture de location pendant 6 jours.
5. 450 fermes irlandaises vous accueillent pour 88 F<sup>00</sup> environ la nuit, plus les saucisses, œufs, tomates grillées, tranches de bacon, céréales, confitures et toasts de ce qu'ils appellent un « petit » déjeuner.
6. Toutes les routes d'Irlande accordent la priorité aux moutons, ânes, oies, vaches, chevaux, vélos.
7. Pour assouvir une mémoire flemme, rien ne vaut un château-hôtel irlandais : 7 nuits 3990 F<sup>00</sup> (avec votre voiture, transport compris).
8. L'Irlande n'est qu'un gigantesque terrain de golf : pour 55 F<sup>00</sup> vous avez une leçon, pour 75 F<sup>00</sup> vous faites un parcours. Et pour 5615 F<sup>00</sup> vous avez le grand jeu : l'avion, la voiture de location, 7 nuits d'hôtels somptueux et 4 green fees.
9. Un arbre gigantesque pousse en plein milieu de la rue principale de Castle-townshend. Pourquoi pas ?
10. Pour 2530 F<sup>00</sup>, si vous partez en ferry avec votre voiture, vous passez 7 nuits dans les fermes de votre choix (3780 F<sup>00</sup> pour des hôtels). La même chose si vous partez en avion avec une voiture : de location : 3320 F<sup>00</sup> (4150 F<sup>00</sup> pour les hôtels).
11. Un chef de gare irlandais a vraiment dit : « A quoi bon avoir deux horloges dans la gare si c'est pour qu'elles indiquent toutes deux la même heure ? ».
12. Une ribambelle de restaurants affichent des menus touristiques à 49 et 67 F<sup>00</sup> env. Un « snack » dans un pub : 20 F<sup>00</sup>.
13. Une des façons les plus économiques de passer des vacances en Irlande est d'y louer un cottage. Environ 2000 F<sup>00</sup> la semaine pour un cottage de 4/5 personnes. Tourbe en sus.
14. Dans le sud-ouest de l'Irlande, une espèce de pétanque itinérante bloque parfois les routes quand deux villages décident de s'affronter. On a vu pire.
15. Toute une série de prestations touristiques viennent de voir leurs prix baisser sous certaines conditions. L'Office du Tourisme Irlandais est, heureusement, au courant de tout.
16. En une heure d'avion ou une nuit de ferry, on est en Irlande. Ou est-ce que vous attendez au juste ?



**Irish Continental Line** 8 rue Aubert, Paris 9<sup>e</sup>. Tél. 42 66 90 90.  
**Aer Lingus** 47 avenue de l'Opéra, Paris 2<sup>e</sup>. Tél. 47 42 12 50.  
 ou votre agent de voyages.

**Irlande**  
 Allez loin sans aller loin.

Office National du Tourisme Irlandais - 9, bd de la Madeleine, 75001 Paris - Tél. 42 68 84 26.

## Patronat et syndicats unanimement hostiles

Patronat et confédérations de salariés ont vigoureusement protesté contre la proposition de « loi organique » de M. d'Ornano qui, selon eux, aboutirait à une « étatisation » de la Sécurité sociale. Le patronat n'a pas été le moins engagé, puisque c'est à l'initiative d'un représentant du CNPF que les administrateurs de la Caisse nationale d'assurance maladie des salariés (CNAAM), qui étudieront la proposition de loi, ont voté de 0,4 point la cotisation d'assurance-maladie dans le cadre des « mesures d'urgence » pour 1987 et 1988, ont, à l'unanimité, « élevé une vive protestation » contre la proposition de loi d'Ornano et demandé au gouvernement qu'elle ne soit pas inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale.

Au cours d'une conférence de presse, M. Pierre Guillea, président de la commission sociale du CNPF, a qualifié cette proposition d'« initiative surprenante » : le financement du régime général à 90 % par des cotisations assises sur les salaires et prélevées à la source est pour lui « difficilement compatible avec un contrôle du Parlement » : « Si nous continuons à payer et que les autres gèrent, non ! », a-t-il lancé.

Pour M. Paul Marchelli, président de la CGC, dans une interview au *Figaro* du 16 juin, la « logique de l'Etat responsable de tout est condamnable (...) Il est tout de même paradoxal que l'on pérennise et que l'on accentue le rôle de l'Etat alors que, par ailleurs, on tient un discours général de moins d'Etat ».

De son côté, la CFDT, qui, comme la CFTC, avait annoncé qu'elle ne participerait pas aux États généraux de la sécurité sociale si l'amendement d'Ornano était adopté, avait souhaité rencontrer les présidents des deux Assemblées « pour leur demander de rétablir un processus de décision parlementaire digne de notre état de droit ».

Enfin le bureau de Forces ouvrières demandait à M. d'Ornano « de renoncer à donner suite à [son] texte », qui selon lui apporterait « un changement fondamental par rapport à ce qui existe depuis la création de la Sécurité sociale » et « s'inscrivait dans une philosophie exactement à l'inverse des orientations affirmées par le premier ministre et le ministre des affaires sociales ».

## Le centre gauche veut s'élargir en se... séparant

Les deux branches de la famille radicale de gauche organisent désormais des manifestations séparées. Le MRG, et son président M. François Doubin, ont envisagé, lors d'une rencontre à Nantes, un rapprochement avec d'autres formations du centre gauche. MM. Michel Crépeau et Roger-Gérard Schwartzberg, qui ont pris leurs distances avec une formation dont ils sont présidents d'honneur, ont tenu à Paris le premier colloque de Libertés pour demain, mouvement qu'ils ont lancé le 21 mars dernier.

Rapprocher les formations du centre gauche : l'idée n'est pas nouvelle ; M. Doubin ne l'a pas abandonnée. Avec les gaullistes de progrès de M. André Weil-Curiel, les gaullistes de gauche de M. Léo Hamon, les sociaux-démocrates de M. Eric Hintermann et plusieurs animateurs de divers clubs de cette mouvance, le Forum du MRG et de

la Nouvelle Alliance, réunis le samedi 13 et le dimanche 14 juin, a permis de poser les premiers jalons d'une coordination.

« Les premiers éléments d'une plateforme commune sont acquis », a affirmé M. Doubin, avant de préciser que ces grandes lignes devaient être entérinées par chaque partenaire. Quant à l'élection présidentielle, les participants sont convenus de ne pas soutenir un candidat qui ne s'engagerait pas « à sortir au lendemain du scrutin de la mouvance dont il est issu pour devenir l'homme de la nation entière et pour former une majorité élargie sans confondre les extrêmes ». Pour M. Hamon, qui résumait cette position et qui n'a pas exclu l'éventualité d'une candidature de M. Doubin, le choix de l'Alliance ne se fera pas avant la fin de l'année.

A. Ch.



# Politique

## Le débat de politique étrangère

### M. Giscard d'Estaing et M. Dumas pressent le gouvernement de préparer l'Europe de 1992

Le premier débat de politique étrangère de cette législature a été pour l'essentiel consacré, mardi 16 juin à l'Assemblée nationale, au dossier européen et à celui du désarmement. Les problèmes posés par l'endettement des pays du tiers-monde ont également été évoqués.

Le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, a prononcé un discours très dense de près de cinquante pages, faisant le point sur la politique française dans tous les compartiments internationaux. Le débat, qui s'est poursuivi

tard dans la nuit, s'est déroulé dans un climat sérieux, presque studieux. Si, sur l'Europe, des convergences certaines ont rapproché le président de la commission des affaires étrangères, M. Valéry Giscard d'Estaing, et son prédécesseur à ce poste, l'ancien ministre socialiste Roland

Dumas, des divergences tout aussi claires ont opposé sur le dossier du désarmement la responsabilité de la diplomatie française à M. Alain Peyrefitte, député RPR. Quant à M. Michel Debré, il a manifesté son habituel scepticisme devant les chances de la France de trouver son salut dans l'Europe.

« Mobilité ». Pour M. Raimond, ce mot caractérise, à lui seul, la situation internationale en ce mois de juin 1987. C'est vrai, a-t-il dit, pour les relations Est-Ouest, le Proche-Orient, l'Afrique, l'Amérique latine et le Pacifique sud. Face à ce mouvement qui, dans les relations Est-Ouest, est, pour l'instant, essentiellement, voire exclusivement, le fait des Soviétiques, le ministre des affaires étrangères a appelé les Européens à se mettre à leur tour en marche pour « sortir de la logique soviétique et rétablir les vraies priorités du désarmement ».

500 kilomètres, était « formellement écartée par le chancelier Kohl ». Il s'agirait plutôt de parvenir, dans ce domaine, « à des plafonds égaux, à des niveaux réduits », a précisé le ministre.

#### « Des interlocuteurs pragmatiques »

S'agissant du récent voyage effectué par le premier ministre, M. Jacques Chirac, à Moscou, le ministre des affaires étrangères a affirmé que M. Chirac avait eu en face de lui « des interlocuteurs pragmatiques qui ne recourent qu'exceptionnellement à l'idéologie, qui se prêtent à une discussion rapide et synthétique et souhaitent, de toute évidence, faire de leur pays une puissance industrielle de pointe dans tous les domaines et pas seulement dans celui des applications militaires (...) ». Soucieux de mobiliser les énergies (M. Gorbatchev) a pris dans le domaine des droits de l'homme certaines initiatives (...). Autant de faits qui auraient paru impensables il y a peu de temps encore. Ces initiatives dans le domaine des droits de l'homme seront, nous voulons le croire, suivies de bien d'autres ».

« Conduite avec réalisme et continuité, la politique du gouvernement s'inspire des principes fondamentaux qui ont fait la grandeur de notre pays : la souci de l'indépendance, la solidarité avec nos alliés, la fidélité à nos engagements dans le monde, et notamment en Afrique », a conclu le ministre.

S'agissant de l'Europe, on a pu voir resurgir dans l'hémicycle la ligne de fracture qui, lors de la discussion de l'Acte unique européen, avait séparé les giscardiens et les socialistes des RPR gorbatchiens. Le

président de la commission des affaires étrangères, M. Giscard d'Estaing, et le député socialiste Roland Dumas, ont manifesté tous deux leur souci de voir la France préparer activement le rendez-vous de 1992. Ils ont regretté que le gouvernement fasse preuve, peu ou prou, de pusillanimité. M. Giscard d'Estaing a exprimé en langage diplomatique ce que M. Dumas a exprimé en termes plus crus.

Tout en prenant bonne note de la volonté affichée par les gouvernements français et allemand, M. Giscard d'Estaing a estimé que l'on ressentait ici ou là « des doutes qui se résument dans la formule : « Cela fait bien d'en parler, mais on sait qu'on ne le fera pas ! » et que l'on perçoit aussi un freinage. Ces doutes et ce freinage tiennent au fait que, dans le convoi européen, l'ordre des voitures est inversé : les wagons sont en tête et la locomotive en queue ! On trouve, de l'avant à l'arrière : l'opinion publique, notamment les jeunes, puis les milieux économiques et, enfin, les milieux politiques et administratifs, partagés entre le scepticisme et le désir de protéger leurs pouvoirs ». « Pour soutenir votre volonté politique, appuyez-vous sur le Parlement », a lancé le député du Puy-de-Dôme au ministre, déclinant les applaudissements des députés de la majorité.

M. Giscard d'Estaing a également regretté que l'Europe se soit présentée en ordre dispersé face aux Soviétiques et a souhaité que, l'avenir, le gouvernement fasse en sorte qu'avec ses partenaires européens « la concertation précède la réponse ».

« La sécurité de la France est appelée à se distinguer de moins en

moins de celle de ses partenaires de la Communauté, et en particulier du plus important d'entre eux, l'Allemagne fédérale », a ajouté l'ancien chef de l'Etat. La mise en place de l'espace unique européen rend irréaliste, à terme, la survie libre et indépendante de notre pays au milieu de nos partenaires dont les territoires seraient occupés. M. Giscard d'Estaing a ainsi rappelé que la France devrait prendre en compte la sensibilité au nucléaire de l'opinion publique allemande.

#### M. Debré

##### ne désarme pas

Regrettant pour sa part l'absence dans ce débat de M. Chirac, M. Dumas (PS, Dordogne) a déploré lui aussi le manque de cohérence de l'Occident face à l'Union soviétique : « L'Europe a laissé passer une occasion d'émerger de belle façon dans une discussion qui la concerne au premier chef. L'ancien ministre socialiste a lrouné sur la cacophonie du gouvernement Chirac au sujet des propositions de M. Gorbatchev. Contrairement à ce qu'a affirmé M. Raimond, le député socialiste a estimé, par ailleurs, que l'option triple zéro était souhaitable par l'Allemagne fédérale, « pas par nous ! », a-t-il rappelé. « La France, et la France seule, peut lancer une grande concertation sur la sécurité en Europe. Elle ne peut se faire que sous l'égide et la conduite du président de la République. N'oublions pas que c'est le défaut de concertation qui a révélé les craintes d'une dérive de la République fédérale d'Allemagne vers la création d'un axe dissuadatoire au centre du Vieux Continent. C'est avec la RFA que doivent commencer les consul-

tations sérieuses, comme cela fut le cas lors du sommet franco-allemand de février 1986 », a ajouté l'ancien ministre socialiste.

Quant à la volonté du gouvernement de faire avancer l'Europe, elle est apparue à M. Dumas comme davantage marquée par un souci électoraliste que par une ferme volonté. « Le gouvernement gère au jour le jour l'acquis européen (...). Une certaine nonchalance quant à l'acceptation de la date de 1992 rend les choses plus difficiles (...). Le ministre délégué aux affaires européennes ne donne l'impression souvent d'être mis en nulle comms et l'on redoutait le zèle de sa jeunesse et la contagion de sa foi européenne. » « Merci pour mon zèle. Quant à ma tutelle, elle me paraît bien légère », a répondu le ministre délégué chargé des affaires européennes, M. Bernard Bosson. « Mais c'est vrai, a-t-il ajouté en regardant M. Dumas, que vous êtes jeune depuis plus longtemps que moi... » De plus, le ministre a estimé que c'était faire « une mauvaise querelle » au gouvernement que lui reprocher de ne pas faire avancer la France vers 1992. « Le mouvement doit partir de la base, des entreprises. Mais si on ne cesse de dire que rien n'avance, le doute va effectivement s'insinuer », a-t-il prévenu. « La voix de l'Europe est presque inaudible, a protesté quant à elle M<sup>me</sup> Lahaie, ancien ministre socialiste des affaires européennes. Que faites-vous pour renforcer l'expression politique de l'Europe ? »

M. Michel Debré, lui, n'a pas désarmé. Il a, en fil de son intervention, brocardé les thuriféraires de l'Europe : « une aubaine espagnole » — au moment où la France

« est confrontée à une guerre politique et économique implacable (...) Elle devient la lanterne rouge de l'Europe ». M. Debré a affirmé que, compte tenu de l'état actuel de la France, elle était incapable de faire face au marché unique : « A l'intérieur de l'Europe, les des sont pipés par des partenaires qui se moquent des règlements ». Il a également reproché à ceux qui croient « l'Europe l'Europe ! » de croire que « l'incantation » résoudrait les problèmes de la France. S'agissant de la proposition de M. Laurent Fabius d'étendre la dissuasion nucléaire française au territoire de l'Allemagne fédérale, M. Debré l'a rejetée catégoriquement, estimant que la dissuasion nucléaire ne pouvait être que « nationale ».

#### « Un marché de dupes »

Tout en souhaitant bien marquer la solidarité de la France avec la RFA en affichant « l'unité de l'espace stratégique » avec les deux pays, M. Jean-François Deslans (UDF-Cher) a également écarté la proposition Fabius. Il s'est retrouvé, en outre, sur la même position que M. Alain Peyrefitte (RPR, Seine-et-Marne) pour affirmer que M. Gorbatchev pratiquait en ce moment ce que les joueurs d'échecs appellent le gainant : c'est-à-dire le fait d'offrir un piège à l'adversaire pour s'assurer le contrôle d'une position stratégique favorable à terme.

Cette position, M. Peyrefitte l'a développée en prenant à partie M. Raimond : « L'option zéro est un marché de dupes. La grande négociation Est-Ouest sur le désarmement risque de déboucher silencieusement vers une sorte de nouveau Yalta qui les Américains et les Soviétiques concluraient sur la dos de l'Europe (...). Nous souhaiterions que le gouvernement, loin de s'en tenir à l'affirmation stérile de sa position reprenne l'initiative et formule des propositions précises sur la sécurité européenne qui obligent l'Union soviétique à montrer clairement qu'elle est prête à certains renoncements pour faire la preuve de sa sincérité ».

Les deux présidents de groupe aujourd'hui officiellement candidats à l'élection présidentielle, MM. Le Pen et Lajoinie, ont exprimé bien sûr des positions diamétralement opposées. M. Le Pen a dénoncé la menace soviétique, appelant la jeunesse à œuvrer pour permettre « aux compatriotes de l'Est de retrouver leur indépendance ». M. Lajoinie a appelé la France à cesser de prendre avec des pincettes les propositions de M. Gorbatchev : « Malheureusement, elle apparaît aux yeux du monde entier comme se plaçant à la pointe de forces qui s'opposent au désarmement ».

« Ne confondons pas morale et politique », a demandé quant à lui M. Le Pen. Au nom de la morale et des droits de l'homme, l'Occident a abandonné de nombreux pays au communisme et à l'intégrisme plutôt que de soutenir des régimes certes imparfaits. Le président du Front national a demandé au gouvernement de ne pas « récidiver » avec l'Afrique du Sud. Le ministre des affaires étrangères a affirmé, à propos de ce pays, que le gouvernement poursuivait sans relâche son effort jusqu'à la libération du jeune coopérant français, M. Pierre-André Albertini, condamné à quatre ans de prison.

PIERRE SERVENT.

### Les Arméniens se mobilisent pour obtenir de l'Assemblée européenne la reconnaissance du génocide de 1915

La communauté arménienne est en émoi. Six années d'efforts de quelques représentants socialistes et d'un régionaliste belge, avec l'appui des communistes, vont aboutir à ce que l'Assemblée européenne soit saisie en séance plénière, le 18 juin prochain, de la question arménienne, c'est-à-dire du refus de la Turquie de reconnaître le génocide perpétré sous l'autorité du gouvernement Jeunes-Turcs d'Enver Pacha, en 1915, contre ce peuple.

Après la brèche ouverte dans le silence des instances internationales par le rapport de la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU, en août 1985, qui classait les massacres de 1915 parmi les génocides, les Arméniens vont-ils remporter une victoire plus décisive si la Turquie, candidate à la CEE, se voit opposer par les représentants des Douze, entre autres conditions préalables, celle de se mettre en règle avec son passé ?

Rien n'est moins sûr. Si elle a franchi les étapes du travail en commission, la résolution présentée sur le rapport de M. Jaak Vandemeulebroecke, membre du groupe Arc-en-ciel de l'Assemblée européenne, a été sérieusement édulcorée, le terme de « génocide » ayant été remplacé, dans le texte, par ceux de « tragédie » et d'« injustice », sur la base d'amendements présentés par des socialistes allemands. Il est vrai que, depuis la session prise le 22 avril par le bureau exécutif du PS français, lequel est intervenu auprès de ses homologues européens, les deux

représentants socialistes les plus attachés à cette question, MM. Henri Saby (France) et Ernest Glinne (Belgique), ont obtenu, le jeudi 4 juin, l'accord de l'ensemble du groupe sur quatre amendements qui visent à réintroduire la notion de génocide dans la résolution.

Soutenu par les socialistes et par les communistes, le retour au texte initial de la résolution l'est aussi par les représentants grecs et par certains membres d'autres groupes de l'Assemblée. Hommage a été rendu, au cours d'une réunion qui a rassemblé plusieurs centaines de personnes, jeudi soir, à Paris, à M. Pierre Vanlerenberghe, chef de la délégation des représentants du CDS au sein du groupe PPE, ainsi qu'à M. Alfred Corne-Floret, qui siège parmi les représentants du RPR au groupe des démocrates européens, et à M. Alain Marleix, responsable du RPR. « Il est très important, a dit M. Glinne, de ne pas considérer le problème en termes d'affrontement entre la gauche de l'Assemblée et le centre ou la droite, ni comme une expression du différend gréco-turc ».

En revanche, l'attitude de M<sup>me</sup> Simone Veil, présidente du groupe libéral, a été dénoncée par le porte-parole du Comité de défense de la cause arménienne (CDCA, proche du Parti socialiste arménien), M. Ars Krikorian, et par celui de Solidarité franco-arménienne (SFA), M. Christian Der Stéphanian. Les Arméniens espé-

raient de M<sup>me</sup> Veil, victime des persécutions antijuives de la dernière guerre, son soutien à l'Assemblée européenne, mais l'ancienne présidente de cette instance estime que celle-ci ne doit pas être appelée à trancher de questions de cet ordre, sous peine d'être dévoyée de sa fonction.

M. Der Stéphanian a critiqué aussi la position du gouvernement français qui, par la voix de M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, a refusé de prendre à son compte la qualification de génocide et d'exiger la reconnaissance de celui-ci par la Turquie.

Il s'agit pourtant, a dit le cinéaste Henri Verneuil, qui présidait la réunion, de la seule « sépulture morale » que leurs descendants dispersés à travers le monde, au nombre de trois cent mille en France, puissent apporter aux victimes des massacres de 1915. A côté de M. Glinne et Saby, ainsi que de M. Pierre Pranchère (PCF), M. Paul Thibaud, directeur d'Esprit, et l'écrivain Alain Finkielkraut, ont, notamment, d'une étude sur la négation « révisionniste » du génocide juif, ont assuré les Arméniens de leur solidarité. Le 18 juin, à Strasbourg, le CDCA et SFA organiseront une manifestation pour appuyer la revendication arménienne auprès des représentants européens, qui ont tous reçu, déjà, une lettre du chanteur Charles Aznavour.

PATRICK JARPEAU.

### Devant les élus du RPR M. Jacques Chirac s'inquiète de l'apparition de diplomates régionaux

La région doit être « une collectivité territoriale à vocation déterminée et à responsabilités limitées ». Deux cents conseillers régionaux du RPR, sur les quelque quatre cents élus le 16 mars 1986, qui étaient réunis pour la première fois, le samedi 13 juin à Paris, à l'initiative de M. Jacques Toubon, secrétaire général du mouvement, ont défendu leur conception régionale, ainsi résumée par M. Didier Julia, délégué national chargé des affaires régionales.

Sans remettre en cause l'existence de quatre niveaux d'administration, M. Jacques Chirac a d'abord réaffirmé que les régions ne devaient pas « exercer une compétence tutélaire sur les collectivités locales traditionnelles, départements et communes » et a mis en garde les élus contre « le risque de multiplication inutile des échelons de gestion ». Selon M. Michel Girard, président du conseil régional d'Ile-de-France, « la région doit prolonger l'action de l'Etat en matière d'aménagement de l'espace et d'environnement économique » et demeurer un « échelon incitatif disposant d'un budget d'investissement ».

Cette conception n'aboutit pas pour autant à « se défaire » des problèmes de gestion sur les dépar-

tements qui disposent déjà d'une tradition de gestion du patrimoine », a précisé M. Paul Violet, adjoint au maire de Paris, avant d'ajouter : « La compétence de la région doit être exclusive » afin d'éviter « la dissolution des responsabilités » entre les différentes collectivités locales.

#### « Je dis casse-cou... »

Enfin, M. Chirac a mis en garde les élus régionaux contre « les initiatives un peu incontrôlées » qui conduisent certaines régions à « prendre des contacts avec d'autres régions d'Europe ou du monde ». « La diplomatie est un métier, a-t-il souligné. Il faut faire attention qu'ici ou là il n'y ait pas de bavure. Certaines régions multiplient aujourd'hui, parce que c'est amusant, les contacts (...) Je dis casse-cou. Cela donne à notre politique étrangère une image très brouillée et nous met dans une situation de faiblesse préjudiciable aux intérêts nationaux ».

Le premier ministre a conclu en souhaitant qu'aucune initiative ne soit prise sur ce sujet, sans être concertée avec le Quai d'Orsay.

LES INVITÉS d'EUROPE 1

# GEORGES MARCHAIS

UNE INTERVIEW EXCLUSIVE DE JEAN-PIERRE ELKABBACH

JEUDI 18 JUIN DE 8 H A 9 H

## EUROPE 1

DE GRANDS MOMENTS, A CHAQUE INSTANT.



# Politique

## à l'Assemblée nationale

### POINT DE VUE

## La double clé franco-allemande

par Jean-Pierre Chevènement  
Membre du bureau exécutif du PS,  
animateur  
de Socialisme et République

L'ALLEMAGNE bouge. Les Français feraient bien de s'en aviser. La « double option zéro » exercée sur l'Allemagne un ébranlement dont les effets commencent à se faire sentir, par ondes successives.

En acceptant de supprimer, par priorité, les fusées à portée intermédiaire, dont la destination n'est pas, par principe, le territoire allemand, et en laissant subsister les autres, les États-Unis ne font qu'appliquer la règle non écrite qui depuis quarante ans régit le condominium des deux superpuissances : éviter à tout prix une confrontation directe entre elles. Mais le gouvernement américain est également cohérent avec l'évolution de sa propre doctrine, qui consiste à retarder autant que possible l'emploi des armes nucléaires. Ce faisant, il rappelle aussi implicitement à l'Allemagne son rôle d'« objet » dans les relations Est-Ouest.

L'approbation donnée du bout des lèvres par le gouvernement allemand à la « double option zéro » manifeste sa crainte d'aller à l'encontre des vues américaines et plus encore à contre-courant de l'opinion publique allemande.

### Côte à côte ou dos à dos ?

Celle-ci saluait naturellement toute réduction des armements comme un pas vers la détente, condition de l'éventualité d'une Allemagne étendue comme une vaste Suède au cœur de l'Europe, pont entre l'Est et l'Ouest. Qui ne le comprendrait ? Le rêve d'un nouveau « Drang nach Osten », pacifique cette fois-ci, et qui, en prime, apporterait à l'Allemagne, sous une forme encore mal définie, sa réunification, est aujourd'hui plus fascinant pour l'âme allemande que le « mythe américain ».

Ce fantasme nourrit le rêve d'une dénucléarisation de l'Europe.

A la double option zéro, l'opinion allemande répond ainsi par une double indécision : elle s'interroge à la fois sur la réalité de la menace soviétique et sur la fiabilité de la protection nucléaire américaine.

De cette double indécision découle, cependant, comme on pouvait le prévoir, un fait positif : la revalorisation de l'alliance française du point de vue de l'Allemagne. Ceux qui sont convaincus qu'il n'y a de défense possible de l'Europe que nucléaire souhaitent l'extension de la garantie française au territoire de la République fédérale. L'accroissement de l'engagement conventionnel de la France est — bien sûr — unanimement souhaité. L'ancien chancelier Helmut Schmidt va plus loin encore : il dessine la schématisation d'un système de défense « euro-atlantique », se substituant à l'actuelle structure de l'OTAN et placé sous commandement français.

Dans le même ordre d'idées, j'ai été frappé de voir la sensibilité d'un homme comme Oskar Lafontaine à l'idée d'une défense européenne autonome fondée non pas sur un concept de bataille, potentiellement nucléaire, comme dans la doctrine américaine, mais sur un concept de dissuasion, seul conforme à l'intérêt européen et allemand, car seul de nature à préserver la paix sur le continent.

Une hirondelle pourtant ne fait pas le printemps.

Nul ne peut oublier que, jusqu'à présent, la France et l'Allemagne ont fondé leur défense sur des principes opposés et qu'il existe en Europe de l'Ouest deux systèmes indépendants : celui de l'OTAN d'une part, le système français de l'autre. L'établissement d'un concept européen de défense autonome implique donc une transition. Elle sera longue et difficile.

Osons le dire : la France et l'Allemagne, en maints domaines, marchent plutôt dos à dos que côte à côte. Malgré l'éclat des sommets et les gestes hautement symboliques comme celui accompli par F. Mitterrand et H. Kohl, les avancées de la coopération franco-allemande (Airbus, par exemple) sont loin de compenser les évolutions divergentes en matière d'économie, de culture, d'opinion publique.

Depuis bientôt dix ans, notre intégration au système monétaire européen — qui n'est qu'une zone mark élargie — a exercé sur l'économie française un puissant effet déflationniste. Notre production industrielle a stagné loin derrière celle de l'Allemagne. Notre commerce extérieur est de plus en plus déséquilibré (le déficit à l'égard de l'Allemagne représente chaque année un point de PNB). La faiblesse récurrente du franc à l'égard du mark pousse nos taux d'intérêt vers le haut, freinant ainsi la modernisation. Bien plus, pour l'avenir, notre capacité de croissance est plafonnée par une croissance de l'Allemagne, qui n'a même pas

besoin d'être forte pour réduire le chômage dans ce pays en raison de l'évolution démographique qu'il connaît. Que dire enfin de l'horizon 1992, celui du « marché unique », qui, s'il se résume au démantèlement des législations nationales et à l'ouverture aux produits américains et japonais — comme tout, hélas ! le laisse prévoir, — créera entre la France et l'Allemagne un « grand écart » lourd de dangers ?

Nos opinions publiques suivent des chemins divergents, qu'il s'agisse de sécurité ou de technologie. Les « grands projets » qui restent populaires en France suscitent plus de méfiance en Allemagne : je ne pense pas seulement au nucléaire mais aussi à l'espace.

Bref, la réconciliation franco-allemande a été un tel succès dans le passé que l'autosatisfaction risque de nous dissimuler le vrai danger : la montée de l'indifférence, mélange d'ignorance et de vague condescendance réciproques.

Bref, l'alliance franco-allemande ne peut se maintenir qu'en s'approfondissant. Le moment est donc venu d'une initiative française destinée à sceller la communauté de destin entre les deux peuples.

Il s'agit de fonder sur des bases solides à la fois la défense euro-atlantique et la sécurité sur notre continent. A l'époque des satellites, des fusées, des avions supersoniques et des armes nucléaires, la France et l'Allemagne, mariées de toute éternité par les liens indissolubles de la géographie, sont sur le même bateau. Il est temps que les Européens pensent à assurer par eux-mêmes leur propre défense. Ils en ont les moyens. Seule la volonté leur fait encore défaut. La vraie vocation de la force nucléaire stratégique française est de garantir la paix et la stabilité en Europe. La paix passe par la discussion, et nos intérêts vitaux ne s'arrêtent pas sur le Rhin.

Voilà un principe qui, à l'occasion de la campagne présidentielle, mériterait d'être ratifié par le suffrage universel.

Encore faut-il bien entendu que les conditions de cet engagement soient réunies :

- que l'Allemagne le souhaite ;
- que le lien entre une discussion, par nature défensive, et la sécurité européenne soit clairement établi ;
- que, si la France enfin doit accorder son engagement conventionnel en Allemagne, cela se fasse dans un cadre franco-allemand : la unité de l'Élysée, par exemple, et non au sein d'une structure de commandement « atlantique », de plus en plus obsolète.

### Un rôle de locomotive

Les États-Unis sont réticents : mais n'est-ce pas le rôle d'« édifier » le second pilier de notre alliance ? Et peut-on demander aux Européens de supporter la charge de leur défense s'ils n'en assument pas la responsabilité ?

L'Union soviétique aussi verra sans doute d'un mauvais œil le renforcement du couple franco-allemand. Mais préférerait-elle voir la France devenir une simple tête de pont américaine plutôt que l'Europe s'autonomiser progressivement ?

La France tient aujourd'hui le clé de tout progrès réel vers une défense européenne autonome. Elle doit savoir s'en servir.

Encore faudrait-il que l'Allemagne accepte, elle aussi, de jouer son rôle « européen » dans le domaine où elle-même détient le clé, celui de l'économie, en jouant le rôle de locomotive principale de la croissance européenne et en acceptant de reconnaître l'ECU comme monnaie de réserve internationale.

Une véritable initiative européenne de croissance est aujourd'hui nécessaire. Sans la double clé franco-allemande, la fusée européenne restera clouée au sol.

Le compte à rebours a commencé. Seule une puissante impulsion politique pourra faire que, dans notre Europe déclinante, le pessimisme de l'intelligence recule devant l'optimisme de la volonté. Qui ne voit que l'élection présidentielle de 1988 peut être l'occasion de ce sursaut ?

« L'euro européen ». — M. Chevènement a participé au début du mois à un colloque organisé à Hambourg par le Centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine, l'Institut français des relations internationales, l'Institut franco-allemand de Ludwigshafen et la Société allemande de politique extérieure. Sous le titre « L'enjeu européen », ce colloque a permis à des chercheurs et des hommes politiques de France et de RFA de confronter leurs points de vue sur l'évolution des relations entre les deux pays ; la politique de défense et de sécurité y a tenu une grande place.

# Clin d'œil

**LIQUIDATION TOTALE**  
AVANT TRAVAUX  
(par Autorisation Préfectorale)

**COUTURE HOMMES ET FEMMES**  
BALMAIN, BALENCIAGA, CERRUTI, DIOR, ESCADA, LOUIS FERAUD, LAPIDUS, MAX MARA, SMALTO, Y.S.L., UNGARO, VALENTINO, ZEGNA

Ouvert tous les jours de 10 h à 19 h, Dimanche inclus.

**CLUB des 10**

**RABAIS ENORMES**

PARIS 8<sup>e</sup> : 4, RUE MARBEUF (1<sup>er</sup> ÉTAGE) N° ALMA-MARCEAU  
PARIS 8<sup>e</sup> : 58, FBG SAINT HONORÉ (1<sup>er</sup> ÉTAGE) N° CONCORDE  
ST-GERMAIN-EN-LAYE : 60 bis, RUE DE PARIS (1<sup>er</sup> ÉTAGE)  
LYON 2<sup>e</sup> : 5, RUE DES ARCHERS (1<sup>er</sup> ÉTAGE)

**SWAROVSKI Boutique**  
50, RUE DU FOUR, PARIS-6<sup>e</sup> Tél. 45-48-73-55

SWAROVSKI CRISTAL, BIJOUX et OBJETS DÉCORATIFS HAUTE DE GAMME

**cobbler**  
chausseur  
**SOLDES**  
à partir du 20 juin

11, rue Monsieur-le-Prince, 75006 43-29-02-60  
40, rue Saint-Honoré, 75001 42-33-98-48  
30, rue de Miromesnil, 75008 42-85-82-09  
14, avenue Mozart, 75016 46-47-41-46  
50, rue du Bac, 75007 42-22-52-21  
5, place des Terres, 75017 42-27-09-23  
Printemps Haussman - Parly 2 - Vélizy

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

**LA MODE EN SOLDES !**

Des milliers de mètres de tissus de soie, laine, polyester, coton, lin, etc.

**Clin d'œil...**  
SUR LA MODE ET LA DÉCORATION

11 adresses en vogue...  
■ CERRUTI fait vivre la mode au simple et au quotidien en lui laissant tout son besoin d'esthétisme. Il suffit de regarder l'unité des créations ; tout s'y coordonne, couleurs et matières sont en harmonie.  
■ Profitez des soldes d'HEMISPHERES : vêtements traditionnels avec une petite note folklorique pour les femmes. Chemises classiques ou originales pour les hommes ; et pour chacun, pulls anglais Lamswood ou cachemire.  
■ ALFI bouleverse l'art de s'associer. Ce siège insolite, inspiré de la tradition japonaise, garantit une assise naturelle et soulage votre dos. Venez l'essayer ou demander la documentation chez ALFI.  
■ Dans les cinq boutiques du CLUB DES 10, une grille à votre taille. Femmes élégantes et hommes faciles dans les tailleurs Pierre Balmain et les robes Christian Dior. Homme d'affaires ou de week-end, dans les costumes et ensembles Ted Lapidus et Valentino, au meilleur prix.  
■ COBBLER : sept boutiques à Paris et proche banlieue pour découvrir l'image d'une grande marque et une sélection d'articles.  
■ Nouveaux à Paris : REDWAY vous propose un vaste choix de produits de luxe.

**CERRUTI 1881**  
LIGNE POUR FEMME  
PARIS

**Soldes**

15, PL. de la MADELEINE  
39, av. VICTOR-HUGO  
42, rue de GREVILLE

**TAPER**  
3614  
CODE  
RED

Vente directe perles et diamants par minute!

PRIX EXCEPTIONNELS

**PARINGER RECRÉE SON ESPACE**

30 %  
à  
50 %

CANAPÉS CUIR  
SIÈGES  
FAUTEUILS  
BAGAGES CUIR  
BIBLIOTHÈQUES ET BUREAUX  
DE SA FABRICATION

12, rue de la-Chaise, M° bac. - Tél. : 45-44-10-44  
121, rue du Cherche-Midi. - Tél. : 42-22-22-08

**HEMISPHERES**

**SOLDES**

22, AVENUE DE LA GRANDE ARMÉE 75017 PARIS  
1, BOULEVARD EMILE AUGIER 75016 PARIS

**STEPHANE MEN'S** DISCOUNT DE LUXE  
LES PLUS BELLES AFFAIRES DU PRET-A-PORTER MASCULIN

CHAMPS-ÉLYSÉES N° GEORGE V 5, RUE WASHINGTON  
SOLDE A - 50 %  
DU PRIX NORMAL  
PIERRE BALMAIN - GUY LAROCHE  
TED LAPIDUS - COURRÈGES ETC.

RIVE GAUCHE N° ODEON 130, BD ST-GERMAIN  
LIQUIDATION TOTALE  
AVANT TRAVAUX  
DERNIÈRE DEMARQUE

3 MAGASINS OUVERTS DU MARDI AU SAMEDI DE 12 H A 19 H 30

**L'ASSIS À GENOUX**

Une révolution dans l'art de s'asseoir inspirée de la tradition japonaise. Sur ce siège insolite, les fessiers se posent sur le coussin supérieur, les genoux s'appuient sur l'autre, une assise naturelle qui redresse la colonne vertébrale et décontracte tous les muscles. Idéal pour se relaxer en travaillant ou devant sa télé. Documentation sur demande. Livraison gratuite dans toute la France.

465 F

8, rue de l'Orme 75019 Paris  
Tél. : 42.45.74.99











## Société

Réunis en congrès à Saint-Jean-de-Monts

## Les protecteurs de la nature séduits par la gestion locale

SAINT-JEAN-DE-MONTS  
de notre envoyé spécial

Pour son dix-huitième congrès axé sur les communes et l'environnement, la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN) avait choisi un lieu symbolique: le littoral vendéen. La Vendée, dont les deux tiers de la côte sont protégés par un cordon dunaire fragile, a été le théâtre d'affrontements multiples entre maires bâtisseurs — pour ne pas dire bétonneurs — et associations de défense du littoral.

Les protecteurs de la nature y lutent aussi contre les projets de drainage du marais intérieur, dont ils estiment qu'il est vital pour l'équilibre du plateau continental. C'est, en effet, dans les anciens marais salants que sont produits les micro-organismes qui nourrissent la mer, et donc huîtres, moules et poissons.

Les maires présents au congrès — ont confirmé à quel point il est difficile pour des élus de ne pas céder au réflexe bâtisseur à tout va, ce que M. Léon Gendreau, maire (RPR) de La Flotte-en-Ré, appelle le « capitalisme communal ». « Chaque commune, a-t-il rappelé, a intérêt à construire au maximum pour augmenter ses revenus ». On peut aussi donner dans la démagogie, comme l'a rappelé M. Jacques Fioret, maire (PS) de Rezé, dans la banlieue de Nantes: « Un maire a intérêt à faire deux terrains de foot plutôt qu'un réseau d'assainissement ». Et lorsque M. Gendreau explique que « la clé de tout, c'est la maîtrise du foncier », le maire de Sommeval (Aube) observe qu'il est

difficile de faire respecter un POS (plan d'occupation des sols): « Quand les bulldozers arrivent sur un terrain déclaré non constructible et que le propriétaire dit: « Je suis chez moi », il n'y a plus que le recours en justice... »

Les élus à fibre « environnementaliste » — ils existent — comptent donc sur les associations pour les aider à sauvegarder le patrimoine naturel. Et les responsables de la FFSPN comptent sur ces élus pour les aider à mettre en place un réseau qu'ils ont baptisé « mille communes pour l'environnement européen », à l'occasion de l'Année européenne de l'environnement.

## Une manifestation antinucléaire

Même si elles ne sont encore qu'une douzaine, ces communes montrent l'exemple. Liège, la métropole wallonne (200 000 habitants), a mis en place, sous l'impulsion de ses trois élus écologistes, une commission environnement de vingt membres qui intervient à tout propos et exporte souvent la décision du conseil d'échevinat. Une petite ville comme Saint-Gilles-Croix-de-Vie (6 500 habitants) a pu sauver ses dunes parce que son maire, principal de collège, épaulé par les associations et un adjoint dévoué, a mis les enfants des écoles au travail et fait replanter des centaines de milliers d'oyats pour fixer le sable. Preuve que des municipalités, petites ou grandes, peuvent s'associer aux « écoles » pour gérer leur environnement.

Ce n'est pas M. Alain Carignon, le ministre de l'environnement, qui

va s'en plaindre. Lui-même n'a-t-il pas associé la FFSPN au plan de restauration du Rhin après l'accident de Sandoz? « N'hésitez pas à venir me voir, leur a-t-il lancé au congrès de Saint-Jean-de-Monts. Les portes de mon cabinet vous seront toujours ouvertes ». A cet égard, le président de la Fédération, Pierre Delacour, a rendu hommage à la « sincérité » et au « courage » du ministre dont la politique de « transparence » a pu lors des multiples accidents (Sandoz, Creys-Malville) ou polémiques (Nogent-sur-Seine) surgir dernièrement.

Ce qui n'empêche pas la FFSPN — une « première » pour cette prudence fédérale — d'appeler à la manifestation antinucléaire du 20 juin à Paris. C'est que localement, dans les associations, Tchernobyl a réveillé des ardeurs souvent assoupies, au point que les premières « communes » pour l'environnement européen — sont parfois aussi des localités qui se sont déclarées « dénucléarisées » comme Lutterbach (Haut-Rhin) ou Arganda-del-Rey (Espagne).

Ayant fait la paix avec les élus de bonne volonté, les protecteurs de la nature se concentrent sur leur nouvel adversaire: l'énergie nucléaire (1). Au moment précis où les Verts, conduits par Antoine Waechter — discrètement présent au congrès — se tournent vers la gestion écologique. Une convergence qui n'est pas seulement électorale.

ROGER CANIS.

(1) Le prix Gentiane — les félicitations de la FFSPN — a été décerné à la CRIRAD (Commission régionale indépendante d'information sur les radionucléides), créée en 1986 à Montélimar. Le prix Chardon — le bûche — a été attribué à TSO (Thierry Sabine Organisation).

## La fête de SOS-Racisme sera partiellement financée par la Cinq

La fête de SOS-Racisme, qui doit avoir lieu sur l'esplanade du château de Vincennes dans la nuit du 20 au 21 juin, sera financée aux deux tiers (2 millions sur 3 millions de francs) par la cinquième chaîne de télévision et par la société de production européenne de M. Silvio Berlusconi.

Le million restant doit être collecté grâce à des ventes de vignettes et d'espaces publicitaires. « Pour la première fois cette année », a expliqué M. Harlem Désir, président de SOS-Racisme, nous n'avons pas reçu de subside du secrétariat aux droits de l'homme ou du ministère des affaires sociales, comme l'an dernier à la Bastille et l'année précédente à la Concorde.

Les images de cette fête de l'« Europe en couleurs », précédée, le vendredi 19 juin, d'une journée d'études sur « la démocratie du mélange », seront diffusées en France et dans différents pays d'Europe à la mi-juillet. Interrogé sur sa coopération avec la chaîne de MM. Berlusconi et Hervant, Harlem Désir a expliqué que la Cinq offrait les conditions financières les plus intéressantes et la diffusion la plus large.

## Pour deux lièvres

SOS-Racisme dénonce la peine de quinze jours de prison ferme infligée à deux ressortissants turcs par le tribunal de grande instance de Moulins. Les deux bûcherons répondaient du braconnage de deux lièvres, commis en novembre dernier sur les terres d'un grand propriétaire du Bourbonnais. Le procureur de la République, avait requis quinze jours de prison avec sursis. — (Corresp.)

## HISTOIRE

Le millénaire capétien de la France

## Quelques-unes des manifestations...

Amiens (jusqu'en septembre). — Le spectacle son et lumière de la cathédrale, dont le texte a été écrit sous la supervision de l'ancien recteur Robert Mallet, a lieu quatre jours par semaine (durée 45 minutes, prix d'entrée de 20 à 40 francs, versions anglaise et allemande, tél. 22-91-66-00).

Paris (jusqu'en octobre). — Exposition sur le sacre des rois de France. Archives nationales, 60, rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris, tél. 1-42-77-11-30.

Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et université de Nancy (juin-septembre): colloque sur la France de l'an mil, tenu à Paris, Seuil, Auxerre, Barcelone et Metz. Tél. 83-98-55-36.

Cosplay (mai-juillet): exposition Mille ans de technologie. Tél. 44-20-99-77.

Seuil: exposition au musée municipal sur « Les premiers Capétiens de Hugues Capet à Saint Louis » (septembre-novembre). Tél. 44-53-06-40.

Noyon: reconstitution d'un marché médiéval (20-21 juin); tournoi olympique d'archerie (21 juin); représentation du Jeu de Robin et Marion, d'Adam de la Halle (24 juin). Tél. 44-44-02-97.

Lyon: (juin-septembre): exposition « Lyon et les Capétiens ».

Orléans: (novembre-décembre): exposition « Les premiers Capétiens ».

LE MONDE  
diplomatique  
de juin  
EST PARU

CLASSES PREPARATOIRES  
**Sciences-Po**  
(Cours annuels. Sessions du soir de Février à Juin. Sessions d'été)  
MEILLEURS RESULTATS NATIONAUX H.E.C. 44% D'ADMIS.  
**INTEGRALE**  
17, rue St-Sauveur 75015 PARIS  
Tél. 45 77 35 80  
Institut d'enseignement supérieur privé

**Institut Florimont**  
37, avenue du Petit-Lancy - CH-1213 GENÈVE. Tél. 22/82 09 11  
**Collège Marie-Thérèse**  
24, avenue Eugène-Lance - CH-1212 GENÈVE. Tél. 22/94 26 20  
**Institut Notre-Dame du Lac**  
17, ch. Mont-d'Argem - CH-1223 GENÈVE. Tél. 22/52 13 44  
Établissements catholiques ouverts aux élèves de toutes religions  
JARDINS D'ENFANTS - CLASSES PRIMAIRES ET SECONDAIRES  
INTERNAT-EXTERNAT  
**BACCALAURÉAT FRANÇAIS - MATURITÉ SUISSE**

Au Sénat

## La réforme des tribunaux de commerce est adoptée

Deux heures auront suffi au Sénat, le mardi 16 juin, pour examiner et voter après l'avis défavorable du projet de loi modifiant les conditions d'exercice du mandat des juges consulaires ainsi que les modes d'élection des délégués consulaires et des membres des chambres de commerce et d'industrie.

Les communistes se sont abstenus. En revanche, les socialistes ont été approuvés avec le soutien de M. Marcel Rudloff (Un. cent., Bas-Rhin), rapporteur de la commission des lois et ce contre l'avis du gouvernement, ont voté avec la majorité pour cette réforme.

Le texte présenté par M. Albin Chalonard au conseil des ministres du 22 avril (Le Monde du 24 avril) est le fruit d'une réflexion qui avait en son temps fait l'objet de deux projets de loi (en 1919 et en 1985) non examinés d'ailleurs. Nul ne conteste leur caractère d'exception aux juridictions qui traitent du commerce. Reste que depuis la mise au point du code de commerce en 1807 et les textes pris pour son application, aucune réforme d'ensemble de la juridiction commerciale n'a été réalisée. Seul un décret de 1961, qui avait institué un double degré pour l'élection des juges consulaires, avait subi une douzaine de modifications rendues nécessaires par l'évolution du droit des sociétés.

Nul ne conteste non plus, devant l'augmentation sensible des défaillances d'entreprises, la nécessité d'améliorer le régime de ces juridictions. Il s'agit d'abord comme l'a dit M. Albin Chalonard, garde des sceaux, ministre de la justice, de remédier à un « grave inconvénient » du système actuel: l'essentielle des dispositions régissant le fonctionnement des tribunaux de commerce se trouve dans une série de décrets. Il était important de donner un fondement juridique plus assuré au sys-

tème, mieux même « une assise législative », comme le précise M. Rudloff. Le consensus n'exclut pas les regrets: ainsi M. Germain Anthé (PS, Ariège) aurait souhaité une modification plus « révolutionnaire » avec l'adjonction de juges professionnels et une révision de la carte des tribunaux de commerce. Sur ce dernier point, M. Chalonard se déclare ouvert aux adaptations qui nécessiteraient créations, suppressions ou fusions de ces tribunaux.

M. Chalonard ne s'occupe pas de ce que les modifications du code de l'organisation judiciaire qu'il prépare soient elles-mêmes retouchées à la demande de M. Rudloff. Ainsi n'est pas retenu l'exigence de deux années d'ancienneté pour les juges consulaires chargés de procéder aux liquidations judiciaires. En revanche, il n'était pas favorable à ce que soit limitée à trois mois la période pendant laquelle le président sortant reste en fonction avant l'installation de son successeur, comme le demandait M. Félix Ciccolini (PS, Bouches-du-Rhône) en accord avec M. Rudloff.

M. Chalonard était tout aussi opposé à ce que la commission des lois précise que dans le cadre de l'interdiction du vote plural (pour l'élection des membres des chambres de commerce et d'industrie, les électeurs disposent d'autant de voix qu'ils ont de qualités, pour être élus), pour l'élection des délégués consulaires, chaque électeur aura une seule voix dans le ressort du tribunal. Les socialistes ont souhaité, mais en vain, le remboursement des frais de déplacement pour les magistrats consulaires et non pour les seuls juges consulaires.

Quant à M. Paul Girod (Ganche dév., Alsace) il a réintroduit dans le texte une limite d'âge minimum (trente ans) d'éligibilité des juges des tribunaux de commerce, la limite supérieure est maintenant à soixante-dix ans.

A. Ch.

## La conciergerie et les délateurs

Quelque trois cents Parisiens, membres de professions libérales, ont reçu au mois de février dernier une lettre dont l'initiale réside dans un français très soigné, commençant ainsi: « Vous avez un nom qui fleurit bien la France. En citoyen concien et responsable, vous êtes inscrit sur les listes électorales. C'est pourquoi nous vous avons contacté ».

Suivait une présentation de l'association France propre, auteur de la lettre, et groupe de simples citoyens français de souche, dont le rôle consistait à « couvrir les yeux des élus sur l'état de décadence ou des années de permissivité à outrance ont plongé notre beau pays ».

Pour ce faire, l'association se proposait d'établir « un livre blanc des négligences, des abus et des turpitudes », et demandait la concurrence des destinataires de la lettre.

Il s'agissait tout bonnement d'une incitation à la délation des voisins et des collègues de travail, qu'il soient homosexuels, usent de stupéfiants, reçoivent chez eux des étrangers ou fassent preuve de « comportements déviants ».

Le 20 février, Libération faisait des gorges chaudes du fait que l'adresse de l'association France propre n'était autre que celle de Pierre Charpy, membre du conseil politique du RPR et éditeur à la Lettre de la Nation.

Le lendemain, Libération publiait un rectificatif indiquant que le texte de la France propre était l'œuvre de Gilles Charpy, fils de Pierre et journaliste indépendant, qui réalisait une enquête sur la façon dont les membres de classes sociales « sensibles » réagissent à la

délation, mais pour le compte du journal satirique L'Esprit des hommes.

Gilles Charpy, furieux, a dû abandonner son projet. De Livre blanc et d'association France propre, il n'était plus question.

## Insolites

## et admonestations

C'est du moins ce que croyait le journaliste. Car le malheureux conciergerie du 20, rue Mirabeau, domicile fictif de l'association, continue, elle, d'en entendre parler: coups de téléphone inquiétants, visites de curieux, convocations aux PTT, puis au commissariat; et des lettres, encore des lettres, toujours des lettres à l'adresse de la France propre, en provenance de Paris et de la province.


C'est elle que les PTT admonestent pour n'être pas venue chercher des papiers recommandés, c'est à elle que la police demande des comptes au sujet d'une association qui n'a pas déposé de statuts, c'est elle qu'on insulte lorsqu'elle se défend, pour protéger Gilles et Pierre Charpy, de connaître les véritables auteurs de la campagne de délation.

Et ce n'est pas fini. Car, pour le malheur de cette fidèle conciergerie, la missive continue de circuler, sous forme de photocopies que des personnes bien intentionnées distribuent au hasard dans les boîtes aux lettres, jusqu'en province! Bien malgré lui, Gilles Charpy a lancé la boule de neige qui n'est pas près de s'arrêter. Au grand dam de la conciergerie.

ISABEL PARENTHOEN.

**LA MODE MASCULINE  
DES GRANDS COUTURIERS**  
**VENTE SANS INTERMÉDIAIRE = - 50 %**  
Les griffes les plus célèbres des couturiers italiens et français se côtoient dans un choix exceptionnel  
Du 38 au 64 — atelier de retouches —  
Les vêtements : 5, villa Wagram-Saint-Honoré - 233, rue du Fg-Saint-Honoré  
M<sup>e</sup> Ternes, 47-83-35-01.  
DÉJÀ : 115, rue de la Banque, M<sup>e</sup> Bourse, 42-96-89-04  
RECOMMANDÉ PAR « PARIS PAS CHER »

**ABONNEMENTS VACANCES**



FRANCE ÉTRANGER  
(voir normale)

2 semaines ....	76 F	2 semaines ....	145 F
1 mois ....	150 F	1 mois ....	261 F
2 mois ....	260 F	2 mois ....	482 F
3 mois ....	354 F	3 mois ....	687 F

Tarifs par avion, nous contacter :  
tél. 42-47-98-72

Pour recevoir régulièrement le Monde à votre adresse de vacances, retournez ce bulletin rempli en majuscules. DIX JOURS avant votre départ, et adressez-le avec le règlement correspondant à :

**LE MONDE ABONNEMENTS**  
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Je m'abonne au Monde du ..... au .....  
NOM ..... Prénom .....  
Mon adresse de vacances :  
N° ..... Rue .....  
Localité .....  
Code postal : ..... Ville .....  
Pays .....  
Ci-joint mon versement ..... F AV57

Pensez à nous signaler vos changements d'adresse dès maintenant (10 jours de délai) en nous indiquant votre numéro d'abonnement  
ou votre adresse actuelle

**Le Monde**  
sur minitel  
**VOTRE PORTEFEUILLE  
PERSONNEL**  
Bourse: suivre l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.  
**36.15 TAPEZ LEMONDE**



# Le Monde

## EDUCATION

### On respire à Albert-Camus

L'élève n'était pas rare, voilà encore quatre ou cinq ans, que des enfants « triplés » ou même « quadruplés » leur cours préparatoire à l'école Albert-Camus de Caen. Pour un élève sur trois, le redoublement était la règle. L'équation « ne sait pas lire = redoublement », dogme non écrit de la première année d'école élémentaire, fonctionnait à plein, sans déranger personne. Ni les instituteurs, sûrs de leur bon droit, ni les parents des HLM environnants, qui ne sont pas du genre à secouer l'école. Fatalité scolaire d'un quartier pauvre avec ses blocs d'habitation délabrés et ses ordures sur les pelouses... Et ses élèves de douze ans qui peuplent des classes de « perfectionnement » parce qu'ils n'ont pas su lire à sept ans.

« Quand on a vu au bout de quatre ans de CP que certains élèves ne savaient toujours pas lire, on s'est posé des questions. On ne pouvait plus travailler comme cela », dit aujourd'hui une institutrice. Ces questions, M<sup>me</sup> Claudine Chotteau se les pose depuis longtemps.

Après vingt-trois ans d'enseignement en cours préparatoire et une expérience de conseillère pédagogique, elle a décidé de s'attaquer au scandale des redoublements de CP à répétition, lorsque, en 1984, elle a pris ses fonctions d'inspectrice départementale dans la circonscription scolaire de Caen sud.

#### Redoublements : dynamisme de motif

Dire qu'un miracle s'est produit depuis lors heurterait la modestie de cette militante des pédagogies modernes, constructrice de l'école sur la continuité des apprentissages. Et pourtant, à la dernière rentrée, le taux de redoublement a presque diminué de moitié. La quatrième classe de perfectionnement réclamée par les instituteurs n'a pas ouvert, et la troisième, qui n'accueillait plus que quatre élèves, va être fermée. Le secret de ces transformations semble résider dans la remobilisation de l'équipe enseignante, grâce à une nouvelle organisation inspirée de l'idée de « continuité pédagogique ».

Depuis 1985, les institutrices de CP suivent leurs élèves en CE 1. Les enfants qui, sans avoir vraiment lu, sont « au bord » de la lecture passent désormais dans la classe supérieure au lieu de repasser de zéro, en redoublant avec une autre institutrice. En CE 1, la maîtresse connaît le niveau de chaque enfant, et peut s'appuyer sur ce qui a été acquis, en tenant compte de la maturation des vacances. Elle peut aussi réunir en petits groupes les élèves les plus faibles, pendant

que les autres sont confiés à une institutrice « volante », nommée dans le cadre de la « zone prioritaire ».

L'école a gagné en sérénité : les enfants fréquentent désormais la classe correspondant à leur âge, au lieu de se retrouver à huit ou neuf ans avec des petits débarquant de la maternelle. Les instituteurs n'ont plus la crainte d'envoyer au collègue de la classe supérieure des enfants ne sachant pas lire correctement.

« Si un élève est tangué, je me dis que je pourrais le rattraper et le faire passer », explique M. Fabrice Rameur. « Nous ferons ainsi moins d'exclus, moins d'élèves à l'égard de l'école », ajoute l'une de ses collègues, M<sup>me</sup> Colette Lefrançois.

La nouvelle structure n'a pas suffi à balayer tous les obstacles comme par enchantement. Le redoublement lui-même n'a pas été banni, mais il n'est plus décidé que dans les cas extrêmes, et ne concerne plus que deux ou trois élèves par classe. Selon les instituteurs, le parti est loin d'être gagné.

« On ne fait que déplacer le problème », constate l'un d'eux. Les élèves qui auraient redoublé le CP vont redoubler en CE 1, toujours pour la même raison : la lecture.

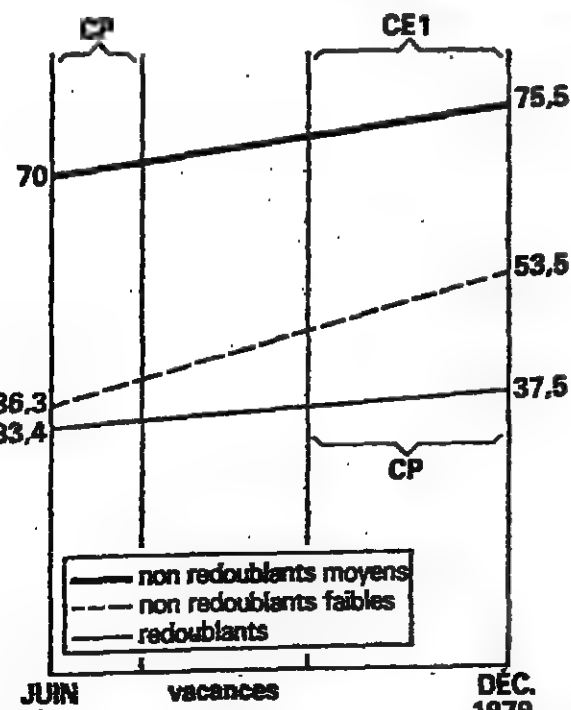
C'est pourquoi cette réorganisation s'est accompagnée de l'introduction d'une nouvelle pédagogie de la lecture. On a banni le B-A-BA des manuels traditionnels, les mots inconnus sur des phrases stupides, uniquement construites pour faire répéter les syllabes. Les élèves travaillent désormais sur de l'écrit « vrai » : livres et journaux d'enfants, recettes de cuisine, publicités... C'est en cherchant à comprendre le sens des mots placés dans un contexte intéressant qu'ils découvrent les mécanismes de la combinaison des lettres et donc la lecture.

« Dans un CP traditionnel, un élève qui n'a pas compris que T et I font TI en novembre est considéré comme perdu pour le reste de l'année », constate Claudine Chotteau. Si on lui apprend d'abord à reconnaître certains mots et à les réutiliser, il peut continuer de progresser jusqu'à ce qu'il ait compris la mécanique de la lecture, jusqu'à ce que la mayonnaise prenne.

Doucement mais sûrement, l'école Albert-Camus change. Une bibliothèque vient d'ouvrir. Les institutrices sont moins pressées qu'auparavant de demander leur mutation, bien que cette école « ne soit pas un cadeau », comme l'observe l'une d'elles. Dehors, les HLM de La Guérinière, en cours de réhabilitation, s'habillent de couleurs nouvelles.

Ph. R.

### Les performances en français des redoublants et des non-redoublants



Les résultats en français des élèves faibles admis au CE1 s'améliorent, alors que ceux des redoublants du cours préparatoire stagnent.

### Tout se joue à sept ans

**Les élèves qui redoublent le cours préparatoire n'ont pratiquement aucune chance d'entrer au lycée. Un remède : pouvoir apprendre à lire en deux ans.**

TOUT se joue entre six et sept ans, à l'âge du cours préparatoire. « Tout », c'est-à-dire le succès ou l'échec scolaire, et peut-être la réussite ou les difficultés de la vie d'adulte. Les statistiques l'indiquent avec brutalité : 10 % des élèves redoublent le cours préparatoire. Or la quasi-totalité d'entre eux n'entre-ront jamais au lycée. Le redoublement du CP est une épreuve dont on ne se remet pas.

« Des mécanismes irréversibles et cumulatifs apparaissent dès le cours préparatoire et probablement avant », écrit M. Claude Seibel, responsable de département à l'INSEE et coauteur d'une étude sur l'évaluation de l'enseignement à l'école primaire, réalisée par le ministère de l'éducation nationale (1). Comment envisager sérieusement l'accès de 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat si on ne prend pas le mal à la racine au cours préparatoire.

En 1979, le service des statistiques de l'éducation nationale dirigé alors par Claude Seibel avait analysé l'évolution des performances de 1 100 élèves de CP. Ses premières conclusions, publiées en 1983, révélaient qu'à niveau faible égal au CP, les enfants admis dans la classe supérieure (le CE1) progressaient beaucoup plus rapidement que leurs camarades redoublants. Les aptitudes de ces derniers stagnent, voire régressent dans les premiers mois de leur second CP. Les différences sociales, perceptibles dès l'origine dans les performances scolaires, ne font que s'amplifier du fait de la décision de redoublement. L'appartenance à une catégorie socioprofessionnelle défavorisée apparaît nettement comme un facteur de redoublement, alors que, de façon surprenante, le fait d'être dans une classe aux effectifs plus lourds que la moyenne n'a pas d'incidence.

L'exploitation affinée de cette même enquête vient de donner lieu à une nouvelle étude (2), rendue publique lors du colloque « Réussir à l'école » que vient d'organiser la Ligue de l'enseignement et l'Institut national de la recherche pédagogique (INRP). Ce travail a permis d'analyser l'évolution des performances des élèves dans quarante-cinq compétences (vingt-neuf en mathématiques et seize en français). Pour les connaissances les plus complexes — comme la dictée ou l'orthographe — l'effondrement

des redoublants au début de leur second CP est spectaculaire, tandis que les élèves faibles qui ont néanmoins été admis en CE1 « décollent » (voir schéma).

Les mêmes tendances s'observent pour tous les tests de français et presque tous ceux de maths. Les redoublants, nés dans une classe de débutants, piétinent ou régressent. Ils ne sont plus sollicités par l'enseignant, qui considère qu'ils repartent de zéro, notamment en lecture, et qui n'exploite guère les acquis de la première année de CP. L'enquête met aussi en lumière les quelques connaissances (organisation dans l'espace notamment) où la maturation naturelle et une stimulation scolaire permettent à l'enfant d'améliorer sa performance.

#### Continuité pédagogique

Ainsi peut être dressée une typologie complète et dynamique des modes d'acquisition des connaissances dans les premiers mois de la scolarité obligatoire, au moment où doivent être maîtrisés les langages — notamment l'écriture — qui fondent l'institution scolaire.

mais plutôt de « faire découvrir aux partenaires de l'école son caractère ségrégatif ».

« Il faut à tout prix faire baisser (...) le taux de redoublement du cours préparatoire », écrit de son côté M<sup>me</sup> Francine Best, directrice de l'INRP (3), qui propose d'axer sur ce thème pendant un an l'ensemble des actions de formation continue proposées aux maîtres du primaire et d'inciter les instituteurs à modifier l'organisation de leurs classes, dans le sens de la « continuité ». Des propositions qui, précise-t-elle, « n'engendrent ni dépenses supplémentaires de formation (...) ni moyens en postes d'instituteurs mais des efforts de convergence importants dans les écoles normales ».

Mais les idées simples sont parfois les plus dérangeantes et donc peu susceptibles d'être écoutées. Le temps presse pourtant : c'est maintenant que les bacheliers de l'an 2000 rentrent au cours préparatoire.

PHILIPPE BERNARD.

(1) L'évaluation de l'enseignement à l'école élémentaire, publiée dans *Éducation et formation*, revue du service des statistiques du ministère de l'éducation nationale en 1983.

(2) CP-CE1. De la continuité des apprentissages, étude publiée par la direction des écoles et le service des statistiques du ministère de l'éducation nationale.

(3) *Courrier de l'Association pour favoriser une école efficace*, BP 54, 69672 Bron Cedex.

## An AMERICAN UNIVERSITY in PARIS

DOYEN ET PROFESSEURS DE L'UNIVERSITÉ DE HARTFORD DETACHÉS A PARIS

### MBA Diplôme de Master in Business Administration

- L'Université de Hartford offre, à Paris, l'expérience unique de posséder un MBA 100 % Américain, dans un environnement international (participants de plus de 20 nationalités pour la promotion 86-87).
- Un programme intensif de 11 mois dispensé à plein temps par le Doyen et les Professeurs de l'Université de Hartford.
- Septembre-Mai à Paris, Juin-Août sur le Campus de l'Université de Hartford fondée en 1877 (100 ha, 350 professeurs et 6.300 étudiants) situé entre New York et Boston.
- Formation informatique sur IBM PC, adaptée à la gestion des entreprises.
- Admissions :
  - Étudiants diplômés des Grandes Ecoles ou du 2<sup>e</sup> cycle Universitaire.
  - Professionnels désireux d'acquies une maîtrise de la gestion au plus haut niveau, d'optimiser leurs connaissances « managériales ».
  - Credits Special Exchanges.



Documentation sur simple demande  
**UNIVERSITY OF HARTFORD BUSINESS SCHOOL**  
Enseignement Supérieur Privé  
21, rue Van Lee - 75016 Paris  
Tél. 42.88.97.79  
Téléc. RVL 615.890 F

RECEPTION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE JUSQU'AU 17.07.87

Tous les élèves, même les meilleurs, ont besoin que l'on s'occupe d'eux

6<sup>e</sup> à Bacs A, B, C, D, G  
Préparation Vété

- Corps professionnel de très haut niveau
- Prêts d'étude

### COURS DUQUESNE

Enseignement privé  
Opéra Nation  
1, rue Taitbout 242, rue Fb-St-Antoine  
PARIS 9<sup>e</sup> PARIS 12<sup>e</sup>

Tél. 47 70 28 43 +

## LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir  
**assistant-réalisateur**  
**scripte**  
**monteur-monteuse**

Cours directs (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années)  
Cours par correspondance (1<sup>re</sup> année théorique seulement)

**CLCF** 16, rue du Delta, 75009 Paris  
Tél. (1) 48.74.65.94  
Documentation M sur demande



## EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

1629 Pine Street at Van Ness - San Francisco, Ca 94109

### MBA Master of Business Administration

Programme à San Francisco en 14 mois spécialisé en Management International, associant une pédagogie active à une expérience pratique par le projet personnel/professionnel.

**3<sup>e</sup> CYCLE** Diplômés de l'enseignement supérieur : Titulaires de maîtrise, ingénieurs, médecins, pharmaciens, architectes, I.E.P...

Programme de 12 à 18 mois préparant au Master of Business Administration (M.B.A.) à Paris et à San Francisco.

**2<sup>e</sup> CYCLE Intensif** : Cours spécifique de deux ans préparant au Master of Business Administration à Paris et à San Francisco.

Informations et sélections : European University of America  
3 Imp. Royer Collard (44 Luxembourg), 75005 Paris - (1) 46 34 66 06

Communiqué par European University of America - San Francisco - California



## Education

## A Angoulême

Référéndum  
sur les classes du samediANGOULÊME  
de notre correspondant

Elèves et enseignants, personnel de service et parents d'élèves, plus de dix mille usagers ont voté le 15 juin dans une cinquantaine d'établissements scolaires publics d'Angoulême. Objet de ce référendum : le transfert au mercredi matin de la classe du samedi. Par cette expérience de démocratie directe, l'équipe municipale de M. Jean-Michel Boucheron (PS) espérait clarifier un débat où les bons arguments ne manquent pas de part et d'autre.

Globalement, 60 % des votants sont partisans de la suppression des cours de samedi matin, avec une participation au scrutin significative (56 %). Mais les résultats sont assez contrastés. Dans les écoles maternelles et primaires, le « oui » à la suppression des cours de samedi matin est beaucoup plus net : 63,5 %, malgré les réticences des instituteurs (six sur dix ont voté contre). Dans les collèges, les résultats sont moins nets : 51 % de votes pour la suppression des cours du samedi, approuvés notamment par trois enseignants sur cinq.

Le résultat global a paru suffisamment clair au maire d'Angoulême, qui a transmis à l'inspecteur d'académie un avis favorable au transfert de la classe du samedi matin pour les écoles primaires.

Quatre écoles  
de commerce créent  
un concours commun

Quatre écoles de commerce de statuts différents ont décidé de créer dès 1988 un concours d'entrée commun : l'EDHIC (Ecole des hautes études commerciales du Nord), à Lille, qui est privée, l'ICN (Institut commercial de Nancy) établissement public rattaché à l'université de Nancy-II et les ESCAE (Ecoles supérieures de commerce), de Rouen et de Reims, qui dépendent des chambres de commerce et qui étaient jusqu'à présent intégrées au réseau des ESCAE (qui ont un concours national commun).

Ces quatre établissements entendent ainsi apparaître comme un groupe intermédiaire, entre les quatre « grandes » (HEC, ESSEC, ESCP Paris et ESC Lyon), et l'ensemble des ESCAE. Ils veulent avoir une vocation européenne affichée et « privilégier l'indépendance d'esprit plutôt que les connaissances scolaires et comptables ». La partie commune portera sur les épreuves écrites (mathématiques, philosophie, histoire-géographie et langues), chaque établissement conservant le choix de ses coefficients et son oral spécifique sur lequel repose sa personnalité propre.

**ÉCOLE DES CADRES D'INFORMATIQUE ET DE GESTION**

**(1) 43 72 11 60**

**L'ÉCOLE DE LA RÉUSSITE**

**BTS - 3<sup>e</sup> année**  
Création et gestion des PME  
Négociations - Ventes nationales  
et internationales  
Informatique

**GROUPE DUQUESNE**

ACTION COMMERCIALE  
ASSURANCE  
COMMERCE INTERNATIONALE  
COMMUNICATION ACTION PUBLICITAIRES  
COMPTABILITÉ - GESTION  
INFORMATIQUE DE GESTION

SIGNATURE DU CONTRAT  
ÉCOLE SECURITE Avenir

FINANCEMENT DES  
ÉTUDES A 100 %

242, Fg St-Antoine - 75012-PARIS

Demande de documentation

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Age ..... Classe suivie .....

## Sports

## FOOTBALL : la Norvège bat la France (2-0)

## Le naufrage d'une équipe fantôme

L'équipe de France de football, championne d'Europe en 1984, ne défendra pas son titre l'été prochain en RFA. Après une série de mauvais résultats depuis l'automne dernier, les joueurs français ont perdu leur dernière chance de qualification pour la phase finale en s'inclinant (2 à 0) à Oslo contre la Norvège, le mardi 16 juin, dès le premier match de l'après-Platini.

OSLO  
de notre envoyé spécial

C'était le 16 juin 1986. Le club olympique de Mexico servait de cadre grandiose aux ambitions d'une équipe de France conquérante qui éliminait l'Italie, encore détenrice de la Coupe du monde, avant de se mesurer au Brésil en quarts de finale. Il y a juste un an. Une éternité pour les footballeurs français, tombés de très haut après avoir quitté les hauteurs pieuses des médailles.

Mardi 16 juin 1987, c'est à l'Ullevål Stadion d'Oslo, devant huit mille spectateurs et sous la pluie, que l'équipe de France, championne d'Europe, a été prématurément déçue en livrant l'un des matches les plus tristes de son histoire. Dans un cadre dénué, avec ses bancs de bois, curieusement masqué de l'extérieur par une façade ultramoderne abritant des commerces, mais sur-

tout sur une pelouse martyrisée par l'hiver et propice aux guet-apens tendus par la petite horde de Vikings. L'Argentine et le Danemark s'y étaient inclinés juste avant de jouer les terreurs au Mondial. L'Italie venait d'y être tenue en échec (0-0) le 28 mai. Au cours des deux dernières saisons, seule l'URSS, avec beaucoup de réussite, était sortie victorieuse (1-0) de l'embuscade le 3 juin dernier.

Henri Michel, directeur technique et sélectionneur, redoutait d'autant plus ce déplacement qu'il ne dispose plus de ses lieutenants et de ses vieux grognards de la campagne mexicaine. Maxime Bossis, Alain Giresse, Dominique Rocheteau et quelques autres ont renoncé à la sélection. Patrick Batistoni et Luis Fernandez, blessés, ont dû déclarer forfait. Parmi les vingt-deux « Médocains », seuls Joël Bats, Manuel Amoros, Jean-Marc Ferreri, Yannick Stopyra et Jean Tigana, qui s'étaient saisis de la capitaine, étaient du voyage d'Oslo avec Michel Platini... dans la tribune présidentielle.

Blessés de guerre  
et blessés de travail

Pour l'équipe de France, le test norvégien n'était certes pas le premier match sans Michel Platini, qui avait manqué vingt-six rendez-vous depuis ses débuts en septembre 1976, mais bien le premier de l'après-Platini. Une nuance d'importance. Jusqu'ici, les remplaçants occasionnels du numéro 10 français avaient toujours pu compter, pour les épauler, sur des joueurs de grande expérience. Ces derniers ne s'étaient pas trop mal passés, puis-que l'équipe de France avait remporté quinze victoires pour cinq résultats nuls et six défaites.

Mais désormais Henri Michel doit résoudre le problème de la succession de l'incomparable meneur de jeu et buteur de la sélection alors qu'il n'a pas encore réussi à régler le remplacement d'Alain Giresse, l'autre joyau de son ancien milieu de terrain offensif, malgré un grand nombre d'appelées passées en revue depuis le début des éliminatoires du championnat d'Europe.

En Norvège, le sélectionneur comptait sur un dédicé provoqué par l'annonce de la retraite de Michel Platini. « Il appartenait désormais à cette jeune génération de se prendre en charge, d'affirmer sa personnalité, de montrer qu'elle forme un groupe uni et solidaire », disait-il. En un mot, il convenait pour un temps de laisser aux vestiaires les maillots bleus de gala pour revêtir les bleus de travail.

Il misait beaucoup sur l'épanouissement de Gérard Pessé, le Toulousain de père congolais, révélé un soir d'octobre dernier en marquant trois buts à Dasevsk, le gardien du Spartak de Moscou, en Coupe d'Europe. Le jeune international n'a pas la vision instantanée de Michel Platini ni sa précision dans les longues ouvertures, mais il semblait le plus susceptible d'atteindre le but court et long. Il pouvait, de plus, rééquilibrer le milieu de terrain français, privé de gaucher depuis le retrait de Bernard Genghin, et être dangereux sur les coups francs sifflés à droite face aux buts. Or, sans avoir franchement démenti, il a soufflé de la comparaison avec Halvard Thoresen, l'omniprésent meneur de jeu du PSV Eindhoven et de l'équipe norvégienne.

L'état du terrain, l'ardeur manifestée par les footballeurs scandinaves, ont certes mis au développement du jeu, plus technique, des Français. Mais ils n'expliquent pas le manque de mobilité, de spontanéité de Jean Tigana et de ses partenaires, ni surtout leurs tâtonnements et leurs fautes grossières dans leur organisation. Par deux fois, la défense française a stoppé son action en croyant au hors-jeu, laissant successivement Par Edmund Mordt (soixante-douzième minute) et Jon Andersen (quatre-vingtième minute) partir seuls pour aller battre Joël Bats.

« C'est la meilleure chose qui pouvait arriver aujourd'hui disait sans rire Michel Platini à la fin du match. Avec ces deux buts, le championnat d'Europe est terminé et Henri Michel va pouvoir préparer son équipe pour la prochaine Coupe du monde. » On doute toutefois d'avoir vu à Oslo les jeunes joueurs d'une nouvelle génération comparable à celle qui vient de prendre sa retraite.

GÉRARD ALBOUY.

## EN BREF

● Nouvelle sortie dans l'espace pour les Soviétiques. — Les deux cosmonautes soviétiques, Iouri Romanenko et Alexandre Laveikine, qui occupent depuis le 8 février la station orbitale Mir, ont effectué une troisième sortie dans l'espace, mardi 16 juin. Les deux hommes sont restés trois heures quinze minutes dans l'espace pour monter un nouveau panneau solaire, achevant ainsi l'opération qu'ils avaient commencée lors de leur précédente sortie, le 12 juin (Le Monde du 16 juin).

● Un CAP-10 s'abîme dans la Loire : deux disparus. — Un avion d'entraînement CAP-10 de la base aérienne de Salon-de-Provence, qui volait à basse altitude en raison du mauvais temps, est abîmé, mardi 16 juin, dans la Loire, près de La Charité-sur-Loire (Nièvre). Les deux occupants ont disparu dans les eaux boueuses du fleuve. Il semble que le CAP-10 ait heurté une ligne à haute tension. L'identité des deux aviateurs n'a pas encore été révélée.

## PRÉPARATION AUX

- BTS Action commerciale
- BTS Comptabilité et Gestion d'Entreprise
- BAC G2 Techniques quantitatives de Gestion
- BAC G3 Techniques Commerciales

2<sup>e</sup>, 1<sup>re</sup>, terminale

INSTITUT TECHNIQUE PRIVÉ

**LESCHI**15, rue Chape  
13004 MARSEILLE  
58, cours Julien  
13006 MARSEILLE

Tél. : 91-48-10-04

## COURS DEVIENNE

Enseignement privé dans le calme et la verdure à « LA CHARMERIE » à CIMIEZ (NICE)  
Professeurs hautement qualifiés  
Internat - Externat - Demi-pension  
ANNÉE SCOLAIRE

des classes élémentaires aux terminales A, B, C, D

COURS DE VACANCES

du 3 Août au 26 Août

50 h de Maths du 26 Août au 5 Septembre

2<sup>e</sup> rue Villeneuve-Marron - NICE - 06100 - 92 42 42 42

## Religions

Des précisions  
sur le mariage religieux  
de M<sup>me</sup> Eric de Rothschild

La conversion et le mariage religieux, le 3 juillet 1985, de M<sup>me</sup> Eric de Rothschild avaient divisé la communauté juive de France. Sur cet épisode, rappelé à propos de l'élection du nouveau grand rabbin (Le Monde du 16 juin), M. Jacob Kaplan, ancien grand rabbin de France, nous écrit que la conversion de M<sup>me</sup> de Rothschild a été décidée par le grand rabbin de Rabat, « dont personne ne conteste l'autorité en matière de droits religieux. Cette conversion en judaïsme a rendu possible le mariage religieux que j'ai moi-même célébré à Paris ».

Président du consistoire israélite de Paris, M. Emile Touati nous rappelle, pour sa part, qu'il n'est « jamais intervenu, ni directement ni indirectement, dans le processus de cette conversion » et qu'il s'était « contenté d'admettre la compétence, hors du territoire français, des légitimes autorités rabbiniques chargées de respecter la caution à ce sujet du grand rabbin Kaplan ».

## Le Monde

**IMMOBILIER**  
chaque samedi dans  
**LE MONDE**  
**RADIO-TÉLÉVISION**  
une sélection de programmes immobiliers en résidences principales et de loyers en vente ou en location

Renseignements :

45-55-91-82, poste 41-38

**COURS DEVIENNE**

Enseignement privé dans le calme et la verdure à « LA CHARMERIE » à CIMIEZ (NICE)  
Professeurs hautement qualifiés  
Internat - Externat - Demi-pension  
ANNÉE SCOLAIRE

des classes élémentaires aux terminales A, B, C, D

**COURS DE VACANCES**  
du 3 Août au 26 Août

50 h de Maths du 26 Août au 5 Septembre

2<sup>e</sup> rue Villeneuve-Marron - NICE - 06100 - 92 42 42 42

## Circulation

## A Paris

## Des élus dans les embarras

M. Jean Tibéri (RPR), premier adjoint au maire de Paris, a annoncé, lundi 15 juin, la création du « comité d'études municipal sur la circulation ». M. Tibéri, qui préside ce comité, a précisé qu'il serait fait appel à la « réflexion des différents usagers de la voie publique », ainsi qu'à l'expérience des élus, pour tenter d'améliorer les conditions de circulation et de stationnement dans la capitale.

Comment mieux circuler sans porter atteinte à l'environnement, alors que la création de places de stationnement et les travaux de voirie sont de plus en plus coûteux pour la municipalité ? Une première réponse devrait être apportée avant la fin de l'année.

Un cadre de travail a été défini qui ne prend pas en compte le récent projet de loi de M. Jean-Pierre Bouchon (UDF), adjoint au maire, d'interdire le cœur de la capitale au stationnement, ni celle, draconienne, de l'UDF-Paris qui visait à étendre le stationnement payant à l'ensemble de la Ville, sous peine de l'annulation, avec des tarifs tenant compte de l'offre et de la demande.

Selon les experts les difficultés et l'anarchie de la circulation et du stationnement ont

pour cause essentielle le trop grand nombre de véhicules entrant - sortant - dans Paris (220 000 chaque jour). D'autre part, les possibilités de stationnement offertes par les parcs publics, hors voirie, n'ont été accrues, au cours de ces dernières années, que de 22 000 places, dans les secteurs les plus sensibles. Le stationnement payant (60 000 places), présenté il y a plus de quinze ans comme la panacée n'a pas totalement répondu aux aspirations des techniciens de la circulation. Enfin l'espace public à Paris est limité.

Les prochains grands travaux de voirie qui vont être lancés par le maire sont en effet situés, soit aux portes de la capitale, soit le long de la Seine. Il s'agit notamment de la construction d'un pont entre les secteurs de la gare de Lyon et de la gare d'Austerlitz, du doublement du pont de Bercy (douzième arrondissement), de la création d'infrastructures dans la zone de rénovation des terrains Citroën (quatrième arrondissement) et de l'aménagement du quai Henri-IV qui poursuivra, alors, la voie Georges Pompidou.

J. P.

UNIVERSITÉ RENÉ-DESCARTES - PARIS-V  
Année 1987-1988

Cycle :

**FORMATION PÉDAGOGIQUE  
DES FORMATEURS D'ADULTES**Préparatoire au DUFFA  
(Diplôme Universitaire de Formateurs d'Adultes)

Direction scientifique : Pierre BERNARD

Modalités : 1000 heures

Renseignements et dépôt des dossiers d'inscription de mai à septembre

Centre de Formation Continue

12, rue de l'École-de-Médecine, 75006 PARIS

Tél. 46-33-75-88

**ÉCOLE SUPÉRIEURE  
DE SECRÉTARIAT**

ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Secrétariat de direction  
Secrétariat médical  
Traitement de texteUNE VRAIE SECRÉTAIRE  
A UN AVENIR ASSURÉ

40, RUE DE LIÈGE - 75008 PARIS

Tél. : 43.87.58.83 +

MÉTRO : EUROPE - SAINT-LAZARE - LIÈGE

(Publié)

**UNIVERSITÉ René DESCARTES - PARIS V**

En association avec Paris I, INALCO, ENS, EHESS, LYON II

**MAGISTÈRE DE SCIENCES SOCIALES**

Formation pluridisciplinaire avec spécialisation poussée  
sur une des grandes régions du monde y compris l'apprentissage linguistique

- Admission en 1<sup>re</sup> année : DELG toutes disciplines
- Admission dérogatoire en 2<sup>e</sup> année : licence et formation minimale en sciences sociales

Adressez votre candidature, relevé des diplômes obtenus et C.V. avant le 10 juillet à :

UER de Sciences sociales Paris V - Réf. : Magistère  
12, rue Cujas - 75005 PARIS

**Le Monde**  
sur minitel**PROCÈS BARBIE**

Questions à André Frossard

3615 TAPEZ **LEMONDE** et BAR





# La Société des Lecteurs du Monde

*vous invite à participer  
au développement  
du Monde*

**L**E secteur de la communication est en profonde mutation. Le Monde se doit donc de saisir toutes les chances nouvelles de développement. Dès la fin de l'année prochaine, il mettra en service une nouvelle imprimerie — l'une des plus modernes d'Europe, — ce qui lui permettra de diversifier sa production et d'accroître ses possibilités tant rédactionnelles que publicitaires. Il trouvera aussi sa place dans le paysage audiovisuel français et européen en créant un département audiovisuel.

Constituée il y a deux ans, la Société des Lecteurs du Monde s'est donné pour mission d'accompagner Le Monde dans son développement en consolidant son indépendance, et notamment son indépendance financière. Elle entend l'aider aujourd'hui à relever le défi de la modernisation.

Elle procède actuellement à une augmentation de capital pour fournir au Monde une partie des ressources nécessaires à cette entreprise et l'aider à bâtir un grand groupe de communication moderne.

Note d'information  
de la Commission des Opérations en Bourse  
et dossier de souscription  
sur simple demande  
en nous renvoyant le coupon ci-dessous

La note COB est parue dans le Monde daté  
5 Juin 1987. La notice légale a été publiée  
au Bulletin des annonces légales  
obligatoires du 1<sup>er</sup> juin 1987.

**SOCIÉTÉ  
DES LECTEURS  
DU MONDE**

**AUGMENTATION  
DE CAPITAL**

Si vous êtes déjà actionnaire, utilisez le mandat que vous avez reçu par courrier séparé.

## DEMANDE D'INFORMATION

Veuillez me faire parvenir par retour de courrier et sans engagement de ma part le dossier complet sur l'augmentation de capital de la Société des Lecteurs du Monde.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Localité \_\_\_\_\_

Bulletin à renvoyer à : Société des Lecteurs du Monde, 7, rue des Italiens, 75009 PARIS.

VOIE DE LA COMMISSION  
DES OPÉRATIONS DE BOURSE  
pour application des articles 6 et 7 de l'ordonnance n° 67-622  
du 28 septembre 1967, la Commission des opérations de  
bourse a accordé sur le prospectus n° 67-1012 en  
date du 28 mai 1987



## Le Monde

### DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE 400 000 F +.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS À PRÉSERVER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

### Directeur Commercial

Réaliser des objectifs ambitieux : lancer de nouveaux produits aux marchés européens à renforcer ses équipes. Son projet : être le leader européen sur un marché très porteur de biens de grande consommation. Il recherche un homme de challenge, qui sera son futur.

Nous recherchons un leader de formation supérieure, âgé d'au moins 30 ans, rompu à l'animation d'équipes de vente dans des entreprises performantes, connaissant parfaitement la grande distribution.

La rémunération motivante, comprend un fixe de 400 KF minimum. Discretion totale assurée.

Merci d'envoyer lettre manuscrite + CV + photo + prétentions, en indiquant la référence du poste à :

**HEAD**  
SOLUS LA SOCIÉTÉ 75008 PARIS

La filiale française d'un important groupe américain de haute technologie et leader sur son marché recherche son :

### Directeur Financier

Sud-Ouest FF 450.000 + +

Le candidat sélectionné supervisera les fonctions suivantes : comptabilité générale et analytique, reporting, trésorerie, contrôle de crédit, gestion des stocks et audit interne.

De plus, cette personne sera une personne-clé du Directoire et aura à diriger une équipe très importante.

Ce profil ne peut correspondre qu'à un candidat occupant déjà un poste de direction financière dans une grande société internationale - de préférence américaine - et rompu à des méthodes de travail rigoureuses. La maîtrise parfaite de la langue anglaise est essentielle.

Adresser un CV + n° de tél + tél. actuelle à Ivor N. Alex à :

Michael Page Finance, 19 av. George V, 75008 Paris, sous réf. INA/902.

**MP**

Michael Page Finance  
Spécialiste en recrutement financier  
Paris-Londres-Bruxelles-New-York-Sydney

### X, ECP, MINES, HEC... Conseil de haut niveau et aussi manager

Un des premiers cabinets conseil en France et en Europe dont les domaines d'intervention sont diversifiés, renforce son équipe de conseil de Direction générale pour assurer son expansion et pour structurer ses structures futures de direction.

Ce cabinet souhaite intégrer et faire évoluer rapidement un candidat de tout premier plan, capable de réaliser d'énormes missions de haut niveau et d'assurer des responsabilités de développement commercial et d'investissement.

Outre une formation Grande Ecole, il aura 7 à 10 ans d'expérience professionnelle, soit comme conseil en stratégie et management dans un grand cabinet, soit comme manager d'un centre de profit, soit comme membre de l'équipe de direction d'un groupe en essor et exerçant des fonctions larges dans un domaine central : stratégie, plan, gestion, finance, marketing, ressources humaines, politique industrielle.

La réussite dans ce poste et le développement privé implique une compréhension interne du fonctionnement de l'entreprise, une culture internationale, de réelles motivations pour être performant dans un milieu de conseil et la capacité d'entreprendre de nouvelles initiatives. Connaissance de l'anglais indispensable.

Ordre de grandeur de rémunération : 500.000 F +

Entre sous réf. AL 486 AMD

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**etap**

### Directeur financier Arabie Saoudite

Stablisement permanent soudien d'un grand groupe industriel français, entre société, chargée de la coordination des activités locales et du suivi de contrats, connaît un très fort développement et réalise un chiffre d'affaires de 500 millions de francs par an. Pour bien gérer cette croissance et renforcer l'équipe de direction, elle crée le poste de directeur financier. Rattaché au directeur de la filiale, il sera responsable d'un service de six personnes et assurera la globalité de la fonction. Il mettra en place la comptabilité générale, élaborera puis assurera le contrôle budgétaire et sera responsable de la trésorerie ainsi que des relations bancaires. Il participera également de façon très active au montage de nouvelles affaires et entretiendra des relations étroites avec les milieux financiers locaux. Ce poste, basé à Riyad, s'adresse à un candidat de formation grande école de gestion ou ingénieur + MBA, possédant certains dix ans d'expérience dans une fonction de directeur financier. L'expérience de l'expatriation est souhaitée. La pratique courante de l'anglais est indispensable, la connaissance de l'arabe un atout. La rémunération et les avantages liés à l'expatriation seront motivants un candidat de valeur. Après quatre ou cinq ans dans cette fonction, des perspectives d'évolution au sein du groupe sont envisageables. Ecrire à A. DAVID en précisant la référence A/D2861MD, (PA Mini 36,14 code PA)

**PA**

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

### Président Directeur Général

PARIS 1.000.000 F ±

Notre client, un important groupe multinational, désire s'adjointre la collaboration d'un homme de haut niveau, dirigeant confirmé et entreprenant, qui aura l'entière responsabilité de l'ensemble des activités en France et à l'étranger de cette entreprise à forte rentabilité. Le candidat idéal aura une formation supérieure, ingénieur ou Grande Ecole de Commerce et sera totalement bilingue français-anglais. L'homme que nous recherchons, habitué à travailler dans un contexte international aura une expérience particulièrement réussie dans une fonction similaire. Une carrière essentiellement axée marketing et commercial et des qualités de leader seront des points déterminants dans le choix de ce dirigeant de très haut niveau.

Adresser dossier de candidature, C.V., et téléphone personnel, sous réf. 6965 au journal "Le Monde" publicité - 5 rue de Montessuy - 75007 Paris, qui transmettra.

### Directeur Général Financier

Capitale d'Afrique francophone

Au sein d'une importante entreprise de production et de distribution électrique, il a en charge la direction financière en relation permanente avec différents organismes internationaux et la direction de la distribution incluant la gestion de la clientèle. Membre du Conseil d'Administration et du Comité de Gestion, il a également une responsabilité globale et solidaire dans la conduite de l'entreprise et joue un rôle de Conseil auprès du Président pour ce qui concerne la stratégie de l'entreprise, son organisation et le contrôle de son activité.

Diplômé d'une grande école d'ingénieur ou de gestion, et de préférence également expert-comptable, il a déjà exercé d'importantes responsabilités opérationnelles dans la fonction financière et l'organisation. Une première expérience d'Afrique et une parfaite maîtrise de l'anglais sont indispensables. Une expérience du conseil et/ou du secteur seraient des atouts supplémentaires.

Merci d'adresser votre C.V. et lettre manuscrite et prétentions, sous références GO17/MSD à Danièle FOSSAT, SEMA-SELECTION, 16, rue Barbès 92128 MONTROUGE.

**SMI SEMA-SELECTION**  
Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

### directeur général MEDICO-CHIRURGICAL BANLIEUE OUEST

Notre groupe implanté dans le monde entier, fabrique du matériel médico-chirurgical qui s'est imposé par sa qualité. Nos clients sont les établissements hospitaliers, les cliniques, les laboratoires d'analyses. Nous recherchons le directeur général de notre filiale française.

Gestionnaire rigoureux, leader naturel, vous connaissez l'univers de la santé et plus particulièrement, celui de l'hôpital. Vous avez l'habitude des entreprises multinationales. De formation supérieure, vous êtes prêt pour un nouveau challenge car vous êtes très ambitieux.

Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre dossier en précisant votre niveau de rémunération souhaitée, à notre Conseil qui vous assure de sa totale confidentialité. Réf. GP 21.

COGEPLAN  
Conseil en recherche de Cadres et de Dirigeants  
2, rue Louis David - 75016 PARIS.

**COGEPLAN**

### patisfrance

Société de FABRICATION et de DISTRIBUTION d'AVANTS-PRODUITS destinés aux BOULANGERS-PÂTISSIERS. C.A. 530 MF - Effectif 500 personnes - 3 Usines de fabrication - 10 Succursales de Vente/Distribution - 90 Vendeurs - recherche son

### directeur commercial

Faisant partie du Comité de Direction, il assurera la responsabilité de l'ensemble de l'activité commerciale : Marketing, Promotion, Direction des Ventes et Distribution. Il participera par ailleurs directement aux activités de développement et de diversification des produits et des marchés, ainsi qu'aux opérations de relations publiques visant à établir une meilleure communication avec les utilisateurs.

Ce poste de réflexion et d'action confierait à un DIPLOME GRANDE ECOLE COMMERCIALE, 35 ans minimum, ayant une solide expérience de l'organisation d'un service commercial, de l'animation et de la formation d'une équipe de ventes, ainsi que de l'élaboration d'études et d'analyses permettant de définir une stratégie marketing performante. La connaissance des produits alimentaires serait un atout.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 3359 M, à préciser "patisfrance" - seront traités confidentiellement par

**DEVELOPPEMENT**

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

### Votre savoir-faire pour distribuer notre style

10 milliards de francs et 800 points de vente dans le monde, notre Groupe accède son développement et souhaite vous confier l'expansion de ses 30 magasins français.

### DIRECTEUR DES OPERATIONS COMMERCIALES

Reportant au D.G., vous prendrez en main la progression des ventes sur nos magasins, ainsi que l'écoulement de leur contribution. Associé à notre Développement, vous assurerez d'autre part l'ouverture des nouvelles unités. Diplômé d'études supérieures, c'est avant tout votre expérience du management qu'à l'heure de la Distribution que vous devez vous révéler. En vous offrant une équipe de 500 personnes dont 30 cadres, dans un secteur très porteur, votre avenir peut ainsi rejoindre le nôtre. Merci d'adresser votre dossier complet (C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions), sous la réf. OD/OC/LM, à notre Conseil Didier LESUEUR qui vous garantira une totale discrétion.

**Raymond Poulain Consultants**

74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Prestigieuse Société Internationale

PROVINCE

400.000 F +

### Responsable de Marque France et International H/F

Son rôle consistera à optimiser la pénétration de la marque (produits textiles) par une stratégie marketing adaptée aux marchés et aux pays, et donner ainsi les impulsions des nouvelles tendances au niveau des collections.

Expérience de plusieurs années comme Chef de Produit ou Chef de Groupe dans une société particulièrement reconnue pour la qualité de son marketing (textile ou biens de consommation, alimentaire exclus).

Très bonne connaissance des réseaux de distribution.

Formation supérieure HEC, ESSEC, Sup de Co ou équivalent et parfaite maîtrise de l'anglais impératif.

De 35 ans env., le candidat devra être un professionnel du marketing alliant rigueur et sens de la mode.

Ecrire avec C.V., détaille, photo, prétentions et téléphone (joindre enveloppe pour une réponse plus rapide), sous référence 07/2 M à

**MRI conseil**

Danièle Chapuis  
13, rue Madeleine Michélin, 92522 Neuilly.

### DIRECTEUR FINANCIER

PARIS FF 450 000 +

Un important groupe international recherche le Directeur Financier de sa filiale française. Sous l'autorité du Président Directeur Général, il aura l'entière responsabilité des Services Comptables (comptabilité générale et analytique, systèmes et procédures) et Informatique. Il assurera le Reporting, la fonction Finance-Trésorerie et les relations avec les banques. Le poste s'adresse à un professionnel confirmé, âgé d'environ 35/45 ans, de formation supérieure, parlant couramment anglais. Le candidat retenu devra justifier d'une expérience similaire acquise au sein d'entreprises réputées pour employer les méthodes de gestion les plus modernes. Nous recherchons une personnalité affirmée, un homme habitué à négocier avec les banques, sachant communiquer et capable de s'imposer par ses qualités humaines et ses compétences professionnelles.

Adresser rapidement une lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous réf. CF/06 à notre Conseil

Patrick BRUNETEAU

**International Management**  
8, rue Georges-Ville, 75116 Paris.

### HAY RECRUTE :

HAY MANAGEMENT CONSULTANTS (Stratégie, Organisation, Communication, Ressources Humaines), premier Consultant International en Gestion des Ressources Humaines et membre du Groupe SAATCHI, première affaire mondiale en Publicité, connaît depuis plusieurs années une très forte croissance (40 % d'augmentation de son chiffre d'affaires annuel).

Dans ce contexte dynamique, nous offrons plusieurs possibilités de carrière, dans l'un ou l'autre de nos départements (ou filiales), à des éléments de valeur ayant à la base une formation solide (C, Centrale, HEC...) et bilingues, français-anglais de préférence.

**1 directeur de département** (Rf. DD)

Paris

**et plusieurs consultants seniors**

Paris-Lyon

Ces postes sont à pourvoir au 1<sup>er</sup> octobre 1987.

Nous souhaitons rencontrer des candidats compétents et autonomes, motivés par notre métier, ayant déjà une bonne maîtrise de leur spécialité, soit en tant que Directeur des Ressources Humaines et/ou de la gestion des cadres au sein de grands groupes internationaux, soit comme « Managers » ou Consultants de haut niveau.

Les dossiers (sous la référence choisie) avec C.V., photo, rémunération actuelle, seront traités en toute confidentialité.

**Sonia Lipszyc**

13, RUE ALPHONSE DE NEUVILLE - 75017 PARIS



INTERNATIONAL

AGRO-ALIMENTAIRE AFRIQUE FRANCOPHONE

Construisez votre carrière par l'International !

Société étrangère en pleine expansion recherche

JEUNE MANAGER

Son profil : Formation technique ou commerciale supérieure. Bonnes connaissances en gestion. Grande ouverture à la technique. Expérience de l'encadrement souhaitée.

Sa mission : Responsable totalement autonome d'une unité de transformation sur le plan gestion, technique et humain.

Nombreux avantages liés à l'expatriation : logement, voiture + salaire attractif.

Si vous êtes motivé par un réel challenge, écrivez-nous avec curriculum vitae + prétentions + photo + enveloppe à votre adresse, sous référence 200/LM, à

michel jouhannaud conseils  
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Factory Mutual International

« L'assurance en soi n'est pas tout »

Factory Mutual International fait partie du Factory Mutual System établi depuis 1835 aux Etats-Unis.

Nous sommes aujourd'hui un leader mondial de l'assurance des Risques Industriels.

Notre vocation est de promouvoir auprès de nos assurés la connaissance et l'application des techniques de prévention des sinistres tout en leur garantissant une couverture d'assurance globale, adaptée à leurs besoins spécifiques.

Tous nos clients sont d'importants Groupes Industriels nationaux et multinationaux.

Conseil international

mission pour Ingénieur Grandes Ecoles

Par une solide formation spécifique - et permanente - au sein de notre groupe, vous deviendrez des spécialistes - puis des experts - en prévention des risques industriels (incendie, bris de machines et autres...).

Vous visiterez régulièrement une clientèle internationale (Europe du Sud y compris France), proposerez aux responsables des usines des programmes d'amélioration préventive, fondés sur votre analyse préalable de leurs risques et en assurerez le suivi.

Rattaché au siège régional Europe du Sud à Annecy, vous êtes disponible pour des déplacements fréquents qui peuvent s'étaler sur plusieurs semaines. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais, avez acquis une première expérience professionnelle (au moins deux ans) et souhaitez évoluer vers une fonction conseil, où l'approche technique reste essentielle.

Fiche du poste sur demande



Contacter en toute discrétion Ghislène DESPLANCHES  
69, rue Baille - 69008 LYON - sous référence LM 318.

Le Secrétariat général du Parlement européen

à LUXEMBOURG organise un concours général pour le recrutement de

Traducteurs (t/m) de langue française

Principales conditions d'admission :

- Formation universitaire adéquate sanctionnée par un diplôme ou expérience professionnelle dans le domaine de la traduction d'au moins cinq ans garantissant le même niveau.
- Parfaite maîtrise de la langue française et connaissance approfondie de la langue anglaise et d'une autre langue officielle de la Communauté européenne à choisir entre l'allemand, le danois, l'espagnol et le portugais. Connaissance souhaitable d'une quatrième et d'une cinquième langue officielle de la Communauté européenne.
- Etre ressortissant d'un des Etats membres de la Communauté européenne.
- Age maximum : 40 ans (être né après le 27 juillet 1946).

LE PARLEMENT EUROPEEN MET EN OEUVRE UNE POLITIQUE DANS LE BUT DE GARANTIR L'EQUALITE DES CHANCES DES FEMMES ET DES HOMMES DANS TOUS LES EMPLOIS.

Lieu d'affectation : LUXEMBOURG

Le numéro du Journal Officiel contenant toutes les informations utiles peut être demandé, de préférence sur carte postale, en rappelant la référence PE/123/LA :

- au Bureau d'Information du Parlement européen, 288 Boulevard St. Germain - 75007 PARIS ou

- au Parlement européen - Service de Recrutement - L-2929 LUXEMBOURG

(Les candidats sont priés d'écrire leurs noms et adresse en lettres capitales)

Les candidatures rédigées sur le formulaire contenu dans le Journal Officiel doivent être adressées au Parlement européen - Service de Recrutement - L-2829 LUXEMBOURG.

Date limite de dépôt des candidatures : 27 juillet 1987



PRODUCT MANAGEMENT

PROGRAMMABLE CONTROLLERS

GE FANUC AUTOMATION EUROPE (SA) is a joint venture company between GE (USA) and Fanuc of Japan combining the Factory Automation strengths of these two great companies. Due to its expanding programmable control business within Europe an opportunity exists for a High End Product and Industrial Computer Product Manager to be based at the European headquarters in Frankfurt, reporting to the European Marketing Manager.

The right candidate will have experience in product management and/or development within the industrial automation market either at a European or a country level with particular experience on P.L.C. systems or software based control systems. Key responsibilities will include :

- Achieving targeted sales for the product line in Europe
- Forecasting for new and existing products
- European pricing structure
- European input into product development
- Technical sales support for European sales areas
- Coordination of A & SP material and new product launches

The successful candidate will be required to relocate to Germany and speak English. Preference will be given to candidates with French or German language capabilities. We are seeking a hard working, action oriented individual to make a positive contribution within the newly established European marketing team. Relocation expenses to move to Germany will be included in a generous benefits package that includes a company car and is in line with a company of truly international standing. Interested applicants should forward their resumes (in English) to Mr P. HUGON, Vice President Employee Relations, GE Fanuc Automation Europe - Im Vogelsang 3 - D 6000 Frankfurt/1. 90



GE Fanuc Automation

L'AGENDA

AMNESTY INTERNATIONAL

recherche pour son secrétariat international à Londres un(e) assistant(e) pour le service de langues françaises.

Cette(s) assistant(e) sera chargé(e) d'assurer :

- La lecture des documents traduits en français ;
- La dactylographie et le classement du Bulletin International et de tous les autres documents traduits en français ;
- La mise à jour d'un fichier de références pour les textes à traduire ;
- La liaison avec les sections francophones d'Amnesty International et avec les traducteurs extérieurs.

Il/elle doit être de langue maternelle française et connaître parfaitement l'anglais, savoir organiser son travail et sa documentation et être capable de grande rigueur.

Bonne dactylographie exigée.

Traitement annuel (fixe) : de 12 075 à 14 929 \$ par échelon (selon expérience).

Pour recevoir la description détaillée du poste et une formule de candidature, prière d'écrire ou de téléphoner au service du personnel Amnesty International, 1 Easton Street Londres WC1X 8 DJ, Grande-Bretagne. Tél. (Londres) 837-3305 (24 h/24 h).

DATE LIMITE POUR LA RECEPTION DES CANDIDATURES : 13 juillet 1987.

amnesty international

représentations. offres.

FABRICANT ITALIEN DE CRAVATES

Papillons, Echarpes, Foulards

Production uniquement en soie

Cherche REPRESENTANT

bien introduit auprès de la clientèle

PARIS / FRANCE CENTRE / NORD

Conditions très intéressantes.

Ecrire sous le n° 7 050

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montesson, PARIS-7.

5, rue de Montesson, PARIS-7.

5, rue de Montesson, PARIS-7.

5, rue de Montesson, PARIS-7.

5, rue de Montesson, PARIS-7.

5, rue de Montesson, PARIS-7.

5, rue de Montesson, PARIS-7.

5, rue de Montesson, PARIS-7.

5, rue de Montesson, PARIS-7.

5, rue de Montesson, PARIS-7.

5, rue de Montesson, PARIS-7.

5, rue de Montesson, PARIS-7.

5, rue de Montesson, PARIS-7.

5, rue de Montesson, PARIS-7.

5, rue de Montesson, PARIS-7.

5, rue de Montesson, PARIS-7.

5, rue de Montesson, PARIS-7.

5, rue de Montesson, PARIS-7.

5, rue de Montesson, PARIS-7.

5, rue de Montesson, PARIS-7.

5, rue de Montesson, PARIS-7.

5, rue de Montesson, PARIS-7.

5, rue de Montesson, PARIS-7.

5, rue de Montesson, PARIS-7.

5, rue de Montesson, PARIS-7.

5, rue de Montesson, PARIS-7.

5, rue de Montesson, PARIS-7.

5, rue de Montesson, PARIS-7.

5, rue de Montesson, PARIS-7.

5, rue de Montesson, PARIS-7.

5, rue de Montesson, PARIS-7.

5, rue de Montesson, PARIS-7.

5, rue de Montesson, PARIS-7.

5, rue de Montesson, PARIS-7.

5, rue de Montesson, PARIS-7.

5, rue de Montesson, PARIS-7.

5, rue de Montesson, PARIS-7.

5, rue de Montesson, PARIS-7.

5, rue de Montesson, PARIS-7.

5, rue de Montesson, PARIS-7.

DEMANDES D'EMPLOIS

Secrétaire dactylo, exp. 25 ans. Connaissances en...

40 ans. Cadre export. maîtrise...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 28 ans. 2<sup>e</sup> année doctorat...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

J.M. 30 ans. titulaire DEA droit...

Alarme

CONTRE LE VOL et LE VANDALISME

Partez tranquille en W.E. ou en vacances

NE SOYEZ PLUS CAMBRIOLABLE, grâce

aux systèmes d'alarme SANS FIL

SANS INSTALLATION, le défenseur

de votre habitation :

PROTECTION 2000

Codage électronique secret, matériel simple à

utiliser et éprouvé même en présence d'animaux.

Adressez-vous à un PROFESSIONNEL qualifié.

SOCIÉTÉ SONODIR - 43-73-82-51.

SOCIÉTÉ SONODIR - 43-73-82-51.

SOCIÉTÉ SONODIR - 43-73-82-51.

SOCIÉTÉ SONODIR - 43-73-82-51.

SOCIÉTÉ SONODIR - 43-73-82-51.

SOCIÉTÉ SONODIR - 43-73-82-51.

SOCIÉTÉ SONODIR - 43-73-82-51.

SOCIÉTÉ SONODIR - 43-73-82-51.

SOCIÉTÉ SONODIR - 43-73-82-51.

SOCIÉTÉ SONODIR - 43-73-82-51.

SOCIÉTÉ SONODIR - 43-73-82-51.

SOCIÉTÉ SONODIR - 43-73-82-51.

SOCIÉTÉ SONODIR - 43-73-82-51.

SOCIÉTÉ SONODIR - 43-73-82-51.

SOCIÉTÉ SONODIR - 43-73-82-51.

SOCIÉTÉ SONODIR - 43-73-82-51.

SOCIÉTÉ SONODIR - 43-73-82-51.

SOCIÉTÉ SONODIR - 43-73-82-51.

SOCIÉTÉ SONODIR - 43-73-82-51.

SOCIÉTÉ SONODIR - 43-73-82-51.

SOCIÉTÉ SONODIR - 43-73-82-51.

SOCIÉTÉ SONODIR - 43-73-82-51.

SOCIÉTÉ SONODIR - 43-73-82-51.

SOCIÉTÉ SONODIR - 43-73-82-51.

SOCIÉTÉ SONODIR - 43-73-82-51.

SOCIÉTÉ SONODIR - 43-73-82-51.

SOCIÉTÉ SONODIR - 43-73-82-51.

SOCIÉTÉ SONODIR - 43-73-82-51.

SOCIÉTÉ SONODIR - 43-73-82-51.

SOCIÉTÉ SONODIR - 43-73-82-51.

SOCIÉTÉ SONODIR - 43-73-82-51.

SOCIÉTÉ SONODIR - 43-73-82-51.

SOCIÉTÉ SONODIR - 43-73-82-51.

SOCIÉTÉ SONODIR - 43-73-82-51.

SOCIÉTÉ SONODIR - 43-73-82-51.

SOCIÉTÉ SONODIR - 43-73-82-51.

SOCIÉTÉ SONODIR - 43-73-82-51.

SOCIÉTÉ SONODIR - 43-73-82-51.

Stages

STAGES de formation aux langues

en ALGERIE. La Fontaine-de-

Tholozan. 93630 St Germain-

Tholozan. Tél. 73-72-02-18.

Herm. Tél. 73-72-02-18.

Herm. Tél. 73-72-02-18.

Herm. Tél. 73-72-02-18.

Herm. Tél. 73-72-02-18.

Herm. Tél. 73-72-02-18.

Herm. Tél. 73-72-02-18.

Herm. Tél. 73-72-02-18.

Herm. Tél. 73-72-02-18.

Herm. Tél. 73-72-02-18.

Herm. Tél. 73-72-02-18.

Herm. Tél. 73-72-02-18.

Herm. Tél. 73-72-02-18.

Herm. Tél. 73-72-02-18.

Herm. Tél. 73-72-02-18.

Herm. Tél. 73-72-02-18.

Herm. Tél. 73-72-02-18.

Herm. Tél. 73-72-02-18.

Herm. Tél. 73-72-02-18.

Herm. Tél. 73-72-02-18.

Herm. Tél. 73-72-02-18.

Herm. Tél. 73-72-02-18.

Herm. Tél. 73-72-02-18.

Herm. Tél. 73-72-02-18.

Herm. Tél. 73-72-02-18.

Herm. Tél. 73-72-02-18.

Herm. Tél. 73-72-02-18.

Herm. Tél. 73-72-02-18.

Herm. Tél. 73-72-02-18.

Herm. Tél. 73-72-02-18.

Herm. Tél. 73-72-02-18.

Herm. Tél. 73-72-02-18.

Herm. Tél. 73-72-02-18.

Herm. Tél. 73-72-02-18.

Herm. Tél. 73-72-02-18.

Herm. Tél. 73-72-02-18.

Herm. Tél. 73-72-02-18.

Herm. Tél. 73-72-02-18.

Herm. Tél.







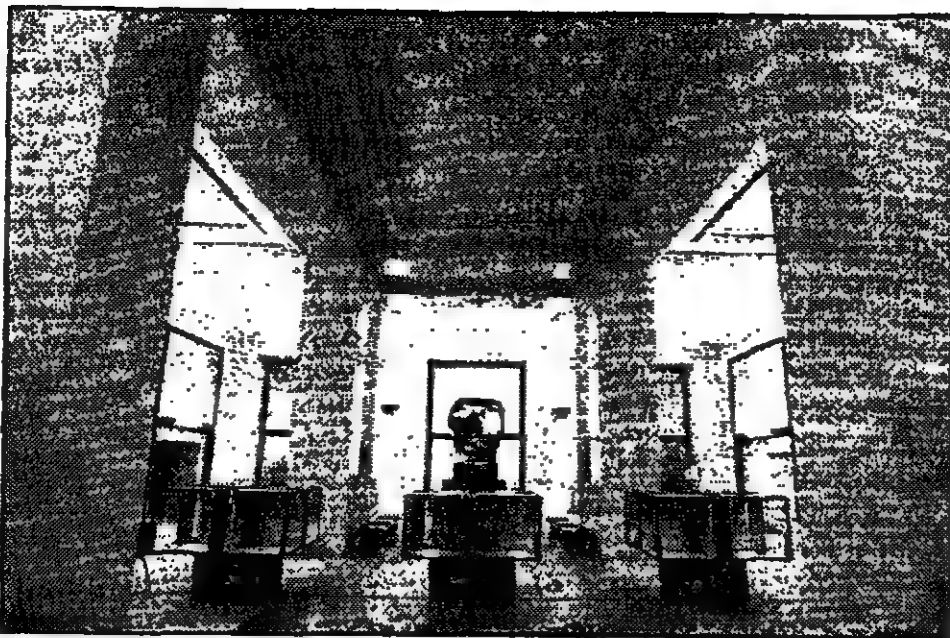
# Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES

### La rénovation du musée de l'Homme

## Un paradis en perdition ?

Logé dans un bâtiment construit pour l'Exposition universelle de 1937, le musée de l'Homme était, à son ouverture, un an plus tard, un modèle de muséographie et la vitrine d'une ethnologie française florissante. Il a aujourd'hui besoin d'une rénovation complète. Jacques Chirac inaugure, le 18 juin, l'exposition « Chets-d'œuvre du musée de l'Homme » installée dans son hall, refait à neuf. Les travaux devraient reprendre dès la fin de l'année.



Le hall rénové.

Si le premier ministre est un familier du musée de l'Homme, il sera sans doute surpris en inaugurant son nouveau hall — 400 mètres carrés — rénové de fond en comble. L'espace semble avoir doublé. Les cloisons qui le découpaient ont disparu en même temps que ses divers paravents : caisses, panneaux, étales. Les murs revêtus de stucs roses vénétiens sont éclairés par des appliques monumentales, placées sur des pilastres. Solitaire, au fond de cette avant-salle, se dresse une tête monolithique de l'île de Pâques accueille les visiteurs. Sa physionomie est constamment animée par un jeu de projecteurs.

Les services indispensables, librairie, vestiaire, information, ont été encastrés dans les parois aux quatre coins du hall. Les entrées sont marquées par des portiques dont l'élément supérieur, en glace dépolie, diffuse une lumière proche de celle de

jour. Pour agrandir ces sortes de loges, les architectes Philippe Noir et Christine de Vichet ont utilisé certains volumes « morts » qui ponctuaient mystérieusement le bâtiment. Construit rapidement pour l'exposition universelle de 1937 par Carlu, Boileau et Azéma, et surtout traité comme un décor, son aménagement intérieur a été négligé. Aussi, des espaces non aménagés subsistent et là, des images projetées sur un écran placé entre les deux volets du grand escalier doivent donner aux visiteurs une idée des collections qui les attendent là-haut.

La-haut, hélas ! rien n'a encore changé. Les salles témoignent

fidèlement de la muséographie des années 30.

Les vitrines métalliques grises se succèdent, alignées le long d'interminables galeries. Des inscriptions désuètes notent toujours l'existence d'un Soudan occidental ou d'une côte française des Somalis. Le gardien est encore plus endormi que par le passé. Les vols font partie de la chronique du musée. Il y a quelque temps, dans la section américaine, une rarissime peau de bison peinte — 2 mètres sur 2 — d'une nation indienne de Louis XVI, est décrochée d'un mur. Personne ne l'a jamais revue. Plus récemment des bijoux baoulés en or disparaissent d'une

vitrine. Sans effraction. Plusieurs semaines sont nécessaires pour que la disparition soit signalée. Les larcins sont également nombreux dans les réserves. Un collectionneur américain signale, un jour, la vente prochaine à New York d'un objet faisant partie des collections du musée. La pièce avait été subtilisée plusieurs années auparavant sans même qu'on s'en aperçoive.

Mais le contraire serait étonnant. Comment s'y reconnaître dans ce dédale surchargé où le moindre espace est sauvagement occupé par l'une des trois cents personnes qui y travaillent ? Les collections s'entassent et elles peuvent en débordent des armoires. Le bureau du cinéaste Jean Rouch relève de l'abri préhistorique : un réduit sans fenêtre qu'il partage avec sa secrétaire, croquant littéralement sous une documentation mal contenue par des étagères de fortune. La salle

de projection mérite la visite. Les sièges ont été fabriqués par quelqu'un qui ignore vraisemblablement tout de la menuiserie. Et l'insonorisation de la salle est assurée par des boîtes à œufs qui sont collées au plafond. Une monture travaille courageusement sous un escalier où sont entassées des dizaines de bobines de films. Au grand désespoir des services de sécurité qui menacent régulièrement de fermer les lieux.

L'éducation nationale, le ministère de tutelle, ne donne pratiquement rien au musée. Son budget de fonctionnement — aux deux tiers dévoré par les frais de chauffage — est alimenté par les entrées : 350 000 par an. « Il devrait y en avoir plus d'un million », s'exclame Henry de Lumley, directeur du laboratoire de préhistoire et coordinateur des services communs. Depuis plusieurs années, il tient tout prêt un ambitieux plan de rénovation de l'établissement. Il estime le montant des travaux nécessaires à 200 millions de francs. « Ce n'est rien à côté d'Orsay, qui a coûté 1 milliard 300 millions, et trois fois rien à côté de la Cité des sciences », explique-t-il. En 1986, la Mission des quatre musées (1) lui a permis de programmer la réfection du hall du musée — 3,6 millions de francs.

Les pièces les plus remarquables de chaque département y seront temporairement exposées. Histoire de montrer qu'il s'agit là d'un hors d'œuvre. Dès octobre 1988, Henry de Lumley voudrait ouvrir au public une nouvelle

galerie, introduction à l'ensemble du musée. L'homme y serait défini grâce à toutes les disciplines représentées dans la maison : de la paléontologie à l'ethnologie. Trois salles d'expositions temporaires devraient être prêtes et la salle de cinéma totalement réaménagée. Enfin des mezzanines accueilleraient différents services publics et techniques aujourd'hui asphyxiés. Ces travaux, répartis sur deux ans, sont estimés à 50 millions de francs.

La suite des opérations n'est pas chiffrée avec exactitude, mais le programme est encore plus ambitieux. Les galeries dans leur ensemble doivent être rénovées. L'entresollement et la récupération des fameux « vides » feraient gagner 6 000 mètres carrés environ. Ce n'est pas suffisant, estime Henry de Lumley. Alors il faut creuser. 20 000 mètres carrés de réserves doivent pouvoir se déployer sous les jardins du Trocadéro et une salle de conférence de 600 places sous le parking. Un restaurant pourra être installé sur le toit. On y accèdera par un ascenseur rapide. Et les dizaines de milliers de badauds qui monteront admirer le panorama seront obligés de traverser les salles du musée pour regagner la sortie. C'est bien le diable si nombre d'entre eux ne s'attardent pas, fascinés par la magie des dioramas animés et muséums qui présenteront, à grand renfort de vidéo, toutes les cultures du monde.

Et si l'on reproche à Henry de Lumley ses conceptions muséographiques par trop spectaculaires, il se retranche derrière Paul Rivet, l'illustre fondateur du musée.

EMMANUEL DE ROUX.

(Lire la suite page 24.)

## Richesse,

DE par son appartenance au Musée national d'histoire naturelle, le musée de l'Homme a, parmi ses tâches essentielles, la conservation de ses collections, qui font partie du patrimoine national et même mondial, la recherche et son corollaire : l'enseignement spécialisé de haut niveau.

La richesse exceptionnelle et la variété infinie des collections sont telles qu'en dresser l'inventaire aurait sûrement fait mourir de surmenage Jacques Prévert et son rayon lueur. Les galeries, magasins, bureaux, réserves, couloirs, caves et recoins du musée de l'Homme contiennent plus d'un million d'objets : souvent uniques et irremplaçables.

Certaines des 35 000 crânes et des centaines de squelettes appartiennent à des groupes humains aujourd'hui disparus (tels les Guanches des Canaries, que l'on pense être issus directement des Cro-Magnons, et les aborigènes de Tasmanie). Il y a aussi, entre autres, les restes osseux de l'homme de Tautavel (le plus vieux crâne d'Europe), des Néandertaliens de La Chapelle-aux-Saints et de La Ferrassie, des crânes récents déformés volontairement notamment en Amérique précolombienne et aussi jusqu'au vingtième siècle en Europe, France comprise, des centaines de spécimens affectés de très graves malformations congénitales portant la trace de maladies rarissimes.

Les outils préhistoriques se comptent par centaines de milliers. Les pierres taillées sont déjà belles par leurs formes simples et fonctionnelles. Mais que dire de la Vénus de Lespugue — une silhouette féminine stéatopyge sculptée dans l'ivoire de mammouth il y a 25 000 ans — et du propulseur (l'arme qui a précipité l'arc) devenu œuvre d'art par les



Henry de Lumley.

deux bouquins sculptés qui s'y affrontent depuis 15 000 ans ?

Certaines des 400 000 objets ethnologiques du musée de l'Homme doivent leur présence sur la colline de Chaillot à nos rois : à François I<sup>er</sup>, on doit le manteau de plumes des Indiens Tupinamba, rapporté d'Amérique par André Thérivet et déposé dans le « cabinet des curiosités » ; à Louis XVI, la série de peaux de bison et de cerfs peintes au Canada, entrées au « cabinet royal » pour servir à l'éducation de jeunes princes.

Bref, les costumes s'entassent par milliers dans les placards, les 7 000 instruments de musique garnissent des dizaines d'étagères, de gros objets encombrant des coins de couloir, comme l'énorme tambour de bois à fente du Congo. Outils et meubles, ustensiles et broderies, perles et bijoux, chaussures et armes ont été casés un peu partout. La conservation de tous ces trésors se fait dans des conditions déplorables : variations de température et d'humidité, poussière, mites et autres insectes risquent de détériorer les objets. L'étuve indispensable à l'élimination des parasites est hors service depuis

longtemps. Le musée de l'Homme doit faire appel aux services de désinfection de la Ville de Paris.

De même, le musée manque cruellement d'équipements et de techniciens. Les fichiers de son merveilleux patrimoine ne sont pas informatisés. Il n'y a pas de laboratoires modernes d'analyses et de restauration. Le laboratoire de palynologie (études des pollens fossiles) existe certes, mais dans des locaux insalubres et dépourvus des conditions nécessaires à la sécurité.

Pourtant tous ces objets méritent déjà les plus grands soins pour leur rareté et (ou) leur beauté. Et surtout, ils sont la base indispensable du travail de quelque 75 chercheurs et 75 ingénieurs ou techniciens relevant directement du musée de l'Homme ou appartenant au Centre national de la recherche scientifique et alors « hébergés » à Chaillot (1).

Des outils utilisés encore il y a peu de temps peuvent renseigner sur les usages d'objets préhistoriques. Telles feuilles archéologiques dans des îles d'Océanie ont été fructueusement guidées par les traditions orales qui ont été collectées par les ethnologues et

## misère...

qui, à titre de réciprocité, ont été confirmées par les travaux des archéologues. Des peuplements ont été élucidés par le recouplement de données anthropologiques, préhistoriques et ethnologiques.

Aller travailler sur le terrain est indispensable au travail des chercheurs. Mais les missions sont forcément peu nombreuses : les crédits qui leur sont consacrés sont de l'ordre de 150 000 francs par an. De même, le budget annuel réservé aux achats s'élève à 250 000 francs, soit le prix hors taxes d'un très beau fou d'artifice...

Puisque nous parlons argent, il faut préciser qu'en 1987 le budget total du musée de l'Homme (salaires non compris) est de 4,75 millions de francs, dont 300 000 francs viennent du ministère de l'éducation nationale au titre de ses musées. A ce budget étiré, il faut ajouter la subvention donnée, au titre de la recherche par le ministère de l'éducation nationale : soit 573 000 francs pour les trois chaires du musée de l'Homme.

L'enseignement de haut niveau, qui fait partie des tâches du Musée et donc du musée de l'Homme, est dispensé, d'habitude, à l'Institut de paléontologie humaine (« annexe ») édifiée en 1913 dans le XIII<sup>e</sup> arrondissement, dans diverses universités parisiennes ou à l'École pratique des hautes études. On est loin des temps où Marcel Mauss, André Leroi-Gourhan ou Claude Lévi-Strauss faisaient leurs cours au musée de l'Homme et formaient sur place les générations des futurs chercheurs.

Y. R.

(1) Il y a aussi les chercheurs étrangers qui viennent travailler quelques mois ou quelques années au musée de l'Homme.

## AUJOURD'HUI

# HANOI HILTON

THE CANNON GROUP INC. GOLAN GOLUB  
MICHAEL MORANTY - EFFREY JONES - PAUL LEWIS  
STEPHEN BIRDS - LAWRENCE RESSMAN - ALI ALONG - GORAN GILIN - JOHN DEER - BEN RITZ - DAVID SOUL  
MARC SWAN - C.C. - MARY WEBB - PENELOPE SHAW  
MENAHEN GOLAN - YORAM GOLUB MICHAEL GILBY







# Festivals d'été à travers la France

## Provence-Alpes-Côte d'Azur

### ADX-EN-PROVENCE

— *Vieira de Silva et Arpad Szenes* (Musée Granet, juillet-septembre).  
— *Le retour au mur* : *Michelle de Launay* (Musée des Tissus, jusqu'au 22 décembre).  
— *Peter Klassen. Peintures, 1960-1987* (Préface contemporaine, Du 12 juillet au 30 août).

### ANTIBES

— *Hartung et les débuts de l'abstraction* (Musée Picasso, juillet-septembre).

### ARLES

— *Jean Le Gac : Un artiste dans son genre* (Eglise Saint-Martin du Méjan, jusqu'au 31 juillet).

### AVIGNON

— *Gilles Aillaud, Edouard Arroyo et le théâtre* (Grande chapelle du palais des Papes, jusqu'au 30 août).

### CAGNES-SUR-MER

— *Festival international de la peinture* (Château-musée, Du 3 juillet au 30 septembre).

### CANNES

— *Mario Prassinos. Rétrospective 1950-1970* (La Malmison, Du 12 juillet au 21 septembre).

### L'ISLE-SUR-LA-SORGUE

— *Otto Dix. Rétrospective* (Hôtel Donatelli de Camprond, Du 4 juillet au 18 octobre).

### MARSEILLE

— *Le Corbusier et la Méditerranée* (Centre de la Vieille Charité, Du 27 juin au 27 septembre).  
— *Louis Soutter* (Musée Cantini, Du 11 juillet au 27 septembre).

### NICE

— *Giambattista Tiepolo* (Musée Matisse, Du 3 juillet au 30 septembre).  
— *Marc Chagall. Œuvre gravé* (Musée national message biblique, Du 5 juillet au 5 octobre).

— *Claudio Parmigiani : A l'ère spento* (Villa Arson, Du 5 juillet au 13 septembre).

— *Karel Appel*, jusqu'au 15 juillet. — *Les Haniwas de Shibuya*, sculptures de l'âge du fer au Japon, Du 24 juillet à fin octobre (Galerie des Ponchettes).

### SAINT-PAUL-DE-VENCE

— *Jacques Prévert* (Fondation Maeght, juillet-septembre).

### SAINT-REMY-DE-PROVENCE

— *Mario Prassinos : Arbres et forêts* (Fondation Mario Prassinos, Hôtel de Sade, jusqu'au 2 novembre).

### SISTERON

— *Madeline Granier, 1929-1982. Peintures* (Bibliothèque municipale, Du 23 juillet au 23 août).

### TOULON

— *Indépendance de Louis Cane* (Musée, 5 juillet/septembre).



Bea à Labège.

— *Settle style : douze peintres du nord-ouest des Etats-Unis* (Tour narbonnaise, Du 1<sup>er</sup> juillet au 31 août).

### CASES-DE-PÈNE

— *68-86 : Made in France* (Château de Jau, Du 19 juin au 15 septembre).

### CASTRES

— *Picasso chez Goya* (Musée Goya, Du 26 juin au 28 août).

### FIGEAC

— *En 1990, trente ans de peinture derrière soi* : *Bioulès, Buraglio, Buren, Kermarrec, Nouyril, Pail, Rouss, Viellat* (Salle Béline, Du 10 juillet au 20 août).

### LABÈGE-INNOPOLE

— *La vérité par Paen* (Centre régional d'art contemporain, Du 4 juillet au 6 septembre).

### MONTAUBAN

— *Forains-artistes ou Artistes dérivés : œuvres d'Henri Michaux, Camille Bryen, Robert Lapoujade, Jean Dubuffet* (Musée Ingres, fin juin-début septembre).

### PERPIGNAN

— *Soulague* (Musée Hyscinthe Rigaud, Du 15 juillet au 15 septembre).

### SOULLAC

— *En 1990, trente ans de peinture derrière soi* (Voir Figeac, L'Abbaye, Du 10 juillet au 20 août).

### TOULOUSE

— *Karel Appel : l'œuvre sur papier* (Musée des Augustins, jusqu'au 31 août).

## Nord - Pas-de-Calais - Picardie

### BEAUVAIS

— *Les chasseurs de la Préhistoire en Picardie* (Musée départemental de l'Oise, Du 6 juillet au 27 août).

### CALAIS

— *Auguste Rodin : le monument des bourgeois de Calais et ses photographes*, jusqu'au 15 septembre.  
— *Présence Panchouette : banlieue sud, expression d'Afrique*, Du 3 juillet au 15 septembre (Musée des Beaux-Arts).

### CHARENTAIS

— *La Louisiane francophone autour d'une famille : les Pecquet du Bayley de Verton* (Musée national de la coopération franco-américaine, Du 21 juin au 28 septembre).

### DUNKERQUE

— *Castelli : peinture et photographie* (Musée d'art contemporain, jusqu'au 20 septembre).

### LILLE

— *Turin 1985-1987 : art pauvre, l'art pauvre dans les collections publiques françaises* (Musée de l'Hospice Comtesse, jusqu'au 30 août).

### MARCO-EN-BARCEUL

— *Julius Parassant* (Fondation Septentrion, jusqu'au 2 août et du 30 août au 11 octobre).

### SAINT-MICHEL-EN-THERACHE

— *L'art le ferme : Ackling, Batho, Le Gac, Leigien, Morellet, etc.* (Musée, Du 20 juin au 6 juin au 6 septembre).

### TOURCOING

— *Antonio Semeraro, 1967-1987* (Musée des Beaux-Arts, jusqu'au 31 octobre).

## Ile-de-France

### EVRY

— *Pierre Tuel : pils, contre-pils* (Jardins du conseil général, jusqu'au 31 août).

### FONTAINEBLEAU

— *Ambroise Dubois, à l'occasion d'acquisitions récentes* (Château, jusqu'au 15 août).

### JOUY-EN-JOAS

— *Hommage à Ferrari* (Fondation Cartier, jusqu'au 26 juillet).

### NEUILLY-SUR-SEINE

— *Autour de Gugging* (Musée de l'Aracine, château Guérin, jusqu'au 13 septembre).

### GURY-EN-VEGIN (Vigny)

— *La médecine, de la préhistoire au Moyen Âge* (Musée archéologique départemental du Val-d'Oise, jusqu'au 2 août).

### PONTOISE

— *Œuvres sur papier du musée de Pontoise : Dessins et gravures du vingtième siècle* (Musée Tavet-Delacour, jusqu'au 13 septembre).

— *Maximilien Luce, 1858-1941 : Peintures néo-impressionnistes* (Musée Picasso, jusqu'au 13 septembre).

## Normandie - Bretagne

### CAEN

— *Symbolique et botanique : le sens caché des tableaux de fleurs au dix-septième siècle* (Musée des Beaux-Arts, Du 9 juillet au 26 octobre).

— *Les châteaux normands, de Guillaume le Conquérant à Richard Cœur de Lion* (Eglise Saint-Georges du château, jusqu'au 31 août).

### GRANVILLE

— *Christian Dior, « L'autre lui-même »* (musée Richard-Anacréon, jusqu'au 21 septembre).

### LE HAVRE

— *Autels et retables* (Priuré de Gravelle, jusqu'au 6 septembre).

### LOCMINE

— *Keith Sonnier* (Centre d'art contemporain, domaine de Karguenec, jusqu'au 30 août).

### MORLAIX

— *Jean Deyrolle, 1911-1987 : Peintures Paul Sérusier, 1884-1967 : Rétrospective* (musée des Jacobins, Du 3 juillet au 6 octobre).

### PONT-AVEN

— *Rétrospective Emile Jourdan* (Musée municipal, jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre).

### RENNES

— *Première idée : œuvres préparatoires/œuvres achevées, de la Renaissance à nos jours* (Musée des Beaux-Arts, jusqu'au 14 septembre).

### SAINT-GAUBURGE-EN-SAINT-CYR-LA-ROSIÈRE

— *La piété populaire dans le Perche, de Sainte-Apolline à Saint-Sébastien* (Musée départemental des arts et traditions populaires, jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre).

### TROUVILLE

— *L'art et les biscuits, la publicité de la manufacture Leffèvre-Utile de 1880 à 1920* (Musée, ville Montebello, Du 18 juillet au 28 septembre).

### VERNON

— *L'oiseau dans les collections du musée* (Musée municipal A.G. Poulain, Du 20 juin au 30 septembre).

## Alsace - Franche-Comté

### COLMAR

— *Alberto Magnelli* (Musée d'Unterlinden, jusqu'au 27 septembre).

### GUEBWILLER

— *Hommage à Pierre Levy* (Musée du Florival, A partir du 5 juillet).

### MONTBÉLIARD

— *César : les championnes* (Centre d'art contemporain, jusqu'au 8 novembre).

### MULHOUSE

— *Helmut Middendorf : Peintures récentes* (Musée des Beaux-Arts, jusqu'au 2 août).

### STRASBOURG

— *Le Corbusier et l'esprit nouveau* (Ancienne Douane, Du 10 juillet au 13 septembre).

— *Le millénaire de la dynastie capétienne, 987-1987*, jusqu'au 31 juillet. — *Fouilles récentes, Nordhouse : rites funéraires de l'âge du bronze et du fer*, jusqu'au 31 décembre (Musée archéologique, palais Rohan).

## Champagne - Ardennes - Lorraine

### CHARLEVILLE-MEZIÈRES

— *Patrick Baillet : Peinture, toile sur chassis et support souple* (Musée Rimbaud, Du 3 juillet au 13 septembre).

### ÉPERNAY

— *Christian Lapie* (Celliers et caves du champagne de Castellane, jusqu'au 30 août).

### LUNÉVILLE

— *Alfred Rensudin, 1868-1944* (Château, Du 20 juin au 30 septembre).

### NANCY

— *L'illustration journal universel : un siècle de vie française* (Musée des Beaux-Arts, jusqu'au 31 août).

### REIMS

— *Vis-à-vis : huit artistes, huit écrivains* (Musée Saint-Denis, jusqu'à fin septembre).

### VAL-DE-VEGIE

— *Gloria Friedmann* (ancienne église de Courmebois, Du 28 juin au 30 septembre).

## Pays de la Loire

### ANGERS

— *Gleb : Peintures, tapisseries, partages* (Musée Jean Lurcat, jusqu'au 30 août).

### FORTEVAULT

— *Lili Dujourie et Jean Munoz : sculptures* (Abbaye royale de Fontevraud, Du 28 juin au 30 août).

### LE MANS

— *Yvette Cauquil Prince, tapisseries* (Abbaye de l'Épau, été).

### NANTES

— *L'histoire des biscuiteries de Nantes du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours* (château des ducs de Bretagne, Du 20 juin au 30 avril 1988).

— *Des monnaies dans la « Grave » : le trésor de la Garonne* (Musée Dobrée, jusqu'au 31 octobre).

### LES SABLES-D'OLONNE

— *Glen Baxter ; Alberto Savinio : Dessins* (Musée de l'abbaye Sainte-Croix, Du 21 juin au 27 septembre).

## Poitou - Charentes - Aquitaine

### MÉDOC : Des châteaux pour l'art

— *contemporain* (juin-août). — *Larose Trintaudon : John Armlader ; Priuré Lichine ; Christo Tzavlos ; Lanesan ; Jean-Pierre Bertrand ; Pichon-Louangeville-Baron ; Hubert Duprat ; Relais de Mergaux ; Edward Allington ; Lascombes ; Gilberto Zorio (à partir du 19 juin) ; Loudenne : Jean-Michel Meurice (à partir du 19 juin) ; Siran : Zush (à partir du 20 juin) ; Giacours : Richard Deacon (à partir du 20 juin) ; Lynch-Bages : Sarkis (à partir du 21 juin) ; Leoville-Barton : Bruno Carbonnet (à partir du 21 juin) ; Chasse-Spleen : Braco Dimitrijevic (à partir du 22 juin) ; Marquis de Terme : Présence Panchouette (à partir du 24 juin) ; Marquis d'Alaume : Bertrand Lavier (à partir du 24 juin) ; Dillon : Eric Dietman (à partir du 25 juin) ; Livensan : Pierre Mercier (à partir du 28 juin).*

— *Yo Marchand : Peintures, estampes*, Salle de l'Oratoire, Du 26 juin au 6 septembre.

### POITIERS

— *Romaine Brooks* (1874-1970), Musée Sainte-Croix, jusqu'à fin septembre.

### LA ROCHELLE

— *Christian Jaccard : Mille et un objets (1971-1988)*, Maison de la culture, Du 18 juillet au 20 septembre.

— *Yo Marchand : Peintures, estampes*, Salle de l'Oratoire, Du 26 juin au 6 septembre.

### LA ROCHELLE

— *Christian Jaccard : Mille et un objets (1971-1988)*, Maison de la culture, Du 18 juillet au 20 septembre.

### LA ROCHELLE

— *Yo Marchand : Peintures, estampes*, Salle de l'Oratoire, Du 26 juin au 6 septembre.

### BORDEAUX

— *Mario Merz. Entrepôt Lainé*, jusqu'au 13 septembre.

— *Italie : histoire d'une collection : peintures italiennes XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle au musée des Beaux-Arts*, Galerie des Beaux-Arts, jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre.

### CLÉRON

— *Trésors archéologiques des profondeurs : vingt ans de recherche*, Citadelle du château, jusqu'au 11 novembre.

## Centre - Limousin - Auvergne

### AUBUSSON

— *Le Corbusier, l'œuvre tissé*, Musée départemental de la tapisserie, Du 28 juin au 7 septembre.

### BEAUGENCY

— *John Storrs*, Musée de l'Orléanais, jusqu'à fin septembre.

### BELLAC

— *Vieira de Silva : l'estampe*, Maison des Vicaires, Du 18 juin au 31 août.

### BOURGES

— *Pierre Hémy : sculptures et dessins récents*, Maison de la culture, jusqu'au 31 août.

### LA CELLE-SOUS-GOUZON

— *Paul Point*, Centre culturel la Forge, Du 14 juillet au 15 août.

### CHARTRES

— *Viaminck : La peinture et la critique*, Musée des Beaux-Arts, Du 26 juin au 28 octobre. — *Le vitrail belge contemporain*, Centre international du vitrail, Gre-

nier de Loins, jusqu'au 30 septembre.

### CHATEAUXROUX

— *Quatrième biennale de céramique*, Les Cordeliers, jusqu'au 31 août.

### ISSOIRE

— *Matta : œuvres récentes*, Centre culturel N. Pomet, Du 24 juin au 13 septembre.

### ORLÉANS

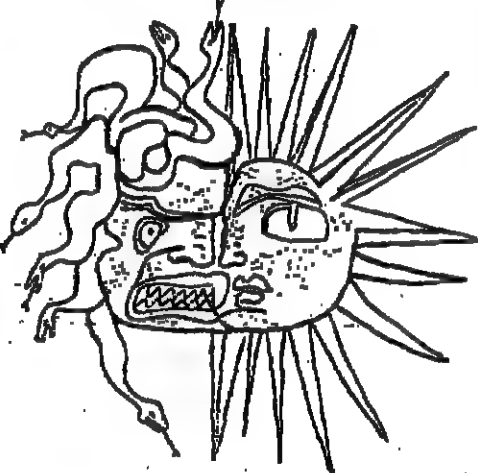
— *Lucien Fleury : œuvres 1972-1986*, Musée des Beaux-Arts, jusqu'au 31 août.

### LE PUY-EN-VELAY

— *Quatre siècles d'hortologie française à poids*, Musée Crozatier, jusqu'en septembre.

### NOGECHEOUART

— *Le regard du dormeur : œuvres de Garouste, Klossowski, Polke, Richter, Rouan et Warhol*, Musée départemental d'art contemporain, château, Du 25 juin au 20 septembre.



Le Corbusier à Marseille.

## Rhône-Alpes

### BOURG-EN-BRESSE

— *Georges Noël : New York Paris, 1976-1987*, Musée de Brou, Du 29 juin au 30 août.

### GRENOBLE

— *César Domela : 85 ans d'abstraction* — *John Armlader : hommage à Domela*, Musée, Du 20 juin au 7 septembre.

— *Jean-Luc Vilmouth*, Centre national d'art contemporain, Du 11 juillet au 13 septembre.

### LYON

— *Alan Charlton - Rob Schotte*, Musée Saint-Pierre, Du 10 juillet au 7 septembre.

### ROMANS

— *Elisabeth Ballet, Jacqueline Deurles, Jean Munoz, Panamarenko*, Musée, Du 23 juin au 30 août.

### SAINT-ANTOINE-L'ABBAYE

— *Trésors du Petit Palais de Genève - Hommage à F. K. Gotsch, 1900-1984, le dauphin des expressionnistes*, Musée Jean Vinay, jusqu'au 13 septembre.

### SAINT-PAUL-TROIS-CHATEAUX

— *Sculpture anglaise contemporaine*, Association Anglie, jusqu'au 31 août.

### LA TRONCHE

— *Poésie-peinture autour de Saint-John Perse*, Musée Hébert, jusqu'au 30 août.



هناك امن الاهل

21, avenue Jean Jaurès 75119 Paris • M° Porte de Pantin  
Location: sur place 42 49 30 80 • 3 FNAC





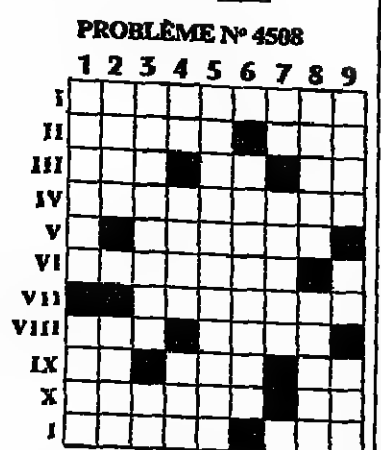






« Services »

MOTS CROISÉS



**HORIZONTALEMENT**  
1. Façon habituelle de dire tout le bien qu'on pense de soi et tout le mal qu'on pense des autres.  
2. Manière arbitraire d'apprivoiser une noble conquête. Peut qualifier l'amarant mais jamais le mari.  
3. Roi. Note. Participe passé.  
4. Vers plus voraces que lyriques malgré leur désinence poétique.  
5. Col raide.  
6. VI. Mettre en sécurité les produits de la fauche.  
7. Combinaison.  
8. VIII. Du mou dans la ficelle. Nom hébreu ou britannique de renom.  
9. IX. New-look. Radical conciliant. Interjection.  
10. Côté des religieuses particulièrement le jour du Seigneur. Ne se fait pas par enthousiasme.  
11. Se met en boule quand on la pelote. Tire parti.

**VERTICALEMENT**  
1. N'a qu'un sein, mais deux mamelles. Produit des colonies.  
2. Critère de fraîcheur. Fils du Soleil.  
3. Les cérémonies de ses adeptes n'exigent pas une tenue décente. En toute humilité.  
4. Négation. Bien que continant, a toujours connu l'Amour. Faune champêtre.  
5. Manufacture de fils et soies.  
6. Idole prise sous le feu d'un œil noir et d'un regard bovin.  
7. Peut être complètement embouteillé. Morceaux pouvant être pris au bar.  
8. Couteau de plage. Des gens les obligent à travailler en leur donnant des claques.  
9. Prêt pour la représentation. Personnel. Dame qui se retrouve assise sur le pavé quand on la laisse tomber.

**Solution du problème n° 4507**  
**Horizontalement**  
I. Raclement. II. Aboulique. III. Dan. IV. Intensité. V. Ode. Un. VI. L'âme. VII. ONU. Argot. VIII. Igloo (graphie admette). IX. Taise. X. Ebènes. XI. Su. Tété.  
**Verticalement**  
1. Radiologie. 2. Abandon. Bu. 3. Contingent. 4. La. ENE (file). Gant. 5. Elan. Salles. 6. Mi. Sa. Rossa. 7. Équivoque. 8. Nu. Teau (Ténu). 9. Tété-à-tété.

GUY BROUTY.

VIVRE A PARIS

**Défilé des drags le dimanche 21 juin**  
Le défilé des drags (cathédrales) organisé par la mairie du seizième arrondissement et la Société des spectacles-chasses de France aura lieu le dimanche 21 juin. Plus de vingt artilles, portant à 14 heures du haut de l'avenue Foch se rendront à l'hippodrome d'Auteuil en passant par l'avenue Poincaré, la place du Trocadéro, la chaussée de la Muette, la rue du Ranelagh, la porte de Passy et l'allée des Fortifications.  
Avant le départ de la course du tiercé, un attelage composé de seize chevaux sera présenté au public.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

**Le Monde**

DES LIVRES

**AVIS DE CONCOURS**

**IFAG**

ECOLE DE GESTION EN 3 ANS DONT 12 MOIS SALAIRE EN ENTREPRISE

ECOLAS A PARIS - LYON - TOULOUSE - MONTLUÇON

Admission : niveau Bac + 2 (DUT, DEUG, BTS...)

**Concours : 30 JUIN 1987**

CENTRE D'INFORMATION : IFAG - 37, QUAI DE GRENELLE - 75015 PARIS TEL 45.78.61.52

Etablissement privé d'enseignement technique supérieur

Communication

La 5, M6 et les télévisions locales

Bataille de fréquences

Un conseil interministériel s'est réuni le lundi 15 juin sur la question de l'extension des réseaux de la 5 et de M6. Un dossier réputé urgent pour les deux chaînes, qui préparent la rentrée de septembre. Un enjeu de poids également pour les artisans des télévisions locales, désormais très inquiètes des visées « expansionnistes » des deux réseaux et mécontentes de passer encore une fois au second plan.

La CNCL doit toutefois publier de façon imminente les règles et obligations incombant aux télévisions locales. Celles-ci se verraient ainsi contraintes de consacrer aux arts et spectacles vivants 10 % de leur programme propre. Un pourcentage de leurs recettes devrait aussi aller à la promotion et à la production de semblables événements. Enfin, la durée minimum du programme quotidien d'une station locale indépendante est fixée à deux heures (une heure pour une chaîne affiliée à un réseau), la longueur d'une « fenêtre » locale ne pouvant être inférieure à vingt minutes.

Des règles attendues par toutes les télévisions (réseaux et stations locales) qui attendent encore de connaître le calendrier de la CNCL pour les premiers appels d'offres.

Il ne fait pas de doute que les réseaux, et notamment M6 (« prioritaire »), sont « prioritaires ». Voilà bien ce qui inquiète les artisans des télévisions locales. S'il n'est plus de seuil limitant les réseaux, quelle place restera-t-il à celles qui peinent depuis longtemps en attendant leur heure ? Vont-elles être oubliées, sacrifiées sur l'autel de la 5 et de M6 ? Voilà des mois que des projets attendent, explique M. Christian Debois-Frogé. Que la CNCL accorde les fréquences restantes à la 5 ou M6, et tous les plans s'écroulent. Le paysage est figé, verrouillé. Les régions perdent tout espoir d'expression. La concentration est totale. Ils sont nombreux, en effet, « des centaines », ceux qui ont déjà déposé des dossiers de présentation avant même le lancement des premiers appels d'offres. « Des projets sympathiques », juge M. Michel Benoist, le commissaire chargé de ce dossier. Mais la plupart de ces propositions s'intégreraient parfaitement dans les décrochages et fenêtres que s'approprient à offrir les réseaux nationaux. Quelques-uns, sans doute, s'en contenteront, « encaissant » par une ou deux séquences régionales quotidiennes le programme des réseaux. D'autres pas. Les situations doivent être étudiées cas par cas, déclare Pierre Crisole au nom de la RATV, ce rassemblement d'investisseurs et de professionnels de l'image qui montre à travers la France différents projets. Certaines télévisions régionales comptent sur deux à quatre heures de programmes quotidiens, mais il leur faut dans tous les cas une présence significative (soixante à quatre-vingt-dix minutes) dans les plages de grande écoute. C'est la

seule façon de les faire exister et de rendre viable leur entreprise. Il est temps de combattre le préjugé de la non-rentabilité des télévisions locales. Les Etats-Unis, le Canada et l'Italie prouvent le contraire et les principaux acteurs économiques des régions (banques, industriels, assurances...) ne s'y sont pas trompés.

Même discours du côté de Lucie SA, la société de production que dirige André Campana, qui travaille aussi pour différents projets. « Toutes les régions ont les moyens de financer leur télévision de proximité. Cela demande simplement une approche nouvelle — beaucoup plus directe — de la communication commerciale. » Enfin, renchérit Christian Debois-Frogé, après Canal portés du soleil en Haute-Savoie, s'apprête à lancer une télévision saisonnière à Deauville, « les réseaux ne semblent pas avoir encore identifié leurs interlocuteurs en matière de télévision régionale. Ils seront surpris. Car les investisseurs sont à la fois nombreux et puissants. » Une condition, cependant à la réunion des fonds permettant la mise en œuvre des projets : l'octroi des fréquences aux sociétés exploitantes. « Ce sont les sociétés locales qui doivent en avoir la propriété, dit un financier, à charge pour elles de se tourner vers les réseaux pour négocier une affiliation ou un contrat de programme ».

Si la CNCL semble plutôt favorable à un système de partage de fréquence et de double autorisation (l'une pour la station locale, l'autre pour le réseau), investisseurs (banques, CGE, etc.) et artisans espèrent d'elle une politique volontariste en matière de communication locale. « Après l'octroi des réseaux nationaux, c'est un deuxième tour de scrutin pour la CNCL, déclare André Campana. Et l'enjeu des télévisions locales dépasse largement les préoccupations de la 5 et de M6. On ne peut plus contourner la demande de communication directe qui émane des régions. C'est à la fois un enjeu économique, social et culturel. »

De la place pour les télévisions locales ? Evidemment, dit-on à la CNCL. « Bien sûr », clament également les réseaux. Et Philippe Ramond assure : « Il y a des fréquences en France pour tout le monde. A la CNCL d'organiser les paysages et d'avoir une politique « haussmannienne ». Elle en a le pouvoir. Il lui faut maintenant un courage politique et une volonté de bâtisseur. »

ANNICK COJEAN.

Après la vente d'une part de son capital aux réseaux câblés

M. Ted Turner risque de perdre le contrôle de son groupe

Rude année pour M. Ted Turner. En moins de deux mois, l'entant chef des médias américains a perdu 25 millions de dollars dans l'organisation des Jeux olympiques américains-soviétiques (Goodwill Games), vu sa maison ravagée par un incendie, divorcé d'avec son épouse et subi une enquête fiscale. Aujourd'hui, il risque fort de perdre le contrôle de son empire, Turner Broadcasting System (TBS). Tout, pourtant, semblait sourire à ce séduisant quinquagénaire, présent comme l'un des plus audacieux entrepreneurs des Etats-Unis. N'avait-il pas réussi en vingt ans une ascension fulgurante en transformant une petite société d'affichage en groupe international de communication ? N'avait-il pas révolutionné le marché du câble en transformant par satellite à tous les réseaux américains les programmes de sa station locale d'Atlanta, puis en franchissant les frontières avec Cable News Network, la première chaîne consacrée vingt-quatre heures sur vingt-quatre à l'information ?

Une carrière politique ?

Son premier échec, Ted Turner le connaît il y a deux ans, lorsqu'il tente une OPA sur la chaîne nationale CBS pour 5,4 milliards de dollars. Les propriétaires de CBS repoussent l'assaut en rachetant une large part de leur capital. Frustré, M. Turner se rabat sur les célèbres studios de cinéma Metro Goldwyn Mayer et United Artists. Pour 1,4 milliard de dollars, le patron de TBS se faye un fantastique catalogue de films qu'il compte diffuser sur ses chaînes après les avoir « colonisés » électroniquement. Mais les finances de TBS digèrent mal l'opération. Ted Turner est obligé de revendre United Artists à son propriétaire, M. Kirk Kerkorian. Pour garder MGM, le millionnaire

d'Atlanta procède à une augmentation de capital sous forme d'actions préférentielles, lesquelles — ironie du sort — seront en grande partie achetées par le même Kirk Kerkorian.

Le piège se referme au début de cette année. Les résultats de TBS sont mauvais : 187 millions de dollars de pertes sur un chiffre d'affaires de 557 millions et 1,3 milliard de dettes à long terme. Ted Turner est placé devant une douloureuse alternative : rembourser M. Kerkorian ou convertir les actions préférentielles en actions ordinaires, ce qui lui ferait perdre le contrôle de son groupe. Il choisit la première solution.

Pour trouver l'argent, le propriétaire de TBS lance une nouvelle augmentation de capital. Il cède 37 % de son groupe à un consortium de réseaux câblés qui lui apportent 562 millions de dollars. Mais les nouveaux actionnaires de TBS, dirigés par le puissant groupe Time Inc., ont imposé des conditions draconiennes : sept sièges sur quinze au comité directeur et une majorité de douze voix pour prendre toute décision importante. De plus, si M. Ted Turner ne parvient pas à résoudre ses problèmes d'endettement d'ici un an, Time Inc. et ses partenaires prendront le contrôle de TBS.

La grande majorité des analystes de Wall Street est persuadée que M. Ted Turner ne va pas tarder à jeter l'éponge. Ses amis suggèrent que sa grande notoriété pourrait servir de tremplin à une nouvelle carrière dans la politique. Avec un profil original : M. Turner prône à la fois un conservatisme rigoureux et le rapprochement avec l'Union soviétique. Mais l'hypothèse fait sourire les milieux politiques américains : la vie privée tumultueuse de M. Turner constitue, par les temps qui courent, un lourd handicap.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Le versement de 2,2 millions de francs décidé par M. Chirac

Le sort du « Matin de Paris » se jouera le jeudi 18 juin

Outre son caractère historique, le jeudi 18 juin sera pour le *Matin de Paris* un jour à marquer d'une pierre blanche ou noire. C'est ce jour-là, en effet, que le tribunal de commerce de Paris décidera de la mise en liquidation du quotidien de gauche, ou déléguera un *satisfait* aux dix salariés qui se font fort de réunir divers industriels et financiers susceptibles d'apporter au *Matin* les capitaux qui lui font défaut, et de fédérer une société de lecteurs, actionnaires du journal.

Si l'ambiance au *Matin* n'est pas à l'euphorie, l'anxiété s'est quelque peu réduite. La journée de mardi 16 juin n'y est pas étrangère. Le tribunal de commerce de Paris, ce jour-là, a choisi de reporter sur le 18 juin son ultime décision. Trois éléments l'ont poussé : la parution du *Matin* assurée par l'ensemble de la rédaction ; la collecte par le groupe des « dix » — qui compte d'ailleurs un onzième membre en la personne de M. Guy Konopnicki, chroniqueur au *Matin de Paris* et au mensuel *Globe* — de 1,5 million de francs auprès de banques et surtout le geste de M. Jacques Chirac.

Le premier ministre est en effet intervenu personnellement mardi, quelques heures avant que le tribunal de commerce ne se réunisse, afin de faire débouquer 2,2 millions de francs. Cette somme, versée au *Matin* par le ministère de l'économie et des finances, était due au journal au titre des « aides exceptionnelles à la presse » réservées aux quotidiens à faibles ressources publicitaires dont la diffusion est inférieure à 150 000 exemplaires (*la Croix*, *le Matin*, *l'Humanité*, *Prévent*) en 1987. Le *Matin* avait déjà demandé le versement de cette somme — fixé en août — mais le ministère de la culture et de la com-

munication n'avait pu faire plier le ministère de l'économie et des finances.

Le quotidien de gauche n'est pas en effet en accord avec la loi, puisqu'il lui reste à payer environ 3 millions de francs de cotisations sociales. Informé, le premier ministre, M. Jacques Chirac, a décidé de passer outre. L'un de ses conseillers a avisé le tribunal de commerce du versement dans la matinée. M. Edouard Balladur, ministre de l'économie et des finances, a ensuite déclaré, que ce versement à un quotidien de gauche « ne [lui] pose aucun problème politique ou personnel. Je ne me suis pas senti le droit de refuser une aide au *Matin* ». Au ministère de la culture et de la communication, on estime que le geste de M. Jacques Chirac est le résultat « de l'action du gouvernement dans son ensemble et de son premier ministre ».

A l'Elysée, on juge que « l'affaire est de la seule compétence du premier ministre, qui a réussi là un double coup politique et médiatique ».

Mais les 4 millions de francs rassemblés par le *Matin de Paris* lui permettront de « tenir » quelques jours au plus. Les « dix » discutent donc « tous azimuts » avec d'éventuels partenaires capables de participer à une nouvelle société éditrice, locataire-gérante du *Matin de Paris*. Parmi les industriels intéressés, le nom de M. Michel-Edouard Leclerc (groupe Edouard Leclerc) est fréquemment cité. Le verdict du 18 juin dira si les « dix » ont réussi leur entreprise de sauvetage du *Matin*. Le jour même des pages appelant à sauver le *Matin* paraîtront dans plusieurs quotidiens.

YVES-MARIE LABÉ.



## Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi dans dimanche-huit. Signification des symboles : **P** Signalé dans « Le Monde radio-télévision » **F** Film à émettre **O** On peut voir **N** Ne pas manquer **M** Chef-d'œuvre ou classique.

## Mercredi 17 juin

## TF 1

20.35 Feuilleton : Dantes. Le mensage. 21.25 Série : Chapoulin et la botte de cuir. Le pion et la licorne. 22.20 Documentaire : Histoire vécue. Appellez-moi madame, de François Romand. 23.15 Journal. 23.25 Magazine : Premier plan. D'Alain Béverin. Actualité cinématographique.

## A 2

20.30 Téléfilm : Les fortifs. De Marco Pico. Avec Christine Dejoux, Hélène Surgère, Paul Crauchet. La vie d'une ville de la banlieue parisienne sous l'Occupation.

Donnez du talent  
à votre argent  
**ALLO**  
(1) 47 30 44 11  
Ou minitel 36 14 GÉNÉRALE  
LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE RÉPOND  
À TOUTES VOS QUESTIONS  
SUR SA PRIVATISATION  
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

21.15 Magazine : Sexy filles. Justin des Marquises : Stars sexy : Caroline Loeb, Elle Modéiros, Bury et Agathe. Les passants : Topless : Interview hard : Herbert Léonard. Madams France : Cocktail explosif. 23.10 Journal. 23.25 Série : Soirée de soirée. États-Unis : L'Amérique dans tous ses états.

## FR 3

20.35 Variétés : Embarquement immédiat. De Günter et Marité Carpentier. Johnny Hallyday en Irlande. Avec Car-

mel, Alain Souchon, Corinne Charby, Charlotte Gainsbourg, Julien Clerc, The Stranglers, Alison Moyet, Swing out sister, The Pogues. 21.55 Magazine : Thalass. Emission de Georges Pernoud. 22.45 Journal. 23.15 Chanson : Les Enragés. Film français de Pierre William Glenn (1984). Avec Fanny Ardant, François Chazot, Jean-Roger Milo, Marie-Christine Roumeau.

## CANAL PLUS

21.00 Chanson : Grosse 2. Film américain de Patricia Birch (1982). Avec Maxwell Caulfield, Michelle Pfeiffer, Adrian Zmed. 22.45 Flash d'informations. 22.55 Chanson : Les Enragés. Film américain de Woody Allen (1978). Avec Kristin Griffith, Mary Beth Hurt, Richard Jordan, Diane Keaton (v.o.). 0.15 Chanson : Emmannuelle IV. Film français de Francis Leroy (1983). Avec Sylvia Kristel, Mia Nygren, Patrick Bauchau, Deborah Power. 1.50 Série : Rares.

## LA 5

20.30 Téléfilm : La chute de la maison Usher. 21.20 Série : Mike Hammer. 21.35 Série : Mission impossible. 0.10 Série : Laurel et Hardy. 0.45 Série : Kang-fu. 1.40 Série : Mike Hammer. 2.35 Série : H.M.

## M 6

20.30 Série : Les routes du paradis. L'ange gardien. 21.20 Série : Dynastie. 22.10 Magazine : Ou! Gafam (rediff.). 22.40 Magazine : Club 6. 23.30 Flash d'informations. 23.35 Musique : 6 Nuits. De 0.00 à 0.50, flashs d'informations et musique.

## FRANCE-CULTURE

20.30 Pour ainsi dire. Invité : Gérard Granel. Portrait : Jean-Paul Goussier. Reportage : Bernard Noël. 21.00 Musique : Ecouter et comprendre. Emission de TINA/GRM. 22.30 Nouvelles. Les gens... tout de même : Les piscines. 2. The bigger splash. 6.10 De jour en lendemain.

## FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du Grand Auditorium de Radio-France) : Shant de Xenakis : Living Ballade, de Jolys De natura sonoris II, de Penderecki : Cinq pièces pour orchestre, op. 16, de Schönberg, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Gilbert Amy. 23.00 Les soirs de France-Musique : à 23.10, Jazz-club, en direct du Petit-Opéra.

## Jeudi 18 juin

## TF 1

14.50 Feuilleton : Cœur de diamant. 15.20 Quartier à Vincennes. 15.35 Ravi de vous voir. Pourquoi j'aime cette ville : peintures et dessins des écrivains du dix-neuvième siècle : Chateaubriand : une histoire à raconter : Jeu : La balance. 16.00 Flash d'informations. 16.02 Série : La quatrième dimension. L'homme qui hurle. 16.30 Ravi de vous voir (suite). 17.00 Variétés : La chance aux chansons. Emission de Pascal Sevran. Avec Jacqueline Bolland, Pierre Guillemin, Carlo Nelli, Martin Irazoqui, Monique Tarbes. 17.30 La vie des Botes. 18.00 Feuilleton : Huit, ça suffit. 18.15 Téléfilm : L'homme en fuite. De Donald Siegel. Avec Henry Ford, Michael Parks, Anne Baxter, Sal Mineo. 18.45 Jeu : La rose de la fortune. 19.10 Feuilleton : Santa Barbara. 19.40 Cocorocochoy. 20.00 Journal. 20.30 Série : Columbo. Au-delà de la folie. 21.45 Magazine : Inforsion. D'Alain Denvers. Roger Pic, Maurice Albert, Jacques Decour et Bernard Laine. La vérité sur Action directe. 22.00 Journal. 23.20 Magazine : C'est à lire. Emission de Lucie Parrot. Avec Philippe Adler et Lionel Chouchon. 23.35 RFE. Montargis le district.

## A 2

13.45 Feuilleton : Femmes en blanc (3<sup>e</sup> épisode). 14.35 Magazine : Ligne directe. Emission de Jacques Pradel et Dominique Verdilhac. Enquête : l'échec scolaire. 1. L'orientation et l'échec scolaire dans le secondaire. 16.35 Feuilleton : Rue Carnot. 16.45 C'est encore mieux l'après-midi. Emission présentée par Christophe Decha-vanne. Avec Canada, Juliette Chouchans, Luna Parker, Marc Seberg, Alexis Zad, 17.35 Récré A2 : Mimi Cracra ; Bouquin copain ; Judo Boy. 18.05 Feuilleton : Alise et Cathy. 18.30 Magazine : C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont. 19.15 Actualités régionales. 19.40 Le nouveau théâtre de Bourard. 20.00 Journal. 20.25 D'accord, pas d'accord. 20.30 Chanson : Benjamin ou les mémoires d'un pécuniaire. Film français de Michel Deville (1967). Avec Michelle Morgan, Michel Piccoli, Pierre Clementi, Catherine Deneuve, Françoise Bergé. 22.10 Magazine : Résistance. Présenté par Noël Mamère. L'urgence dans tous ses états. 23.15 Journal. 23.30 Histoires courtes. Et Dieu créa la prière. D'Arthur de Plouhennec et Marc Jolivet. Une fille, d'Henri Hertz.

## FR 3

14.00 Magazine : Thalass (rediff.). 14.30 Magazine : Pare-chocs (rediff.). 15.00 Emissions régionales. 16.00 Documentaire : Les villes aux trésors. Colmar. 16.53 Jazz off. 17.00 Feuilleton : Madame et son fantôme. 17.25 Dessin animé : Lucky Luke. 17.30 Dessin animé : Belle et Sébastien. 18.00 Dessin animé : Il était une fois l'espace. 18.30 Feuilleton : Cap danger. 18.57 Juste ciel, petit horoscope. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.15 à 19.35, actualités régionales. 19.55 Dessin animé : Ulysse 31. 20.05 Jeux : La classe. 20.25 D'accord, pas d'accord. 20.35 Téléfilm : L'homme en fuite. De Donald Siegel. Avec Henry Ford, Michael Parks, Anne Baxter, Sal Mineo. Chasse à l'homme dans une petite ville du sud-ouest des États-Unis. 22.10 Journal. 23.35 Magazine : Montagne (rediff.). 23.05 Prélude à la nuit. Prière, de Bloch, interprétée par André Navarra, violoncelle, et Erica Kücher, piano.

## Audience TV du 16 juin 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOPRES-NIELSEN)

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	52,1	Football	Actual. région.	Actual. région.	Zébré.	Laurel et Hardy	Vague
19 h 45	50,5	Flash ou pub	Théâtre Bourcier	Actual. région.	Zébré	K 2000	Journal
20 h 18	64,9	Football	Journal	La classe	Starz	K 2000	Film et gags
20 h 55	64,9	Journal	Complet	Quadrant	James Bond	Mécanique d'urgence	Les soirs...
22 h 08	64,4	Les crochets	Complet	Quadrant	James Bond	Mécanique d'urgence	Les soirs...
22 h 44	33,5	Scène ou pub	Cad. d'ind	Soir 3	Pommes qu...	Mike Hammer	Trigade nat

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 153 reçoivent la 5 et 115 reçoivent M6 dans de bonnes conditions.

## Le Carnet du Monde

## Fiançailles

On nous prie d'annoncer les fiançailles de

M<sup>lle</sup> Louise  
DONNEDIEU de VABRES,

filles de M. Jacques Donnedieu de Vabres (†), et de M<sup>lle</sup>, née Jacqueline Bon,

avec  
M. Jean-Pascal TRANIÉ,

fil de M. Jean Tranié, et de M<sup>lle</sup>, née Pascale Duchateau.

## Mariages

M. et M<sup>lle</sup> Jean-Marc PIET-TRIE, M. et M<sup>lle</sup> Camille CABANA, sont heureux de faire part de mariage de leurs enfants,

M. et M<sup>lle</sup> Marie-Eve et Pierre,

en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly-sur-Seine, le samedi 20 juin 1987, à midi.

183, avenue Achille-Peretti, 92200 Neuilly-sur-Seine.

## Décès

Oran. Paris.

M<sup>lle</sup> Raoul Azza, née Claire Eblang, son épouse,

Jean-Pierre Azza, son fils,

Jean-Luc, Marc Azza et Alain Triganon, ses petits-enfants,

Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de

Raoul AZZA, ancien président des photographes de l'Océanie.

L'inhumation aura lieu au nouveau cimetière du Raincy, le jeudi 18 juin à 17 heures.

M<sup>lle</sup> Henri Badower, son épouse,

Le docteur Gérard et Annie Badower, Patricia et Daniel Vanthier, ses enfants,

Sophie, David, Dany, ses petits-enfants,

Toute sa famille et ses amis, ont l'immeuble de faire part du décès de

Henri BADOWER, membre de l'Association des déportés d'Alsace.

survécu le 14 juin 1987, dans sa soixante-troisième année.

30, avenue de Verdun, 92770 Bois-Colombes.

La Société psychanalytique de Paris a la tristesse d'annoncer le décès, survenu le jeudi 11 juin 1987, de

M<sup>lle</sup> Odette CHEVALIER,

qui fut pendant huit ans directrice administrative de l'Institut de psychanalyse auquel elle s'est dévouée de 1956 à 1984.

M. Jean-Christian Delaballe, M. Thierry Delaballe, ses enfants,

Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Christian DELABALLE, préfet honoraire,

ancien directeur général de l'Office national des forêts, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945.

survécu à Paris, le dimanche 14 juin 1987, dans sa soixante-troisième année.

L'inhumation aura lieu le même jour au cimetière de Saint-Germain-en-Laye, 80, rue de Léon-Desroges, dans le caveau de famille.

L'inhumation aura lieu le même jour au cimetière de l'Assommoir, 19, rue Cambert, Paris (16<sup>e</sup>).

La cérémonie religieuse aura lieu, le vendredi 19 juin, à 13 heures, au temple réformé de l'Assommoir, 19, rue Cambert, Paris (16<sup>e</sup>).

L'inhumation aura lieu le même jour au cimetière de Saint-Germain-en-Laye, 80, rue de Léon-Desroges, dans le caveau de famille.

L'inhumation aura lieu le même jour au cimetière de l'Assommoir, 19, rue Cambert, Paris (16<sup>e</sup>).

Le 27 octobre 1914 à Paris, docteur en droit, diplômé de Sciences-Po, Christian Delaballe entre en 1935 dans le corps préfectoral comme chef de cabinet du préfet de la Seine. Prisonnier de guerre évadé, il occupe ensuite divers postes territoriaux avant d'être en 1953 préfet du Gers, en 1956 préfet de Montargis et en 1959 directeur du cabinet de M. Maurice Bokorowski, secrétaire d'Etat à l'Intérieur. Préfet de l'Inde puis secrétaire d'Etat aux affaires algériennes en 1960, M. Delaballe, après avoir été directeur général des études et des affaires générales au ministère de l'Agriculture, dirige de 1965 à 1974 l'Office national des forêts, puis le parc national de Port-Cros et jusqu'en 1980, le parc national de la Forêt d'orientation et de régulation des marchés agricoles. Il a été jusqu'en 1984 PDG du GERSA (Groupement d'études et de régulation des sociétés d'aménagement régional).

Le président du conseil d'administration, Le directeur général et le personnel de l'Office national des forêts ont la tristesse de faire part du décès de

M. Christian DELABALLE, premier directeur général de l'Office national des forêts (1966-1974).

2, avenue de Saint-Mandé, 75012 Paris.

## Remerciements

## La famille de

## Louise ALCAN

remercie tous ceux et toutes celles qui ont marqué leur amitié, leur fidélité à Louise à l'occasion de sa disparition.

« L'hommage chaleureux de ses anciens camarades de combat et de dispersion groupés autour de leurs associations, de leurs dirigeants, de leurs drapeaux saurait profondément touché Louise. »

## Soutenances de thèses

École des hautes études en sciences sociales. Le jeudi 18 juin, à 14 heures, Institut d'études politiques, amphithéâtre Albert-Sorel, 27, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris. M<sup>lle</sup> Danièle Hervieu-Léger : Religion, utopie, commandement : christianisme et modernité.

Université Paris-I. Le jeudi 18 juin, à 14 heures, CNRS Meudon. M<sup>lle</sup> Régine Simon-Cinque : Le rôle des publications et des publications dans des sociétés : l'exemple du Rougier (Massif Central français).

Université Paris-IV. Le jeudi 18 juin, à 14 heures, amphithéâtre 6 (rue B), 4, allée Antoine-Machado, Toulouse. M. Jean-François Chasson : « L'institutionnalisation de l'utopie : de l'éducation populaire à la mise en place d'un service public d'éducation permanente au ministère de l'Agriculture (1965-1983) ».

Université Paris-X. Nanterre. Le jeudi 18 juin, à 14 heures, salle C 24, rue Michel Maupoux : « La notion du lyrisme : définition et modalités (1829-1913) ».

Université Toulouse-II. Le jeudi 18 juin, à 14 heures, amphithéâtre 6 (rue B), 4, allée Antoine-Machado, Toulouse. M. Jean-François Chasson : « L'institutionnalisation de l'utopie : de l'éducation populaire à la mise en place d'un service public d'éducation permanente au ministère de l'Agriculture (1965-1983) ».

Université Toulouse-II. Le jeudi 18 juin, à 14 h 30, salle du Châtelet, 5, allée Antoine-Machado, Toulouse. M<sup>lle</sup> Marie-Thérèse Simon-Strowski, épouse Camus : « Les débuts de la sculpture à Poitiers et dans la région ».

Université Paris-IV. Sorbonne. Le jeudi 18 juin, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif. M. François Jourdain : « Le choix des tonalités chez J.-S. Bach ».

Institut d'études politiques de Paris. Le jeudi 18 juin, à 14 heures, 30, rue Saint-Guillaume, salle Siegfried. M. Lucien Jumeau : « Le discours jacobin et la politique moderne ».

Université Paris-II. Le jeudi 18 juin, à 9 h 30, salle des Conseils. M. Zdzislaw Kozminski : « La présidence des organes délibérants des Nations unies. Le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale ».

## LETTRES

## Quand Max Gallo corrige François Léotard

Romancier dans la tradition de Guy de Maupassant, dans la veine de Gustave Flaubert, directeur de journal émérite — les journalistes du *Matin* s'en souviennent encore — Max Gallo, s'adresse maintenant à François Léotard. La brochure du ministre de la culture, bilan d'une année d'exercice, est retournée à la presse, zébrée des annotations du zébré déguisé.

Le reste, en revanche, fureusement pédagogue. Jamais à court d'une leçon. Le nouveau délégué à la culture du Parti socialiste avait fustigé, naguère, les intellectuels coupables de n'avoir pas rallié assez vite le nouveau pouvoir en place.

Avec une ironie mordante digne de Georges, l'immortel auteur du *Lyceé Papillon*, il s'adresse maintenant à François Léotard. La brochure du ministre de la culture, bilan d'une année d'exercice, est retournée à la presse, zébrée des annotations du zébré déguisé.

La copie du locataire de la rue de Valenciennes est loin d'être parfaite. Mais fallait-il pour autant le confier à un poète en mal de poésie ? L'élu Gallo n'a encore des progrès à faire dans le domaine de la communication. Il aurait pu demander quelques conseils à Jack Lang, orfèvre en la matière.

E. de R.

## VENTE A FONTAINEBLEAU

## HOTEL DES VENTES

Place du Chateau  
5, rue Royale - Tél. : 64-22-27-82

SAMEDI 20 JUIN à 15 h 30  
DIMANCHE 21 JUIN à 15 h.

## TABLEAUX MODERNES

Maitre Jean-Pierre OSENAT  
Commissaire prieur



## La limitation du droit de grève

### La commission des affaires sociales du Sénat favorable à l'extension de l'amendement Lamassoure au secteur public

Lors de la réunion du groupe UDF de l'Assemblée nationale le mardi 16 juin, les députés ont marqué leur opposition à l'extension aux entreprises publiques de la règle du trentième indivisible (qui consiste à restreindre le traitement mensuel en cas de grève inférieure à une journée) que M. Lamassoure veut voir appliquer aux fonctionnaires. Pourtant, le matin même, en recevant quelques journalistes, M. Hervé de Charette, ministre

délégué chargé de la fonction publique, s'était montré « nettement favorable » à une telle extension, qu'il jugeait même « très probable ». C'était également l'avis qui prévalait dans l'entourage du premier ministre où l'on affirmait que « ce serait une injustice de ne pas faire la même chose pour le secteur public ». En fin de journée, toutefois, sur France-Inter, M. de Charette reconnaissait que la position du gouvernement n'était pas encore arrêtée.

La commission des affaires sociales du Sénat réunie mardi a examiné diverses modifications d'ordre social. Sur la petite vingtaine d'amendements adoptés figure celui proposé par M. Jean Chérioux (RPR, Paris) qui étend le système du trentième indivisible à tout le personnel des entreprises publiques à statut. Cette modification apportée à l'amendement de M. Lamassoure a recueilli l'approbation de l'ensemble des communistes de la majorité. Toutefois M. Jean-Pierre Fourcade (RI, Hauts-de-Seine), président de la commission, était absent lors de cette réunion. Il n'a donc pas fait part à ses collègues de ses réticences à l'égard de cette initiative. D'autre part, la commission a jugé inopportune la reprise d'une partie de la proposition de loi de M. Fourcade relative à la réglementation du droit de grève dans le service public, qui se propose de fixer une procédure de médiation préalable avant tout préavis de grève.

Au cours d'une conférence de presse, qui se tenait le même jour, M. Hélène Luc, présidente du groupe communiste au Sénat, a annoncé que son groupe défendra « deux motions de procédure » (motion d'irrecevabilité et question préalable) sur le projet de loi DMOS dont la discussion par les sénateurs devrait débuter le lundi 22 juin. M. Charles Lederman (PC, Val-de-Marne) a indiqué que ses amis avaient l'intention de défendre « plus de trois cents amendements » sur ce texte de quatre-vingt-dix articles qui est « un modèle du genre », a-t-il dit. M. Luc, car il s'est vu attribuer un nombre d'articles équivalent à ceux existants.

Enfin, le ministre des transports, M. Jacques Douffiaque, a durci son attitude face aux personnels de la navigation aérienne qui se trouvent dans leur neuvième semaine de grève perdue et qui provoquent chaque matin d'importantes perturbations dans le trafic aérien pour obtenir une

intégration de leurs primes dans le calcul de leur retraite. Il a déclaré qu'il retirait ses ultimes propositions d'amendements de fin de carrière (1 000 F de plus pour un contrôleur acceptant de partir à cinquante-sept ans et demi au lieu de cinquante-cinq ans). Il a annoncé qu'il allait étudier un renforcement des règles du service minimum qui doivent assurer les « aiguilleurs du ciel » et qu'il rentrait à l'étude la création d'un établissement public industriel et commercial de la navigation aérienne pour sortir du carcan de la fonction publique qui interdit de satisfaire les demandes des contrôleurs actuellement fonctionnaires.

Du SNCTA (autonome) à FO en passant par la CFDT et la CGT, tous les syndicats ont jugé inacceptable ce « coup de force » et ont déposé un nouveau préavis de grève, pour la dixième semaine consécutive, du lundi 22 au vendredi 26 juin inclus de 6 h 30 à 9 heures chaque matin.

## Un conflit traité avec légèreté

Le gouvernement n'a pas su traiter convenablement la grève des contrôleurs aériens. Au départ, son discours et son attitude semblaient parfaitement cohérents. Les revendications qui lui étaient présentées n'étaient pas démesurées ; après tout, il est normal qu'un contrôleur aérien trouve injuste de voir disparaître de sa feuille de salaire (15 000 F en fin de carrière) la moitié de son revenu au moment où il part à la retraite, les primes (30 % des rémunérations) n'étant pas prises en compte. Le gouvernement répondit donc que les règles de la fonction publique interdisaient d'intégrer des primes dans les salaires, sauf pour les personnels exerçant des tâches physiques. Il proposa de créer un établissement public plus souple de ce point de vue. Refus des syndicats, si l'on en croit la direction de l'aviation civile. Et M. Douffiaque de brasser sur le thème des syndicats irresponsables, « qui veulent le beurre et l'argent du beurre, les garanties de la fonction publique et les avantages du privé ».

En y regardant de plus près et en écoutant les protagonistes de ce conflit, on est séduit de la somme d'erreurs et d'approximations qu'il a générées. Car il n'est pas exact de dire que tous les syndicats étaient contre la création d'un établissement public ; le SNCTA, qui représente plus de la moitié des « aiguilleurs du ciel », déclare n'avoir aucun a priori, mais qu'on ne lui a présenté que des ébauches vagues et inexploitable du projet d'établissement. Le directeur général de l'aviation civile, M. Daniel Tenenbaum, lui-même, reconnaît que le projet élaboré par ses services ne permettait pas de régler la question de l'intégration des primes. On est stupéfait d'une telle légèreté. Voulait-on vraiment parvenir à un accord avec les grévistes ?

Aujourd'hui, M. Douffiaque, profitant de l'impopularité de la paralysation

du quotidien du trafic aérien, charge saur au clair. On ne voit pas en quel état tentative de passage en force pourrait permettre de trouver une issue au conflit. Le renforcement du service minimum ? Les contrôleurs aériens sont, d'ores et déjà, obligés dans le cadre du service minimum d'assurer des vols nationaux, des vols gouvernementaux, des vols vers la Corse et la traversée de l'espace aérien français par les avions étrangers. Ils estiment qu'en période de grève ils schématisent la moitié du trafic aérien. Peut-on aggraver ces obligations sans porter atteinte au droit de grève lui-même ?

Le ministre enfin met sur le même plan la limitation de l'exercice du droit de grève et l'étude de la création d'un établissement, qui sera forcément ressentie comme une mesure répressive par les principaux intéressés. Il condamne ainsi la seule sortie honorable.

La fin d'un conflit aussi coûteux et pourrissant ne sera sûrement pas atteinte avec de telles déclarations bellicieuses, mais par un processus sérieux de médiation ou d'arbitrage dont on semble, au sein de la majorité, commencer à comprendre l'urgence.

ALAIN FAUJAS.

## Le XXVII<sup>e</sup> congrès de la CGC à Versailles

### L'assurance tranquille de M. Marchelli

M. Paul Marchelli aborde avec une assurance tranquille le XXVII<sup>e</sup> congrès de la CGC, qui va se tenir du 18 au 20 juin pour la dernière fois avant de s'émanciper en province à Versailles. Même si le consensus n'est pas total entre eux, les 742 délégués rééliront M. Marchelli, seul candidat au poste de président, qu'il occupe depuis 1984. An lendemain d'une déclaration commune avec le CNPF, qui reconnaît la « responsabilité majeure du personnel d'encadrement », le dirigeant de la centrale des cadres couronnera sa réélection par un beau coup médiatique — du genre de ceux qu'il aime tant ! — avec l'intervention, le 20 juin au congrès de Versailles, de M. Jacques Chirac.

Sans doute, M. Marchelli l'est sans nul doute, même si la CGC continue à perdre des adhérents — ce qu'il attribue aux réductions d'emplois. Pour 1986, elle revendique 240 870 adhérents (dont 111 109 ayant acquis leurs quatre trimestres trimestriels), contre 299 068 en 1985. L'érosion est sévère, mais M. Marchelli évoque des « signes positifs », comme l'arrivée de jeunes, et prévoit une « poussée considérable » de la CGC lors des prochaines élections prud'homales.

Mieux, le foudroyant président de la CGC estime que la « nouvelle syndicalisme », dont il s'est fait le chantre tant à travers l'inter-congrès de 1985 que dans son livre, *Les Aventuriers de l'an 2000*, est sur les rails, au point qu'il n'entend plus utiliser la formule : « C'est un acquis pour la CGC, dit-il, mais cela n'a pas modifié profondément le comportement de l'adhérent de base ». « La première ligne de défense du syndicalisme », rappelle-t-il en répétant un credo qu'il a encore besoin de marteler, c'est la survie des entreprises.

Le bilan est pourtant en demi-teinte. Il a fallu attendre près d'un an après son élection pour que le président de la CGC modère des penchants qui l'amenaient à défendre une ligne parfois zigzagante, se laissant séduire par la « chanson » de M. Fabius en juillet 1984 avant de le qualifier un an plus tard d'« ombre impalpable ». Même M. Chirac, pourtant politiquement plus proche et mieux accueilli dès le départ, a dû subir le régime de la douche écossaise en se voyant accorder quelques bons points sans que sa politique

économique soit jugée capable d'assurer le redressement économique. Depuis, M. Marchelli a su trouver un ton plus retenu et se montre plus mesuré tant dans ses critiques que dans ses compliments. Seul M. Gattaz, l'ancien président du CNPF, a subi en permanence les sarcasmes de M. Marchelli, lequel a surpris son monde en octobre 1986 en refusant de signer l'accord sur les licenciements économiques.

#### Un trouble-fête

M. Marchelli aura-t-il vraiment besoin de défendre son bilan ? Le congrès de Versailles sera principalement électif et à cet égard sans surprise. La compétition jouera surtout pour le comité exécutif, où il y aura trente-sept candidats pour trente postes à pourvoir. Pour le bureau exécutif (six membres), quatre nouveaux candidats — M<sup>me</sup> Cumunel, M<sup>me</sup> Villenot, Cambus et Heilbrunn — devraient être élus sans difficulté. M. Jean-Louis Mandinaud, numéro trois de la centrale, négociateur de grande qualité, ayant une image de « gauchiste de gauche », qui vient d'être élu à l'unanimité à la présidence de l'APEC, va quitter ses fonctions pour prendre d'autres responsabilités à la Mutualité française. M. de Santis conservant le secrétariat général.

Les jeux paraissent donc faits. Mais M. Jean-Pierre Dufoux, cadre supérieur au Crédit foncier, président de la commission fiscale de la CGC (qui ne fonctionne plus) est venu jouer les empêcheurs de voter en rond, en se présentant à deux postes de secrétaire national, à l'économie contre M. Bordes-Pagès, et au cadre de vie contre M. Heilbrunn. N'ayant pu affronter directement M. Marchelli à la présidence (le 18 juin), M. Dufoux s'est même heurté à une opposition présidentielle. Le 25 mai, M. Marchelli a demandé au conseil juridique de la CGC de déclarer « nulle et de nul effet » sa candidature « personnelle » au secrétariat au cadre de vie. Mais le conseil juridique a jugé cette candidature recevable.

Les chances de M. Dufoux sont très limitées, mais il fera entendre au sein du congrès une petite musique d'opposition. Il dénonce en effet « l'abus du pouvoir personnel » d'un président qui « a opéré la confusion entre l'image de la CGC et la sienne propre », le refus du débat démocratique, le « flou » du programme, la « médiocrité de la pensée de la

confédération ». « La représentativité de la CGC s'affaiblit, affirme-t-il, dans la mesure où elle n'attire à elle ni les jeunes ni les cadres supérieurs ». M. Marchelli récusé le procès de M. Dufoux, qui n'est pas sans écho, tout en jugeant la pluralité de candidatures — qui n'est pas une nouveauté dans le monde du « décalage français » — « injustifiée ». « Ce que l'on croit être une capacité à tout ordonner et à tout commander, ajoute-t-il, vient du fait que le bureau est un groupe qui fonctionne bien et qui reconnaît naturellement ses dirigeants ».

Le congrès de Versailles va également procéder — au cours d'un congrès extraordinaire à huis clos — à une réforme des statuts. Il s'agit notamment d'introduire dans le préambule l'idée que « la participation à la gestion et à la réalisation des deux composantes capital et travail selon le concept du partenariat » et de changer le sigle « CGC » en « CFE-CGC » (Confédération française de l'encadrement CGC). Un amendement prévoit aussi qu'on se pourra plus « avoir plus de trois fois successivement les mêmes mandats », ce qui empêcherait M. Marchelli de se représenter, s'il le désirait, en 1993. Lors du congrès lui-même, les débats seront centrés sur le recrutement des jeunes avec leurs rapports à la CGC et leur vision des PME. Le président de la CGC, qui reconnaissait il y a deux ans que 15 % des adhérents de la CGC ont de la sympathie pour les idées du Front national et dont l'ancien attaché de presse vient de rejoindre M. Le Pen, reste sceptique devant une éventuelle montée au créneau de l'extrême droite. « Il y a, indique-t-il, une présence du Front national dans nos organisations, mais je ne pense pas qu'elle soit plus importante que dans le pays. Nous n'avons pas l'intention de nous laisser déborder par des excités, quel que soit leur bord. » Comme le PC, le Front national n'a pas été invité au congrès.

De M. Chirac, le 20 juin, M. Marchelli attend un discours mobilisateur dans la perspective du grand marché européen de fin 1992 — « si à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1993, nos entreprises ne sont plus compétitives, elles disparaîtront » — et quelques allègements fiscaux pour les cadres. La veille, dans son programme d'orientation, le candidat président avait entonné de nouveau l'air d'une « dévotion économique » nullement enrayée. Et avait fait des propositions pour « se réveiller ».

## L'Europe | L'Europe | L'Europe |

M. François Perigot a voulu, devant ses pairs, tenir un langage de gagnant. Il les a bousculés, et, au-delà d'eux, il a invité tous les hommes politiques — « tous ceux qui ont le souci du redressement du pays » — à glorifier les vertus du travail et de l'initiative. « Le thème du déclin français est en train de devenir une mode. Cette désignation est insupportable. » Le nouveau président du CNPF a sans doute été discret depuis six mois, mais, pour sa première grande messe, qu'il a consacrée à l'anniversaire de ses cinq vice-présidents exécutifs, auxquels s'était joint M. Guy Bana, administrateur-trésorier, il a mis les bouchées doubles et a employé un langage direct, entièrement noué de compétitivité, de modernisation, de réformes, de pragmatisme, de réalisme aussi. « L'Europe de 1992 va représenter une rupture profonde, et si les handicaps des entreprises françaises restent lourds, des motifs d'espérance réapparaîtront. »

Dans l'assemblée, les chefs d'entreprise font bien leur métier.

M. Perigot n'a pas défini la hiérarchie des critères qui constituent le métier d'entrepreneur (réalisation des profits, création d'emplois, formation des jeunes), mais, en tout cas, il a dit aux patrons ce qu'ils ne devaient pas faire : « Nous n'avons pas à épouser les hautes et basses du monde politique. » A l'adage de son prédécesseur, « sans compromis, sans compromission » vient à la place des pouvoirs publics, il préfère le slogan : sans complaisance, sans concession.

Sans retard, non plus. Car, si la France a perdu trente ans avant d'écouler à des libertés, dont nos concurrents jouissent depuis longtemps, le temps presse d'ici à 1992, qui est l'échéance vérité. Après le cri répété d'Yvon Gattaz : « Les charges, les charges, les charges ! », voilà maintenant : « L'Europe, l'Europe, l'Europe ! » Et l'animateur de réformes d'insister d'une belle métaphore maritime : « Mettons la France en état de veille technologique. »

Vis-à-vis du gouvernement, M. Perigot délivre une appréciation nuancée : « satisfait » mais « peut mieux faire ». Bravo pour la lutte contre l'inflation, la libération des prix, la maîtrise des salaires. Mais la menace de M. Balladur pour la relance de l'investissement irrite le CNPF. Réactiver sans tarder l'économie, c'est, pour le patronat, autoriser les entreprises nationales à investir, continuer les grands projets d'équipement, réviser les règles fiscales de l'amortissement et du règlement de la TVA, encourager la recherche, élargir le rôle du crédit pour les PME.

Voilà des options qui ne choqueraient certainement pas M. Barre. Le programme et les incantations de M. Perigot ne manquent pas de vigueur. Mais les troupes seront-elles convaincues d'aller de l'avant ? « La politique n'est pas ce que l'on désire, c'est ce que l'on fait », selon le mot fameux d'André Malraux. L'économie et les affaires aussi.

FRANÇOIS GROSCHARD.

## L'assemblée générale du patronat

### La nouvelle équipe dirigeante du CNPF regarde vers l'horizon 1992

« Nous avons rassemblé trente chefs d'entreprise de tailles et de secteurs très divers qui composent la commission « Progrès des entreprises », a indiqué pour sa part M. Pierre Bellon, en charge de ce secteur. N'attendons pas la croissance, faisons-la, a-t-il lancé. Le succès de chacune de nos entreprises dépendra de notre courage, de notre ambition et de notre compétence. »

Clôture de l'assemblée générale, M. Perigot a remarqué que « la France avait dû faire succéder la rigueur à la relance. Juste et elle raté le train de la reprise mondiale de ces dernières années. Notre histoire économique est celle des rendez-vous manqués et nous abordons le retournement de l'économie mondiale avec plus de handicaps que les autres pays ». L'échéance de 1992 peut constituer un projet d'envergure pour les entreprises à condition de réformer le système fiscal, social et éducatif notamment qui fabrique des chômeurs « et aux cures duquel seules les entreprises sont capables de remédier ».

Quant à la conjoncture, M. Jacques Lallemand, président de la commission économique, a noté que « la croissance n'était pas au rendez-vous et qu'un ralentissement général affectait l'économie de tous les pays ». Il est impératif donc de stimuler l'activité, de poursuivre la libération de l'économie, d'étendre la rigueur financière aux collectivités locales et aux organismes de prévoyance sociale.

## Prudence sociale

S'il a été question de politique sociale pendant l'assemblée du patronat, celle-ci n'apparaît pas comme une priorité, du moins explicitement annoncée. Prudence, prudence... Des intentions trop clairement affirmées ou des propositions trop précises risqueraient de provoquer un débat inutile et peut-être dangereux. Mieux vaut procéder par touches allusives ou, comme se plaît à l'expliquer M. Pierre Gullen, président de la commission sociale, pratiquer « à petite dose ».

En filigrane, parfois avec « un autre vocabulaire », le message est pourtant bien là. L'Europe tellement brandie ne doit pas conduire à la réalisation d'un espace social européen « uniformisé » où il ne serait pas tenu compte de la différence et de la réalité des entreprises. Parmi les six réformes de structure que la perspective du marché unique de 1992 impose, quatre ont d'ailleurs une consonance sociale. Pour y parvenir, le CNPF se fixe des objectifs qu'il formule avec beaucoup de retenue, même si tous les ingrédients y sont (SMIC annuel, salaire individuel, cotisations sociales, etc.).

Le seul effet de manches, M. Perigot le réserve pour la fin quand il prend ses distances avec le thème à la mode de la France paresseuse, lancé par M. Victor Scherrer dans un livre récent et repris par M. François Delle. « Moi, je ne pense pas que les Français soient paresseux, s'exclame le président du CNPF. « Le problème est celui de la motivation », ajoute-t-il en s'interrogeant : « Entre qu'on travaille (vraiment) quand on travaille ? » Quand on veut mobiliser pour l'Europe on n'accuse pas ses troupes. »

A. Le.

## AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

### Une loi pour la construction du pont « de Honfleur »

L'Assemblée nationale, le mardi 16 juin, a adopté, en première lecture, une proposition de loi de M. Jean Allard (app. UDF, Seine-Maritime) réglant les conditions financières de la construction d'un nouveau pont sur l'estuaire de la Seine ; les députés socialistes et communistes se sont abstenus.

Ce pont dit d'abord « de Honfleur », puis aujourd'hui « de Normandie », est l'objet de discours, de promesses, d'études en tout genre, d'empoignades, depuis plus de dix ans, sur les deux rives de la Seine. Les responsables bas et haut normands paraissent maintenant — enfin — d'accord. La mise en chantier de l'ouvrage pourrait commencer dès septembre 1988 et son ouverture est prévue au deuxième semestre 1992.

**2 mastères spécialisés**

**MS:**  
Techniques quantitatives appliquées aux métiers du marketing

**MS:**  
Transfert de technologie et de techniques de management

pour toute information :  
Françoise Dorey

date limite d'inscription :  
30 juin 1987

Ecole Supérieure de Commerce de Rouen  
Boulevard André-Seguin 3 • BP 34  
76130 Mont-Saint-Aignan  
Tel. 35.74.03.00



## Economie

## La révision des baux soumis à la loi de 1948

## Le locataire a deux mois pour contester l'augmentation proposée

Le montant des ressources en deçà desquelles les locataires d'appartements soumis à la loi de 1948 (catégories II B et II C) continueront à bénéficier des dispositions de cette loi (maintien dans les lieux et loyers taxés) est désormais connu. Ce montant est d'une fois et demie à deux fois le SMIC, selon la localisation (région parisienne ou province). On trouvera ci-dessous les montants exacts de ces ressources selon la composition de la famille, sachant que « sont considérées comme occupants du logement les personnes y habitant depuis plus de six mois » à la date de proposition du nouveau contrat. Il s'agit du revenu net imposable (la somme portée sur la déclaration de revenus) de l'année précédente. Ces chiffres font l'objet d'un décret publié au *Journal officiel* du 16 juin.

La loi Méhaignerie, dans ses articles 25 à 35, prévoit et organise la sortie de la loi de 1948 des logements qui y étaient soumis.

Les logements vacants peuvent être loués librement, sans condition de confort préalable. Le nouveau

## Les plafonds de ressources

	LOUERANCE	ANTERIEURS
Personne seule...	118 000	88 500
Deux personnes...	144 000	108 000
Trois personnes...	170 000	127 500
Quatre personnes...	196 000	147 000
Personne suppl....	+ 26 000	+ 19 000

(1) revenu imposable de l'année précédente, en francs.

locataire aura un an pour exiger de son propriétaire la mise en conformité avec les normes de confort et d'habitabilité (décret paru au *Journal officiel* du 7 mars 1987).

— Les logements occupés II B et II C (y compris les II A/II B qui avaient fait problème en 1976, lors de la libération des II A) peuvent faire l'objet d'une proposition de nouveau contrat de mise à niveau avec les loyers de logements comparables : le nouveau contrat sera de huit ans, et la hausse (qui se rajoute à celle de la révision annuelle) sera répartie par huitième chaque année. Le locataire qui aura accepté ce nouveau contrat aura un an pour demander les travaux de mise aux normes de confort.

A dater de la proposition de nouveau contrat, le locataire dispose de deux mois pour faire savoir à son propriétaire qu'il est âgé de plus de cinquante-cinq ans, ou qu'il est handicapé ou qu'il dispose de revenus inférieurs au seuil fixé par la réglementation. S'il a moins de cinquante-cinq ans et des revenus suffisants, il dispose également de deux mois pour accepter la proposition qui lui est faite ou pour saisir la commission départementale de conciliation, s'il estime la proposition trop élevée.

Un point cependant reste à régler. Celui des travaux d'amélioration qui ont été réalisés par le locataire : leur montant doit lui être remboursé. Un décret en Conseil d'Etat (qui doit être publié au *Journal officiel* courant juillet) doit en préciser la nature et les modalités d'évaluation.

## Ciba-Geigy veut prendre 2 % du marché en cinq ans

BALE  
de notre envoyé spécial

Ciba-Geigy, le numéro deux de l'industrie chimique avec un chiffre d'affaires de 16 milliards de francs suisses (6,7 milliards de dollars), a décidé de racheter l'industrialité de capital de Spectra Physics, le fabricant américain bien connu de lasers. Déjà actionnaire à 18,8 %, le groupe chimique propose de reprendre toutes les actions en circulation à 36,50 dollars pièce. Le coût de l'opération s'élève à 226,67 millions de dollars (1,36 milliard de francs). Le Dr Alexandre Krauer, nouveau président de Ciba-Geigy, avait, lui, préféré attendre avant de prendre le contrôle de cette affaire. Mais, d'après lui, son groupe n'avait pas d'autre choix que de procéder ainsi, pour éviter à Spectra de tomber dans les griffes du « raider » américain Saul F. Steinberg, également actionnaire via Reliance Financial Corp.

De toute manière, cette acquisition viendra grossir les actifs déjà détenus par la firme chimique dans l'électronique, actifs représentés par les deux sociétés Medler et Gretag (matériel de pesage pour laboratoires). Elle se situe en outre dans le cadre de la stratégie adoptée à Bâle pour coller à cette industrie.

Ciba-Geigy se propose, en effet, d'ici aux années 90, de dépasser 100 millions de francs suisses (404 millions de francs français) pour élargir ses assises sur le créneau des produits chimiques pour l'électronique, de façon, d'ici trois à cinq ans, de doubler ses ventes (150 millions de francs suisses actuellement, soit 600 millions de francs), sur ce segment de marché et de leur faire franchir le cap des 500 millions de francs suisses (2 milliards de francs) avant 1995.

## Produits chimiques pour l'électronique

Objectif : empêcher l'Asie du Sud-Est, le Japon en particulier, de trop monter en puissance et de distancer les Occidentaux. Car le marché des produits pour l'électronique est en forte expansion (15 % en moyenne par an). La raison est simple : l'informatique, la télématique et les télécommunications avancent à pas de géant, et envahissent la vie de tous les jours.

Des produits chimiques spécifiques sont ainsi employés pour l'enrobage des composants, comme diélectriques dans les condensateurs, pour les protections microélectroniques (polyamides), pour la fabrication des puces elles-mêmes, comme substrats pour les circuits imprimés (résines époxy), pour les produits photolithographiques, pour coller, etc.

Selon la société américaine d'études de marchés Charles H. Kline, la demande globale de produits chimiques pour l'électronique, c'est-à-dire les tranches de silicium, les gaz haute pureté, les produits de gravure galvanoplastique, les solvants, portera en 1989 sur quelque 15 milliards de dollars (10 milliards en 1986). A cette échéance, les Etats-Unis seront encore les premiers consommateurs, mais toutefois en retrait, avec une demande portant sur 6 milliards de dollars (40 % du total contre 44 % en 1986). En Europe, la demande continuera de croître assez vite avec un marché évalué dans trois ans à 1,8 milliard de dollars (1,4 milliard l'an dernier). Mais elle sera inférieure à celle du Sud-Est asiatique (hors Japon), passée dans l'intervalle de 1 à 2,1 milliards de dollars.

Le Japon consomme à lui tout seul 5 milliards de dollars de produits chimiques pour l'électronique. Autrement dit, tous réunis, les pays d'Extrême-Orient seront de plus gros clients que l'Occident. Et, comme premiers fabricants de matériels électroniques, ils deviendront naturellement en bonne partie auto-suffisants avec les approvisionnements que leur fournissent déjà les firmes nippones telles que Toxay, Hitachi, Sumitomo Chemicals, Taito et Toshiba.

## Les bouchées doubles

Certes, la concurrence étrangère ne sera pas absente. Il faudra toujours compter avec les deux puissants groupes américains Du Pont de Nemours et Dow Chemical. Mais face au péril jaune, les entreprises européennes, essentiellement Wacker (groupe allemand Hoechst), ICI et Shipley (G-B), Rhône-Poulenc (France), Ciba-Geigy (Suisse), risquent de ne plus peser très lourd. D'où la volonté affichée de Ciba-Geigy de mettre les bouchées doubles pour relever le défi. Le groupe suisse envisage cependant pas d'étendre la variété de ses fabrications mais de renforcer au contraire ses capacités de production.

Il s'agit en particulier des produits destinés à l'encapsulation des composants actifs (transistors, diodes, matériels opto-électroniques) et des composants

passifs (capacités, résistances, selfs), des photopolymères et des résines stratifiées pour circuits imprimés à la mise en œuvre des matériaux thermostables pour la fabrication des puces et des micro-processeurs.

Le marché mondial de ces seuls produits — avec les matériaux de base nécessaires, estime-t-on à Bâle, — représente déjà 1 % du grand marché des matériels électroniques (300 milliards de dollars). Comme lui il va doubler d'ici à 1990 et tripler d'ici à 1995, pour atteindre 4,8 et 8,8 milliards de dollars. Ciba-Geigy prend le pari de capter 2 % de ce marché d'ici cinq ans. Une gageure ? Ciba-Geigy a déjà de très gros clients français comme Radiotechnique-RTC (groupe Philips), IBM-France, Bull, et compte bien conclure un contrat avec Alcatel (groupe Thomson).

Tous les défis posent d'être relevés. Mais il y a gros à parier que les Japonais ne resteront pas les deux pieds dans le même sabot et que, à défaut d'être technologiquement supérieurs, les Européens se feront bécotter. Mais en matière de chimie ces derniers ne sont-ils pas toujours passés maîtres ? A Ciba-Geigy d'en administrer la preuve.

ANDRÉ DESSOT.

## La CGE cède une de ses filiales outre-Pyrénées

## ATT prend pied sur le marché espagnol des télécommunications

MADRID  
de notre correspondant

Après des mois de négociations émaillées de menaces de cession de paiements, le sort de Marconi est scellé (*le Monde* du 2 juin). Le ministre de l'Industrie à Madrid a annoncé, le mardi 16 juin, qu'un accord avait été atteint sur l'avenir de cette filiale espagnole d'ATT, dont la CGE (Compagnie générale d'électricité) avait hérité lors du rachat, en janvier dernier, de la division de télécommunications d'ITT qui a donné naissance à Alcatel NV.

Tout en se montrant disposé à conserver, après reconversion, l'autre filiale espagnole d'ITT, Standard Electrica, les dirigeants d'Alcatel avaient affirmé dès le départ leur intention de se défaire de Marconi, une entreprise de 1 250 salariés spécialisée dans les télécommunications militaires, qui traverse une grave crise. Cette opération leur aura finalement coûté 12 milliards de pesetas (60 millions de francs), représentés pour l'essentiel par une prise en charge des dettes.

La solution retenue consiste à répartir le personnel de Marconi en deux entreprises. La première, totalement nouvelle, sera formée à parts égales par Amper, une compagnie espagnole, et par APT, le consortium ATT-Philips, qui fait ainsi son

entrée sur le marché des télécommunications au sud des Pyrénées. Cette société, qui emploiera quelque 450 personnes, se spécialisera dans le matériel de numérisation de réseaux.

Quant aux 800 autres salariés, ils seront repris provisoirement par une société espagnole de gestion, Gestibac, qui aura pour mission de préparer au « ravalement » de Marconi avant sa vente à une multinationale du secteur. Il s'agit notamment de procéder à une réduction d'effectif, qui pourrait concerner quelque 300 personnes. La « nouvelle » Marconi se consacrerait au matériel de télécommunications militaires.

Cette solution ne risque-t-elle pas de se transformer en simple faufuyant si aucune multinationale n'accepte, finalement, de reprendre Marconi ? On le verra au ministère de l'Industrie espagnol, où l'on affirme que plusieurs « prétendants » étrangers sont déjà sur les rangs, parmi lesquels Thomson, Matsushita et Ericsson. On souligne qu'une fois Marconi assainie, le ministère de la Défense espagnol est à même de lui assurer une part de marché suffisamment attrayante pour convaincre les acquéreurs étrangers. Reste que la solution présentée aurait paru plus convaincante si elle avait incliné le départ, le sort de l'acheteur définitif.

THIERRY MALINIAK.

## REPÈRES

## Armement

La France a assuré plus de 13 % du marché mondial en 1986

Stockholm. — Les Etats-Unis et l'URSS se sont, une nouvelle fois, partagés en 1986 plus des deux tiers des ventes d'armes dans le monde, dont le total s'est élevé à 31,46 milliards de dollars (taux de référence 1985), selon la dix-huitième édition de l'annuaire de l'Institut international de recherche sur le paix de Stockholm (SIPRI).

Ce bilan annuel de l'Institut indépendant financé par le gouvernement suédois, qui n'inclut pas les armes légères, précise que les Etats-Unis ont livré pour 10,462 milliards de dollars (33,3 %) et l'URSS pour 9,881 milliards (31,4 %).

La France reste le troisième vendeur d'armes avec 4,196 milliards de dollars (13,3 %) devant la Grande-Bretagne (1,947 milliard, soit 6,2 %) et la Chine (1,208 milliard, soit 3,8 %).

On trouve ensuite l'Allemagne fédérale (2,8 %), les pays du tiers-monde (2,4 %) et l'Italie (1 %).

La France a vendu 86 % du total de ses exportations d'armes au tiers-monde avec cinq clients principaux depuis 1982 : l'Irak, l'Arabie saoudite, l'Inde, l'Argentine et l'Egypte. — (AFP.)

[Selon les statistiques du ministère de la Défense, la France a reçu en 1986 pour 25 milliards de francs de commandes militaires à l'exportation. Ce montant est réparti : 55 % pour les matériels aéronavals, 35 % pour les matériels terrestres et 10 % pour les matériels spatiaux. Deux régions dans le monde se partagent l'essentiel de ces ventes, à savoir de 40 % pour l'Europe de l'Ouest et les Etats-Unis et de 40 % à destination du Moyen-Orient et du Maghreb.]

## Finances

NatWest augmente ses provisions sur ses prêts au tiers-monde

Après les banques américaines et canadiennes, la première banque britannique, la National Westminster Bank a annoncé, mardi 16 juin à Londres, une forte augmentation de ses provisions sur ses prêts aux pays du tiers-monde. Pour le premier semestre de cette année, NatWest a constitué des provisions d'un montant de 486 millions de livres, portant sur des prêts de 2,8 milliards de livres accordés à trente-cinq pays en difficulté de paiement (d'Amérique latine essentiellement). A l'issue de cette opération, la banque aura provisionné quelque 29,8 % de ses prêts aux nations souveraines, davantage donc que les banques américaines (25 %).

## Sidérurgie

Entreprises et syndicats ouest-allemands réclament une aide de l'Etat

Les sidérurgistes ouest-allemands et le syndicat de la sidérurgie, IG Metall, ont réclamé, le mardi 16 juin, une aide publique supplémentaire de 900 millions de deutschemarks (près de 3 milliards de francs) pour soutenir la restructuration de l'acier outre-Rhin.

A l'issue d'une réunion présidée par M. Helmut Kohl, le gouvernement ne s'est pas prononcé, se contentant d'indiquer qu'une décision ne pourrait être prise qu'après des négociations plus poussées pendant les dix prochains jours.

## Les avions français ont besoin de M.F.L.

Heureusement pour nos destinées stratégiques, il y a



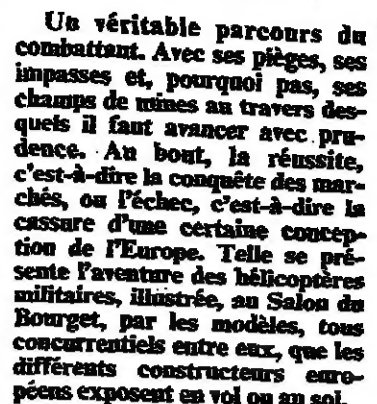
1000 appartements à vendre en région parisienne sur minute 10.15 tous les jours LE MAJIN



# Aéronautique

Une Europe en ordre dispersé

## Le casse-tête des hélicoptères



Un véritable parcours du combattant. Avec ses pièges, ses impasses et, pourquoi pas, ses champs de mines au travers desquels il faut avancer avec prudence. Au bout, la réussite, c'est-à-dire la conquête des marchés, ou l'échec, c'est-à-dire la cassure d'une certaine conception de l'Europe. Telle se présente l'aventure des hélicoptères militaires, illustrée, au Salon du Bourget, par les modèles, tous concurrents entre eux, que les différents constructeurs européens exposent en vol ou au sol.

Il y en a pour tous les goûts. Mais, surtout, il n'y en a aucun sur lequel l'Europe se retrouve unie, face à la compétition américaine. Qu'il s'agisse d'un hélicoptère armé pour la lutte antichars et l'appui aérien, ou d'un hélicoptère de transport de troupes et de matériels, ou encore d'un hélicoptère naval, les industriels européens vont par deux, trois ou quatre à la fois, mais jamais ensemble pour la production d'une seule et même « machine » qui satisferait les besoins de leurs armées.

La coopération reste le thème principal des discours politiques. Elle demeure, commercialement et industriellement, un vœu : au rythme où vont les projets et si, d'autre part, rien n'est tenté pour rapprocher les Européens entre eux, il y aura, au début du troisième millénaire, des gammes rivales d'hélicoptères militaires en service opérationnel dans les armées européennes. Dans le meilleur des cas, ces hélicoptères auront tout de même été conçus dans des mines européennes. Dans l'autre cas, ils auront été plus simplement achetés directement aux États-Unis.

Deux exemples le démontrent : l'hélicoptère armé, pour lequel Français et Allemands de l'Ouest se retrouvent face aux Britanniques, Néerlandais, Italiens et Espagnols réunis par le même projet, et l'hélicoptère logistique, à défaut de l'appeler autrement, où Français, Italiens, Néerlandais et Allemands de l'Ouest ont toutes les chances de devoir rivaliser avec les Britanniques associés, assez curieusement, avec les Italiens. Dans de telles participations croisées et multiples, on se perd à démentir les fils d'une coopération qui se voudrait cohérente.

Ainsi de l'hélicoptère armé. Depuis dix ans déjà, Français et Allemands de l'Ouest tentent d'harmoniser les besoins de leurs armées de terre. Enjeu : deux cents à deux cent vingt appareils pour chaque camp. L'hélicoptère en question doit être équipé de missiles antichars (les Hot actuels, dans un premier temps, et des missiles AC-30 à plus longue portée, dits de nouvelle génération, ultérieurement) ou de missiles air-air (du modèle Mistral ou Stinger) pour des missions d'appui aérien.

**L'heure de vérité**  
On a beaucoup tergiversé dans les États-majors, chez les industriels et dans les services officiels des deux pays concernés avant d'arriver à la définition d'un hélicoptère de base bi-turbine, avec l'équipage en tandem (au lieu d'être côte-à-côte) et une « visionique » (le système de tir) qui soit en haut d'un mât, et non pas dans le nez de la « machine ».

Dans le même temps, les prix ont grimpé puisque l'hélicoptère a beaucoup évolué : de l'ordre de 120 millions de francs pour chaque exemplaire. En juillet prochain, ce sera l'heure de vérité. Les ministres de la défense, qui n'acceptent pas une telle facture, ont demandé aux

industriels de baisser leurs prétentions financières. Sinon, la France et l'Allemagne fédérale iront chacune pour soi : la première peut continuer à faire durer son hélicoptère Gazelle armé de missiles Hot, ou choisir le modèle Panther de l'Aérospatiale, qui est un hélicoptère polyvalent dérivé du Dauphin civil, et la



deux cents avec l'exportation, compte non tenu de la vente de versions civiles (par exemple, pour le pétrole off shore) qui sont à dériver.

En avril dernier, la Grande-Bretagne a annoncé qu'elle se retirait officiellement du projet, laissant ses quatre autres partenaires dans l'obligation de se répartir les tâches

secondes s'approvisionnera auprès des États-Unis, qui ont développé un puissant hélicoptère de combat, l'Apache AH-64.

Face à cette aventure européenne à deux, une coalition à quatre. En effet, les Britanniques, les Néerlandais, les Espagnols et les Italiens ont lancé, en octobre dernier, le projet, dit Tonal, d'un hélicoptère armé. Trois cent cinquante « machines », au total, qui seraient dérivées d'un hélicoptère, l'A 129 Mangusta, mis au point, à partir de 1978, par les Italiens pour les seuls besoins de leur armée de terre. Bimoteur lui aussi, avec un équipage en tandem, et capable de tirer des missiles antichars AC-30, le Tonal n'a pas encore son aspect définitif. Mais il se présente comme le rival n° 1 du projet franco-allemand.

**L'effondrement du marché**  
Avec l'hélicoptère logistique, pour le transport tactique ou pour des opérations en mer, on retombe dans le même cas de figure. D'un côté, le programme NH-90, que Français, Italiens, Néerlandais et Allemands de l'Ouest essaient de mettre sur pied. De l'autre, le projet EH-101 que les Britanniques et les Italiens voudraient bien voir triompher sur le marché européen.

Ce dossier-là est un vrai casse-tête. Au départ, c'est-à-dire en 1981, cinq pays européens, membres de l'alliance atlantique, choisissaient de faire route ensemble. Le Royaume-Uni, la France, l'Italie, les Pays-Bas et l'Allemagne fédérale ont abouti à la conclusion qu'il leur fallait un hélicoptère de 8 à 9 tonnes de masse totale, destiné à des missions de transport tactique et à des opérations de lutte anti-sous-marin ou antisurface en mer.

Baptisé NH-90 (pour Nato Helicopter des années 90) et capable de se poser sur des frégates, cet hélicoptère bi-turbine devrait remplacer, pour la France, la gamme des Puma ou des Super-Puma actuels et, également, prendre à sa charge des opérations navales accomplies, aujourd'hui, par les Super-Frelon et les Lynx. La coordination industrielle du projet a été confiée à la société française Aérospatiale. Si les livraisons commencent en 1995, les besoins des armées de l'OTAN sont évalués à plus de sept cents « machines » et à entre mille et mille

EH-101, en trois versions différentes, pour le transport militaire, pour la chasse, aux sous-marins et pour le travail des « pétroliers ». Beaucoup plus ambitieux, puisqu'il pèse dans les 13 à 14 tonnes, et propulsé par trois turbines, cet hélicoptère anglo-italien sera marginalement concurrent du NH-90, même si, d'autre part, la société Agusta n'envisage pas d'abandonner sa part dans le projet OTAN.

Tout donne, en réalité, à croire que, depuis son mariage avec l'entreprise américaine Sikorsky, l'industriel britannique Westland a du mal à trouver sa place dans le concert européen. La prise de contrôle de Westland par Sikorsky fit, à l'époque, grand bruit avec, notamment, la démission des ministres britanniques de la défense et du commerce du cabinet de M<sup>re</sup> Thatcher. Mais elle crée une difficulté supplémentaire : comment Westland peut-il s'associer au développement d'un rival européen des dérivés de l'hélicoptère tactique de Sikorsky, le Black Hawk ?

Pour la décennie à venir, entre 1987 et 1996, le marché des hélicoptères militaires dans le monde (pays communistes exclus) est estimé à environ huit mille « machines », et le marché civil à quelque cinq mille. C'est, du moins, la dernière évaluation en date des constructeurs. En baisse de deux mille hélicoptères par rapport aux prévisions précédentes. Cet effondrement, attendu, du marché international explique sans doute pourquoi les industriels en cause s'acharnent tant à être du côté des gagnants.

JACQUES ISNARD.

## La politique de déréglementation des transports aériens

### Vers une ouverture au public du capital d'Air France

M. Jacques Douffiaques, ministre délégué aux transports, a indiqué le mardi 16 juin au Salon du Bourget qu'il souhaitait voir Air France faire appel à des capitaux privés. « Les compagnies aériennes, et notamment Air France, auront besoin de faire un important effort de financement pour renouveler leur flotte dans les prochaines années. Je souhaiterais que ce soit l'occasion d'une ouverture du capital au public, a-t-il indiqué. L'objectif n'est pas de privatiser Air France, mais de constituer une large association des Français à Air France. » Cette opération pourrait intervenir dans les années 1989-1992. Actuellement, Air France est une compagnie totalement à capitaux publics. Le code de l'aviation civile fait obligation à l'État de détenir au moins 70 % du capital d'Air France, la participation des collectivités et des établissements publics étant limitée à 15 %, tout comme celle des capitaux privés.

• M. Noël Forgeard entre chez Matra. — Conseiller technique (chargé des problèmes industriels) au cabinet du premier ministre, M. Noël Forgeard devient directeur des affaires « défense et espace » chez Matra, en remplacement d'Albert Coste-de-Beuregard, décédé en mars dernier à l'âge de quarante-quatre ans. Il aura, à ses côtés, deux directeurs délégués : MM. Pierre Lafourcade (défense) et Claude Gouny (espace).

### Création de la compagnie charter Air Liberté

Une nouvelle compagnie charter française, commencera à transporter des touristes à partir de 1988, Air Liberté, qui a été créée par cinq partenaires : la Société lyonnaise de banque (21,5 %), la banque Rivaud (21,5 %), la Société auxiliaire d'entreprise (21,5 %), la Société de développement régional du Sud-Est (21,5 %) et le voyageur Club Aquarius (15 %) se partagent un capital de 13 millions de francs. Les trois bi-réacteurs MD 83 de 169 places, achetés en leasing, transporteront, en priorité, pendant l'été, les voyageurs à forfait vers les villages-clubs du pourtour méditerranéen et, pendant l'hiver, des skieurs étrangers vers les stations de sports d'hiver des Alpes. M. Lotfi Belhassine, président du Club Aquarius, qui devient responsable d'Air Liberté, espère transporter 225 000 passagers dès la première année de fonctionnement.

[Né le 8 décembre 1946 à La Ferté-Gaucher (Seine-et-Marne), ancien polytechnicien et ingénieur des mines, Noël Forgeard a notamment été conseiller technique au cabinet de Joël Le Theule (ministre des transports, puis ministre de la défense) entre 1978 et 1980. Il a été successivement président de la Compagnie française des aérospatiaux (1984) et de la société Asco-Métal (1985). En mai 1986, il a été nommé conseiller technique au cabinet de Jacques Chirac.]

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Donnez du talent à votre argent.

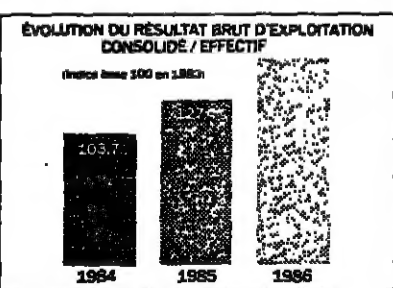
## INVESTISSEZ DANS LA PRODUCTIVITÉ

► Notre résultat brut d'exploitation consolidé par employé a progressé de 54,6 % en 3 ans ; il se situe en 1986 à un niveau largement supérieur à la moyenne de la profession bancaire française.

► Nous n'avons jamais cédé dans le passé au leurre de la croissance pour la croissance. Nous savons accorder la priorité à la formation de nos collaborateurs et à l'efficacité de nos équipements télématiques et informatiques.

Renseignez-vous en appelant le (61.1) 47.30.44.11 ou Minitel : 35.14 Générale

**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE**



**21.000 appartements et maisons à vendre à Paris et en région parisienne (service étendu à l'Yonne et à l'Oise) sur minitel**

**36.15 tapez LE MONDE puis FNAIM**

Après avoir donné vos impératifs, vous obtenez une sélection personnalisée d'affaires disponibles, ainsi que les coordonnées des Agents Immobiliers FNAIM responsables de leur vente.



## Agriculture

Pressions américaines, immobilisme allemand, besoins de financement

## Le débat sur l'Europe verte touche cette fois à l'essentiel

LUXEMBOURG  
de notre correspondant

Les ministres de l'agriculture des Douze, réunis à Luxembourg début juin, ont débattu, mercredi 17 juin, des conditions dans lesquelles une partie du dossier agricole pourrait être transmis au Conseil européen. La Commission a présenté des suggestions afin de faire disparaître les prévisions de certains Etats membres à l'égard de sa proposition d'instaurer une taxe sur les huiles végétales.

Tenir. Alors que les ministres de l'agriculture des Douze ont engagé, le lundi 15 juin, leur quatrième session marathon depuis la fin avril, tel est le maître mot pour la délégation française. On y considère que la négociation en cours est particulièrement importante pour l'avenir de la politique agricole commune (PAC), menacée tant par l'intransigeance allemande que par les menaces américaines. Dans ce débat, M. François Guillaume, le ministre français, a trois priorités, difficiles, il est vrai, à satisfaire :

1) poursuivre la réforme de la PAC dans la direction prise depuis 1984, c'est-à-dire mettre l'accent sur la compétitivité et s'efforcer de rendre l'agriculture européenne concurrentielle par l'application de prix plus bas ;

2) faire disparaître les surprix et la protection dont bénéficient les agriculteurs allemands par le truchement des montants compensatoires monétaires (MCM) ;

3) assurer un meilleur financement de la PAC en instaurant une taxe sur les huiles végétales produites ou importées dans la CEE, et manifester par là même un minimum de fermeté à l'égard des Etats-Unis, qui, en menaçant d'appliquer des rétrocessions dans le cas où les Européens adopteraient une telle taxe, interfèrent dans la gestion de l'Europe verte.

Rien n'indique pour l'instant que ces objectifs pourront être atteints. Les ministres des finances, qui, lundi, s'étaient joints à leurs collègues de l'agriculture afin, pensaient-ils, de leur prêter les vertus de l'économie, se sont prudemment ab-

tenus de donner des directives. La réunion, qui s'est alors poursuivie entre les ministres de l'agriculture seuls, a rassemblé aux précédentes : les délégations ont campé sur leurs positions.

C'est vrai en ce qui concerne la taxe sur les huiles végétales. Quatre ou cinq pays, selon les jours, y sont opposés parce qu'ils redoutent des mesures de rétorsion américaines. Ils forment une minorité de blocage. Il s'agit, dans l'ordre de fermeté, du Royaume-Uni, des Pays-Bas, de la RFA, du Danemark et de l'Espagne. La position ainsi prise par Madrid, qui révèle l'impressionnante capacité de persuasion des Etats-Unis, même si elle peut encore changer, a étonné : « Les Espagnols se font hara-kiri sur le principal objet de la taxe est de permettre le financement du soutien accordé aux producteurs d'huile d'olive », a observé M. Guillaume.

Oukases  
ouest-allemands

S'agissant des MCM, M. Ignaz Kiechle, le ministre allemand, refuse de bouger. Il écarte l'idée de démanteler les MCM existants que la RFA comme les Pays-Bas entraînent depuis des années ; mais, surtout, il n'est pas disposé à approuver des règles qui programmeraient de manière précise le démantèlement automatique sur deux ou trois ans des MCM créés en cas de nouveaux changements de parités au sein du système monétaire européen.

L'immobilisme allemand représente un danger sérieux pour ceux qui pensent, comme la France et la Commission, que les propositions qui sont sur la table forment un tout qu'il serait fâcheux de dissocier. Laisser passer l'occasion d'instaurer la taxe alors que la situation budgétaire de la CEE - il n'y a plus d'argent dans les caisses - l'impose, c'est renoncer à cause de la pression américaine.

Plier devant les oukases de M. Kiechle sur les MCM, c'est se résigner une fois pour toutes à ce que l'agriculture allemande bénéficie d'un régime plus favorable, à savoir de prix plus élevés combinés à

des aides à l'exportation et à des taxes à l'importation tant que les relations de changes ne seront pas durablement stabilisées dans la Communauté, tant que le mark restera tendanciellement une monnaie plus forte que le franc ou la lire.

Au ministère de l'agriculture, à Matignon, comme à l'Élysée, on est parfaitement conscient que le débat agricole cette année est d'une nature inhabituelle, que, plus qu'à l'accoutumée, il engage l'avenir, et que, par conséquent, il serait néfaste, parce que les autres ne bougent pas, de jeter l'éponge.

Lundi, M. Marc Eyskens, le ministre belge des finances, qui présidait la réunion, a estimé qu'il serait « miraculeux » que le dossier agricole n'aille pas au Conseil européen.

Mais sera-t-il capable de trancher, de fournir des orientations précises aux ministres de l'agriculture ?

Rien n'est moins sûr. On peut alors penser que certains pays, las d'attendre, suggèrent de décider sur les points où les positions ne sont pas trop éloignées, c'est-à-dire les ajustements de prix et les aménagements à apporter aux règlements de marché. La taxe sur les huiles passerait ainsi aux oubliettes et, l'affaire des MCM resterait sans solution. Aujourd'hui, au sein du Conseil, l'Allemagne est isolée en raison de son immobilisme. La France pourrait à son tour avoir la tâche difficile si elle s'opposait alors à une telle solution de facilité.

L'affrontement, qui s'analyse, à un tournant de la réforme de la PAC, comme une explication sur l'essentiel, pourrait être durable. Quand les proches de M. Guillaume insistent sur la nécessité de tenir, c'est qu'ils redoutent que l'écouter ne revienne à céder.

PHILIPPE LEMAITRE.

## Etranger

Un geste symbolique de bonne volonté

## L'usage privé de l'ECU est autorisé en RFA

Le président de la Bundesbank, M. Karl Otto Poehl, l'a fait savoir jeudi 17 juin, son opposition à l'utilisation privée de l'unité de compte européenne (ECU) en RFA. Depuis, les Allemands pourront ouvrir des comptes ou contracter des emprunts en ECU auprès des établissements bancaires d'outre-Rhin. Après demande préalable, la facturation ou le règlement des échanges de biens et services en ECU pourront également être autorisés. Les banques, enfin, seront tenues d'effectuer leurs opérations en devises européennes dans leurs réserves obligatoires auprès de la Bundesbank.

Ainsi prend fin une longue hostilité à l'extension de l'utilisation de l'ECU qui avait valu à la RFA une certaine irritation de ses partenaires européens. Panier de dix monnaies (1) créé en 1979 avec le système monétaire européen (SME), l'ECU est largement influencé par le mark, qui intervient pour 34,5 % dans sa composition. Mais il avait longtemps servi aux yeux de la majorité du conseil d'administration de la Bundesbank une tare majeure : son caractère même de panier de devises implique une sorte d'indexation. Payable en marks, l'ECU a une valeur dépendant d'autres monnaies. Or la législation bancaire allemande interdit tout avoir indexé, autrement dit toute dette dont la valeur dépend de devises autres que le mark.

Cette lecture stricte de la loi avait conduit l'institut d'émission à interdire aux résidents ouest-allemands tout endettement en ECU, et par là même la possibilité pour les banques de détenir des comptes libellés en devise européenne, limitant leur marge de liberté à la détermination de

titres en ECU. Pourquoi avoir changé d'attitude ? Certains suggèrent, non sans regret, que le conseil d'administration de la Bundesbank s'est rallié à l'opinion, favorable à l'ECU privé, de son président, dans la mesure où une telle décision, sans véritable risque économique, permettrait à la RFA de faire à bon compte un geste en faveur de l'intégration européenne.

Les atouts de l'utilisation privée de l'ECU leur semblent aussi minces, et nombreux sont ceux qui, en privé, estiment que l'ECU reste une sorte de « nouvel instrument financier », peu sérieux comparé à de « vraies » devises, même si, depuis 1979, il a fait ses preuves, notamment en France. Une vague condescendance qui apaise quelque peu les partisans de la RFA. Voir la Bundesbank effectuer un pas, réel mais finalement symbolique, compte tenu du chemin qui reste à parcourir pour perfectionner le système monétaire européen, est ressenti, notamment à Paris, comme un simple « signal ténu ». D'autant que, dans son communiqué, la Bundesbank précise avoir levé son opposition après avoir constaté les progrès réalisés dans la libéralisation des mouvements de capitaux au sein de la Communauté. Un retour d'ascenseur jugé bien timide par ceux qui ont œuvré en ce sens.

F. C.

(1) Les dix monnaies entrant dans la composition de l'ECU sont : le mark allemand ; le franc français ; la livre sterling (mais la Grande-Bretagne n'adhère pas au mécanisme de change du SME) ; la lire italienne, le florin néerlandais, le franc belge, le franc luxembourgeois, la couronne danoise, la livre irlandaise, la dracme grecque.

Première application des décisions du sommet de Venise

## Le Club de Paris rééchelonne sur vingt ans la dette garantie du Mozambique

Une fois n'est pas coutume. Le consensus qui s'était dégagé au sommet des pays industriels à Venise (le Monde du 12 juin) en faveur d'un allongement à vingt ans des délais de remboursement de la dette garantie des pays les plus démunis - et les plus sérieux dans la recherche d'un assainissement de leur situation - n'a pas mis huit jours à trouver une application concrète. Le Mozambique a obtenu du Club de Paris, le mardi 17 juin, un rééchelonnement de son endettement public qui constitue une nouveauté à un double titre. L'étalement de quelque 150 millions de dollars d'échéances est, comme le souhaitent les chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Venise, porté pour la première fois à vingt ans. En outre, les créanciers publics de Maputo se sont appuyés sur la décision du Fonds monétaire international d'octroyer un prêt au titre de la « facilité d'ajustement structurel », pour le refinancer.

Le Mozambique a obtenu du Club de Paris, le mardi 17 juin, un rééchelonnement de son endettement public qui constitue une nouveauté à un double titre. L'étalement de quelque 150 millions de dollars d'échéances est, comme le souhaitent les chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Venise, porté pour la première fois à vingt ans. En outre, les créanciers publics de Maputo se sont appuyés sur la décision du Fonds monétaire international d'octroyer un prêt au titre de la « facilité d'ajustement structurel », pour le refinancer.

Une étape dans le sens d'un allègement du poids du service de la dette avait été franchie avec le Zaïre qui, le premier avait obtenu, le 19 mai, que ses remboursements soient échelonnés sur quinze ans. Le 16 juin, la Mauritanie bénéficiait à son tour de ce « traitement exceptionnel ». Mais c'est avec le Mozambique que le Club de Paris concrétise l'idée lancée dès le comité

intermédiaire du FMI, en avril dernier, par la France et, sous une forme un peu différente par la Grande-Bretagne.

Le choix du Mozambique s'explique pour des raisons politiques autant qu'économiques. Ce pays grand comme la France n'est pas sorti d'un chaos économique aggravé par son voisinage avec l'Afrique du Sud et la persistance d'une guérilla qui sabote régulièrement les opérations de remise en état d'une infrastructure un temps florissante. Des années de sécheresse ont fini de ruiner cette fragile nation de 13,4 millions d'habitants (le Monde du 27 décembre 1986) obligeant les dirigeants de Maputo à abandonner une idéologie ouvertement marxiste pour s'essayer au libéralisme économique. Côté des investissements, promotion de l'agriculture privée, tentatives de privatisation de l'industrie n'ont pas suffi à remettre le pays sur ses rails. L'accord du Club de Paris prouve que les pays occidentaux ne sont pas indifférents à cette situation, et entendent accompagner l'effort de la Banque mondiale - quelque 100 millions de dollars de crédits - et celui, pour l'instant encore symbolique, du FMI - 10 millions de dollars - pour limiter le poids d'une dette insoutenable de quelque 4 milliards de dollars.

F. C.

## Marchés financiers

PARIS, 17 juin

Lourd

Le temps s'est à nouveau couvert mercredi rue Vivienne. Encore une fois, le marché a été dominé par le sentiment de crainte, et les valeurs ont baissé assez brutalement.

A l'ouverture, la baisse dépassait largement 1 % et, si au fil des cotations, les écarts ont tendu un peu à se réduire, le résultat final n'en a pas moins été assez mauvais. A la clôture, l'indice de la Cote a baissé de 1,06 %.

Autour de la corbeille, les mines, encore assez rigoules, la veille, étaient devenues décolorées. L'indice des prix pour mai est très mauvais (-0,4 % - 0,5 %), assurant-on en ajoutant que le déficit commercial de la France serait encore accru. Renseignements pris, l'indice des prix, effectivement publié en fin de matinée, n'a monté que de 0,2 %, comme attendu. En revanche, rien n'a filtré pour le commerce extérieur. Serait-ce cela ?

En tout cas, en fin de matinée, et d'assez grosses ventes d'origine britannique ont été enregistrées, disant un professionnel. Nos amis d'outre-Manche ne désertent pas sans raisons. A moins que ce ne soit en prévision de la très prochaine liquidation.

De toute façon, il y a bien une explication quelque part, car, avec la fermeté du dollar, des taux d'intérêt un peu plus sages et la très belle allure de Wall Street, le marché de Paris aurait par les obligations et le MATIF n'était pas très accueillant non plus (doux euphémisme).

Notons enfin que mardi un bloc de 129 043 actions BSN a changé de main pour quelque 650 millions de francs, paroli pour la constitution d'un nouveau d'actionnaire amis, en vue de faire échec à toute espèce de raid.

## CHANGES

Dollar : 6,115 F

Après quelques ventes bénéficiaires mardi, assez logiques en l'attente d'une reprise sensible, le dollar s'est montré très ferme mercredi, sur l'annonce d'une reprise de la production industrielle américaine au mois. A Paris, les taux d'intérêt ont amorcé un lent reflux.

FRANCFORT 16 juin 17 juin

Dollar (en DM) 1,246 1,25

Tokyo 16 juin 17 juin

Dollar (en yen) 144 145

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (17 juin) 8-11/16

New-York (16 juin) 65/85

NEW-YORK, 16 juin

Record battu

Déjà une séance de hausse depuis le 1<sup>er</sup> juin mardi à Wall Street. Et cette fois, un nouveau record d'altitude est tombé. Malgré quelques hésitations, l'indice des valeurs a culminé un instant à 2415,36, pour finalement s'inscrire à 2407,35, avec une nouvelle avance de 15,81 points. Le dernier record, établi le 6 avril dernier (2405,34) était battu. Le bilan de la journée n'a toutefois pas été microbien. Sur 1 968 valeurs traitées, 827 ont progressé, 702 ont baissé et 439 n'ont pas varié. Mais le résultat est là.

« Le sentiment a changé », entend-on autour du Big Board. Et c'était vrai. La plupart des investisseurs arboraient un large sourire, qui contrastait avec les mines décolorées de ces dernières semaines. Une fois encore, le dollar a fait la différence. La Communauté paraît désemparée, déçue que sa baisse est terminée. D'autre part, la tendance à la détente observée sur le front des taux est rassurante.

Un professionnel affirmait toutefois que la véritable force du marché passait des fonds placés par les entreprises à l'approche de la fin du semestre. Dans un passé récent, trop de valeurs de sociétés avaient sous-estimé la vigueur de Wall Street et manqué des occasions de bénéfices. Ils ne veulent pas se retrouver dans une pareille configuration. L'activité, cependant, est restée modérée et 157,9 millions de titres ont été échangés, contre 156,92 la veille.

VALEURS	Cours du 15 juin	Cours du 16 juin
Alcatel	52 1/8	52 1/8
Alstom	30 1/4	30 1/4
A.T.T.	28 1/2	27 1/4
Banq. Par.	43 1/2	44 1/8
Chem. de France	114 1/8	113 3/8
Comp. Indus.	89 1/2	89 1/2
Elf	67 1/8	67 1/8
Gen. Indus.	54 1/8	54 1/8
Ind. Min.	82 1/8	82 1/8
Ind. Nat.	62 1/8	62 1/8
I.R.T.	58 1/4	58 1/4
L.L.	49 1/8	49 1/8
Mat. C.	49 1/8	50 1/2
Ren. Indus.	43 1/4	43 1/4
Schneider	43 1/4	43 1/4
Thomson	38 3/4	38 3/4
Un. Indus.	29 3/4	29 3/4
U.S.I.	21 1/8	21 1/8
Wendel	64 7/8	65 1/8
Wolff	28 3/4	29 1/8

## INDICES BOURSISERS

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

15 juin 16 juin

Valeurs françaises 183,68 183,6

Valeurs étrangères 139 139,1

Cote des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général 415,6 417,2

NEW-YORK (Wall Street Journal)

15 juin 16 juin

Industrielles 2391,54 2407,35

LONDRES (Index Financial Times)

15 juin 16 juin

Industrielles 1786,6 1794,5

Mines d'or 388,1 388,7

Fonds d'Etat 92,84 92,88

TOKYO

16 juin 17 juin

Nikkei Dow Jones 2579,86 2598,42

Indice général 233,13 234,59

## MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 16 juin

Nombre de contrats : 33 960

ÉCHÉANCES

COURS

Sept. 87 183,75 183,68 183,58 183,75

Précédent 183,75 183,70 183,50

## AUTOUR DE LA CORBEILLE

PEUGEOT : AUGMENTATION DE CAPITAL CLOSE.

L'augmentation de capital de Peugeot SA, lancée le 1<sup>er</sup> juin par émission à 1 700 F de 1 691 500 actions d'actions à base de souscription d'action (ABSA), a été close le 15 juin. La souscription par la part française (1 049 millions d'ABSA) a été réalisée à 76,5 % par les actionnaires actuels, qui bénéficient d'un droit de priorité du 1<sup>er</sup> au 10 juin.

NEDMAN HENOTY SUR LE SECOND MARCHÉ. Mais au préalable, une restructuration financière interviendra. Paribas détient 99 % du capital. Le groupe a dégagé, pour l'exercice 1986, un bénéfice consolidé (65,2 millions de francs), doublé en un an, pour un chiffre d'affaires accru de 6 % à 2,12 milliards de francs. Le PDG du groupe table sur une progression des ventes de 6 % à 7 % l'an et une augmentation des profits insistamment que l'affaire est redressée. Nelman réalise 31 % de son chiffre d'affaires dans la lingerie et les projections, 25 % dans les activités et la serrure, 9 % dans les vêtements.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISSES

COURS DU JOUR

UN MOIS

DEUX MOIS

SIX MOIS

+ base - base

+ base - base

+ base - base

+ base - base

+ base - base

+ base - base

+ base - base

+ base - base

+ base - base

+ base - base

+ base - base

+ base - base

+ base - base

+ base - base

+ base - base

+ base - base

+ base - base

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UNIVERS ACTIONS

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE

La gamme des SICAV actions du Crédit agricole s'enrichit d'un nouvel instrument de placement : Univers-ACTIONS.

Ces SICAV, destinées à une clientèle de particuliers avertis, sont investies en actions, obligations et autres valeurs mobilières françaises ou étrangères. La part de valeurs internationales pourra atteindre 70 % du portefeuille.

Sa rentabilité est celle d'un placement en actions à moyen-long terme, améliorée par l'efficacité d'une gestion professionnelle sur tous les marchés internationaux. La priorité sera donnée à la valorisation du capital.

La date d'ouverture au public d'Univers-ACTIONS a été fixée au 9 juin 1987.

Jusqu'au 31 juillet 1987, la souscription à Univers-ACTIONS s'effectue sans droits d'entrée.

CREDIT AGRICOLE

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

## COMPAGNIE INDUSTRIELLE ET FINANCIÈRE DE SAULNES

L'assemblée générale ordinaire réunie le 11 juin 1987, sous la présidence de M. Pierre Schmidt, a approuvé les comptes de l'exercice 1986, qui font ressortir un bénéfice de 8,2 MF. Le résultat n'est pas comparable à celui de l'exercice 1985 (31,7 MF) qui résultait essentiellement des reprises de provisions sur titres de participation. L'assemblée a décidé d'affecter intégralement ce résultat au report à nouveau.

Le président a rappelé que cinq prises de participation ont été réalisées en 1986 (Tollens, Saint James et Albany, UGC SA, SA Charles Riley consultants internationaux, Dolisov). Il a donné ensuite des informations sur les participations prises depuis le début de l'exercice 1987. Saulnes a acquis 16,5 % de l'imprimerie Maury SA, 24 % de Cheval blanc SA (fabrication et distribution de chocolats et pâtes de fruits), admette le 10 juin au second marché de la Bourse de Lyon, et 5 % de la société espagnole Censita (redans et simulateurs de vol), admette le 8 juin à la Bourse de Madrid.

Il a indiqué également que des accords viennent d'être conclus avec C&amp;F-Chimie pour une prise de participation dans Lorilleux international (encres d'imprimerie) et avec la société Adijon pour une prise de participation dans le groupe de cliniques médico-chirurgicales et d'hôtellerie Party-IL.



L'Assemblée Générale Annuelle qui s'est réunie le 14 mai 1987 a approuvé le bilan et les comptes de l'exercice 1986.

Le montant des engagements s'élevait au 31 décembre 1986 à FF 258 millions pour les opérations de location simple et à FF 71 millions pour les opérations de crédit-bail.

L'exercice 1986 se traduit par un bénéfice de FF 10 014 649,13 qui permettra la distribution d'un dividende global de FF 8 600 000,00 soit FF 4,30 par action.

DIRECT



# Marchés financiers

# BOURSE DE PARIS

**17 JUIN** Cours relevés à 14 h 56

Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -
1822	A.E. 1973	1920	1916	1910	- 0.32	2778	Agropur	462.50	466	466	0	4278	Agropur	462.50	466	466	0	4278	Agropur	462.50	466	466	0
4330	C.I.E. 3%	4257	4240	4230	+ 0.00	2779	Agropur	462.50	466	466	0	4279	Agropur	462.50	466	466	0	4279	Agropur	462.50	466	466	0
1263	B.N.P. C.I.	546	546	546	- 0.55	2780	Agropur	462.50	466	466	0	4280	Agropur	462.50	466	466	0	4280	Agropur	462.50	466	466	0
1270	C.C.F. P.T.	1285	1285	1285		2781	Agropur	462.50	466	466	0	4281	Agropur	462.50	466	466	0	4281	Agropur	462.50	466	466	0
1140	C.I.L. Lys. T.P.	1227	1227	1227		2782	Agropur	462.50	466	466	0	4282	Agropur	462.50	466	466	0	4282	Agropur	462.50	466	466	0
2783	Shenandoah T.P.	2260	2260	2260		2783	Agropur	462.50	466	466	0	4283	Agropur	462.50	466	466	0	4283	Agropur	462.50	466	466	0
2175	Shenandoah T.P.	2200	2010	2010	+ 0.25	2784	Agropur	462.50	466	466	0	4284	Agropur	462.50	466	466	0	4284	Agropur	462.50	466	466	0
1375	Shenandoah T.P.	2214	2214	2214	+ 0.06	2785	Agropur	462.50	466	466	0	4285	Agropur	462.50	466	466	0	4285	Agropur	462.50	466	466	0
1410	Thompson T.P.	1358	1358	1358		2786	Agropur	462.50	466	466	0	4286	Agropur	462.50	466	466	0	4286	Agropur	462.50	466	466	0
2779	Agropur	462.50	466	466	- 1.82	2787	Agropur	462.50	466	466	0	4287	Agropur	462.50	466	466	0	4287	Agropur	462.50	466	466	0
2780	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2788	Agropur	462.50	466	466	0	4288	Agropur	462.50	466	466	0	4288	Agropur	462.50	466	466	0
2781	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2789	Agropur	462.50	466	466	0	4289	Agropur	462.50	466	466	0	4289	Agropur	462.50	466	466	0
2782	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2790	Agropur	462.50	466	466	0	4290	Agropur	462.50	466	466	0	4290	Agropur	462.50	466	466	0
2783	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2791	Agropur	462.50	466	466	0	4291	Agropur	462.50	466	466	0	4291	Agropur	462.50	466	466	0
2784	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2792	Agropur	462.50	466	466	0	4292	Agropur	462.50	466	466	0	4292	Agropur	462.50	466	466	0
2785	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2793	Agropur	462.50	466	466	0	4293	Agropur	462.50	466	466	0	4293	Agropur	462.50	466	466	0
2786	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2794	Agropur	462.50	466	466	0	4294	Agropur	462.50	466	466	0	4294	Agropur	462.50	466	466	0
2787	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2795	Agropur	462.50	466	466	0	4295	Agropur	462.50	466	466	0	4295	Agropur	462.50	466	466	0
2788	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2796	Agropur	462.50	466	466	0	4296	Agropur	462.50	466	466	0	4296	Agropur	462.50	466	466	0
2789	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2797	Agropur	462.50	466	466	0	4297	Agropur	462.50	466	466	0	4297	Agropur	462.50	466	466	0
2790	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2798	Agropur	462.50	466	466	0	4298	Agropur	462.50	466	466	0	4298	Agropur	462.50	466	466	0
2791	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2799	Agropur	462.50	466	466	0	4299	Agropur	462.50	466	466	0	4299	Agropur	462.50	466	466	0
2792	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2800	Agropur	462.50	466	466	0	4300	Agropur	462.50	466	466	0	4300	Agropur	462.50	466	466	0
2793	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2801	Agropur	462.50	466	466	0	4301	Agropur	462.50	466	466	0	4301	Agropur	462.50	466	466	0
2794	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2802	Agropur	462.50	466	466	0	4302	Agropur	462.50	466	466	0	4302	Agropur	462.50	466	466	0
2795	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2803	Agropur	462.50	466	466	0	4303	Agropur	462.50	466	466	0	4303	Agropur	462.50	466	466	0
2796	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2804	Agropur	462.50	466	466	0	4304	Agropur	462.50	466	466	0	4304	Agropur	462.50	466	466	0
2797	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2805	Agropur	462.50	466	466	0	4305	Agropur	462.50	466	466	0	4305	Agropur	462.50	466	466	0
2798	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2806	Agropur	462.50	466	466	0	4306	Agropur	462.50	466	466	0	4306	Agropur	462.50	466	466	0
2799	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2807	Agropur	462.50	466	466	0	4307	Agropur	462.50	466	466	0	4307	Agropur	462.50	466	466	0
2800	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2808	Agropur	462.50	466	466	0	4308	Agropur	462.50	466	466	0	4308	Agropur	462.50	466	466	0
2801	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2809	Agropur	462.50	466	466	0	4309	Agropur	462.50	466	466	0	4309	Agropur	462.50	466	466	0
2802	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2810	Agropur	462.50	466	466	0	4310	Agropur	462.50	466	466	0	4310	Agropur	462.50	466	466	0
2803	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2811	Agropur	462.50	466	466	0	4311	Agropur	462.50	466	466	0	4311	Agropur	462.50	466	466	0
2804	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2812	Agropur	462.50	466	466	0	4312	Agropur	462.50	466	466	0	4312	Agropur	462.50	466	466	0
2805	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2813	Agropur	462.50	466	466	0	4313	Agropur	462.50	466	466	0	4313	Agropur	462.50	466	466	0
2806	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2814	Agropur	462.50	466	466	0	4314	Agropur	462.50	466	466	0	4314	Agropur	462.50	466	466	0
2807	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2815	Agropur	462.50	466	466	0	4315	Agropur	462.50	466	466	0	4315	Agropur	462.50	466	466	0
2808	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2816	Agropur	462.50	466	466	0	4316	Agropur	462.50	466	466	0	4316	Agropur	462.50	466	466	0
2809	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2817	Agropur	462.50	466	466	0	4317	Agropur	462.50	466	466	0	4317	Agropur	462.50	466	466	0
2810	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2818	Agropur	462.50	466	466	0	4318	Agropur	462.50	466	466	0	4318	Agropur	462.50	466	466	0
2811	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2819	Agropur	462.50	466	466	0	4319	Agropur	462.50	466	466	0	4319	Agropur	462.50	466	466	0
2812	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2820	Agropur	462.50	466	466	0	4320	Agropur	462.50	466	466	0	4320	Agropur	462.50	466	466	0
2813	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2821	Agropur	462.50	466	466	0	4321	Agropur	462.50	466	466	0	4321	Agropur	462.50	466	466	0
2814	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2822	Agropur	462.50	466	466	0	4322	Agropur	462.50	466	466	0	4322	Agropur	462.50	466	466	0
2815	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2823	Agropur	462.50	466	466	0	4323	Agropur	462.50	466	466	0	4323	Agropur	462.50	466	466	0
2816	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2824	Agropur	462.50	466	466	0	4324	Agropur	462.50	466	466	0	4324	Agropur	462.50	466	466	0
2817	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2825	Agropur	462.50	466	466	0	4325	Agropur	462.50	466	466	0	4325	Agropur	462.50	466	466	0
2818	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2826	Agropur	462.50	466	466	0	4326	Agropur	462.50	466	466	0	4326	Agropur	462.50	466	466	0
2819	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2827	Agropur	462.50	466	466	0	4327	Agropur	462.50	466	466	0	4327	Agropur	462.50	466	466	0
2820	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2828	Agropur	462.50	466	466	0	4328	Agropur	462.50	466	466	0	4328	Agropur	462.50	466	466	0
2821	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2829	Agropur	462.50	466	466	0	4329	Agropur	462.50	466	466	0	4329	Agropur	462.50	466	466	0
2822	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2830	Agropur	462.50	466	466	0	4330	Agropur	462.50	466	466	0	4330	Agropur	462.50	466	466	0
2823	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2831	Agropur	462.50	466	466	0	4331	Agropur	462.50	466	466	0	4331	Agropur	462.50	466	466	0
2824	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2832	Agropur	462.50	466	466	0	4332	Agropur	462.50	466	466	0	4332	Agropur	462.50	466	466	0
2825	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2833	Agropur	462.50	466	466	0	4333	Agropur	462.50	466	466	0	4333	Agropur	462.50	466	466	0
2826	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2834	Agropur	462.50	466	466	0	4334	Agropur	462.50	466	466	0	4334	Agropur	462.50	466	466	0
2827	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2835	Agropur	462.50	466	466	0	4335	Agropur	462.50	466	466	0	4335	Agropur	462.50	466	466	0
2828	Agropur	462.50	466	466	- 2.56	2836	Agropur	462.50	466	466	0	4336	Agropur	462.50</									

## Comptant (sélection)

VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
		% du nom.	% du acapion			Cours princ.	Dernier cours			Cours princ.	Dernier cours			Cours princ.	Dernier cours
Obligations												Étrangères			
Emp. 7 1/2 1972				8881				Org. Pénitenc.				370	368		
Emp. 8 1/2 77				126 35	0 625			Org. Pénitenc.				370	368		
5,90 1/2 80/82				100 80	0 150			Org. Pénitenc.				370	368		
10,80 1/2 79/84				102 10	0 845			Org. Pénitenc.				370	368		
14,80 1/2 80/86				91 50	0 940			Org. Pénitenc.				370	368		
13,20 5/8 87/87				107 08	0 862			Org. Pénitenc.				370	368		
13,80 5/8 81/88				107 20	0 822			Org. Pénitenc.				370	368		
16,75 5/8 81/87				101 88	0 81			Org. Pénitenc.				370	368		
16,20 5/8 82/90				118 20	0 824			Org. Pénitenc.				370	368		
16 1/2 82 82				116 80	0 830			Org. Pénitenc.				370	368		
14,80 1/2 80/87				116 70	0 859			Org. Pénitenc.				370	368		
13,40 1/2 82 84				111 40	0 872			Org. Pénitenc.				370	368		
11 1/2 85 85				120 35	0 868			Org. Pénitenc.				370	368		
10,25 5/8 88 88				108 30	0 747			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 12 7/8 75 85				1744				Org. Pénitenc.				370	368		
OT 10 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 10 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		
OT 9 5/8 80/80				104 40	0 801			Org. Pénitenc.				370	368		

## Second marché

[illegible]**SICAV** (société[illegible]

## Droits et bons

VALEURS	Coûts préc.	Dernier cours
<b>Attribution</b>		
Tr. Liquide .....	.....	.....
Casino .....	.....	.....
Créd. Foncier France .....	.....	.....
Paroiss. Ricard .....	.....	.....
<b>Total</b> .....	<b>6 43</b>	.....

### Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 17/6	COURS Aché
Esco-Unis (S 1)	6 082	6 111	5 111
ESU	6 534		5 111
Alphaga (100 DM)	334 070	333 890	323 110
Belgiana (100 F)	16 717	16 106	16 106
Payas Bar (100 L)	298 330	298 440	297 110
Or	89 600	89 770	88 110
Norvège (100 L)	30 600	30 580	30 110
Grande-Suisse (L 1)	3 978	9 989	9 711
Grande-Suisse (L 2)	4 470	4 470	4 470
Italia (1 000 lire)	4 618	4 625	4 470
Scandinav (100 f.)	402	402	389
Scandin (100 f.)	36 400	36 110	36 110
Australie (100 sch)	47 580	47 320	46 110
Espagne (100 pes.)	4 203	4 216	4 110
Portugal (100 esc.)	4 282	4 250	4 110
Canada (US cent.)	4 282	4 250	4 110
Japan (100 yens)	4 220	4 219	4 110

## Marché libre de l'or

NOS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES		COURS princ.	COURS 17/6
est.	Vente				
960	6 380	Or (Bis au bureau)	87600	87600	
960	1 000	Or (au bureau)	88200	88200	
960	341 600	Pièces françaises (20 fr)	520	516	
960	16 600	Pièces françaises (10 fr)	351		
960	305 900	Pièces latines (20 fr)	514	511	
960	53	Pièces latines (10 fr)	507	500	
960	10 400	Souverains	641	638	
960	94	Pièces de 20 dollars	2370	2380	
960	6 200	Pièces de 10 dollars	1400	1440	
960	4 860	Pièces de 5 dollars	880	880	
960	408	Pièces de 25 francs	3380	3380	
960	89 800	Pièces de 10 francs	522	522	
960	48 700	Or Londres	482 75		
960	5 100	Or Zurich	482 50		
960	7 100	Or Hongkong	482 75		
960	7 750	Argent Londres	7 66		
960	4 200	Argent Londres	4 75		

**MINITEL**  
La gestion en direct  
de votre portefeuille personnel  
24.15 Tapez LÉMONDE puis BOURSE



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
4 Les conditions de détention de M. Albertini en Afrique du Sud. 9 Pérou : terrorisme et trafic de drogue.	11 Le contrôle du budget social de la nation par le Parlement : le « hare-kiri » de M. d'Ornano. 13 Un point de vue de M. Chevènement.	14 Le procès de Klaus Barbie. 15 La visite de M. Charles Pasqua en Corse. 16 La fête de SOS-Racisme sera partiellement financée par la S. 18 Football : la France battue 2 à 0 par la Norvège.	23 La rénovation du Musée de l'homme.	31 Le droit de grève dans le secteur public. 32 La révision des baux soumis à la loi de 1948. 33 Le Salon du Bourget. 34 La politique agricole commune. 34-35 Marchés financiers.	Radio-télévision ..... 30 Annonces classées ..... 20 à 22 Carnet ..... 30 Météorologie ..... 28 Mots croisés ..... 29 Spectacles ..... 25 à 28	● La situation en Corse. JOUR ● L'endemain d'élection en Italie. ACT ● SIDA : un psychanalyste parle. SIDA Actualité. Sports. International. Bourse. Culture. Immobilier. 36-15 Tapez LEMONDE
ENQUÊTE	DÉBATS					
6-7 Vietnam : s'amender ou sombrer...	2 Haine et révisionnisme.					

## La faillite du joaillier de la place Vendôme La triple dimension de l'affaire Chaumet

L'affaire Chaumet a désormais une triple dimension, depuis que l'inculpation — accompagnée de leur incarcération — pour « banqueroute, abus de confiance et escroquerie » des frères Jacques et Pierre Chaumet, propriétaires de la joaillerie en faillite, a officialisé la rumeur des milieux financiers parisiens. Elle est économique, avec les tractations pour la reprise menées par l'adminis-

trateur provisoire; judiciaire, avec les développements, y compris à l'étranger, d'une instruction qui s'annonce longue; politique, avec la particularité de la position du garde des sceaux, M. Albain Chalandon, qui, en l'occurrence, est à la fois juge en tant que chef hiérarchique du parquet et partie en tant que créancier privé de la maison Chaumet.

Sur le premier aspect, M. Hubert Lafont, administrateur provisoire nommé par le tribunal de commerce, avait fixé au jeudi 18 juin le délai de dépôt des candidatures à la reprise. Cette date-butoir pourrait être repoussée. Le groupe américain Invest Corp., propriétaire du joaillier Tiffany's, serait toujours en lice. En revanche, le groupe saoudien Hariri, spécialisé dans le bâtiment et les travaux publics, serait aujourd'hui fort hésitant. L'évaluation du « trou » faite par ses conseillers dépasserait en effet les estimations les plus pessimistes : il atteindrait 2,3 milliards de francs — et non pas 1,8 milliard — pour un chiffre d'affaires annuel ne dépassant pas 600 millions. Cependant de nouveaux candidats se mettraient sur les rangs, notamment des investisseurs d'origine anglaise.

L'instruction judiciaire s'annonce longue et difficile. L'ampleur des illégalités commises ne semble déjà faire guère de doute pour les policiers de la brigade financière. La maison Chaumet aurait joué le rôle de banque, des clients lui confiant des sommes considérables sur le marché du diamant-placement. Le système fonctionnait à la confiance, sans trace écrite probante, dans un milieu où les relations commerciales sont aussi des liens sociaux.

Ces pratiques, qui auraient accru la fuite en avant de la maison Chaumet, recouvrent, selon les spécialistes, la

fois une importante évasion fiscale et des mouvements de capitaux entre la France et l'étranger. Ces placements — voilés, dit-on, sous l'apparence de dépôt de bijoux ou de pierres — permettaient d'échapper au fisc, les créanciers concernés de Chaumet étant dans ce cas autant complices que victimes. Ils auraient aussi permis des mouvements de capitaux entre la maison mère et la filiale suisse de Chaumet. Aussi les enquêteurs, sur commission rogatoire internationale, devraient-ils visiter prochainement les cinq filiales étrangères de la joaillerie.

### Bijoux et pétrole

La troisième dimension vise donc M. Chalandon. Le garde des sceaux et son épouse, dont une nièce a épousé l'un des fils de Jacques Chaumet, assurent avoir eu en dépôt, chez le joaillier de la place Vendôme, un lot de bijoux et de pierres précieuses qu'ils ont voulu vendre à partir de 1983. Or M. Chalandon n'aurait reçu qu'une faible part du produit de cette transaction — sans savoir même si bijoux et pierres ont bien été vendus — sous forme de chèques versés irrégulièrement de juin à décembre 1986, d'un montant mensuel proche de 500 000 francs.

A cette occasion (le Monde des 28 et 29 mai), M. Chalandon nous avait confié ses liens d'affaires avec

M. Hubert Perrodo, notamment dans deux sociétés américaines de production pétrolière, Petrole Engineering et Kelt Energy. Il assure avoir abandonné ses responsabilités au lendemain de sa nomination comme ministre de la justice. Ses liens avec M. Perrodo datent de son passage à la présidence d'Elf Aquitaine. Aujourd'hui, des cadres d'Elf n'hésitent pas à critiquer un contrat pour la construction de plateformes de forage, conclu début 1981 et que la direction financière du groupe aurait jugé trop profitable à une société de M. Perrodo.

Dans les milieux judiciaires et gouvernementaux, la contradiction vécue par M. Chalandon est très commentée : chef hiérarchique du parquet, il est amené à requérir contre les frères Chaumet, alors qu'il est l'un de leurs victimes comme créancier impayé. Le garde des sceaux se défend de toute intervention personnelle dans cette affaire, assurant qu'il a donné « tout pouvoir au procureur général ». Il ne peut pourtant empêcher qu'en raison de ce malencontreux mélange des genres chacun des gestes de la justice suscite des jugements divers. Ainsi de l'incarcération, sur réquisition du parquet, des frères Chaumet : certains policiers — qui s'attendaient à un placement sous contrôle judiciaire — y voient une fermeture personnelle du garde des sceaux afin d'éviter tout reproche de complaisance.

EDWY PLENEL

### URSS

#### L'affaire Cessna : un troisième maréchal perd son poste

Une nouvelle tête vient de tomber à la suite de l'intrusion dans l'espace aérien soviétique du jeune pilote allemand Matthias Rust.

Selon l'*Étoile rouge*, organe de l'armée rouge, de mercredi 17 juin, le maréchal de l'air Anatoli Konstantinov, responsable de la défense antiaérienne de la région de Moscou, a été relevé de ses fonctions pour insuffisances.

Agé de 64 ans, ancien pilote de chasse, le maréchal Konstantinov commandait la région de défense antiaérienne de Moscou depuis 1980, après avoir commandé la région analogue de Bakou (tout le sud du pays). Il était aussi membre suppléant du comité central du parti. Son successeur est le général Tcharov, dont la dernière fonction connue était, en 1980, celle de chef d'état-major de l'aviation au sein du commandement de la défense antiaérienne.

Au dernier congrès du parti en février 1986, le général Tcharov avait été élu en tant que député de la région de Sverdlovsk. L'*Étoile rouge* se borne à signaler qu'il avait pris la parole récemment au cours d'un meeting pour dénoncer les lacunes du commandement de la défense antiaérienne.

### Sur le vif

#### Les deux font la paire

Ce qu'il est drôle, l'article du *Canard* sur le fesse-à-fesse du couple infamé ! Rebondissement dans l'affaire Le Pen, ça s'appelle. Et ça renvoie dos à dos les ex-époux en exposant côte à côte leurs quatre joutes. Elle, son derrière a été mitraillé — ils ont pris plus de huit cents clichés — par les artistes de Playboy, parait-il que c'est les rois de la retouche. Le sien, à lui, a été surpris — coucou, voilà le petit oiseau ! — par un amateur sur une plage de l'île des Pins, en Nouvelle-Calédonie.

Ce qui est farce, c'est sa réaction, à Jean-Marie. Le strip-tease de Madama, il l'a pris avec le sourire. Une nana qui enlève le haut et puis le bas, ça c'est déjà vu, ça tire pas à conséquence. Mais alors, de retrouver son gros popotin étalé dans tous les kiosques de France et de Navarre, ça, il apprécie pas. Même qu'il est drôlement colére. Il s'est fendu de tout un communiqué, invoquant le droit de la personne sur son image.

Il se marraient, ces politiciens. Ils savent pas quoi inventer pour qu'on parle d'eux sous les crépitements des flashes et le ronronnement des caméras. Leur vie privée, ils la livrent, dès en main, à tous les magazines friands de ce genre de commérages. Sa nouvelle copine, Le Pen l'a déjà présentée partout. Et puis, sous prétexte que c'est pas son bon profil, voilà qu'il se fâche parce qu'on dévoile ses avantages. Et qu'il menace de traîner le *Canard* en justice.

J'en étais là de mon papier, quand un copain du service politique est entré dans mon bureau pour voir ce que j'avais marqué. Montre un peu... Tu y es pas du tout, ma pauvre chérie. T'as mis à côté de la plaque. Le procès, c'est lui qui l'a aux fesses. Le conseil des chefs de cabinet s'est réuni. Ce y est, c'est décidé, ils vont la poursuivre. Le Pen. Interdit, le nucléaire à l'île des Pins. Tu parles d'une déculottée !

CLAUDE SARRAUTE.

### Au conseil des ministres

#### Les intérêts des consommateurs mieux protégés

Le conseil des ministres réuni à l'Élysée mercredi 17 juin a adopté un projet de loi de M. Jean Arthuis, secrétaire d'État chargé de la consommation et de la concurrence, relatif à l'action en justice dans l'intérêt collectif des consommateurs. Ce texte permettra aux associations de consommateurs d'exercer l'action civile devant toutes les juridictions lorsque des atteintes seront portées aux intérêts des consommateurs. Le juge pourra alors ordonner non seulement la réparation du préjudice subi sous

forme de dommages et intérêts, mais également la cessation immédiate d'un état de fait illicite. Il pourra prononcer des astreintes. De même lorsque, en dehors de toute infraction pénale, l'intérêt des consommateurs est atteint, le ministre public pourra demander au juge de prononcer les mêmes mesures.

M. Arthuis a également présenté une communication sur l'opération interministérielle « Vacances 1987 », qui vise à accroître l'information et la protection des consommateurs pendant les périodes de vacances.

M. Alain Juppé, porte-parole du gouvernement, interrogé sur la réaction du gouvernement après l'attentat commis en Corse la nuit précédente a déclaré que « le gouvernement est naturellement indigné contre un crime aussi odieux et sans aucun doute prémédité. Celui-ci toutefois ne pourra pas atteindre la détermination du gouvernement de faire respecter la loi ».

A l'issue du conseil des ministres la plupart des membres du gouvernement se sont réunis à l'hôtel Matignon.

gnon autour de M. Chirac pour une réunion, qui a duré une heure, consacrée à la préparation du budget de 1988. Au cours de celle-ci le premier ministre a souligné que « la priorité absolue du redressement économique consiste dans la remise en ordre des finances publiques. Il n'est donc pas question de renoncer aux principes concernant la réduction du déficit et la baisse des prélèvements fiscaux. Tout cela s'inscrit dans le cadre d'une maîtrise plus grande des dépenses de l'Etat ».

M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances, chargé de la privatisation, a indiqué qu'un rapport récent du Fonds monétaire international apportait une caution internationale à la politique économique et financière menée par la France depuis mars 1986. Il a rappelé qu'il rendra les arbitrages budgétaires la semaine prochaine, après que M. Alain Juppé aura terminé de recevoir l'ensemble des ministres. M. Juppé a indiqué que trois priorités seraient retenues — sans hiérarchie entre elles — dans la préparation du budget de 1988 : l'aide à la recherche, notamment industrielle, l'emploi et la coopération.

### Double élection à l'Académie française

L'Académie française va procéder, le jeudi 18 juin, à une double élection afin de pourvoir au remplacement de Marcel Arland et du duc de Castries, décédés.

Au premier fauteuil, M. Georges Duby, l'historien du Moyen Âge, semble devoir l'emporter, étant l'unique candidat.

En revanche, à celui du duc de Castries quatre candidatures ont été enregistrées, celles de MM. François Chalais, Charles Dédéyan, Jean Elieinstein et André Frossard.

● Jean-Paul II recevra M. Waldheim le 25 juin. — Jean-Paul II recevra, le 25 juin prochain, le président fédéral autrichien, M. Kurt Waldheim, qui fera une visite officielle au Vatican, a annoncé, le mercredi 17 juin, le Saint-Siège.

Ce sera la première visite officielle à l'étranger de M. Waldheim, qui a été élu président le 8 juin 1986. L'ancien secrétaire général des Nations unies a été récemment accusé par des organisations juives américaines d'avoir participé à la répression nazie en Yougoslavie durant la seconde guerre mondiale, alors qu'il était officier de l'armée allemande. Les autorités américaines, quant à elles, ont placé M. Waldheim, le 27 avril dernier, sur la liste d'observation des personnes indésirables aux États-Unis. — (AFP.)

Be Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36.15 LEMONDE

### Dans le « Financial Times »

#### M. Balladur plaide pour une réforme du SME

Faute de progrès lors de la réunion des ministres des finances de la CEE, à Bruxelles, le lundi 15 juin, et alors que l'hygiène d'une réforme de la livre sterling dans le mécanisme de change est à nouveau soulevée à Londres, le quotidien de la City, le *Financial Times*, publie mercredi un article de M. Edouard Balladur, le ministre français de l'économie, en faveur d'une réforme du système monétaire européen.

« Il doit être clair pour tout le monde, écrit le ministre d'Etat, que le SME doit être perfectionné, sinon il perdra de sa substance, de sa cohésion et de son efficacité. »

Jugeant « favorables » les circonstances actuelles et « urgente » la cause, M. Balladur s'interroge cependant des obstacles rencontrés dans cette voie. La principale difficulté provient, à ses yeux, du refus de certains dirigeants européens d'accepter de voir limiter leur « autonomie de décision en matière de politique économique et monétaire ». « Une complète autonomie n'existe plus », plaide le ministre français, « notre monde est interdépendant ».

La réforme du SME préconisée par le ministre français, cela doit signifier que les pays européens doivent « adopter une attitude commune vis-à-vis du dollar et du yen », qu'ils doivent « améliorer la cohésion de leurs politiques économiques », en ayant davantage recours aux indicateurs économiques et financiers pour en suivre les évolutions, et enfin « renforcer le mécanisme de change et les moyens d'intervention des banques centrales européennes face aux mouvements spéculatifs des capitaux ».

### TF 1 sera coté sur le second marché

Les 40 % du capital de TF 1 qui seront dispersés dans le grand public seront cotés sur le second marché boursier.

Cette décision « souveraine » de la Commission des opérations de Bourse (COB) est conforme « à nos vœux », explique-t-on au ministère de l'économie, des finances et de la privatisation. Elle s'explique par la « particularité du secteur audiovisuel », secteur où les « prévisions sont particulièrement difficiles à faire ».

La plupart des valeurs audiovisuelles, poursuit-on rue de Rivoli, « sont d'ailleurs cotées sur ce marché-là ». Enfin, la capitalisation boursière de TF 1, malgré la renommée de la société, se situera entre les septième et dixième rangs de celles des entreprises inscrites sur le second marché. TF 1 ne constituera donc nullement une anomalie.

Remarquons néanmoins que le second marché, créé en 1983 pour faciliter l'accès à la Bourse des petites et moyennes entreprises (PME), est soumis à des conditions d'accès beaucoup moins contraignantes que la cote officielle. Et les informations obligatoirement fournies aux petits actionnaires par les sociétés qui y prennent place, beaucoup moins importantes. Une facilité accordée à M. Bouygues, hostile, on le sait, au lancement de l'offre publique de vente (OPV) dès le 29 juin prochain ?

### Hausse des prix de 0,2 % en mai

La hausse des prix de détail a retrouvé un cours plus modeste en mai et a atteint 0,2 % selon les chiffres provisoires communiqués, le mercredi 17 juin, par l'INSEE. La poussée de fièvre d'avril, 0,5 %, avait été due à la remontée des prix pétroliers, qui sont restés à peu près stables en mai, à la hausse des prix de l'automobile et à la progression trimestrielle des loyers.

L'indice de mai porte à 2 % l'augmentation des prix depuis le début de l'année et à 3,4 % sur douze mois. Le ministère de l'économie et des finances ne voit pas pour le moment de raison de réviser les objectifs gouvernementaux, une inflation de 2,4 % pour l'ensemble de 1987. Rue de Rivoli, on ne cache pas en outre une certaine satisfaction devant l'amenagement de l'écart entre le rythme d'accroissement des prix en France et en RFA, où se confirme une lente accélération de l'inflation (0,1 % en mai, soit 0,2 % en douze mois). Cet écart a été ramené de 3,9 % en février à 3,5 % en mars, 3,4 % en avril et 3,2 % en mai.

La possibilité d'une différence ramenée à deux points d'ici à la fin de l'année ne paraît plus impossible à atteindre, ce qui constituerait une première depuis 1973. En attendant de voir les faits confirmer ces espoirs, les responsables de l'économie française sont encouragés par le fait que l'évolution des prix continue de se situer dans la moyenne, voire en-deçà de la moyenne de la Communauté européenne ou des pays membres de l'OCDE.

● M. de Villiers candidat à l'élection cantonale de Montaigne (Vendée). — M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication, a annoncé, le mardi 16 juin, qu'il sera candidat, le 5 juillet, lors de l'élection cantonale partielle de Montaigne (Vendée). Il brigue ainsi la succession de Vincent Auzanet, député (RPR) de Vendée, ancien ministre, décédé le 1<sup>er</sup> juin, qui était conseiller général de ce canton depuis 1969.

Le numéro du « Monde » daté 17 juin 1987 a été tiré à 470 371 exemplaires

A B C D E F G

LES AMATEURS D'APPLE PEUVENT COMPTER SUR LE SERVICE APRÈS VENTE D'INTERNATIONAL COMPUTER LES AUTRES RESTENT EN

Un Macintosh SE + disque dur 20 M.o. compatible 23.900 F HT Offre valable jusqu'au 27/06



INTERNATIONAL COMPUTER La micro sans frontières

25, rue du Renard Paris 4<sup>e</sup> 47.72.26.26 64, av. du Prado Marseille 6<sup>e</sup> 91.37.25.03

(Publicité)  
**SCIENCES PO**  
La seule école qui depuis 20 ans vous offre ces garanties :  
Nouveau : prépa CELSA  
Directeur et professeurs, anciens de SC PO ou de l'ENA.  
Taux de réussite exceptionnels. Sélection sur dossier.  
Étude 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années : 6000 francs. 5000 francs.  
Préparation à temps complet sur place et par correspondance. Doc. contre 3 timbres.  
**ICEPES**  
57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly 47.45.08.19 ou 47.22.94.84.

**ARNYS**  
PARIS  
**SOLDE**  
POUR ELLE, POUR LUI  
14, rue de Sévres, 7 - Tél. 45.48.76.99